This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

B 1,265,479

PROPERTY OF
University of Michigan Libraries
1817
LUCES SCIENTIA VERI

Stedingk, Curt Bogislaus Ludvig Kristoffer v.
= grefve, 1746-1837.

MÉMOIRES POSTHUMES

DU FELD-MARÉCHAL

COMTE DE STEDINGK,

RÉDIGÉS

Sur des lettres, dépêches et autres pièces authentiques laissées à sa famille;

PAR

LE GÉNÉRAL COMTE DE BJÖRNSTJERNA.

TOME DEUXIÈME.

PARIS.

ARTHUS-BERTRAND, ÉDITEUR,

LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE ET DE LA SOCIÉTÉ ROYALE DES ANTIQUAIRES DU NORD,

RUE HAUTEFEUILLE, 23.

1845

31
244

DL
750
.S82
A3

v. 2

6983.4.1.1

MÉMOIRES POSTHUMES

DU FELD-MARÉCHAL

COMTE DE STEDINGK.

Le baron de Stedingk arrivé à Saint-Pétersbourg, sut bientôt gagner les bonnes grâces de l'impératrice Catherine II. Plusieurs raisons contribuèrent à cette faveur auprès d'elle : il joignait à l'amabilité et aux manières élégantes de la cour de France un grand fonds de bonhomie allemande, que Catherine, née dans le nord de l'Allemagne ainsi que M. de Stedingk, affectionnait beaucoup. A ce double motif vint se joindre la haine que Catherine portait à la révolution française, parfaitement d'accord avec celle de M. de Stedingk, serviteur affectionné de la maison de Bourbon.

Il obtint ainsi une grande faveur auprès de l'impératrice, fut admis dans le cercle de sa société

intime, eut le portrait de l'impératrice comme témoignage de sa haute bienveillance, et fut ainsi bientôt le membre le plus influent du corps diplomatique de Saint-Pétersbourg, composé alors des personnes les plus marquantes de l'Europe, pour leur savoir et leur amabilité, comme M. de Ségur, ambassadeur de France, le prince de Ligne et M. de Cobenzel, ambassadeur d'Autriche, lord Saint-Helene, alors M. Fitz-Herbert, ambassadeur d'Angleterre, etc., etc.

Les relations de la Russie et de la Suède devinrent par cette entremise de plus en plus intimes, et le plan fut formé d'une coalition contre la France, selon lequel le roi de Suède devait débarquer sur les côtes de Bretagne avec une armée composée, moitié de Suédois et moitié de Russes. La mort du roi par la main d'un assassin, mit cependant un terme à ces projets, qui, au fond, étaient peu sages pour la Suède.

Le duc de Sudermanie ayant pris la régence du royaume de Suède, la politique de ce pays changea entièrement, et la Suède fut le premier pays à reconnaître la république française.

Ce changement de politique n'influença aucunement la position personnelle de M. de Stedingk à

Saint-Pétersbourg, qui, fondée sur la connaissance qu'on avait de son caractère noble, continua à être la même.

L'impératrice conçut à cette époque le projet d'un mariage entre le jeune roi de Suède, Gustave IV, et sa petite fille Alexandrine Pawlowna. Cette princesse, douée d'une grande beauté et de toutes les qualités de l'esprit et du cœur, était bien faite pour plaire au jeune roi de Suède, qui, ayant fait sa connaissance personnelle, en fut fort épris. Son oncle le régent avait aussi donné son assentiment, quoiqu'il n'aimât ni la Russie ni l'impératrice. Enfin tout semblait concourir à cette union, quand des scrupules de religion vinrent la rompre : ils provinrent de l'évêque Flodin, qui avait été l'instituteur du roi, et la raison fut la demande d'une chapelle grecque à Stockholm, où la grande-duchesse pourrait suivre les rites de son culte.

Ce qu'il y avait de singulier dans cette affaire (conduite par le général, depuis le feld-maréchal comte de Klingsporre), fut que le point essentiel de religion avait été entièrement omis dans les préliminaires du contrat de mariage, et ne fut mis en question que le *soir même* où les fiançailles de-

vaient être célébrées, le roi étant déjà arrivé à Saint-Pétersbourg pour célébrer lui-même ses fiançailles, et que les choses étaient tellement avancées, que l'impératrice, assise sur son trône, entourée de sa cour, attendait avec impatience le moment où le roi et sa promise entreraient dans le salon. De rompre dans des circonstances aussi avancées fut regardé comme une offense, et fut tellement pris à cœur par l'impératrice qu'elle en *mourut de dépit* peu de jours après.

Cet état des choses était difficile pour un ambassadeur. Le baron de Stedingk réussit cependant à apaiser l'orage et à conserver son influence à la cour de Russie.

L'empereur Paul vint succéder à Catherine. Depuis longtemps il avait professé une grande estime pour le baron de Stedingk qu'il nomma toujours « le preux chevalier. »

Le règne de l'empereur Paul n'a d'autre intérêt dans les Mémoires de M. de Stedingk que celui du fameux traité de la *neutralité armée*, que M. de Stedingk négocia avec le comte de *Rostopchin*, et auquel le Danemark prit part après. Ce traité fut amené par l'exercice du *droit de visite en haute mer* que l'Angleterre voulait s'arroger pour empêcher

la France d'obtenir des munitions de guerre sous pavillon neutre. Ce droit fut contesté par les puissances.

Le traité de neutralité armée, conclu à Saint-Pétersbourg le 16 décembre 1800, contenait les conditions suivantes :

1° Que le pavillon neutre couvre la cargaison ;

2° Que le navire sous convoi ne peut être visité.

3° Que les munitions de guerre sont contrebande près d'un port bloqué par l'ennemi.

4° Que le port n'est reconnu bloqué que lorsqu'un vaisseau armé se trouve à portée de vue.

5° Que le tiers au moins de l'équipage d'un vaisseau, ainsi que le capitaine, doivent être natifs du pays dont ils arborent le pavillon, pour être reconnus appartenant à ce pays.

6° Qu'une escadre russe, une suédoise et une danoise seraient stationnées dans le Sund pour maintenir les principes du traité en question.

Ce fameux traité eut cependant peu de durée : il fut surtout brisé par le canon de l'amiral *Nelson*, qui força le Danemark à se séparer de l'Union, et qui ouvrit la Baltique au pavillon anglais.

C'était pendant le règne de l'empereur Paul que

la mission du général Duroc eut lieu à Saint-P tersbourg.

Napoléon avait eu l'adresse de faire tourner politique de Paul, tantôt son ennemi mortel, to en sa faveur, par quelques procédés envers lui par ses plans chimériques de l'invasion de l'In britannique.

C'est dans ce but que le général Duroc fut e voyé à Saint-Pétersbourg par Napoléon. No avons trouvé dans les papiers du baron de Steding le plan en question, que nous reproduisons i comme étant peu connu dans ses détails.

Esquisse du plan de campagne contre les établiss ments anglais de l'Inde, tel qu'il fut arrêté p Bonaparte et l'empereur Paul I^er^.

Une armée française de trente-cinq mille hon mes d'infanterie, avec tout le matériel de son a tillerie légère, se portera des frontières de Fran à Ulm, du consentement de l'Autriche, y trouve des bateaux, et s'y embarquera sur le Danube.

Arrivée à la mer Noire, une flotte russe la tran portera jusqu'à Taganrok, d'où elle se rendra Tzaritzin, sur le Volga, où, pourvue de bateau

elle se rembarquera pour descendre le fleuve jusqu'à Astrakhan.

Là, une armée russe de trente-cinq mille hommes, dont quinze mille d'infanterie, dix mille de cavalerie et dix mille Cosaques *, pourvue de grands trains d'artillerie, se réunira à l'armée française, à qui il sera fourni les chevaux nécessaires à son artillerie et à ses transports.

L'armée combinée sera transportée par la mer Caspienne d'Astrakhan à Astrabat, où seront établis les dépôts de munitions de tous genres nécessaires à l'armée.

Cette marche des frontières de France à Astrabat est évaluée à environ quatre-vingts jours, et il en faudra encore cinquante pour parvenir sur la rive droite de l'Indus avec le corps de l'armée, dont la marche s'opérera par Hérat, Ferah et Candahar; en tout, cent trente jours de marche ou transports pour les troupes françaises, qui seront, ainsi que les Russes, sous le commandement en chef du général Masséna (selon la demande expresse qu'en avait faite l'empereur Paul).

* Paul avait déjà ordonné le rassemblement de 50,000 Cosaques pour cette expédition, quand il mourut.

Il est inconcevable comment un plan aussi peu mûri, et démontrant une si parfaite ignorance des localités, des obstacles, et de l'énormité des distances que l'armée expéditionnaire aurait eu à parcourir avant même d'arriver aux Indes, ainsi que de la forte résistance qu'elle aurait eu à éprouver là, par une armée britannique forte, disciplinée, aguerrie et acclimatée, ait pu sortir du cabinet de Napoléon, si le tout ne doit être considéré que comme une ruse politique pour séduire l'imagination fantastique de l'empereur Paul, mécontent pour le moment du cabinet de Saint-James.

Notre intention n'étant pas d'écrire ici l'histoire du règne de l'empereur Paul, nous nous bornerons à citer quelques traits de cet empereur dont M. de Stedingk fut témoin, et qu'il a racontés plusieurs fois au sein de sa famille, et qui caractérisent trop bien l'empereur Paul pour ne pas mériter d'être consignés ici.

Le bruit d'une insurrection à *Lovisa* (petite ville de la Finlande suédoise d'alors) s'étant répandu, l'empereur Paul envoya de suite chercher le baron Stedingk, qui avait justement ce jour-là un de ces grands dîners qu'il donnait régulièrement tous les jeudis. L'on était au moment de se mettre à table;

l'ambassadeur s'excusa auprès de ses hôtes, demanda sa voiture, et allait partir, lorsqu'un nouveau message plus pressant que le premier lui arriva. Il se rendit en hâte au château, fut introduit dans le cabinet de l'empereur qui l'attendait avec la plus vive impatience, et qui lui donna à peine le temps d'entrer avant de lui dire : « Eh bien ! » voilà de belles nouvelles de la Finlande : une » révolte à Lovisa. Mais il ne sera pas dit que » j'aurai perdu une minute à voler au secours de » mon ami le roi de Suède. Je mets à sa disposi- » tion cinquante mille hommes dont vous prendrez » le commandement. Vous irez de suite, à la tête » de ces troupes, mettre les rebelles à la raison. » Mon fils Constantin vous suivra comme aide de » camp. Asseyez-vous là, et écrivez sous ma dictée » le traité que je vous propose ; nous le signerons » ensuite, vous et moi. »

L'ambassadeur connaissait le caractère emporté de l'empereur ; il n'osa pas se refuser à cette singulière proposition. Il se conforma donc à ses ordres, après lui avoir exprimé la reconnaissance que son souverain ressentirait d'une preuve aussi irrécusable de son amitié. Le traité achevé et dûment signé par l'empereur et l'ambassadeur, le

premier sonna et demanda le grand-duc, qui ne se fit pas attendre. Il lui répéta ce qu'il venait de dire au baron, et lui ordonna de se tenir prêt à le suivre.

Constantin portait au baron une amitié toute particulière, aussi lui exprima-t-il de la manière la plus aimable le plaisir qu'il aurait à servir sous ses ordres. Ce ne fut qu'alors que l'ambassadeur hasarda la proposition de remettre le départ de quelques jours, afin de donner au courrier qu'il venait d'expédier le temps de revenir.

Il réussit finalement à obtenir ce délai de l'empereur.

Le courrier revint rapportant la nouvelle, que tout était tranquille en Finlande, et qu'il n'y avait jamais été question d'aucune révolution. L'expédition projetée n'eut donc pas lieu, mais le traité conclu et signé, resta en possession de l'ambassadeur, qui le conserva comme une pièce curieuse dans les annales de la diplomatie.

Un autre jour l'empereur Paul avait, pendant une grande cérémonie, dit quelques mots à voix basse au grand chambellan, M. de Narishkin. Comme on savait que Narishkin ne jouissait pas des bonnes grâces de l'empereur, et qu'on croyait qu'un

raccommodement avait eu lieu, on demanda au grand chambellan ce que l'empereur lui avait dit à l'oreille? « Durack » (fou), répondit M. de Narishkin, et pas un mot de plus. Le lendemain l'empereur causant avec l'ambassadeur, exprima son mécontentement à l'égard du grand maréchal pour avoir mal arrangé la fête, quand celui-ci, qui cherchait toujours à rendre service aux personnes de sa connaissance, défendit le grand chambellan pour les arrangements de la fête, et vint malheureusement à dire, que M. de Narishkin (apparenté avec la famille impériale) était cependant un très-grand seigneur. A ce mot lâché imprudemment, toute la physionomie de l'empereur se décomposa, et, en élevant la voix, il dit ces paroles remarquables : « M. l'ambassadeur, sachez qu'il n'y a » pas de grands seigneurs en Russie, que celui à » qui je parle, et autant que je lui parle. »

Voilà en peu de mots le caractère de Paul, ainsi que celui de l'*autocratie* en général, qui loin de représenter, ainsi que le fait la *monarchie* limitée, la forme solide de la pyramide, s'élevant par degrés jusqu'à son sommet où est placée la couronne, n'offre que l'emblème d'un colosse isolé sur une plate-forme, où tout étant *nivelé*, rien

ne se trouve qui puisse lui servir de point d'appui.

Nous passons sous silence la mort tragique de l'empereur Paul, trop connue pour avoir besoin d'être retracée dans ces mémoires ; nous dirons seulement, que M. de Stedingk, tout en reconnaissant la bizarrerie de Paul, rendait justice à ses bonnes intentions, et au chevaleresque de son caractère.

L'empereur Paul fut remplacé sur le trône de Russie par son fils Alexandre. Celui-ci ayant depuis son enfance vu M. de Stedingk dans les bonnes grâces de sa grand-mère, l'impératrice Catherine, ainsi que dans celles de son père, l'empereur Paul, le considérait plutôt comme un ancien ami de famille que comme ambassadeur étranger. Aussi se rendit-il chez lui le lendemain même de la mort précipitée de son père, et se jetant à son cou, lui dit : « Je suis l'homme le plus » malheureux de la terre, » — «Vous devez l'être ! » lui répondit l'ambassadeur.

Les relations entre la Suède et la Russie prirent alors un caractère moins amical, malgré la parenté des deux souverains, qui, ayant épousé deux sœurs, se trouvaient beaux-frères l'un de l'au-

tre. Plusieurs raisons contribuèrent à cet éloignement, et j'en citerai une, bien misérable en elle-même, mais qui pourtant devait avoir des suites.

Gustave IV ayant passé en revue une partie de l'armée de Finlande, le jeune roi vint visiter la frontière de la Russie à Abborforss. Il y avait un pont de bois en cet endroit qui conduisait à une petite île au milieu de la rivière de Kymene, formant alors la frontière entre les deux pays, et de là sur le territoire russe. Les traités n'étaient pas explicites sur la possession de cette île de cinquante pas de longueur, si elle devait appartenir à la Suède ou à la Russie.

La partie du pont qui conduisait de l'île au territoire suédois, avait depuis longtemps été peinte, moitié en couleur suédoise (bleu), moitié en couleur russe (vert). Le roi arrivant sur les lieux, ordonna de suite de barbouiller la partie du pont considérée russe, en bleu.

Des protestations furent faites par les autorités russes qui firent repeindre leur partie en vert; les Suédois de nouveau en bleu, d'après l'ordre du roi; et la querelle s'échauffa tellement, qu'on vit bientôt un corps d'armée russe se réunir près du pont déclarant qu'il le passerait si les couleurs

russes n'étaient conservées intactes. Gustave IV, comme de coutume, ne fit rien pour soutenir une querelle qu'il avait entamée, et le pont resta peint en vert.

Ces circonstances étaient difficiles pour l'ambassadeur de Suède : il écrivit alors à une des personnes les plus influentes auprès du roi, le baron G. de L., la lettre suivante :

« On sert mal son souverain quand on fait » tout ce qui lui vient dans l'esprit. Le feu roi me » permettait de lui désobéir quand ce qu'il ordon- » nait était contraire à ses intérêts : c'est ce qui » a fait que j'ai pu lui être utile et rendre quel- » ques services à l'État; maintenant je ne suis » plus bon qu'à enterrer, c'est à quoi je vise; » mais, avant, j'espère de vous revoir encore et » de vous témoigner en personne tout l'attache- » ment que je vous porte. »

Malgré l'attachement et la sympathie que M. de Stedingk portait par ses anciens souvenirs à l'illustre maison de *Bourbon* et à ses branches collatérales, et l'impression fâcheuse que l'enlèvement et la mort tragique du duc d'Enghien devait faire sur lui, nous verrons cependant que ces sentiments n'influencèrent pas les conseils qu'il donnait à son

roi, lorsque celui-ci, entraîné par l'impression de cet acte de violence, voulait avec des moyens insuffisants faire la guerre à Napoléon. M. de Stedingk écrivit la lettre suivante au baron de Lagerbjelke qui remplissait auprès du roi, en Allemagne alors, les fonctions de ministre des affaires étrangères :

Saint-Pétersbourg, 27 juin (9 juillet) 1804.

Prévoyant, mon cher baron, que je pourrais expédier M. Eikstedt dans quelques jours, je prends les avances pour vous témoigner ma vive reconnaissance de vos apostilles qui accompagnèrent les dépêches du 28 avril et 5 juin. Elles ont été livrées aux flammes, mais elles ne resteront pas moins présentes à mon esprit comme un monument devotre patriotisme et de votre attachement au roi. Ces sentiments ne peuvent jamais se manifester d'une manière plus éclatante, qu'en présentant au souverain des vérités qui contrarient ses goûts et son penchant. Le difficile en tout cela, mon cher ami, est de savoir ce qui est vérité, en fait de politique, car nous voyons arriver tous les jours des choses qu'aucun esprit humain n'a pu

prévoir et qui déconcertent toutes les mesures. paraît, cependant, au milieu de cette incertitude qu'il ne peut pas convenir à la Suède de lever bouclier en ce moment, et de se charger d'un pr mier rôle dans une guerre éventuelle. . .

. . . . . .

J'espère que le temps qui s'est écoulé depuis meurtre du duc d'Enghien, et la réflexion, a ront calmé un peu le ressentiment du roi ; et si guerre éclate sur le continent (ce qui est bien lo d'être décidé), que nous serons trop sages po y prendre part qu'autant qu'elle ne nous coûte pas un sou. Il est vrai que la perte d'hommes e inévitable, et qu'elle est bien funeste pour la Suèd mais j'y aurai moins de regrets, si une guer éloignée de nos frontières, sans épuiser nos re sources et diminuer notre considération, pouv nous guérir pour toujours de notre passion pour gloire militaire. C'est l'effet qu'elle produit qu quefois, en voyant de près toutes les horreurs q l'accompagnent. Selon moi, il n'y a que la n cessité la plus absolue qui puisse l'excuser deva Dieu et les hommes. Je suis bien aise que vo soyez secondé dans vos efforts par le baron Ehrensward. Son nom est dans toutes les bouch

et il s'est infiniment distingué par sa conduite ministérielle à Paris. Vous me ferez plaisir, mon cher baron, de lui présenter mille amitiés de ma part.

De plus grands événements vinrent occuper alors l'attention des cours de Russie et de Suède : Napoléon prenait pendant la paix plus qu'on ne prend à la fin d'une guerre victorieuse. Il fallait tâcher de mettre des bornes à ce torrent qui envahissait tout; et quoique infructueuses pendant longtemps encore, elles préparèrent l'Europe à cette résistance commune de tous les peuples, qui finirent par briser leurs chaînes et faire tomber l'insatiable dominateur de la hauteur à laquelle il s'était élevé.

Comme nous ne prenons pas la tâche difficile d'être l'historien de ces temps mémorables, nous nous bornerons à offrir ici les dépêches de l'ambassadeur depuis le commencement de l'an 1805 jusqu'à la moitié de 1808, qui présentent le tableau vif et animé de tous les grands événements politiques de ces temps, la campagne d'Austerlitz, celle dite de Friedland, la paix de Tilsit, ses articles secrets, l'expédition anglaise à Copenhague, la guerre de Finlande, et celle de Turquie, fai-

sant passer ces grands événements devant les yeux du lecteur d'une manière également claire et authentique.

Ces dépêches, dont le style classique peut servir de modèle, dévoilent plusieurs circonstances remarquables et ignorées jusqu'ici, et font voir de quelle manière la cour de Russie les envisagea, et les moyens que cette cour mit en œuvre pour les guider à son avantage.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 27 décembre 1804 (8 janvier 1805).

J'ai eu l'honneur d'informer Votre Majesté d'une démarche fausse de la cour de Berlin, qui avait transmis ici des propositions vagues de Bonaparte, faites verbalement à M. de Luchesini, à l'effet de rétablir la bonne intelligence entre la Russie et la France. Elles ont été rejetées ici comme entièrement contraires à l'ultimatum que M. d'Oubril avait été chargé de remettre à Paris. Malgré cela, il paraît que la cour de Berlin, suivant toujours la même marche, a continué ses négociations à Paris pour engager Bonaparte à donner des assurances positives de ne pas troubler la tranquillité

de l'Allemagne. Ces tentatives ont été infructueuses, et le ministère prussien en a fait part à M. d'Alopœus. D'un autre côté, la cour de Vienne paraît de plus en plus alarmée par les nouveaux projets de Bonaparte sur l'Italie, qui paraissent être près d'éclore, et ce cabinet-ci fonde là-dessus son espoir d'engager la cour de Vienne à se déclarer contre la France, l'Italie ayant été en tout temps un objet de convoitise pour la politique autrichienne.

Nous avons été menacés de voir le chancelier reprendre la direction des affaires, Il a écrit à l'empereur que sa santé était rétablie et qu'il était en état de revenir. En même temps, il a fait réparer sa maison ; mais il faut que la réponse n'ait pas été trop engageante, puisqu'il paraît que décidément il ne reviendra pas. D'ailleurs, tout le monde est d'accord sur les fautes énormes qu'il a faites pendant son ministère.

Le comte de Panin continue à s'acharner contre moi, m'imputant fortement à tort le nouveau désagrément qu'il a eu de ne pas pouvoir venir à Pétersbourg. Il prétend que, pendant le séjour de Votre Majesté à Dresde, elle l'a fait assurer de son estime par le baron d'Armfelt et M. d'Entrai-

gues ; que c'est là où il s'est pleinement convaincu que je lui avais nui dans l'esprit de Votre Majesté, et que toute la trame contre lui avait été ourdie par moi. Il s'imagine que Votre Majesté m'en a fait de vifs reproches. Elle connaît toute la fausseté de ces assertions, et je m'en consolerais facilement si toute injustice n'était pas révoltante par elle-même, à quoi je joins encore le sentiment douloureux d'être pour la première fois dans ma vie taxé d'une action malhonnête, et cela, de la part d'un homme avec lequel j'ai été fort lié.

L'ambassadeur d'Angleterre vient de me communiquer tout à l'heure la convention signée à Stockholm le 13 décembre par M. d'Ehrenheim et M. Pierrepont. La seule remarque que j'ai faite à l'ambassadeur était que l'Angleterre avait obtenu de grands avantages à trop bon marché.

CURT V. STEDINGK.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 3 (15) janvier 1805.

M. de Garlike, ancien secrétaire d'ambassade à cette cour, partant pour aller occuper la place d'envoyé extraordinaire à Copenhague, je profite de cette occasion pour faire parvenir cette très-humble dépêche à Votre Majesté. L'intention de M. de Garlike est de passer par Stralsund à Ystad, ne se fiant pas aux chemins par le Mecklembourg. Ayant été ici pendant quatre ans la cheville ouvrière de la mission britannique, et ministre accrédité dans le temps qu'il n'y avait pas d'ambassadeur, il est d'autant plus au fait de toutes les affaires qu'il est extrêmement actif et vigilant, et

qu'il joint un esprit solide aux agréments qui font valoir dans la société. Sous tous ces rapports, je crois que Votre Majesté ne sera pas fâchée de s'entretenir avec lui.

Le baron de Krassow ayant fait une diligence extraordinaire, est arrivé vendredi dernier, le 11 janvier (n. st.). Je n'ai pas perdu un instant pour exécuter les ordres de Votre Majesté, et j'espère pouvoir bientôt lui donner des nouvelles satisfaisantes. Les assertions du baron de Hardenberg sont de toute fausseté, lorsqu'il prétend que la cour de Russie a accepté la médiation de la Prusse; mais celle-ci est tellement accoutumée à biaiser et à ménager toutes les parties, qu'elle ne se rebute pas facilement, et le prince de Czartorisky m'a dit en plaisantant qu'elle voulait faire accroire à l'empereur même qu'il accepterait la médiation prussienne. La note que M. Laforest avait remise à Berlin, la réponse qu'il a reçue et l'office fait à M. de Brinckman avaient déjà été envoyés ici par M. d'Alopœus, six jours avant l'arrivée du baron de Krassow. Le prince de Czartorisky ne m'en avait rien dit, mais l'ayant appris d'autre part, et en ayant parlé au prince, il m'a dit que l'empereur avait été très-mécontent de

M. d'Alopœus, de n'avoir pas arrêté ces démarches, conformément à ses instructions. Il m'a dit aussi que le comte de Goltz avait reçu sa réponse mercredi dernier (le 9 janvier), portant que le roi de Prusse mettrait l'empereur dans un grand embarras, si, par l'insinuation de la France, il se portait aux démarches projetées contre Votre Majesté, vu l'alliance qui subsistait entre l'empereur et la Suède. Du reste, cette réponse, quoique ferme, était polie et en termes très-ménagés, parce que, me dit le prince, les circonstances et l'impossibilité pour la Russie d'agir avec vigueur en cette saison, l'exigent impérieusement. Il espérait aussi que, dans la réponse que Votre Majesté ferait à la cour de Berlin, elle saurait allier ces mêmes ménagements à la dignité qu'elle met en toute chose, et que, sans se lier les mains, elle accorderait à la nécessité du moment ce qui n'était pas au pouvoir humain de lui ôter.

. . . . . .

CURT V. STEDINGK.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 17 (29) janvier 1805.

M. le prince de Czartorisky m'a invité hier à une conférence dans laquelle il m'a dit que l'empereur s'était décidé à envoyer M. de Wintzingerode, général-major de cavalerie et son aide de camp général, à Berlin, pour donner plus de poids à la déclaration que Sa Majesté ferait à Sa Majesté Prussienne ; que, dans le cas où Votre Majesté serait attaquée, l'empereur se verrait obligé, en vertu du traité de Gatschina, de la secourir. Fidèle à ses engagements, l'empereur donnerait ce secours aussitôt qu'il en serait requis par Votre Majesté. Pour ne pas mettre Sa Majesté Impériale

dans cette nécessité, elle engage le roi de Prusse à se désister du projet d'occuper la Poméranie suédoise, et de n'employer que des voies amicales pour s'expliquer avec Votre Majesté. Le caractère franc et loyal de M. Wintzingerode, qui est un bon et brave militaire, et la confiance dont il est honoré par son souverain, ne laissent aucun doute qu'il remplira sa commission avec fidélité et sans aucun ménagement pour la cour prussienne.

. . . . . .

J'ai témoigné au prince que Votre Majesté serait extrêmement sensible aux nouvelles preuves d'amitié que l'empereur venait de lui donner en ce moment, et qu'elle saisirait avec empressement toutes les occasions de convaincre Sa Majesté Impériale de la réciprocité de ses sentiments à son égard.

CURT V. STEDINGK.

Apostille.

Saint-Pétersbourg, le 15 (27) mars 1805.

L'ambassade à la Chine est décidément confiée à M. le comte de Golofkin, qui a été fait conseiller privé actuel. Il doit cette commission au vieux comte de Stroganoff, qui a toujours été son protecteur et son ami. Le comte Nicolas de Romantzoff, ministre du commerce, a contribué aussi à la lui obtenir. On avait voulu agréger le comte Jean Potocky au comte de Golofkin en qualité de ministre; mais celui-ci s'y est opposé hautement, et le comte Jean, qui est un homme d'études et de lettres, et qui, avec la modestie du véritable mérite, n'a que le désir de s'instruire et d'être utile, s'est contenté de suivre l'ambassade en qualité de préposé à la partie scientifique. On dit que le jeune comte de Stroganoff, ministre adjoint de l'intérieur, qui continue de jouir de beaucoup de crédit auprès de l'empereur, a donné le premier l'idée de cette ambassade à Sa Majesté, croyant avec raison que les relations avec les peuples de

l'Asie sont d'un intérêt majeur pour la Russie, qui paraît destinée à devenir un jour l'entrepôt du commerce de ces pays lointains avec l'Europe. C'est dans les mêmes vues que l'expédition de M. de Krusenstern s'est faite pour le Japon. Les Russes sont le seul peuple qui fait son commerce avec la Chine par échange, et qui ne lui solde rien. On est à présent dans les meilleurs termes avec ce pays. L'empereur ayant fait connaître à l'empereur de la Chine son projet de lui envoyer une ambassade, a reçu une réponse pleine de courtoisie, dans laquelle on demande que cette ambassade arrive au plus tôt, qu'elle soit rendue, s'il est possible, au commencement de novembre sur la frontière, pour pouvoir faire son entrée à Pékin au mois de janvier. Un prince du sang est envoyé, à ce que l'on dit, à Khiachta, pour recevoir l'ambassadeur. Le nombre des personnes qui se présentent pour être du voyage est si grand, que l'on ne reçoit plus les pétitions que des personnes de tout rang et de tout âge adressent à l'empereur à ce sujet. Tout ce qui appartient au militaire en est exclu, excepté quelques ingénieurs choisis pour leur habileté à lever des plans. Malgré cela, la suite de l'ambassadeur sera de cinq

à six cents personnes, parmi lesquelles il y aura cent cinquante gardes tirés de la cavalerie, sans compter l'escorte qui l'accompagnera à travers les déserts. Beaucoup de présents seront envoyés, parmi lesquels se trouve une pendule à carillon, faite ici par un horloger allemand nommé Strasser, qui a été achetée 25,000 roubles par l'empereur. On donnera aussi à Sa Majesté Chinoise le spectacle d'un ballon et d'un Russe qui se fera choir avec un parachute, expérience qu'il a déjà faite ici l'été dernier. Un panorama de Saint-Pétersbourg très-bien fait, que l'on a montré ici, sera envoyé aussi, et il paraît qu'on n'omettra rien pour donner aux Chinois une haute idée de la puissance et de la civilisation d'un voisin qu'ils sont accoutumés de traiter un peu de barbare. L'ambassadeur sera défrayé pendant tout son voyage et son séjour en Chine, et l'empereur vient de lui donner 200,000 roubles pour les premiers frais. M. de Baykoff, le même qui est revenu de France, est nommé maréchal de l'ambassade, et M. de Lambert secrétaire; M. Schubert, l'académicien, suit en qualité d'astronome.

CURT. V. STEDINGK.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 21 avril (3 mai) 1805.

Le courrier Cronland est arrivé ici le 19 au matin (n. st). J'ai donné d'abord avis de l'arrivée de ce courrier au prince de Czartorisky, en lui envoyant la lettre de Sa Majesté la reine pour l'impératrice Élisabeth. Il m'a invité à une conférence pour le lendemain. Lui ayant lu ma dépêche, comme il m'avait été ordonné, j'ai vu qu'elle lui faisait beaucoup d'impression. Il a cru apercevoir dans les expressions qu'elle contenait que le zèle de Votre Majesté s'était refroidi pour la cause dont elle avait embrassé la défense ; il m'a observé que c'était Votre Majesté qui, le premier, avait

attiré toute l'attention et la sollicitude de l'empereur sur le danger dont l'Europe était menacée par l'ambition démesurée de Bonaparte, et que c'était aussi dans l'énergie, la constance et le courage de Votre Majesté que l'empereur avait espéré de trouver son meilleur appui. Si l'empereur n'avait pas réussi jusqu'à présent à former une ligue formidable contre l'ennemi commun, il fallait l'attribuer à ce que les plus grandes puissances étaient précisément celles qui trahissaient le plus de faiblesse morale, mais que cela même devait engager à ne pas abandonner la partie, afin de déterminer les moins résolus, et leur ôter tout prétexte de continuer une inaction si nuisible à leurs propres intérêts et si pernicieuse au bien général. Le prince est entré alors en quelques détails, relativement aux deux cours de Vienne et de Berlin. Il paraissait convaincu que, malgré son peu d'énergie, la première ne donnerait jamais son consentement à l'établissement du nouveau royaume d'Italie, et que la dernière commençait à s'alarmer de sa position, et manifestait le désir de se réunir à la Suède et à la Russie; mais qu'elle avait besoin d'être décidée par la crainte de ne pas pouvoir maintenir sa neutralité et par l'espoir

d'un prompt secours, si elle se déclarait contre la France. L'article additionnel proposé à Votre majesté avait été conçu dans cette intention, et avait eu pour objet en même temps de mettre Votre Majesté en état d'entretenir une garnison suffisante à Stralsund pour garantir cette place de tout danger, et d'y donner entrée aux troupes russes destinées à agir dans cette partie d'Allemagne contre la France. L'empereur avait cru que si quinze mille Russes s'y trouvaient joints à autant de Suédois et le même nombre de Hanovriens, ce corps d'armée commandé par Votre Majesté, et renforcé probablement par d'autres troupes encore, à mesure qu'il avancerait dans le nord de l'Allemagne, pourrait délivrer cette contrée du joug des Français et ouvrir la voie à de plus grands succès. Au lieu d'une perspective si rassurante, il paraissait, par la dépêche que je venais de lui communiquer, que Votre Majesté n'était pas même décidée à recevoir en Poméranie les troupes russes qui pourraient y être envoyées, si l'Angleterre n'accordait point la totalité des subsides que Votre Majesté avait demandés. Or, il savait positivement que la somme que Votre Majesté avait fixée à cette puissance ne serait pas

accordée, et ne pourrait pas l'être, étant hors de toute proportion avec ce qu'on avait donné en subsides. Il en résulterait que la coopération de Votre Majesté resterait sans aucun effet, et qu'une entreprise dont elle avait été le premier moteur manquerait de son appui dans le moment décisif.

Cette opinion m'a paru trop contraire aux intentions de Votre Majesté et à ses intérêts, pour ne pas m'attacher à la réfuter. J'ai soutenu que le refus de Votre Majesté d'accepter l'article additionnel en question, me paraissait être une suite naturelle de l'état actuel des affaires. Je lui ai rappelé que j'avais pressenti que cela arriverait et le lui avais fait connaître; et effectivement, dans un moment où la principale puissance, et même la seule en guerre avec la France, prêtait l'oreille à des propositions de paix, où la Russie se chargeait du rôle de médiateur et où Votre Majesté n'était informée ni des conditions de paix que l'on proposerait à Bonaparte, ni même des bases sur lesquelles cette pacification serait fondée, il eût été imprudent de se lier par de nouveaux engagements. Quant à la conséquence que le prince tirait du contenu de ma dépêche, je ne pouvais l'admettre d'aucune manière : la solidité

des principes de Votre Majesté et sa fermeté dans les plans qu'elle avait adoptés, étaient connues, ainsi que la franchise et la loyauté qui accompagnaient toutes ses démarches. En suivant ces notions, on ne trouverait rien dans la dépêche précitée qui laissât soupçonner le refus de Votre Majesté de donner entrée aux troupes russes dans ses provinces d'Allemagne, quand le cas existerait; mais qu'il deviendrait impossible à Votre Majesté d'entretenir à grands frais une forte garnison à Stralsund pendant tout le cours d'une négociation dont on ne pouvait prévoir ni la durée ni l'issue, uniquement pour tenir, en cas de besoin, cette place ouverte aux troupes des puissances alliées et en exposant pour cet effet ces mêmes provinces allemandes à être ravagées par les Français. Le prince, qui est fort raisonnable et très-porté pour la meilleure intelligence entre Votre Majesté et l'empereur, a approuvé mon raisonnement; mais il a fortement insisté sur la nécessité de ne pas dégarnir en ce moment de crise la ville de Stralsund de la garnison qui s'y trouve. Il a appuyé son assertion de beaucoup de raisons qui m'ont paru fondées sur une politique très-sage, et intéresser également la dignité de Votre Majesté : il

me dit qu'il n'y avait pas de doute que l'Angleterre devait payer cette garnison, en m'offrant d'en parler sur-le-champ à lord Gower et de l'engager à transiger avec moi sur cette affaire, si je le jugeais à propos. En retirant à présent les troupes que Votre Majesté avait envoyées à Stralsund, Bonaparte en tirerait un bon augure pour le manque d'union et d'accord entre les puissances coalisées, et augmenterait d'audace; les irrésolutions de la Prusse iraient en croissant, et, ce qu'il y aurait de plus fâcheux, cette mesure influerait sur l'opinion générale, et ferait croire que Votre Majesté désespérait du succès, ou se voyait réduite par les circonstances d'abandonner une cause qu'elle avait embrassée avec chaleur. J'ai dit au prince, que, malgré que je n'étais pas autorisé à entrer en négociation sur cet objet, je connaissais trop combien Votre Majesté était disposée à favoriser les entreprises de ses alliés, pour ne pas me charger, si on avait des propositions convenables à me faire, de les faire parvenir à Votre Majesté.

CURT. V. STEDINGK.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 12 (24) mai 1805.

Le courrier de dimanche dernier m'a apporté les dépêches de M. le président de la chancellerie du 26 avril et du 3 mai, avec les doubles de même date, arrivés par le nord. J'ai communiqué le même jour à M. le prince de Czartorisky la lettre de Votre Majesté au roi de Prusse en renvoyant à ce souverain son ordre de l'Aigle-Noir. Le prince en avait déjà reçu la nouvelle de Stockholm par M. d'Alopœus, et je crois aussi, par le secrétaire du général de Wintzingerode qui était arrivé en courrier de Berlin. Le prince m'a prié de lui donner une copie de cette lettre, pour pouvoir la mettre sous les yeux de l'empereur, et

quoique par discrétion et ménagement, il ne se soit pas expliqué avec moi sur son contenu, je connais trop bien ses sentiments pour ne pas être convaincu qu'intérieurement il rend justice, avec tout ce qu'il y a d'hommes purs et honnêtes, aux sentiments nobles et élevés qui ont dicté cette lettre. La politique peut très-bien ne pas approuver cette démarche, car Votre Majesté doit s'attendre d'être en butte à tout ce que la malignité et la rancune peuvent imaginer de plus noir et de plus méchant.

. . . . . .

L'ambassadeur de Vienne a reçu le courrier qu'il attendait, mais ses nouvelles se bornent à la résolution de l'empereur romain de ne pas reconnaître dans Bonaparte la qualité de roi d'Italie, et à des éclaircissements et à des projets éventuels en cas que l'on en vînt à une rupture ouverte avec la France. Il manque aux deux puissances le plus à portée de s'opposer à l'ambition démesurée de Bonaparte, comme les plus exposées peut-être d'en devenir les victimes, qu'un peu seulement de cette énergie qui distingue Votre Majesté.

CURT V. STEDINGK.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, 16 (28) mai 1805.

Depuis mon dernier très-humble rapport du 12 (24) mai, M. le prince de Czartorisky m'a appris que le roi de Prusse avait rappelé sa mission de Stockholm et ordonné à son ministère d'interrompre ses relations avec le chargé d'affaires de Votre Majesté à Berlin. Il m'a paru convaincu que Sa Majesté Prussienne se bornerait à ces marques passagères de ressentiment. Cependant pour ôter à ce souverain toute tentation de se livrer aux instigations de la France, qui ne manqueront pas de se renouveler à cette occasion, l'empereur a répété lui-même au général

Zastrow, ce que Sa Majesté avait déjà fait connaitre à plusieurs reprises à la cour de Berlin, que si Votre Majesté était attaquée, l'empereur prendrait fait et cause pour elle. En m'annonçant cette bonne nouvelle, le prince m'a fait connaître toute la satisfaction qu'il en recevait, tout comme je n'ai pas manqué de lui témoigner combien Votre Majesté serait sensible à cette nouvelle marque d'amitié de l'empereur.

. . . . . .

CURT V. STEDINGK.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 28 mai (9 juin) 1805.

M. de Novasiltzoff part mardi ou mercredi prochain. Il passe par Berlin pour se rendre en droiture à Paris. Bonaparte a envoyé douze passeports en blanc, que l'on remplira des noms du négociateur et de sa suite. La cour de Prusse fait valoir ici, tant qu'elle peut, sa promptitude à obtenir ces passe-ports, et l'influence qu'elle a sur le gouvernement français, avec celle qu'elle ne manquera pas d'avoir sur les négociations qui s'entameront. On n'ajoute pas plus de foi à toutes ces jactances, qu'elles ne méritent, et on est bien éloigné de prévoir que ces négociations pourraient

avoir une issue heureuse. La mission de Vienne ici est toujours dans la plus grande opposition avec celle de Prusse; c'est à qui se déprisera le plus. Ce qu'il y a de certain, c'est que ces deux cours trahissent, alternativement, beaucoup de faiblesse et de timidité. La cour de Vienne a refusé, à la vérité, de reconnaître Bonaparte en sa qualité de roi d'Italie, mais dans sa réponse à la lettre de notification qu'elle a reçue à ce sujet, elle proteste qu'elle est décidée à observer la plus stricte neutralité et à maintenir toutes les relations amicales qui existent entre elle et la France.

. . . . . .

CURT V. STEDINGK.

Apostille.

Saint-Pétersbourg, 28 mai (9 juin) 1805.

Je suis charmé que Votre Majesté ait préféré de traiter des subsides avec M. de Pierrepont, et

par son ministre à la cour de Londres. Malgré que le prince Czartorisky et l'ambassadeur de l'Angleterre paraissent avoir infiniment à cœur de favoriser cette négociation, je ne prévoyais pas de pouvoir l'amener au point où j'aurais désiré, et obtenir une somme assez forte pour couvrir tous les frais que Votre Majesté est obligée de faire pour l'entretien de la garnison de Stralsund, évaluées d'après l'aperçu que M. le baron d'Ehrenheim m'en a envoyé. J'avais engagé à la vérité lord Gower à aller un peu au delà de ses instructions, en accordant quelque chose de plus à Votre Majesté qu'aux autres puissances alliées. Les avantages que l'Angleterre peut tirer de la position de Stralsund, pour les opérations futures, et la vigueur avec laquelle Votre Majesté s'est toujours prononcée contre le gouvernement actuel en France, ont plaidé les raisons que j'ai employées pour amener les choses à ce point; je n'ai pas omis non plus d'appuyer sur la position où Votre Majesté se trouvait vis-à-vis de la Prusse, qui, avide en tout temps de se saisir de la Poméranie suédoise, se livre dans cet instant à ce projet avec d'autant plus de chaleur, qu'il convient également au ressentiment personnel, que d'après

tous les rapports, Sa Majesté Prussienne doit avoir conçu du renvoi de son ordre.

. . . . . .

Quant aux troupes que Votre Majesté a rassemblées en ce moment au camp de Scanie, l'ambassadeur d'Angleterre n'a pas cru pouvoir se permettre de stipuler quelque chose à leur égard, vu que leur destination ne pouvait pas être déterminée suffisamment dans les circonstances actuelles. Le prince Czartorisky, qui m'a dit que le roi de Prusse était furieux du renvoi de son ordre, et qui n'a que très-peu de confiance dans le cabinet de Berlin, m'a demandé ce qu'il y aurait à faire si la cour de Prusse se portait à quelques extrémités contre Votre Majesté. Je lui ai communiqué là-dessus mes idées, fondées sur la connaissance que j'ai du local; mais il aurait été bien aise que Votre Majesté aurait voulu s'en expliquer aussi, ou avec l'empereur lui-même, en me donnant ses ordres à ce sujet.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 9 (21) juin 1805.

On a reçu la nouvelle, ici, que l'ancienne république de Gênes allait être réunie par Bonaparte, non au royaume d'Italie, mais à l'empire français. Cette nouvelle usurpation ne peut que rendre plus difficiles les négociations de paix qui vont s'entamer. Il me paraît démontré qu'elles n'aboutiront qu'à rendre la guerre plus générale et plus sanglante. C'est aussi le sentiment du ministère de Sa Majesté l'empereur, et je suis convaincu que l'empereur n'aurait point cédé aux instances de l'Angleterre, en chargeant M. de Novasiltzoff de porter des propositions de paix en

France, si l'on avait prévu que Bonaparte étendrait à ce point ses projets ambitieux. Il faut espérer que la patience imperturbable de l'Autriche en sera poussée à bout, et que cette puissance sera tirée enfin de la léthargie où elle paraît plongée, pour pouvoir prévenir sa ruine.

. . . . . .

CURT V. STEDINGK.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 8 (20) juillet 1805.

. . . . . .

Toute la seconde ligne de l'armée russe, qui a ses quartiers aux environs de Vilna, est en pleine marche vers Brcesk, pour renforcer la première, de manière qu'au premier signal, cent cinquante mille hommes pourront passer les frontières.

. . . . . .

CURT V. STEDINGK.

DÉPÊCHE DE M. STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 14 (26) juillet 1805.

Le prince de Czartorisky, dans une conférence que j'ai eue avec lui avant-hier, m'a communiqué la note que j'ai l'honneur de joindre ici. Novasiltzoff l'avait remise au baron de Hardenberg d'abord, après le retour de ce dernier à Berlin, et se préparait à revenir à Pétersbourg incessamment. Il avait eu une audience du roi de Prusse dont il ne rend compte que très-succinctement, puisqu'il sera bientôt à même d'en faire son rapport de vive voix. Ce que le prince m'en a dit me fait croire que la cour de Prusse persiste dans son système d'inaction, et que son irrésolution est peut-être

plus forte en ce moment de crise que lorsque le général Wintzingerode était à Berlin. C'était à prévoir; et que les belles promesses du général Zastrow n'aboutiraient à rien. Le courrier de Vienne, attendu depuis si longtemps, est enfin arrivé, et a apporté des nouvelles plus satisfaisantes. On s'y préparait à la guerre que l'on prévoyait bien ne pouvoir pas éviter, si les négociations de M. de Novasiltzoff n'avaient pas le succès désiré. En attendant, Bonaparte gagne le temps de tout disposer pour l'attaque ou la défense d'après son propre choix. On doit voir maintenant en Angleterre combien on s'y était trompé en insistant sur la négociation et sur l'envoi de M. de Novasiltzoff. Malheureusement, ce n'est pas la première fois qu'on y fait de ces bévues en politique, et ce ne sera pas la dernière. Je dois la justice au ministère de Sa Majesté l'empereur, qu'il n'a jamais espéré le moindre succès de cette tentative, et que ce n'est que par condescendance et pour ne pas heurter l'opinion de son allié, que l'empereur s'y est prêté. M. de Novasiltzoff avait expédié, avant son départ de Berlin, des courriers pour Londres et pour Vienne, et le prince de Czartorisky en a fait partir un avant-hier pour ce dernier endroit.

Le moment décisif approchant, l'empereur attend avec impatience d'apprendre ce qui aura été réglé entre Votre Majesté et l'Angleterre, puisque d'une part les Français ne resteront pas inactifs, et que de l'autre, on ne peut pas se méprendre sur le désir sincère des alliés de fortifier la cause qu'ils défendent, par la coopération de Votre Majesté.

. . . . . .

CURT V. STEDINGK.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, 27 juillet (8 août) 1805.

Ce n'est pas un courrier, comme j'ai eu l'honneur de le mander à Votre Majesté, mais M. d'Alopœus lui-même qui lui portera la lettre de l'empereur. J'en ai été prévenu hier au soir, et si tard que je n'ai le temps que d'ajouter quelques lignes à ma très-humble dépêche de mardi dernier, dont la copie se trouve jointe ici.

Le départ précipité de M. d'Alopœus a pour objet de s'assurer d'autant plus promptement d'une réponse favorable de Votre Majesté, et il est certain que le temps presse et que de cette réponse

dépend en grande partie le plan, et j'oserais presque dire le succès des opérations futures. D'après les informations que M. d'Alopœus a données ici, et la différence énorme qui se trouve entre les subsides que l'Angleterre veut donner et ceux dont Votre Majesté a besoin, l'empereur commence à désespérer de la coopération active de la Suède, et il ne s'agirait plus en ce cas que de mettre la Poméranie suédoise à couvert de toute entreprise de la part des Prussiens et des Français. Dans la conjoncture actuelle, il faut se méfier autant des uns que des autres, et il est impossible de prévoir quel parti prendra la Prusse, lorsqu'une armée de cent mille Russes exigera le passage par les États de Sa Majesté prussienne. Quand même elle ne se déclarerait pas d'abord, elle ne manquerait pas de profiter de la première occasion, du moindre revers qu'éprouveraient les puissances alliées pour se mettre en possession d'un pays qui a tenté son avidité en tout temps.

L'engagement qu'a contracté l'empereur d'assister Votre Majesté si elle est attaquée; l'avantage infini d'avoir un corps d'armée prêt d'agir en cas de besoin sur le flanc des forces prussiennes; la nécessité de ne pas livrer aux ennemis une pro-

vince qui leur ouvre la Baltique et ferme pour toujours l'entrée de l'Allemagne à la Suède, toutes ces considérations ont engagé l'empereur à mettre la plus grande célérité dans les préparatifs projetés. Sept vaisseaux de ligne armés en flûtes et plusieurs autres bâtiments sont destinés à transporter seize mille hommes en Poméranie, sous les ordres du comte Tolstoy, lieutenant-général, inspecteur des régiments des gardes, colonel de celui de Préobrazinsky et gouverneur militaire de Pétersbourg. Le choix de ce général est le meilleur que l'on pouvait faire, étant l'homme du monde le plus doux et le plus honnête, chéri de l'empereur et de toutes les personnes qui ont affaire à lui. Si les négociations avec l'Angleterre avaient eu un meilleur succès et que Votre Majesté eût pu suivre son premier plan de se mettre à la tête d'une armée de Suédois, renforcée des troupes auxiliaires russes et hanovriennes, c'est le général russe que j'aurais désiré pour elle. Je crois que le général Kutusoff commandera l'armée russe d'Italie, et le général Michelson celle qui sera mise sous les ordres de l'archiduc Charles, et qui agira en Souabe et sur le Rhin, tandis que l'empereur romain prendra lui-même le commandement de son armée et de

celle des Russes en Italie. Ces dernières particularités m'ont été confiées sous le plus grand secret. Je ne crois pas que M. d'Alopœus en soit plus instruit que du plan d'opération que l'empereur avait envoyé précédemment à Votre Majesté et que ce souverain m'avait fait communiquer par le prince Czartorisky, en exigeant ma parole que j'aurais toujours l'air de l'ignorer, même vis-à-vis le ministère de Votre Majesté. Il est certain que l'on ne saurait être trop discret avec l'espionnage que les Français savent employer si adroitement, et que, dans ce cas, si le succès de la campagne peut dépendre de quinze jours de marche et de préparatifs dont on aura pu dérober la connaissance à l'ennemi.

On aurait bien désiré ici, que j'aurais pu donner quelque promesse positive sur l'admission des troupes russes à Stralsund, pour pouvoir les faire partir sur-le-champ, et prévenir tout accident. Je suis si convaincu, non-seulement de l'innocence de cette expédition, mais de sa nécessité absolue (s'entend si l'Angleterre donne des subsides à Votre Majesté pour entretenir une garnison suffisante à Stralsund), que je n'aurais pas hésité de le faire si j'y avais été autorisé le moins du monde. A pré-

sent, je n'ai pu que donner des espérances incertaines. Quant aux subsistances, j'ai déjà prévenu que la majeure partie, et surtout toutes les farines et gruaux devraient venir d'ici. On s'y est préparé, et, dans le cas où Votre Majesté agirait avec ses propres troupes, il me semble que l'on pourrait profiter également des greniers abondants de ce pays-ci. Il serait nécessaire alors d'en prévenir le gouvernement à temps, et au moment de la récolte.

M. d'Alopœus amène un quartier-maître pour être envoyé d'abord à Stralsund, en cas que Votre Majesté consente au transport des troupes russes. S'il ne peut pas avoir lieu, ce corps ira renforcer quelque autre armée, et le prince Czartorisky m'a déclaré que l'empereur n'aurait plus la possibilité de contribuer à la défense de la Poméranie autrement que par les diversions que feraient ses autres armées.

La Prusse fait répandre partout le bruit que Votre Majesté est en marché pour la Poméranie avec la cour de Russie, et fait semblant d'être mécontente qu'elle ne lui ait pas donné la préférence. On en parle ici, et le prince de Czartorisky m'a dit que les ministres russes aux cours étrangères lui

mandaient que cette nouvelle se débitait aussi dans les lieux de leurs résidences.

. . . . . .

CURT V. STEDINGK.

Apostille.

Saint-Pétersbourg, le 12 (24) août 1805.

Les gardes sont parties avant-hier matin, sous les ordres de M^gr^ le grand-duc Constantin, et conduites par l'empereur. Le long du chemin de Pétershof, plusieurs propriétaires de maisons qui le bordent faisaient servir gratuitement des rafraîchissements aux soldats, et on voyait des Mouschik's russes répandre de l'argent de cuivre aux femmes et enfants de soldats, qui suivaient en grand nombre et en pleurant leurs maris et leurs pères.

Tous les généraux employés sont partis, à l'exception du général Kutusoff, qui est encore ici,

mais qui part aux premiers jours. Le prince Bagrathion, qui commande l'avant-garde d'une armée, fut droit à l'église d'Alexandre Newsky, en quittant sa maison, et, pendant qu'il faisait dire une messe pour le repos de l'âme de son ancien chef, le feld-maréchal Suwaroff, il était à genoux sur sa tombe pour invoquer, disait-il, les mânes de ce héros. Voilà un beau commencement, et je suis certain que ce brave homme aura des succès.

L'empereur a fait de grandes générosités aux officiers qui partaient pour l'armée. Il a donné entre autres au prince Bagrathion vingt mille roubles, et à quelques officiers des gardes, qui en avaient besoin, jusqu'à mille ducats.

Quelques régiments venus de la Finlande, et destinés à être embarqués, campent en ce moment auprès de Pergola, à une lieue de la ville.

Le grand avantage qu'a la Russie est que son armée est tellement mobile, que tous ces mouvements de troupes n'occasionnent pas un sou de frais extraordinaires au gouvernement, et que la dépense de guerre et de paix est la même, à l'exception d'une plus grande consommation de munitions et d'attirail de guerre, et de ce que les vivres et les fourrages coûtent de plus.

Le comte Nicolas Souboff, grand-écuyer de l'empereur, vient de mourir. La vengeance divine poursuit visiblement les auteurs d'une catastrophe sanglante. La plupart ont déjà disparu; celui-ci avait l'esprit tellement frappé de terreur, qu'il en est mort, quoiqu'il ait la taille et la force d'un géant. On dit que ce fut à l'anniversaire de la mort de Paul I^er^ qu'il se réveilla effrayé par un songe horrible. Il est certain que, depuis ce jour, il n'a fait que languir jusqu'à sa fin.

Les projets de Buonaparte sur la Suisse sont connus ici, et il faut espérer qu'ils seront dérangés.

CURT V. STEDINGK.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, 26 août (7 septembre) 1805.

On est ici dans la plus grande inquiétude sur la mission de M. d'Alopœus. Il y a vingt-six jours qu'il s'est embarqué à Cronstadt. Il a eu le vent si favorable qu'il a pu être rendu en cinq ou six jours auprès de Votre Majesté, en prenant terre à Carlshamn ou Carlskrona. Ses ordres portaient d'envoyer tout de suite un courrier par terre, et un autre par mer, avec la réponse de Votre Majesté, et on n'apprend absolument rien de lui, ni de sa commission. En attendant, on ne sait ici à quoi s'en tenir, et le temps presse. Les troupes et les provisions sont embarquées tant à Cronstadt qu'à

Reval et à Riga. On a frêté à grands frais tous les vaisseaux que l'on a pu trouver, parmi lesquels il se trouve plusieurs prussiens. Les capitaines s'étaient informés auprès du comte de Goltz, s'ils ne risquaient rien en prenant des troupes russes à bord. Il leur a répondu que non, et qu'il ne pouvait pas les empêcher de louer leurs bâtiments à qui bon leur semblait. On a envoyé un certain M. Braun, de Frédéricshamn, dans la Finlande suédoise, pour y frêter des navires, et il m'a été dit qu'il en avait trouvé. Les contrats sont faits par mois et les prix sont exorbitants. On a tout accordé pour regagner le temps perdu et faire arriver les troupes à leur destination avant la mauvaise saison; mais le manque de nouvelles de M. d'Alopœus arrête tout, et met l'empereur et surtout le prince Czartorisky, qui se trouve chargé de la responsabilité, dans un étrange embarras. Il aurait bien désiré d'en sortir en m'engageant à promettre positivement que Votre Majesté permettrait le débarquement en Poméranie. L'utilité, la nécessité même de cette expédition m'est bien démontrée; mais comment prendre sur moi de donner une promesse de cette importance, pendant que je suis dans l'incertitude sur les intentions de

Votre Majesté à cet égard. D'un autre côté, la saison avance. L'équinoxe, le plus mauvais temps pour la navigation, approche, et les États de Votre Majesté peuvent être exposés, si l'expédition vient à manquer, sans compter que l'empereur aura fait des frais énormes en pure perte.

Nous avons beaucoup discuté, le prince et moi, s'il n'y aurait pas moyen de faire débarquer les troupes à Warnemünde, ou sur quelque autre point du Mecklembourg. J'ai avancé cette idée sachant que Votre Majesté l'avait conçue dans le temps qu'elle avait le projet de joindre un corps de vingt-cinq mille Suédois à l'armée russe. Mais l'absence de ce corps et la diminution de l'armée russe, qui, au lieu de quarante-cinq mille hommes, ne se composait que de dix-sept mille combattants, change beaucoup la question. Elle va être décidée demain au soir dans un conseil auquel le prince Czartorisky m'a invité, et où se trouveront le comte Tolstoy, l'amiral Tchitchagoff, M. de Suchteln et M. le comte de Liewen, adjudant-général de l'empereur. En attendant, le prince m'a fait donner ce soir une nouvelle qui m'inquiète beaucoup. Il m'a envoyé un certain comte Ozarofsky, attaché à la mission russe à Berlin. Ce

jeune homme, qui est arrivé en huit jours, avec des dépêches de M. d'Alopœus, a vu lundi dernier, le 1er septembre nouveau style, un certain M. de Horn, officier suédois, qui allait à Stralsund, envoyé par un général suédois, Lôwenholm (comme M. d'Ozarofsky l'appelait). Il ne parla pas à M. de Horn, mais il apprit par le maître de poste que ce général, dont le nom répond à celui du comte de Lœwenhielm, avait fait naufrage sur les côtes de Prusse, qu'un yacht de Votre Majesté sur lequel il avait été envoyé, avait péri avec tout l'équipage, que le général, qui ne s'était sauvé que par miracle, avait perdu ses dépêches, et qu'il envoyait ce M. Horn en Suède pour donner avis de son malheur. Arrivé à Memel, cette nouvelle, non-seulement, fut confirmée au comte d'Ozarofsky ; mais on y ajouta que le général avait retrouvé une partie de ses dépêches. Elles avaient été repêchées par des mariniers que le général avait récompensés magnifiquement, et l'on avait posté le long des côtes où le malheur était arrivé des gens pour tâcher de sauver encore quelques effets du navire naufragé. Le général était malade et s'était fait transporter chez le consul de Suède qui demeurait à la campagne, près de la ville. Le temps

ne permit pas au courrier russe de prendre des informations plus amples; mais on ne parlait à Memel et aux environs que de cet événement. Quoiqu'il faille se méfier des nouvelles de courrier comme de celles de marins, il y a dans ce récit, en examinant les dates, et les différentes circonstances, une vraisemblance qui est faite pour alarmer et qui ne fait qu'augmenter l'impatience de recevoir des nouvelles de Votre Majesté.

. . . . . .

CURT V. STEDINGK.

Apostille.

Saint-Pétersbourg, 28 août (9 septembre) 1805.

Le conseil dont j'ai eu l'honneur de faire mention dans ma très-humble dépêche, s'est tenu hier soir fort tard chez M. le comte Tolstoy.

J'y ai exposé toutes les raisons qui pourraient déterminer un débarquement dans le pays de Mecklembourg, sans me cacher leur faiblesse en parlant militairement. Il n'y a eu que le prince Czartorisky qui n'a pas heurté de front mon opinion. L'amiral et les généraux ont été unanimement d'accord que cette opération était impossible et exposait les troupes et les vaisseaux de l'empereur aux plus grands désastres. En débarquant à Travemunde et en s'emparant de Lubeck, on se trouverait dans un entonnoir, et les Français, débouchés par le pays de Lauenbourg, gagneraient facilement un jour de marche, et même deux sur les Russes, et leur couperaient, en se portant sur Rostock ou Wismar, toute communication avec la Poméranie suédoise, que l'on avait en vue de défendre et qui, en cas de malheur, devait nécessairement leur servir de retraite. Il n'y avait pas un mot à répliquer à cela, aussi avais-je indiqué Rostock comme point de débarquement, avec l'assurance positive, que si l'armée russe était forcée de se replier, on la recevrait dans la Poméranie et à Stralsund. J'étais bien assuré de ne pas être désavoué en cela par Votre Majesté, et qu'elle aurait fait en ce

cas tout ce qui aurait dépendu d'elle, pour secourir et sauver les troupes de son allié. L'amiral m'a objecté qu'il n'y avait pas de mouillage pour les gros vaisseaux à Warnemünde, et de plus, il se présentait la difficulté, que le dépôt de l'armée et les provisions immenses qu'elle conduit avec elle, ne se trouveraient nullement en sûreté dans la ville de Rostock, sans compter que si l'ennemi s'était renforcé dans le pays d'Hanovre, il pourrait facilement mettre obstacle au débarquement même, qui ne peut qu'être long et difficile. Le général Tolstoy, qui est vraiment un homme excellent, plein d'honneur et de zèle, trouvait aussi qu'il serait bien fâcheux de commencer la campagne par une marche rétrograde, en faisant son débarquement dans un endroit qui n'offrait aucune sûreté. Tous étaient d'avis que ces difficultés étaient augmentées encore par l'incertitude où l'on était sur le parti que prendrait la Prusse. Le courrier qui porte à Berlin la demande de l'empereur que l'armée russe puisse passer par les États de S. M. prussienne, est parti avant-hier au soir. Le même jour est arrivé M. d'Ozarofsky avec la réponse de Buonaparte à la note de la cour de Vienne, relativement à l'offre qu'elle avait faite de sa médiation.

Cette réponse, que je n'ai pas vue encore, doit porter le caractère de l'extrême insolence qu'il met dans toutes ses communications avec les cours qu'il ne veut pas ménager. Il y dit entre autres, que pour réussir dans le rôle honorable que la cour de Vienne voulait entreprendre, elle aurait dû imiter celle de Berlin, en s'engageant de ne jamais prendre les armes contre la France. Le ministère prussien n'avoue point cet engagement et a fait faire ici des protestations qu'il n'avait fait une pareille promesse et qu'il ferait connaître à Paris sa désapprobation d'une assertion aussi fausse; mais on sait ici à quoi s'en tenir à cet égard. On saura bientôt aussi quel parti prendra la Prusse par rapport à la guerre, et c'est précisément pour accélérer sa décision qu'il est si intéressant d'avoir un corps d'armée en Poméranie.

Cette considération et plusieurs autres raisons que l'amiral Tchitchagoff allégua, fit décider au conseil que les ordres seraient donnés le lendemain pour que la flotte mît à la voile avec le premier bon vent. On calcula que la réponse de Votre Majesté ne pouvait pas tarder d'arriver et on ne douta pas qu'elle ne fût favorable. Le prince venait de recevoir une lettre de M. d'Alopœus,

du 10 d'août, par laquelle il lui marqua son arrivée à Carlshamn et qu'il espérait être rendu le même jour que Votre Majesté. On me pria de m'employer pour que la flotte fût pourvue de bons pilotes quand elle arriverait sur les côtes de la Poméranie. Je promis d'en écrire à son excellence M. le baron d'Essen dans la même soirée, et ma lettre, dont j'ai l'honneur de joindre ici une copie, a été envoyé ce matin par un yacht à Stralsund.

Le corps du général Tolstoy consiste en 17,000 hommes de troupes d'élite, dont deux régiments de cavalerie et 700 cosaques, avec 60 pièces de canon d'un bon calibre. Tout cela est bien complet et pourvu de tout ce qu'il faut pour trois mois. Le nombre des chevaux que l'on embarque se monte à peu près à 3,000, et celui de valets et autres personnes qui suivent l'armée à autant.

Le général Tolstoy témoigna à plusieurs reprises combien il se trouvait heureux en pensant que son corps servirait peut-être sous les ordres de Votre Majesté, et qu'elle y joindrait 10 ou 12,000 Suédois, qu'il préférerait à trois fois autant d'Autrichiens, à cause de l'accord qui régne-

rait entre les deux nations et de la valeur reconnue, ainsi que des sentiments élevés qui distinguaient Votre Majesté. Il était bien assuré, si les affaires s'arrangeaient ainsi, que l'on ferait de la bonne besogne. Tout le monde était de ce sentiment et le prince Czartorisky eut à soutenir l'attaque du comte Tolstoy et des autres Russes; de ce que cette affaire n'était pas encore décidée. J'assurai ces Messieurs qu'elle le serait bientôt, si parmi le grand nombre de vaisseaux, que l'on allait expédier, il s'en trouvait un chargé de roubles pour Votre Majesté. Le comte Tolstoy fut d'avis qu'il ne fallait pas y manquer et prit sur lui de faire rentrer tous les fonds avancés l'année prochaine, par les contributions levées en pays ennemis. Enfin, ces Messieurs furent fort aimables et honnêtes.

Finalement il a été arrêté dans un conseil, que le comte Tolstoy précéderait son armée et se rendrait auprès de Votre Majesté, pour prendre ses ordres, au sujet des arrangements à prendre et des opérations futures.

Il m'écrit à l'instant qu'il a reçu des ordres de partir après-demain pour la Scanie, et il me demande un entretien pour demain au soir.

Je ferai partir le lieutenant Wolcher avec cette très-humble dépêche d'abord après. J'ai différé son départ d'un jour à l'autre, dans l'espoir qu'il arriverait une réponse de Votre Majesté.

En songeant que vingt vaisseaux qui portent 20,000 hommes, vont mettre à la voile dans cette saison, à l'aventure, et sans savoir où ils s'arrêteront et où l'on débarquera les troupes et les provisions, il est impossible de ne pas s'inquiéter. Mais l'amiral Tchitchagoff, qui est un homme fort intelligent, mais d'une grande vivacité, a démontré qu'il ne fallait pas perdre un moment et que le pire de tout était de ne point arriver, n'importe où et comment.

CURT V. STEDINGK.

Apostille.

Saint-Pétersbourg, 29 août (11 septembre) 1805.

On a la nouvelle ici que l'armée russe, sous les ordres du général Kutusoff, était déjà arrivée à Lem-

berg. On lui a envoyé les ordres de presser sa marche, puisque Buonaparte, après sa réponse à l'empereur romain, dont j'ai eu l'honneur de faire mention, a déclaré publiquement qu'il renonçait à la descente en Angleterre, pour le moment, et qu'il porterait toutes ses forces contre l'Autriche.

Les lettres qui arrivent du corps commandé par M. le grand-duc Constantin contiennent beaucoup de jérémiades de sa sévérité. Il est composé en grande partie des gardes, comme Votre Majesté sait, et ces Messieurs trouvent la vie de campagne dure, en comparaison de celle de Pétersbourg.

Les équipages ont été réduits autant qu'il a été possible, et le grand-duc a fait brûler ce que les officiers en avaient de plus que les ordonnances permettaient.

CURT V. STEDINGK.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, 30 août (11 septembre) 1805.

Le comte Tolstoy me demande une lettre pour Votre Majesté, et quoique j'ai eu l'honneur de lui faire mon très-humble rapport par un courrier que j'ai expédié ce matin, je ne puis que répéter que j'ai tout lieu de croire que Votre Majesté sera contente du personnel du comte Tolstoy et des ouvertures que ce général lui fera. L'idée que dans la situation présente des affaires Votre Majesté ne recevrait pas les troupes russes dans la Poméranie suédoise, n'entre pas dans ma tête, puisque ce serait exposer cette armée au plus grand danger, et ne garantirait pas davantage

les états de Votre Majesté des hasards de la guerre, ne pouvant jamais entrer dans la politique de Votre Majesté ni s'accorder avec ses sentiments de se réconcilier avec le dominateur de la France. Il a entrepris dans ce moment-ci une négociation avec l'Espagne, qui fait trembler en pensant qu'elle pourrait réussir ou les projets ambitieux dont on accuse le prince de la Paix. Il demande toutes les provinces espagnoles jusqu'à l'Èbre, c'est-à-dire la Navarre espagnole, la Catalogne et la majeure partie de l'Aragon, qui sont les provinces les plus peuplées et les plus industrieuses de la monarchie espagnole. Il veut donner en échange le royaume de Portugal, et reléguer la cour de Lisbonne au Brésil. Il est certain que si l'on ne trouve pas moyen de l'arrêter dans sa course, c'est fait de l'indépendance de tous les états qui l'avoisinent.

CURT V. STEDINGK.

Apostille.

Saint-Pétersbourg, 30 août (11 septembre) 1805.

J'ai été extrêmement content de ma conversation avec le comte Tolstoy. Il est bien dans les bons principes, et jamais l'Empereur ne pouvait faire un meilleur choix. Je pars ce soir et prends la route par terre. Il m'a prié instamment de lui dire sincèrement ce que je pensais du délai de la réponse de Votre Majesté, et si je croyais à la possibilité que Votre Majesté ne consentît pas au débarquement des troupes en Poméranie. Sans m'arrêter trop à cette idée si accablante pour lui, je n'ai pas non plus voulu affirmer le contraire, quoique mon sentiment me dise que Votre Majesté ne refusera pas. — Le comte Tolstoy m'a dit qu'il avait toujours été d'avis qu'il ne fallait s'aventurer ainsi et faire partir l'expédition avant que toutes les difficultés fussent aplanies; mais le ministre lui avait répondu à cela que si on laissait passer la bonne saison il deviendrait impossible pendant huit mois d'envoyer des secours à Votre

Majesté, et que pendant ce temps les Français pourraient se rendre maîtres de Stralsund, et s'établir sur la Baltique.

Quant à la coopération de Votre Majesté, ne fût-ce qu'avec dix ou douze mille hommes, le comte Tolstoy en a un désir bien prononcé. Il prétend qu'il faut payer ces dix mille hommes ce que coûtent vingt mille d'une autre nation, et il est certain que personne n'est plus en état que lui de réaliser ce projet, possédant au plus haut degré la confiance et l'amitié de l'Empereur. Je n'en dirai pas davantage pour ne pas ennuyer Votre Majesté par la répétition de ce que M. Tolstoy lui dira mieux que moi.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 7 (19) septembre 1805.

Le prince Czartorisky me reçut à deux heures, et la première chose qu'il me dit fut que, puisque Votre Majesté avait consenti maintenant au débarquement de l'armée russe en Poméranie, l'Empereur faisait revenir le comte Tolstoy, vu que sa présence était nécessaire ici pour accélérer le départ de la flotte. Je remis au prince l'apostille lettre A pour les montrer à l'Empereur, et mettre Sa Majesté au fait de tout avant l'audience qu'elle m'accorderait.

Cette audience eut lieu à Kamini Ostrow le jour suivant, 13 septembre. On m'introduisit dans le très-petit cabinet de l'Empereur, qui m'accueil-

lit avec beaucoup de bonté et me dit, après avoir reçu la lettre de Votre Majesté, qu'il avait vu mon projet pour régler différents points concernant l'admission de ses troupes en Poméranie; mais qu'il trouvait tous ces arrangements superflus puisqu'il était disposé de mettre cette armée sous les ordres de Votre Majesté, et qu'elle en ferait ce qu'elle en voudrait. « Ce n'est pas avec un souverain comme » le vôtre, me dit-il, qu'on a besoin de transac- » tions. Sa parole suffit, et mes généraux feront tout » ce que Sa Majesté leur ordonnera. » Je le priai d'ouvrir la lettre de Votre Majesté, ce qu'il n'avait pas fait encore, pour pouvoir m'expliquer si Sa Majesté avait quelques observations à y faire. L'Empereur l'ouvrit, en parut très-content, et après l'avoir lue me la donna à lire. Il entra ensuite en plusieurs détails sur ses différentes armées et sur le corps qu'il envoyait à Votre Majesté, dont il louait beaucoup le chef et les différents commandants, disant qu'il les avait choisis exprès, et qu'il espérait que Votre Majesté serait contente d'eux et de l'ordre et de la discipline des régiments, qu'il me nomma tous, pour me démontrer qu'il avait fait un choix. Je lui en fis mes remercîments, et j'aurais bien voulu ne plus lui

parler de la transaction à faire, mais je crus y être obligé par les instructions que Votre Majesté m'a envoyées. L'Empereur me voyant attaché à cette idée me dit : « Si vous voulez absolument que » nous fassions une stipulation par écrit, je vous » en laisse le maître, quelque inutile qu'elle me » paraisse, et je ne mets qu'une condition aux de- » mandes que vous avez faites dans votre projet, » c'est que le gouverneur général de la Poméranie » ne pourra pas se mêler de la discipline inté- » rieure de mon armée, et que s'il a quelque chose » à prescrire, il s'adressera directement au géné- » ral Tolstoy, auquel appartiendra tout seul l'exé- » cution. J'y ajoute encore que le gouverneur ne » pourra pas empêcher mes troupes de sortir de » la province quand j'en aurais besoin ailleurs. Si » malheureusement nous avons la guerre avec la » Prusse, ce corps est destiné à agir contre cette » puissance, et en tous les cas à lui donner de » l'ombrage. Mais comment remplir ces objets » sans mettre le baron d'Essen au fait de tous mes » plans, et si mon général a les bras liés ! Pour le » Roi c'est tout autre chose. Je vous ai dit déjà » que Sa Majesté disposera de ce corps comme » elle voudra. »

Les observations de l'Empereur me parurent si justes, que j'assurais Sa Majesté qu'il serait facile de convenir de ce qu'elle désirerait. L'Empereur s'informa ensuite du personnel de M. le baron d'Essen et se rappela de l'avoir vu ici, mais il ne comprenait pas comment un général major pouvait commander un lieutenant-général. L'explication que je lui en donnai parut le satisfaire, et il me demanda si j'avais vu le prince Czartorisky auquel il avait dit la veille d'aller me trouver. Je répondis que je le verrais au sortir de chez Sa Majesté. Il l'avait, me dit-il d'un ton très-gracieux, chargé d'une commission pour moi, et espérait que je ne le refuserais pas. — Ayant remis ensuite la conversation sur le plan de la guerre, sur l'Autriche, la Prusse et l'Angleterre, je fus extrêmement satisfait de la manière dont Sa Majesté s'expliqua, et surtout de la décision et de la fermeté qu'elle fit paraître. En réponse à une observation que je lui faisais au sujet des Anglais, elle dit : « Ils ont plus d'argent que nous; mais nous » avons des armées, et s'il est juste qu'ils payent, » il ne le serait pas qu'ils dirigent nos opéra- » tions. » — En me congédiant, l'Empereur m'assura qu'il répondrait incessamment à la lettre de

Votre Majesté, et me chargea de lui mander que je n'avais pas trouvé de difficulté à ce qu'elle désirait, et qu'il en serait toujours de même.

En quittant l'Empereur je fus chez l'impératrice Elisabeth. J'avais fait demander une audience à Sa Majesté pour lui remettre la lettre de S. M. la Reine. Elle m'a reçu dans son cabinet, et je l'ai trouvée aussi gracieuse et aimable qu'elle l'a toujours été; mais elle a changé, maigri, et n'est pas aussi heureuse qu'il serait à désirer.

M'étant rendu chez le prince, il me demanda ce que l'Empereur m'avait dit, et, après lui avoir répété ma conversation avec Sa Majesté, il me montra le projet d'une transaction, dont l'introduction et les trois premiers articles étaient mot pour mot les mêmes que j'avais proposés. On y avait ajouté deux articles contenant les demandes sur lesquelles l'Empereur m'avait prévenu, et qui étaient rédigés de manière qu'il n'y avait pas un mot à changer. Je fus très-content et le prince aussi. Il me dit : « Nous n'avons plus qu'à si-» gner » ; mais nous étant aperçus que ce n'était qu'un brouillon, auquel les noms des plénipotentiaires manquaient, nous différâmes la signature jusqu'au lendemain.

Le prince s'acquitta ensuite de la commission que l'Empereur lui avait donnée pour moi. Il devait me dire que Sa Majesté désirait d'être accompagnée par les trois ambassadeurs quand elle se rendrait à l'armée, et y avait ajouté des choses si honnêtes pour moi, que je n'ose pas les rapporter. Je répondis que Votre Majesté m'ayant placé auprès de la personne de l'Empereur, mon devoir exigeait d'accompagner Sa Majesté partout où elle voudrait m'en accorder la permission, et que je n'avais jamais senti davantage le prix de cette faveur que lorsqu'il s'agissait de la suivre à son armée. Le projet est que l'Empereur s'établira d'abord à Brezesk, qui est au centre de la ligne que ses armées embrassent, et si la guerre a lieu contre la Prusse, il ira plus loin; mais il n'est pas décidé encore qu'il se mettra lui-même à la tête de quelqu'une d'elles. Il en a grande envie, mais il y a beaucoup de personnes, même de celles qui lui sont très-dévouées, qui ne cessent de lui en présenter les inconvénients et qui pourraient bien l'emporter. Le prince m'a prévenu qu'il faudrait me pourvoir de chevaux, ce qui n'est pas fort aisé, ainsi que de monter à la hâte un équipage de campagne.

Le comte Tolstoy était revenu dans la soirée. Il avait été droit chez l'Empereur, et aussitôt qu'il fut rentré chez soi il me demanda un entretien. Étant allé chez lui, je le trouvai au désespoir. Rarement j'ai vu un homme plus chagrin et plus profondément affecté. Je n'en devinais pas la cause, mais il me tira bientôt de mon ignorance en me racontant qu'ayant rencontré le courrier de M. d'Alopœus, et ayant reçu l'ordre de l'Empereur d'ouvrir ses dépêches, il y avait trouvé un fatras de politique, auquel il n'entendait rien; mais ce qu'il avait compris clairement, c'était qu'il devait être sous les ordres de M. le baron d'Essen pendant l'absence de Votre Majesté. — Cette idée l'avait terrassé. Il en avait écrit d'abord à l'Empereur par le courrier de M. d'Alopœus, pour lui en représenter tous les inconvénients, et tout en cheminant jusqu'à Fredrikshamn, où il avait reçu les ordres de revenir ici, il s'était tellement noirci l'imagination sur les malheurs inévitables de l'humiliation qui en résulterait pour lui, qu'il en était démonté. — Il me dit, les larmes aux yeux, qu'il aurait versé jusqu'à la dernière goutte de son sang pour mériter la confiance de son souverain et se rendre digne de l'honneur d'être com-

mandé par Votre Majesté; qu'il avait été décidé à prévenir les moindres désirs du baron d'Essen; mais être mis sous les ordres d'un général-major, lorsqu'il n'était accoutumé que d'en recevoir de l'Empereur, cela était impossible; qu'il venait de prier S. M. Impériale de charger quelque autre du commandement, parce qu'il était découragé et qu'il perdrait toute considération auprès de son armée dès qu'elle connaîtrait un arrangement pareil. — Après lui avoir laissé tout dire j'ai essayé de le calmer et de redresser ses idées, en lui expliquant d'abord que M. le baron d'Essen tenait le premier rang en Poméranie, et qu'il y était le représentant de Votre Majesté; ensuite, en lui montrant la probabilité que Votre Majesté se rendrait elle-même à l'armée, et qu'en tous les cas la dépendance dans laquelle il se trouverait du gouverneur général de la province, non-seulement ne le gênerait jamais dans l'exécution de ses devoirs, mais lui serait même absolument nécessaire pour les bien remplir. J'ai appelé à mon secours tout ce que la raison et mon zèle pour le service de Votre Majesté pouvaient me suggérer. J'avoue aussi que je trouvais tant de franchise, d'honneur et de noblesse en tout ce que me disait le

comte Tolstoy, que mon estime pour lui ne fit qu'augmenter, et que j'aurais voulu le tranquilliser pour lui autant que pour le bien de la chose. Il m'écouta attentivement, et je parvins enfin à le rendre à lui-même, mais non à le tirer de son affliction. Il s'attacha à me citer plusieurs occurrences, où, militairement parlant, le commandement de son armée serait nécessairement partagé entre lui et M. le baron d'Essen, et s'en exagéra les inconvénients. Enfin, après avoir discuté longuement, il me parut décidé à se soumettre à tout ce que l'Empereur déciderait.

Le prince m'a envoyé hier au soir la réponse à ma note. J'ai l'honneur de la joindre ici sous la lettre C. Elle est telle que je pouvais la désirer, si on ne veut pas faire une convention par écrit. Il m'a paru aussi que la lettre de l'Empereur à Votre Majesté pouvait en tenir lieu, et après y avoir bien réfléchi et pesé tous les inconvénients qui pourraient résulter d'un retard de l'expédition et d'un manque de secours pour Votre Majesté, je n'ai pas osé refuser plus longtemps mon assentiment au départ de la flotte. Je l'ai donné en termes si mesurés, et en réservant tellement toutes les demandes de Votre Majesté, que j'es-

père qu'elle me pardonnera d'avoir outrepassé en quelque manière mes pouvoirs. Le cas était si embarrassant, que j'ai dû consulter ma conscience et mon zèle pour le service de Votre Majesté plus que la lettre de mon instruction.

Il est arrivé un courrier de Berlin, qui n'apporte pas les meilleures nouvelles. Le roi de Prusse conjure l'Empereur de renoncer à l'idée de passer par les États prussiens avec son armée, pour ne point forcer Sa Majesté de se jeter dans les bras de la France. Ces prières ne changeront rien à la résolution de l'Empereur; mais c'est toujours une grande affaire de plus, et la chance devient moins favorable.

Je n'ai pas manqué de relever les petites libertés que M. d'Alopœus avait prises dans ses notes, et je dois prévenir Votre Majesté que le comte Tolstoy n'est pas content du style qui régnait dans sa dépêche, le trouvant trop positif et pas assez conciliant. Il m'en a parlé sous le plus grand secret, qui, j'en suis sûr, me sera gardé complétement; mais je ne crois pas que ces Messieurs s'accorderont.

CURT V. STEDINGK.

Litt. A.

S. M. le roi de Suède et S. M. le roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande ayant conclu une convention, le 31 août de l'année courante, à l'effet de garantir les places fortes du nord de l'Allemagne contre les entreprises hostiles, il a été réglé par l'art. 6 de la susdite convention, que S. M. Suédoise faciliterait autant qu'il lui serait possible, le débarquement dans la Poméranie suédoise, d'un corps de troupes russes, que S. M. l'empereur de toutes les Russies désirait de faire passer dans cette province.

En conséquence, il a été réglé entre N. et N., munis des pleins pouvoirs qui se rapportent à cet objet :

1° Que le corps de troupes russes que S. M. l'Empereur est intentionnée d'envoyer par mer dans la Poméranie suédoise, pourra y débarquer, et y sera reçu et traité avec tous les égards dus à une puissance amie et alliée.

2° Que les troupes russes qui se trouveront dans la Poméranie suédoise, seront mises sous les

ordres suprêmes de S. M. le roi de Suède, et en cas de l'absence de Sa Majesté, sous ceux du gouverneur général de la Poméranie, qui l'exercera alors à sa place et de la même manière, comme si elle était présente elle-même.

3° Que tout ce qui sera fourni à l'armée russe pendant son séjour dans les États de S. M. suédoise sera payé comptant et d'après le prix courant du pays.

Litt. B.

Le soussigné, ambassadeur extraordinaire de S. M. le roi de Suède, ayant, conformément à ses instructions, eu l'honneur de présenter à S. E. M. le prince Czartorisky, le projet ci-joint d'un arrangement préalable à faire, avant que le débarquement des troupes russes en Poméranie pouvait s'effectuer, et S. M. l'Empereur ayant jugé tout arrangement superflu, lorsqu'elle mettait ses troupes entièrement à la disposition de S. M. Suédoise, croit de son devoir de réitérer à Son Excellence, que les conditions énoncées dans

ledit projet, sont les seules sous lesquelles le Roi a consenti à l'admission des troupes susdites dans ses provinces allemandes, où qu'elles tendent directement à maintenir l'union et le concert nécessaires pour le succès des opérations combinées. Ce n'est donc qu'en donnant aux expressions de S. M. l'Empereur un sens entièrement conforme au contenu du projet en question, que l'ambassadeur pourra donner au ministère impérial la déclaration que les troupes russes peuvent débarquer en Poméranie. Il a d'autant moins lieu de douter qu'il pourrait jamais exister une interprétation différente à ce sujet, qu'il a eu l'honneur, dans l'audience que S. M. Impériale a daigné lui accorder, de s'expliquer sur la demande de son souverain, et de recevoir l'assurance positive de S. M. l'Empereur, que tout serait réglé à la satisfaction du Roi.

L'ambassadeur saisit avec empressement cette occasion, pour renouveler à S. E. M. le prince Czartorisky les assurances de sa haute considération.

Saint-Pétersbourg, 4 (16) septembre 1805.

Litt. C.

Le soussigné, ministre adjoint des affaires étrangères, ayant reçu la note que S. E. M. l'ambassadeur de Suède lui a adressée le 4 (16) sept., s'est empressé de la porter à la connaissance de S. M. Impériale, et a reçu ordre d'y faire la réponse suivante :

L'Empereur envisage l'arrangement proposé par M. l'ambassadeur comme superflu, parce que S. M. Impériale mettant ses forces à la disposition du Roi, son ami et allié, ne peut pas même supposer qu'il puisse naître des difficultés soit pour le commandement, soit pour tout autre objet.

L'Empereur s'est déterminé à annoncer lui-même à S. M. Suédoise, qu'elle peut disposer comme elle le jugera bon des troupes destinées à se rendre en Poméranie, et par une suite de la confiance que S. M. Impériale accorde personnellement à M. l'ambassadeur, le soussigné a été autorisé de lui communiquer confidentiellement la copie ci-jointe de la lettre autographe que l'Empereur, son auguste maître, adresse à ce sujet au Roi.

Le soussigné a ordre de déclarer en même temps à M. l'ambassadeur, que S. M. Impériale a fait les dispositions nécessaires pour que tout ce qui sera fourni à l'armée russe pendant son séjour dans les États de S. M. Suédoise, soit payé comptant et au prix courant du pays.

La seule réserve que l'Empereur croit devoir faire relativement à ses troupes est, qu'elles puissent être employées, selon les circonstances, hors de la Poméranie suédoise, si cela était nécessaire, pour concourir au succès du plan général concerté pour le bien de la cause commune. Cette disposition est tellement conforme aux principes et aux vues de S. M. Suédoise elle-même, que le soussigné ne saurait douter qu'en combinant l'ensemble de tout ce qui est renfermé dans la présente note, M. l'ambassadeur ne se détermine à adresser au ministère impérial la déclaration que les troupes russes peuvent débarquer en Poméranie.

Le soussigné, ministre adjoint des affaires étrangères, saisit cette occasion pour renouveler à M. l'ambassadeur les assurances de sa haute considération.

LE PRINCE CZARTORISKY.

Saint-Pétersbourg, le 6 (18) septembre 1805.

Litt. D.

La note que l'ambassadeur extraordinaire de S. M. le roi de Suède a eu l'honneur d'adresser à S. E. M. le prince Czartorisky, en date du (4) 16 sept., ayant pour objet de réserver en totalité les conditions que le Roi avait mises à l'admission des troupes russes en Poméranie, et dont Sa Majesté lui avait prescrit de transiger avec le ministère de S. M. Impériale, il ne peut que s'y référer entièrement pour tout ce qui regarde le fond des demandes de son souverain.

Le soussigné voit par la note de M. le prince Czartorisky, du (6) 18 sept., que S. M. l'Empereur envisage constamment toute transaction comme superflue entre deux monarques, qui trouvent dans l'élévation de leur caractère et dans les sentiments qui les animent l'un pour l'autre, une garantie suffisante de leurs engagements réciproques. Après un témoignage aussi éclatant du parfait accord et de l'heureuse union qui règnent entre les deux augustes souverains, l'ambassadeur n'aurait plus rien à désirer, si le temps lui permettait de prendre de nouveau les ordres du Roi

son maître, convaincu qu'ils auraient été entièrement conformes aux désirs de S. M. Impériale; mais la saison étant trop avancée pour pouvoir les attendre sans nuire à l'expédition projetée, il croit ne pas pouvoir mettre le moindre empêchement au départ de la flotte, d'autant plus qu'il trouve que la lettre autographe de S. M. l'Empereur au Roi, dont, par un effet de sa bonté, elle a bien voulu faire transmettre une copie à l'ambassadeur, accorde tout ce que le Roi avait demandé.

L'ambassadeur ne met que l'unique réserve à cette déclaration, que si le désir constant du Roi, d'obvier à tout ce qui pourrait entraver la marche des opérations combinées, engageait Sa Majesté de persister dans le dessein de conclure une transaction au sujet des troupes russes qui seront envoyées en Poméranie, cet acte ne différera pas dans les points fondamentaux de celui que Sa Majesté avait proposé en ce moment-ci.

C'est avec le plus vif empressement que l'ambassadeur saisit cette occasion, pour renouveler à S. E. M. le prince Czartorisky les assurances de sa haute considération.

Saint-Pétersbourg, 7 (19) septembre 1805.

Apostille.

Saint-Pétersbourg, le 7 (19) septembre 1805.

Sa Majesté est allée s'établir au palais de Tauride depuis dimanche, avec l'impératrice Élisabeth. L'impératrice douairière y était depuis un mois.

Hier matin à neuf heures, les deux derniers régiments qui restent à embarquer, celui de Paulovsky, grenadiers, et celui de Belozersky, se sont rangés en bataille sur la place devant ma maison. L'empereur y est venu, et le comte Tolstoy m'a envoyé un aide de camp pour me demander si je voulais descendre pour les voir. Ayant souffert toute la nuit, et étant encore souffrant aujourd'hui de ma goutte volante, je n'étais pas encore habillé et l'adjudant me trouva occupé à me raser. En ayant rendu compte à l'empereur, Sa Majesté eut l'extrême bonté de se placer sous mes fenêtres, et de faire défiler devant lui les six bataillons, qui, en vérité, étaient superbes. Le comte Tolstoy est monté après pour me dire

qu'il se rendrait incessamment auprès de Votre Majesté avec une lettre de l'empereur. Il m'a consulté sur le chemin qu'il devait prendre par mer ou par terre ; je lui ai conseillé le dernier. Il était bien doux, bien honnête et bien décidé à contenter Votre Majesté sur tout ce qu'elle désirait ; plus je le vois, et plus je suis convaincu que l'empereur ne pouvait pas faire un meilleur choix. Il a parmi ses adjudants un comte Woronzow, fils de l'ambassadeur, et un comte de Benkendorff, qui sont des jeunes gens fort bien élevés. Le premier, qui était chambellan, a prié l'empereur de le faire sous-lieutenant des gardes, et il a servi depuis avec beaucoup de distinction en Perse.

J'ai l'honneur de joindre ici une lettre de M. le comte de Loewenhielm, qu'il m'a envoyée par la princesse de Tarente, qui est revenu de Mitau. Il m'a écrit depuis, qu'il comptait de retourner incessamment en Suède. Le prince m'avait déjà dit qu'il avait été envoyé par Votre Majesté à M. le comte de Lille, à ce que M. d'Alopœus lui avait mandé.

CURT V. STEDINGK.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 8 (20) septembre 1805.

. . . . . .

Le prince Czartorisky a reçu hier au soir un courrier de Vienne avec des nouvelles satisfaisantes. Les armées autrichiennes devaient passer la frontière le 15 ou le 16 septembre (nouveau style). L'archiduc Charles commandera l'armée d'Italie, et l'empereur, ayant avec lui le général Mack, entre dans la Bavière avec son armée, pour y prévenir les Français.

Buonaparte est, dit-on, en pleine marche vers l'Italie, avec tout ce qu'il a pu rassembler de

troupes, et celles qu'il avait embarquées sur la flotte du Texel, se portent vers l'électorat d'Hanovre, au nombre de dix-huit mille hommes. Ces nouvelles, et plus encore, l'impatience qu'a l'empereur, de se trouver à son armée, ont engagé Sa Majesté à hâter son départ; il aura lieu demain matin. Le prince nous en a informés hier, à dix heures du soir, l'ambassadeur d'Autriche, celui d'Angleterre et moi. Dans cette conférence, il nous a dit à chacun séparément, que l'empereur désirait que nous nous rapprochions de lui, et que nous étions les maîtres de suivre Sa Majesté dans quelques jours, ou d'attendre qu'il nous écrivît, pour nous indiquer l'endroit où nous pourrions nous rendre d'abord. Ce serait vraisemblablement la ville de Wilna. Après cela, nous suivrions la direction de l'armée, et, il pourrait arriver parfois, que nous fussions très-mal logés, dans quelque mauvais village. Il serait nécessaire de nous faire suivre par notre cuisine et nos chevaux, quoiqu'il y avait moyen peut-être de trouver à acheter de petits chevaux dans le pays où nous irions. Le comte de Stadion a accepté de partir dans un couple de jours; il s'était déjà arrangé pour cela. Le bail de son hôtel était fini,

et il fait partir demain sa femme et ses enfants pour Vienne. D'ailleurs, la route que nous suivons le rapproche beaucoup de son souverain et de sa patrie. Je ne suis pas si heureux, et je suis bien embarrassé de ma maison et de ma nombreuse famille, que je ne puis pas transporter en Suède aussi subitement, et dans la mauvaise saison. Pour gagner un peu de temps, et surtout pour pouvoir attendre les ordres de Votre Majesté, j'ai dit au prince, que je ne me mettrais en route, qu'après avoir reçu de lui l'indication dont il m'avait parlé. Pour veiller aux affaires qui doivent être expédiées ici, j'y laisserai M. de Silfverstolpe et n'emmènerai que M. de Lorichs.

. . . . . .

L'empereur se rendra demain dans la matinée à l'église de Kasan, où il y aura certainement une grande affluence de monde, et partira de là en droiture.

Tout se fait ici à présent avec tant de célérité et de secret, que ce soir encore, il n'y a pas cent personnes en ville qui savent que l'empereur s'éloigne de sa capitale, et pour bien longtemps peut-être; moi-même, j'ignore quelles sont les personnes qui accompagnent l'empereur, et quels

sont les arrangements de Sa Majesté pour la régence pendant son absence.

L'ukase pour la levée des recrues a été publiée aujourd'hui. J'ai l'honneur de la joindre ici; elle contient une espèce de manifeste, et donnera cent trente mille hommes à l'empereur.

. . . . . .

Le comte de Blacas m'a prié de témoigner à Votre Majesté que son souverain avait été pénétré de reconnaissance des nouvelles marques d'amitié qu'il avait reçues de Votre Majesté, par l'envoi de M. le comte de Loewenhielm, et combien il avait été sensible au malheur qui était arrivé au comte. Il m'a lu une dépêche qu'il venait de recevoir pleine d'expressions non équivoques à ce sujet.

CURT V. STEDINGK.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 13 (25) septembre 1806.

Le général comte Tolstoy est parti pour Cronstadt, dans la nuit du 22 au 23 septembre, et l'ordre du départ a été expédié, le 22, aux commandants des escadres de Riga, de Reval et de Cronstadt.

. . . . . .

Le vent, qui avait été ouest pendant une huitaine de jours, est devenu très-favorable; et s'il est vrai, comme on l'assure, que tout était prêt, la flotte de Cronstadt doit être sous voiles depuis au moins vingt-quatre heures. Elle porte la majeure partie des forces.

. . . . . .

A Riga on n'a embarqué que trois mille hommes, parmi lesquels il y a trois cents Cosaques; et à Reval, environ quatre mille y compris un régiment de carabiniers; toute l'armée consiste certainement en dix-sept mille combattants, mais en comptant tout le train, il y aura vingt mille bouches et près de trois mille chevaux. En quel état tout cela arrivera, c'est ce qui n'est pas aisé à prévoir.

L'embarquement s'est fait avec beaucoup de précipitation, dans une saison défavorable et par des gens qui n'y entendaient pas grand'chose, et qui n'y portaient pas la meilleure volonté.

Le comte Tolstoy n'était pas sans inquiétude à ce sujet. Je l'ai vu souvent pendant les derniers jours qu'il a passés ici, et il m'a expliqué d'où venait la différence dans le nombre des troupes indiqué dans la lettre de l'empereur à Votre Majesté, les rapports de M. d'Alopœus et les miens. Il n'y avait effectivement que quinze mille hommes de destinés pour la Poméranie, mais le comte Tolstoy est parvenu à faire augmenter ce nombre peu à peu, et de le porter à dix-sept mille; force suffisante, si ce corps n'est destiné qu'à couvrir la Pomarénie et donner de la jalousie aux

Prussiens ; mais beaucoup trop faible s'il s'agissait d'agir.....

(Ici manque une feuille.)

Le départ précipité de l'empereur a ralenti extrêmement les communications, et pour faire aller la besogne, sa présence eût été, je crois, plus nécessaire ici pendant quelque temps encore, qu'à l'armée. J'ai déjà eu l'honneur de faire mention du peu de diligence que l'on a mis à l'embarquement à Cronstadt, et je crains beaucoup que la marine ne sera pas le seul département qui se ressentira de l'absence du maître.

. . . . . .

Il faut convenir en général qu'il a fallu toute l'énergie du prince Czartorisky et la ferme détermination de l'empereur, pour amener les choses où elles en sont venues. La majeure partie du ministère, non-seulement désapprouve les résolutions vigoureuses que l'empereur a prises en dernier lieu, mais ce qui est encore pis, en ayant l'air de les approuver, on contrecarre tant que l'on peut les personnes qui s'emploient à les faire réussir. Je puis assurer Votre Majesté qu'il s'en est fallu de très-peu pour que toute l'expédi-

tion en Poméranie fût contremandée. Un grain d'obstination de plus de ma part et la chose était faite.

J'ai été bien étonné de voir que M. d'Alopœus n'a point communiqué à Votre Majesté la réponse de l'empereur à la première déclaration de la cour de Vienne du 7 août, qui lui avait été envoyée par un courrier uniquement pour cet effet. Je ne vois ce qui a pu l'engager à cette réticence. Toutes ces déclarations et notes viennent d'être imprimées à Vienne. Le comte de Stadion les a reçues par le dernier courrier, et quoique je ne doute point que Votre Majesté les ait déjà, j'ai l'honneur de joindre ici l'exemplaire qu'il m'a donné. Il m'a dit que l'empereur romain avait à présent trois cent vingt mille hommes sur ses frontières. L'armée qu'il commandera lui-même est entrée dans la Bavière le 8, et l'archiduc Charles, qui a son quartier général à Padoue, ainsi que le chef de l'armée du Tyrol, agiront du moment que les Français feront un mouvement en avant, soit en Italie, soit pour entrer en Suisse. L'amiral Tchitchagoff m'a dit qu'il venait de recevoir le rapport, que le convoi portant sept mille hommes destinés à renforcer l'armée de Corfou

était parti d'Odessa. Ces troupes sont destinées à agir dans le royaume de Naples.

Le comte Tolstoy a mis à la voile hier. Il est embarqué sur un bâtiment qui marche fort mal, nommé l'*Emmanuel*. C'est le même que l'empereur Paul ordonna d'appeler frégate, quoique ce ne soit qu'un yacht renforcé; s'il n'a pas l'honneur de trouver Votre Majesté à Carlscrona ou en Scanie, il m'a dit qu'il serait bien embarrassé puisqu'il désirerait de se trouver en Poméranie, au premier débarquement de ses troupes, pour pouvoir se concerter avec le baron d'Essen, et prévenir tout mésentendu et désordre.

. . . . . .

Le général Michelson avait rassemblé son armée le 16 septembre, et s'était mis en marche le même jour. Il lui faut huit jours pour se rendre sur la Vistule et quatre pour aller à Belitzka sur la frontière, de manière qu'il pourra la dépasser le 29.

L'empereur devait être rendu à Brzesk en quatre jours, et je n'attends que l'avis du prince Czartorisky pour me mettre en route. C'est une grande entreprise pour moi avec ma mauvaise santé; le zèle pour le service de Votre Majesté me

donnera des forces, et il ne s'agit pas de vivre, mais de faire son devoir.

CURT V. STEDINGK.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI

Saint-Pétersbourg, 26 septembre (8 octobre) 1805.

L'ambassadeur d'Autriche est parti samedi dernier. Il ne pouvait pas différer son voyage plus longtemps, ayant pris des arrangements pour que les courriers qui lui seraient envoyés par sa cour s'arrêtassent à Wilna, où il s'est rendu en attendant que le prince lui fasse savoir où il doit aller. L'ambassadeur d'Angleterre, qui attend tous les jours un courrier avec les ratifications de la dernière convention entre sa cour et celle de Russie, voudrait se mettre en route d'abord après qu'elles seraient arrivées, mais il n'a pas pris encore un parti décisif à cet égard. Quant à moi, je suis ré-

solu d'attendre, à moins que Votre Majesté n'en décide autrement, jusqu'à ce que le prince m'écrive de venir, ainsi que nous sommes convenus.

Les dernières nouvelles de l'empereur étaient de Putavi, qui est une terre superbe qu'habite le père du prince Czartorisky, à vingt werstes de Brusk, sur le territoire autrichien. Sa Majesté, en passant la frontière, a écrit à sa mère qu'il lui demandait sa bénédiction. Si l'on pouvait ajouter foi aux bruits publics, l'empereur reviendrait bientôt ici, et le roi de Prusse s'était décidé à prendre parti contre la France; mais le contraire se dit aussi, et il est impossible que l'incertitude dans laquelle on se trouve ne finisse promptement.

CURT V. STEDINGK.

Apostille.

Tous ceux qui ont quelque connaissance du cabinet de Berlin, s'accordent à croire que la Prusse

sera forcée de se ranger du côté des alliés, et le langage du comte de Goltz confirme cette opinion ; mais cette cour n'en rend pas moins un grand service à la France par son hésitation, et en éloignant le commencement des hostilités. Ce qu'il y a de plus à craindre, c'est que le prince Czartorisky ne soit pas le plus fort, et que les insinuations de ses antagonistes ne fassent impression sur l'esprit de l'empereur.

La lettre autographe de l'empereur au roi de Prusse, par laquelle il demande son dernier mot, et ne lui donne que six jours pour se décider, devait arriver le 16 (nouveau style). Le comte de Goltz a eu des lettres de sa cour depuis ce temps-là, et cependant nous n'apprenons rien de décisif. Il faut donc qu'elle ait gagné quelque nouveau délai. En attendant on fait défiler des troupes de l'intérieur vers l'armée russe, et il est passé encore aujourd'hui un bataillon de chasseurs ici, qui venait de la Finlande.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 4 (16) octobre 1805.

J'ai reçu, jeudi dernier, les deux lettres du prince Czartorisky, dont j'ai l'honneur de joindre ici les copies. Quoique arrivées en même temps, elles sont d'un contenu si opposé l'un à l'autre, que l'ambassadeur d'Angleterre ayant reçu celle du 16 quelques jours avant moi, nous nous étions imaginé tous les deux que notre voyage serait différé jusqu'au traînage. Nous avons été d'autant plus pressés d'en accélérer les préparatifs, et je me mettrai en route demain avec le baron von Otter et M. de Lorichs. Malgré tous les retranchements possibles, j'aurai besoin de 24 che-

vaux pour deux voitures, deux calèches et un courrier. Je prendrai la route de Velikalucki et de Minsk, comme la plus courte et celle où l'on trouve le plus de chevaux. On dit que les chemins sont devenus presque impraticables par la mauvaise saison et tout le train de l'armée qui y a passé. Ayant près de quinze cents werstes à faire, je crains de ne pas pouvoir arriver à Pulavi avant dix jours, même en y mettant quelques nuits; il se pourrait que l'empereur en fût parti vers ce temps-là. Des lettres particulières de Vienne annoncent que Sa Majesté y est attendue, et il est très-probable qu'aussitôt qu'elle apprendra que ses armées s'approchent de l'ennemi, elle y fera des courses. Nous n'avons plus de nouvelles ici que par des voies indirectes; M. de Weydemeyer même n'est pas trop instruit de ce qui se passe, tous les rapports de l'Allemagne et de l'Italie allant en droiture à l'empereur. De Berlin, on ne sait rien que ce que le comte de Goltz veut bien que l'on sache, et son langage n'est que trop souvent en contradiction avec ce qui se passe à Berlin. Il dit que tout va s'arranger et que les deux souverains vont convenir de leurs intérêts dans une entrevue qui aura lieu à Varsovie. Je

n'en avais jamais entendu parler au prince Czartorisky ; mais si l'empereur avait passé avec son armée par les États prussiens, il est vraisemblable qu'il aurait vu Sa Majesté prussienne. Maintenant que ce passage a été refusé positivement, que toute l'armée prussienne est mise en mouvement avec l'intention déclarée de s'y opposer, que Duroc reste toujours à Berlin pour y continuer ses négociations et ses intrigues, je ne conçois pas comment l'emperenr pourrait consentir à une entrevue qui ferait perdre de nouveau un temps précieux et causerait un dommage irréparable aux affaires, si on ne parvenait pas à entraîner la Prusse. J'en ai touché un mot dans une lettre que je viens d'écrire au prince Czartorisky pour lui annoncer mon départ. Je lui ai envoyé aussi une copie des deux notes échangées entre Son Excellence le baron de Toll et le ministre d'Angleterre, que Votre Majesté m'avait ordonné de communiquer au ministère de Sa Majesté Impériale. Cette négociation aura vraisemblablement le sort de celles qui l'ont précédée sur le même objet, l'Angleterre voulant mettre trop d'économie dans une opération majeure pour elle, et espérant, quoi qu'il arrive, que Votre Majesté sera en-

traînée dans la guerre, tandis que des considérations dictées par la plus haute sagesse engagent Votre Majesté à ne pas se charger des frais d'une si grande entreprise, aussi longtemps qu'elle pourra l'éviter, ce qui n'est pas impossible, tant que la guerre n'a pas éclaté entre la Russie et la Prusse ; mais malheureusement les choses en sont venues au point que je ne vois pas comment l'empereur pourra éviter de rompre avec cette puissance s'il ne peut pas la gagner.

On n'a aucune nouvelle du comte Tolskoy, mais on sait qu'un des vaisseaux de transport a échoué sur les côtes de la Livonie, et qu'heureusement l'équipage a été sauvé. Quelques autres bâtiments sont revenus à Cronstadt pour réparer des avaries qu'ils avaient reçues en mer ; et plusieurs navires frétés à Copenhague, et arrivés à Reval pour charger des provisions, s'en sont retournés à vide, après avoir protesté lorsqu'on a voulu les faire aller en d'autres ports pour y prendre leur cargaison. Il en serait arrivé de même avec quelques bâtiments suédois, si nous n'étions pas intervenus, M. de Schenbom et moi, tant les contrats avaient été mal faits.

J'ai présenté M. de Silfverstolpe à M. de Wey-

demeyer comme gérant les affaires de Votre Majesté pendant mon absence, et malgré qu'il m'en coûte infiniment de me séparer de ma famille, je commence ma course militaire avec la même ardeur que j'aurais eue à vingt ans, espérant de retrouver dans les sentiments qui m'animent pour Votre Majesté une partie des forces que l'âge m'a enlevées.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Minsk, le 19 (31) octobre 1805.

Je suis parti le 7 (19) octobre de Pétersbourg, et malgré que j'aie voyagé jour et nuit et presque sans relâche, je n'ai pu arriver ici qu'hier après midi. Le froid et la neige allaient en augmentant à mesure que j'avançais vers le midi. Les chemins étaient horribles et les chevaux abîmés par la quantité de courriers et de troupes qui ont passé par cette route. Je ne parle pas des gîtes, qui, hormis quelques villes, sont tels qu'il est impossible de s'y arrêter. C'est ainsi que j'ai passé douze jours pour faire 900 werstes avec une fatigue et un ennui dont je n'avais pas d'idée; cependant

la plus grande partie du pays par où je suis passé est fertile et d'un grand produit, qui, dans les provinces Polonaises, a triplé en plusieurs endroits depuis qu'elles ont passé sous la domination de la Russie, mais ce peuple n'est pas encore sorti de la misère où il était. Cette ville, ainsi que Witepsk, a un air de grandeur par le nombre des anciennes églises, et par les édifices qu'on y élève de toutes parts, le gouvernement ayant assigné des sommes considérables pour cet effet.

En arrivant ici le maître de poste m'a remis une lettre du prince Czartorisky, dont j'ai l'honneur de joindre ici la copie. Elle m'a mis dans un cruel embarras, ne sachant plus quel chemin je dois prendre pour joindre l'Empereur. Ce souverain se transporte d'un endroit à l'autre avec une rapidité étonnante; il a des armées partout, et tandis que je me traîne après lui à pas de tortue, je cours risque de le chercher toujours et de ne le trouver jamais. Cette manière d'exister ne peut durer à la longue, mes forces n'y suffiraient pas; elle aurait d'ailleurs mille inconvénients pour les affaires, sans compter la dépense qui serait prodigieuse, vu qu'il est reçu qu'un ambassadeur qui voyage est dépouillé sur les grands chemins sans

la moindre pitié. J'en ai fait une nouvelle expérience sur la route que je viens de faire, où on m'a fait payer des centaines de roubles pour ce qui n'en valait pas dix. J'ai répondu au prince Czartorisky, que je continuerais ma route jusqu'à Brzesk, d'où je suivrais la direction qu'auraient prise le comte de Stadion et l'ambassadeur d'Angleterre. Je lui ai représenté en même temps la nécessité de nous fixer à nous trois un endroit à portée du quartier général et de l'empereur pour que les communications ne soient pas interrompues, comme elles le seraient nécessairement par cette ambulance perpétuelle. J'ai envoyé l'enseigne Oestbom avec cette lettre jusqu'à l'armée qui était à Kosenitz le 9, et qui, à ce que je crois, est celle qui passe par la Prusse; il me rapportera à Brzesk les dépêches dont le baron de Sparre est porteur. En voyageant comme j'ai fait jusqu'ici, il me faudra quatre jours pour m'y rendre; je dois m'arrêter ici un jour ou deux pour réparer mes voitures qui sont brisées, et je prévois que de Brzesk j'irai à Cracovie comme un point central d'où je pourrai aller à Vienne, à Prague et partout où l'empereur pourra se trouver. Cette route me donne encore l'avantage d'éviter les États Prus-

siens, en attendant que je sache dans quels termes Votre Majesté en est avec cette puissance. Son accession à la coalition doit nécessairement apporter un changement dans le plan des opérations, mais si on n'y prend garde, on en sera la dupe comme on l'a été dans la guerre précédente.

Copie d'une note de M. le prince Czartorisky à S. E. le baron de Stedingk, en date de Pulavy, le 22 septembre 1805.

Connaissant l'intention où Votre Excellence se trouvait de rejoindre l'Empereur dès que les circonstances le permettraient, je m'empresse de vous annoncer, Monsieur l'ambassadeur, que S. M. compte s'arrêter quelque temps à Pulavy, et sera bien aise de vous y voir. Persuadé que Votre Excellence désirera accélérer son voyage, je charge M. de Weydemeyer de lui fournir les moyens d'être bien servie aux postes, et je la prie de s'entendre à cet égard avec lui.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Olmutz, le 1er décembre 1805.

Depuis mon dernier très-humble rapport de Minsk, je ne me suis arrêté en route que le temps nécessaire pour réparer mes voitures, mais les chemins étaient si mauvais jusqu'à Cracovie, où la chaussée commence, et j'ai eu tant de difficulté à me procurer des chevaux, que je n'ai pu arriver ici que le 28 au soir; les deux Empereurs en étaient partis la veille, et le quartier général qui avait été près de la ville, avait été avancé le même jour jusqu'à Protsnitz, à deux lieues d'ici, L. M. I. y avaient passé la nuit, et l'armée s'était portée en avant le lendemain jusqu'à Wis-

chau. Cet endroit qui est à cinq lieues d'ici sur le chemin de Brunn, était occupé par les Français qui en ont été chassés avec une perte de quelques centaines d'hommes.

Je n'ai eu rien de plus pressé en arrivant ici, que de m'occuper des moyens de joindre l'Empereur, et ne trouvant ici personne de la chancellerie de M. le prince Czartorisky, je l'ai informé de mon arrivée par une estafette que j'ai expédiée avant-hier de grand matin. M. le comte de Cobenzl, mon ancien ami et collègue, se trouvait ici, et j'ai été le chercher d'abord, mais il était déjà couché, devant se rendre au quartier général le lendemain de fort bonne heure. J'ai été charmé de trouver ici M. le comte de Duben; les renseignements et les nouvelles qu'il m'a donnés de Votre Majesté sont les seuls que j'ai reçus depuis mon départ de Pétersbourg, n'ayant pas reçu une ligne de M. de Silfverstolpe, ni de la Suède pendant six semaines. J'avais trouvé à Troppau le corps diplomatique de Vienne, et la grande route de Cracovie était couverte de voyageurs et d'employés aux différentes chancelleries de l'Empereur Romain venant de Vienne, et se retirant dans l'intérieur du pays. Les ministres et

chargés d'affaires des cours coalisées sont les seuls qui ont eu la permission de rester ici, et Votre Majesté se figure aisément la presse et l'embarras, même pour les subsistances, qui a dû régner ici pendant que l'armée s'y trouvait acculée, et lorsque la tournure malheureuse que les opérations militaires ont prise était impossible à prévoir. Heureusement le mal n'est pas sans remède. La fermeté et le courage que déploie l'Empereur de Russie, le nombre et la valeur de ses troupes, rétabliront immanquablement les affaires, à quoi il faut ajouter que les ressources de la monarchie autrichienne sont immenses, et que les pertes qu'elle vient d'éprouver ne feront que redoubler son activité et ranimer cet esprit public dont les peuples qui la composent ont donné des exemples mémorables. La fougue des ennemis a déjà été arrêtée en plus d'une rencontre, et partout où les troupes russes ont combattu, même en se retirant elles ont emporté l'avantage. L'enthousiasme des soldats russes pour leur empereur est au comble, et il est certain qu'il fait tout pour se concilier leur amour. Il partage leurs fatigues, il les traite avec infiniment de douceur et de bonté et il est d'une activité prodigieuse, ce qui multiplie sa pré-

sence en tous les endroits où elle peut être nécessaire. Je suis bien impatient d'aller lui faire ma cour, et le comte de Cobenzl, qui est revenu hier au soir du quartier général à sept lieues d'ici, m'a dit que l'on m'y attendait. Comme je n'ai pas encore de chevaux à moi, plus j'approche de l'armée, et moins je trouve de facilités pour me transporter. Il a fallu laisser le baron de Sparre et le baron von Otter à Troppau avec mes équipages. Je m'étais procuré hier quatre chevaux par l'entremise du comte de Duben, dont j'ai beaucoup à me louer, et j'ai fait une tentative pour aller au quartier général, mais arrivé à la première poste, il a fallu rebrousser chemin, tous les chevaux du maître de poste de cet endroit étant expédiés pour l'armée et n'en revenant point. J'espère être plus heureux dans un jour ou deux, et dès que j'aurai eu l'honneur de voir S. M. I., j'expédierai Oestbom que j'ai ici avec moi.

J'ai été bien surpris de voir arriver ici hier le baron d'Armfelt, que je savais être employé à l'armée de Votre Majesté. Enfin les six semaines qui se sont écoulées depuis mon départ de Pétersbourg ont été si fertiles en événements auxquels on ne pouvait pas s'attendre, que je crois être venu d'un

autre monde; mais lorsque les intentions sont les mêmes, et que le courage n'est point abattu, on parviendra au même résultat pourvu que l'on marche sur la même ligne sans se détourner pour de moindres objets, et que l'union entre les souverains bien pensants ne soit point altérée.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Ratibor, le 8 décembre 1805.

Je suis arrivé ici de Troppau, hier à midi, avec l'ambassadeur d'Angleterre, le comte de Duben, et plusieurs autres personnes, qui ont pris cette route pour ne pas courir le risque d'être enlevés par les hussards français sur celle de Teschen. L'armée s'étant repliée après la bataille du 2 vers les frontières de Hongrie, toute la Moravie, à l'exception d'Olmutz, est abandonnée aux Français, et le corps du général d'Essen, ainsi que l'armée de Bennigsen, ne peuvent faire leur jonction avec la grande armée, qu'en suivant la frontière de la Silésie et de la Moravie. Les deux

jours que j'ai passés à Troppau, et pendant vingt-quatre heures que j'avais été ici, nous n'avions reçu aucune nouvelle de l'armée, et nous ne savions pas même où était le quartier général. Le courrier Gagneur, qui a été envoyé d'Helsingforss par ordre de Votre Majesté, pour aller me joindre, et qui m'a apporté de Pétersbourg une dépêche de M. de Wetterstedt, du 24 octobre, avec une apostille en chiffres, a passé avant-hier à Teschen. Il s'y trouvait alors douze feld-jæger, chargés de lettres pour l'empereur, qui n'avaient pu joindre Sa Majesté. Le prince Serge Dolgoroucki s'y trouvait aussi et devant se rendre au quartier-général, il rassemblait un petit corps de Cosaques, pour lui servir d'escorte, ainsi qu'aux feld-jæger. Des lettres particulières et peu authentiques nous ont appris cet après-midi que le quartier-général était à Goeding, mais une nouvelle de la plus grande importance et qui paraît certaine, vient d'être transmise à l'ambassadeur d'Angleterre par le général Ramsay, qui est envoyé par le gouvernement anglais à l'armée autrichienne, pour la correspondance militaire et qui se trouve dans le même cas que moi, de n'avoir pas pu se rendre encore à sa destination. Il mande de Troppau que la princesse

Jean de Lichtenstein vient d'être informée par une lettre du comte Chigi, ministre des finances, qu'il venait d'être conclu un armistice. J'en avais peur, sachant que le terme des négociations était fixé à la fin de novembre, et prévoyant que le comte de Haugwitz trouverait bien des difficultés dans les circonstances actuelles de terminer ces négociations d'une manière différente. Cette fin de campagne comblerait les succès de Buonaparte; mais après tout ce qui vient de se passer en peu de temps, on ne peut être surpris de rien.

Traduction du rapport du général d'infanterie Koutousoff à Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, en date de Wischau, du 7 (19) *novembre* 1805.

J'ai déjà eu le bonheur de rendre compte à Votre Majesté impériale de ce que le général-major autrichien de Nostitz, trompé par les assurances du général français, commandant à Schoengruben, comme si la paix entre la cour de Vienne et le gouvernement français avait été signée, s'était refusé à combattre l'ennemi, et que par là il lui avait donné moyen d'attaquer inopinément le prince Bagrathion et de l'entourer de façon que la destruction du corps commandé par ce général était inévitable, ainsi que la défaite de l'armée même, vu que le peu de distance qui se trouvait entre elle et ses avant-postes ne lui faisait aucun

moyen de se retirer à temps, et d'ailleurs l'épuisement du soldat qui n'avait discontinué de faire des marches forcées en restant toujours sur le bivouac, le rendait incapable de résister plus longtemps dans une bataille. Dans cette position critique, le bonheur qui a toujours accompagné les armes de Votre Majesté ne s'est point démenti; il nous fournit un moyen par lequel on peut dire à présent que l'armée confiée à mon commandement est sauvée. Pendant la canonnade, le général Murat envoya un trompette pour proposer un armistice. Le prince Bagrathion m'en ayant fait son rapport aussitôt, j'expédiai sans délai l'aide-de-camp général baron de Wintzingerode, vers le général Murat, avec ordre d'entrer en négociation, et, en cas que l'on lui fît des propositions avantageuses, de conclure l'armistice. Mon intention était surtout de gagner du temps pour trouver moyen de sauver l'armée en m'éloignant de l'ennemi. L'aide-de-camp général baron de Wintzingerode signa effectivement un acte d'armistice, et le général Murat ayant jugé indispensable de l'envoyer à la ratification de Buonaparte, on m'en envoya aussi un exemplaire pour le même effet. N'étant rien moins qu'intentionné de sanctionner

cet acte, je retins ma réponse pendant vingt heures; en attendant, je continuais toujours ma retraite, et je réussis à m'éloigner des Français de deux marches. Quoique je visse la perte certaine à laquelle était exposé le corps du prince Bagrathion, je devais encore me croire heureux en le sacrifiant, de pouvoir sauver l'armée. Sur ces entrefaites, le prince Bagrathion me fit savoir hier matin, que l'ennemi ne recevant aucune réponse de moi relativement à l'armistice, avait déclaré qu'il n'y consentait plus, et qu'il refusait même le terme de quatre heures qui avait été stipulé pour la retraite du prince Bagrathion, en cas que l'acte d'armistice ne serait point ratifié. En même temps, l'ennemi avait commencé son attaque par une forte canonnade dirigée de plusieurs batteries qu'il avait préparées. Le brave prince Bagrathion, sans se décontenancer le moins du monde, fit également jouer son artillerie, et, après avoir fait jeter quelques grenades contre l'ennemi, il réussit à mettre le feu à un village où était posté un gros corps destiné à prendre le prince Bagrathion en flanc. L'incendie allant toujours en augmentant, l'ennemi fut forcé de quitter ce village et de sauver ses caissons, en passant au loin derrière ce

même village ; ce qui fit gagner deux heures au prince Bagrathion pour sa retraite. Malgré cet avantage, l'ennemi parvint à l'atteindre, et, en le harcelant et le pressant de près, il réussit à plusieurs reprises à couper une partie de son corps. Mais *toujours son espérance resta trompée ;* car les soldats, la baïonnette au bout du fusil, se faisaient jour partout, et plus d'une fois ils ont même culbuté la cavalerie ennemie. De cette manière, le prince Bagrathion, avec un corps de six mille hommes, effectua sa retraite, en se battant contre une armée de trente mille combattants commandés par plusieurs maréchaux, et aujourd'hui il est venu me rejoindre, emmenant avec lui un lieutenant-colonel, deux officiers et cinquante soldats prisonniers, ainsi qu'un drapeau français. La perte de l'ennemi a été très-considérable, ce qui a été confirmé par les prisonniers mêmes. Entre autres, il y a eu un général de tué ; mais jusqu'à présent, son nom n'est point connu. En rendant compte de cet événement qui ajoute un nouveau lustre à la gloire des guerriers russes, j'ose supplier Votre Majesté de vouloir bien accorder quelques marques de sa haute bienveillance au général-major prince Bagrathion, qui s'est distingué à chaque pas pendant

une retraite de cinquante milles, et qui a déjà tant de fois mérité l'approbation de Votre Majesté. Je ne manquerai pas également, Sire, de vous faire connaître les autres officiers qui se sont distingués le plus particulièrement.

Traduction du rapport du général d'infanterie Kutusoff à Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, en date d'Ebersbrünn du 2 novembre 1805 (v. st.).

A peine eus-je le temps de passer le Danube, le 29 octobre, que j'appris qu'une colonne ennemie se trouvait sur la rive gauche de ce fleuve et qu'elle faisait des mouvements tendant à me couper le pont de Krems. L'ennemi était à cinq werstes de moi. Le premier jour, il n'y eut qu'un feu de mousqueterie assez insignifiant; mais le 30, ayant appris que l'ennemi n'était pas en grande force, je résolus de l'attaquer de manière qu'une partie de nos troupes se dirigeât sur ses derrières. L'ennemi a été complétement battu; une division

entière est détruite *. Nous avons fait près de quinze cents prisonniers, parmi lesquels se trouvait le général Graindorge, plusieurs colonels et beaucoup d'officiers de tous grades. Un étendard, un drapeau, et plusieurs autres dont on a trouvé les restes déchirés et cassés par l'ennemi, cinq canons, desquels deux ont pu être emmenés, sont tombés entre nos mains. Treize officiers français et beaucoup de soldats, ainsi que des Russes blessés, ont été laissés à Krems.

Arrivé ici à Ebersbrünn, j'ai été informé de la part de l'empereur des Romains qu'hier, à midi, l'ennemi avait passé le Danube près de Vienne, en présence des troupes autrichiennes, sans que celles-ci aient fait la moindre résistance ni été attaquées. L'ennemi leur a déclaré qu'il allait me chercher.

Nos troupes sont très-harassées; je dois faire cinq milles jusqu'à Etzelsdorff, afin de dépasser, au moins en partie, les chemins qui me mènent à dos. La sixième colonne est arrivée à Holobrunn; je l'ai renforcée par de la cavalerie, des Cosaques

* Il n'y a qu'une très-petite partie qui s'est sauvée au delà du Danube sur des bateaux.

et douze pièces de l'artillerie à cheval, et je lui ai prescrit, au cas qu'elle fût attaquée, de ne tenir qu'autant qu'il le faudra pour que je puisse, par un autre chemin, la tourner, afin de ne pas être coupé.

Parmi les généraux et les officiers de Votre Majesté impériale, il y en a beaucoup qui se sont distingués; mais Dieu m'est témoin que je n'ai pas une minute pour faire un rapport détaillé.

P. S. — Le maréchal Mortier, qui commandait contre nous, a été dangereusement blessé à l'épaule. On espérait l'avoir au nombre des prisonniers; mais il paraît qu'il s'est sauvé sur un bateau au delà du Danube.

Copie d'une note de M. le prince Czartorisky, en date de Krzyzanowicy, le 18 (30) *novembre* 1805, *adressée à Son Excellence M. le baron de Stedingk.*

Quoique je suis bien fâché de ce que Votre Excellence n'est point arrivée à temps pour nous trouver à Olmutz, je suis bien aise de la savoir enfin dans notre voisinage. L'empereur sera charmé de vous revoir, monsieur l'ambassadeur. Je vous engage d'abord à venir nous voir simplement, pour que nous puissions nous aboucher, et ce, le plus tôt que vous pourrez. Il dépendra ensuite de Votre Excellence de suivre le quartier-général si elle le juge à propos.

Quant à la nouvelle que vous avez eue que la paix est sur le point d'être conclue, vous pouvez

compter qu'elle est au moins très-prématurée, et que même, nous en sommes peut-être plus éloignés que jamais. Je me ferai un plaisir tout particulier de vous mettre au fait de tout ce qui concerne les relations qui ont eu lieu jusqu'ici entre nous et Buonaparte. J'espère qu'en attendant, MM. de Rasoumoffsky et de Cobenzl vous auront en partie instruit de l'état des choses.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 16 (28) janvier 1806.

Je suis de retour ici, depuis lundi 20 janvier. J'ai passé par Varsovie, où je me suis arrêté cinq jours, pour me reposer un peu des fatigues de mon voyage, et en passant à Mittau, j'ai été rendre mes devoirs à Louis XVIII. Ce prince est pénétré de l'intérêt que Votre Majesté lui témoigne. Son infortune rehausse encore toutes les bonnes qualités qu'il possède, et son courage, sa résignation et sa tranquillité sont admirables. Pour la duchesse d'Angoulême c'est un ange sous une figure humaine.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Le 14 (25) février 1806.

Le duc de Brunswick est arrivé ici mercredi dernier, et a été reçu avec toutes les distinctions qui sont dues à sa naissance et à la réputation militaire, dont il jouit à si juste titre, mais l'objet de son voyage continue à rester secret pour le public. On croit généralement qu'il est venu pour resserrer les liens qui subsistent entre les cours de Pétersbourg et de Berlin, et certainement rien ne serait plus désirable qu'une union sincère entre toutes les puissances du Nord, pour contrebalancer l'énorme et dangereux pouvoir que Buonaparte a acquis dans le midi de l'Europe. Cette conjec-

ture fait supposer, en même temps, que la Prusse ne s'aveugle plus sur le danger de sa position et de celle du reste de l'Allemagne vis-à-vis de la France ; mais tant qu'elle n'opposera que les négociations aux voies de fait, les complaisances aux insultes de son territoire et à des violences bien prononcées, et qu'elle s'occupera moins des moyens de résistance que de quelque mode de compensations et de dédommagements, elle ne réussira point à arrêter le mal, et elle tombera tous les jours davantage dans l'opinion de ses ennemis et de ses alliés. Si, pour comble de malheur, il était question d'entrer dans les vues de Buonaparte, et de suivre sa politique en dépouillant ses voisins et en s'élevant sur des ruines, un tel projet, outre qu'il trouverait la plus forte opposition ici, entraînerait nécessairement la chute de la maison de Brandenbourg, puisqu'il la mettrait dans la nécessité de s'unir étroitement avec la France, qui de son alliée la rendrait bientôt sa vassale et sa tributaire *. Il faut espérer qu'un système pareil

* Cette prédiction ne s'est que trop accomplie, et il a fallu tous les désastres de Napoléon, et tous les efforts de l'Europe alliée en 1812, 1813 et 1814, pour sauver la Prusse des fautes qu'elle a commises alors.

n'aura jamais l'approbation de S. M. Prussienne, ni de la saine partie de son ministère, et je ne pourrai jamais me persuader qu'un prince aussi illustre que le duc de Brunswick aurait voulu se charger d'une commission, qui tendrait à porter les derniers coups à la constitution et à l'indépendance de sa patrie.

En attendant que le mystère soit éclairci, je n'ai rien de fort intéressant à mander à V. M. Le duc de Brunswick est logé à l'Hermitage. Le jour de son arrivée, il y a eu spectacle à l'Hermitage, et souper, où le comte et la comtesse de Goltz ont eu l'honneur d'assister. Jeudi matin, le duc de Brunswick a envoyé des billets de visite à tout le corps diplomatique, et le comte de Goltz a fait circuler un billet pour l'avertir que le duc recevrait dans l'après-dîner les ministres étrangers qui voudraient se rendre chez lui. Nous y avons été tous entre six et sept heures du soir, avant de nous rendre au bal chez l'impératrice-mère, qui nous avait fait l'honneur de nous inviter. S. M. y a fait les honneurs avec toute la bonté et la grâce qui lui sont familières. L'empereur y a dansé beaucoup, le grand-duc Constantin moins, se trouvant incommodé. Le jour suivant,

le duc de Brunswick a été au spectacle dans la loge impériale, accompagné par Madame Narischkin et Madame de Goltz. A son entrée dans la salle, le public a applaudi beaucoup. On a donné *Tartufe* et le *Calife de Bagdad*. Samedi dernier il y a eu un grand bal masqué à la cour, où il y a eu quinze mille billets de distribués. Les impératrices et toutes les dames de la cour étaient habillées d'après l'ancien costume russe, qui est encore en usage chez le peuple, dans les différentes provinces : mais avec une richesse en perles et en diamants, que l'on ne voit nulle autre part.

Le carême russe ayant commencé hier, toutes les fêtes et spectacles seront finis pour longtemps.

Apostille.

Le 13 (26) février 1806.

Je suis bien éloigné d'avoir la conviction dont je parle dans ma très-humble dépêche en clair,

mais quelles que soient les vues du duc de Brunswick, j'espère qu'il ne réussira pas à détourner l'empereur ou son ministère de leur résolution de ne point entrer en composition avec Buonaparte, et de lui résister autant que possible. L'empereur commence à reprendre quelque confiance dans ses forces, et tous les partis se réunissent pour blâmer la faiblesse de la cour de Berlin et pour se tenir en garde contre les insinuations du ministère prussien.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Le 6 (18) mars 1806.

Le duc de Brunswick nous a quittés mardi dernier. Il est parti à sept heures du matin. Ayant rencontré un courrier prussien à la porte de la ville, il est revenu chez le comte de Goltz, a lu ses dépêches, est allé chez l'empereur, et s'est remis en chemin à deux heures après dîner. Ce courrier lui apporta la nouvelle de la soumission de S. M. Prussienne à toutes les volontés de Buonaparte. Les suites en seront des plus funestes pour toute l'Europe, et confirmeront ce qu'on a

pu voir depuis longtemps, que la France étend sa puissance plus encore par la paix, que par la guerre.

. . . . . .

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Le 8 (20) avril 1806.

Je n'ai tardé si longtemps d'expédier Oestbom, que dans l'espoir de faire savoir à V. M. quelque chose de positif sur les résolutions de cette cour, après l'étrange bouleversement que tous ses projets politiques ont éprouvé; mais malheureusement on est bien lent à se décider, tandis que l'ennemi commun poursuit ses desseins ambitieux avec une activité que les plus grands succès ne sauraient ralentir un instant. Le découragement, occasionné par la campagne malheureuse que l'on vient de faire, a diminué à la vérité, mais la confiance dans ses forces n'est pas encore revenue, et

on songe bien plus à se mettre à couvert et à se défendre chez soi, qu'à aller au-devant du danger, pour le tenir éloigné de ses États. Il approche cependant, et malgré la funeste prédilection, que l'empereur avait prise pour le roi de Prusse; ni lui ni aucun de ses ministres ne peuvent plus se faire illusion sur la perfidie du ministère prussien, et sur le projet de Buonaparte de se servir de la Prusse pour étendre sa domination dans le nord de l'Europe. De la manière que vont les choses, il n'y a rien qu'il ne puisse espérer; plusieurs souverains paraissent d'accord avec lui, pour l'élever sur leur tête. La Prusse ne lui a laissé rien à désirer à ce sujet, et le prince Czartorisky m'a dit que le comte de Haugwits venait de signer à Paris une nouvelle convention, dont il ne connaissait pas encore le contenu, mais qu'il supposait être faite pour régler les mesures offensives que Buonaparte aurait prescrites à la Prusse, contre l'Angleterre et ses alliés. Il prévoit qu'il y sera question de fermer le Weser et l'Elbe aux Anglais, peut-être aussi de la fermeture du Sund; le cabinet de Berlin ne demandant pas mieux que de compromettre la cour de Danemarck, et d'avoir un prétexte d'occuper Hambourg, Lubeck et

Brême. Le Holstein est convoité par ce cabinet, comme la Poméranie suédoise, et soit que le Danemarck, en suivant son ancien système, prenne le parti de céder, ou qu'il soit décidé, comme le dit ici M. de Blome, de ne pas se laisser faire la loi, et de repousser la force par la force, il est certain que si la Russie ne déploie pas une grande vigueur, et se prononce fortement pour contenir la Prusse, cette puissance envahira autour d'elle tout ce qui lui convient. Sa déférence pour la France a été trop prononcée, et elle a rendu en dernier lieu des services trop éclatants à Buonaparte, pour qu'il ne veuille la récompenser, en la soutenant dans les entreprises les plus injustes. L'aggrandissement qu'il lui procurera est favorable à ses desseins momentanés, et ne peut pas lui donner le moindre ombrage, sûr comme il est d'écraser cette puissance, après l'avoir isolée et avilie, si jamais elle essayait de se soustraire à sa domination.

La conduite du ministère anglais est incompréhensible, si l'on ne veut pas admettre qu'il veuille tout abandonner pour avoir la paix. M. Fox, depuis son entrée dans le ministère, n'a écrit jusqu'à présent que deux lettres insignifiantes à lord

Gower (lord Granville actuel). Il n'avait pas parlé non plus d'aucune affaire au comte Woronzoff, et celui-ci, qui le déteste cordialement, et qui a sa tête à lui, évitait tout entretien avec ce ministre, de manière que le prince Czartorisky ignorait entièrement quelles étaient les vues du nouveau ministère. Il est vrai que le jeune comte Strogonoff, adjoint du ministre de l'intérieur, se trouve à Londres. Votre Majesté se rappelle qu'il y fut envoyé après la bataille d'Austerlitz, avec une lettre de l'Empereur pour S. M. Britannique; mais on prétend que cette lettre, écrite dans les premiers moments de la consternation, et en portant le caractère, a fait un fort mauvais effet, en donnant lieu de croire que l'Empereur voulait se retirer de la coalition, ce qui a pu indisposer contre le porteur. D'un autre côté, on sait que M. Fox a écrit à M. de Talleyrand une ou deux fois, et qu'il veut envoyer son neveu, M. Adair, à Paris. Un déserteur français s'étant présenté chez M. Fox pour s'offrir, avec quelques autres conjurés, d'attenter à la vie de Buonaparte; il l'a fait arrêter, et c'est le sujet ou le prétexte de sa lettre à M. de Talleyrand. Pour M. Adair, que je connais personnellement, M. Fox l'avait

envoyé ici, il y a quinze ans, avec une bien mauvaise commission, étant chargé d'assurer l'impératrice Catherine que Fox et son parti empêcheraient le ministère de prendre aucun parti violent contre la Russie. Il était question alors dans le cabinet de Saint-James d'envoyer une flotte dans la Baltique pour obliger l'impératrice d'accorder à la Turquie des conditions de paix moins dures. En tout, M. Fox n'est pas un homme à inspirer une grande confiance du côté des principes et de la délicatesse. Le prince Czartorisky attendait avec raison, à ce qu'il me semble, que le nouveau ministère anglais, s'il adoptait les principes de l'ancien sur la guerre et l'alliance avec la Russie, aurait fait connaître d'abord ces sentiments a l'Empereur, pour ne laisser aucun doute à ce sujet ; n'étant connu jusqu'à présent que par son opposition à l'ancien système. Au lieu de suivre cette marche, lord Gower avait déclaré ici, et il m'a dit à moi que le ministère britannique, avant de prendre aucun parti sur la paix ou la guerre, voulait connaître les dispositions de l'Empereur à cet égard. Deux courriers ont été expédiés pour Londres par lord Gower et le ministère russe, portant des assurances positives que l'Empereur n'a-

vait pas changé de sentiment, et qu'il ferait tout ce qui serait en son pouvoir pour assister ses alliés et servir la cause générale, mais on n'a pas encore une réponse claire et précise. Un courrier que lord Gower vient de recevoir, ne lui apporte que des assurances vagues, que S. M. Britannique remplira fidèlement tous ses engagements avec la Russie, et M. Fox promet d'envoyer incessamment un courrier avec des éclaircissements plus amples.

Le comte Woronzoff a demandé son rappel, et revient le printemps prochain. Le jeune comte Strogonoff aurait désiré de le remplacer; mais on croit ici que cette ambassade exige un homme plus versé dans les affaires diplomatiques, et le vieux comte Strogonoff n'aurait vu qu'avec beaucoup de peine son fils et sa belle-fille s'éloigner de lui. La place que le jeune comte occupe dans le ministère, et l'amitié que l'empereur a pour lui, rendent d'ailleurs sa présence nécessaire ici. La mission d'Angleterre n'est pas la seule qui éprouvera un changement. L'empereur n'est pas content du comte Rasoumoffsky, ambassadeur à Vienne. On l'a accusé de torts qu'il n'avait pas, et que même il ne pouvait pas avoir; mais sa morgue,

son orgueil et sa manière d'être ont indisposé beaucoup de monde contre lui, et surtout ses compatriotes, qui se plaignent qu'il manque entièrement d'égards et de politesse envers eux. Ces défauts, qui ont paru dans un plus grand jour, pendant que l'armée russe s'est trouvée en Autriche, ont fait impression sur l'empereur, et Sa Majesté s'est décidée à rappeler M. Rasoumoffsky. Pour que ce rappel n'ait pas l'air d'une disgrâce, et ne point indisposer sa famille, on lui a offert l'ambassade de Londres, que vraisemblablement il n'acceptera pas. Le prince Alexandre Kourakin, l'ancien vice-chancelier, est nommé pour aller à Vienne. Étant protégé par l'impératrice douairière, l'empereur par ce choix a voulu faire plaisir à sa mère, et contenter un ancien serviteur, auquel il avait ôté son emploi, et qui a toujours conservé le désir de rentrer dans les affaires; mais avec toutes les qualités d'un galant homme et d'un homme du monde, le prince Kourakin n'a pas celles que la place qu'on lui destine exigerait. Il est irrésolu, et s'il a un sentiment à lui en politique, c'est celui d'être bien avec tout le monde. Avide de distinctions, il aime tout ce qui peut attirer les regards du public, le faste, la parure, les dia-

mants, les décorations, et malgré qu'il soit chargé d'ordres de chevalerie, il n'a pas été insensible au plaisir d'avoir obtenu, après la mort de Paul I, l'ordre de l'Aigle-noir, avec la même plaque en diamants que ce souverain avait reçue de Frédéric II, lors de son mariage. On prétend que depuis ce temps il est fort attaché à la Prusse, et il est personnellement lié avec le duc de Brunswick; ce qui ne fait pas espérer que le prince Kourakin sera d'une grande utilité dans son nouvel emploi. Il serait cependant essentiel pour cette cour-ci, de ne pas perdre son influence, ni à Vienne, ni à Londres, dans les circonstances actuelles. Le prince de Czartorisky le sent parfaitement, et il aurait désiré un autre choix, ou qu'on eût laissé le comte Rasoumoffsky en place, jusqu'à ce que les affaires eussent pris une assiette plus tranquille, mais il n'a pas été consulté, et en cela, comme en bien d'autres choses, l'empereur a suivi exclusivement ses propres idées; à juger ce souverain par l'aménité et la douceur qui règnent dans ses manières, on dirait qu'il est d'une facilité extrême dans les affaires; mais il n'en est pas ainsi, et s'il est difficile de l'engager à prendre un parti décisif, il l'est encore bien davantage de

le faire revenir d'une opinion qu'il a embrassée une fois. Le peu d'accueil que le public a fait au duc de Brunswick, a dû lui montrer combien sa présence déplaisait ici, et que la Prusse y avait peu de partisans. Ce fut par malice, que l'on donna *Tartufe* au spectacle de la ville, la première fois qu'il y parut, et tous les vers qui étaient suceptibles de quelque application furent vivement applaudis. Les distinctions accordées par l'empereur à l'envoyé d'une cour dont on avait tant à se plaindre, et à un prince qui semblait avoir oublié ce qu'il devait à sa propre dignité, ont déplu infiniment. En tout il est fâcheux de voir combien, avec les meilleures intentions et des qualités très-aimables, l'empereur réussit peu à se faire aimer de ses sujets, combien surtout il a perdu dans le public par la malheureuse campagne qu'il vient de faire, et par sa précipitation d'abandonner le théâtre de la guerre. L'orgueil des Russes est cruellement blessé de voir leur gloire militaire éclipsée en partie, et l'armée murmure hautement. C'est surtout à Moscou que le mécontentement se montre à découvert; le prince de Bagrathion y ayant été, on lui a donné une quantité de fêtes, dans lesquelles on a célébré de

mille manières son courage, et la conduite qu'il a tenue dans cette guerre, mais en tout cela, il n'y a pas eu un mot de louange pour l'empereur. Ces mauvaises dispositions doivent être attribuées en grande partie à l'esprit de résistance et de mutinerie, que ces derniers temps ont produit, et qui s'est répandu partout; je voudrais bien ne pas mal augurer de ce règne, mais il est remarquable comme toutes les entreprises de l'empereur, même les plus louables, et qui permettraient le meilleur succès, ont mal réussi; l'ambassade à la Chine a manqué complétement. M. Baykoff, qui en était le premier secrétaire, est revenu avec cette nouvelle ces jours derniers. Après bien des pourparlers sur le cérémonial, toutes les difficultés paraissaient aplanies. L'ambassadeur avait passé la frontière, et était parvenu jusqu'à la ville d'Orga, à trois cent cinquante werstes dans le désert. Les deux mandarins qui y commandaient le reçurent très-bien, et le menèrent avec pompe à travers leur ville et une foule innombrable de peuple. Tout d'un coup le cortége s'arrête; on voit une table sur laquelle était posée debout une planche, devant laquelle brûlaient trois bougies. Les mandarins exigent que l'ambassadeur et toute

sa suite se prosternent le visage contre terre. Il refuse. Il dit que les ordres de son souverain lui prescrivent de se prosterner devant l'empereur de la Chine, mais devant une planche, il ne peut y consentir. On le renvoie sur-le-champ, et il est déjà revenu à Irkutsk, ayant laissé sa suite à Kiachta. Le malheur a voulu que dans le même temps qu'il est arrivé par le nord, M. de Krusenstern est venu à Canton, avec les deux vaisseaux qui devaient faire le tour du monde. Après avoir été au Japon, où il n'avait pas été reçu, M. de Krusenstern est allé au Kamtschatka, pour y déposer l'ambassadeur, que l'empereur du Japon n'avait n'avait pas voulu recevoir. Ayant été informé de l'ambassade du comte Golofkin, il était allé à Canton, espérant d'y faire de bonnes affaires. Les Chinois furent effarouchés de cette apparition des Russes aux deux bouts de leur empire. Les mandarins d'Orga, avec la finesse qui caractérise leur nation, avaient demandé à l'ambassadeur, quel était un certain pays au nord de la Chine, dont ils lui désignaient confusément la situation. Il répondit, que si on le lui montrait sur une carte, il pourrait répondre à la question. On en apporta une, et l'ambassadeur ayant vu que c'é-

tait du Kamtschatka que l'on voulait parler, dit que ce pays obéissait à son souverain. Les mandarins lui apprirent alors, qu'un transfuge était venu de ce pays-là à Canton avec deux gros vaisseaux, qu'il avait été arrêté ainsi que tout l'équipage et que justice serait faite; on craint beaucoup qu'il ne soit perdu avec tout son monde. Il semble que l'ambassadeur ait perdu un peu la tête en cette occasion, et qu'il n'ait pas su s'il fallait avouer ou non, M. de Krusenstern. Il aurait été sauvé, si l'ambassadeur s'était prosterné, et avait continué son voyage, mais le comte Golofkin, que Votre Majesté connaît, n'est pas un homme à écarter les difficultés. Il est à craindre qu'il n'arrive une interruption du commerce avec la Chine. Ce serait un véritable malheur pour ce pays-ci, ce commerce faisant subsister la majeure partie de la Sibérie. Ce n'est peut-être pas sans quelque fondement, que l'on soupçonne les commerçants anglais et hollandais d'avoir suscité ces embarras à la Russie.

La Turquie commence aussi à lui donner beaucoup d'inquiétude, et le prince Czartorisky m'en parle souvent. La Porte a renouvelé à la vérité son traité avec la Russie, mais l'ancienne

haine et jalousie, qui divise les deux nations, n'en subsiste pas moins. La France étant parvenue à persuader au Divan qu'elle a remporté une victoire complète sur les Russes, et qu'elle enverra une armée considérable par la Grèce pour aider les Turcs à reconquérir la Crimée, et chasser les Russes de la mer Noire; il a non-seulement reconnu Buonaparte en sa qualité d'Empereur, ce qui est absolument contraire au sens du dernier traité, mais il devient tous les jours plus intraitable, et M. Italinsky ne sait plus où il en est. L'Empereur se voit forcé par là, de rassembler des forces très-considérables de ce côté-là, et l'armée y sera portée à 100,000 hommes.

Un autre incident vient encore de troubler l'horizon politique. Les Russes, aidés des Monténégrins, se sont emparés des Bouches du Cattaro, qui, d'après le traité de Presbourg, devaient être remises par l'Empereur Romain au royaume d'Italie. Cette prise de possession, à ce que m'a dit le prince Czartorisky, s'est faite sans dessein prémédité. Deux frégates russes se trouvant là au moment que les ordres arrivèrent d'évacuer la place, les Monténégrins, ne voulant pas des Français chez eux, s'emparèrent de la ville, aidés par l'équipage

des frégates. La faible garnison des Autrichiens obtint de pouvoir se retirer, et les Russes se trouvant en possession d'un poste aussi important par sa situation, et aussi facile à garder, sont décidés à s'y maintenir. L'Autriche se trouve par là dans le plus grand embarras, puisqu'il est clair que Buonaparte ne renoncera pas de bon gré à une possession, qui lui appartient en certaine manière, et qu'il saura bien se dédommager de sa perte sur l'Autriche. Le général Merfeldt a reçu un courrier, avec les ordres les plus pressants de redemander cet endroit, et de représenter tous les inconvénients qu'un refus entraînerait; l'Autriche, réduite à recevoir la loi de Buonaparte, se verrait peut-être dans la nécessité d'accorder le passage aux troupes que Buonaparte enverrait contre la Russie, et même de joindre ses forces à celle des Français; mais on n'en juge pas ainsi à Pétersbourg, et le général n'a rien obtenu jusqu'à présent, le prince Czartorisky attendant à chaque instant un courrier du comte Rasoumoffsky, pour savoir si effectivement l'Autriche pourrait en venir à ce point de faiblesse. Pour la Prusse, il n'y a pas de doute qu'elle ne se conforme exactement à toutes les volontés et les caprices de Buo-

naparte. Un courrier a apporté la nouvelle au comte de Goltz, que sa cour avait pris l'engagement avec la France, de fermer les ports de Brème, d'Hambourg et de Lübeck aux Anglais. Ce n'était qu'à ces conditions que la France avait remis le pays d'Hanovre à Sa Majesté Prussienne. Le prince Czartorisky a été informé en même temps que la Prusse était décidée à déloger les troupes suédoises du pays de Lauenbourg. Lui, ainsi que l'ambassadeur d'Angleterre, m'ont dit à plusieurs reprises qu'il serait à désirer que Votre Majesté ne laissât pas venir les choses à cette extrémité, et qu'elle prévint une rupture ouverte, en faisant rentrer ses troupes dans la Poméranie suédoise. Depuis que je connais les intentions de Votre Majesté à cet égard, par la dépêche de M. de Wetterstedt du 14 mars, je fais tout ce que je puis pour faire changer le prince d'avis à ce sujet, mais il me soutient toujours, que la défense que Votre Majesté ferait dans le pays de Lauenbourg ne serait que partielle et sans effet, et qu'elle produirait infailliblement la perte des braves gens, détachés pour garder ce pays là, et affaiblirait d'autant la résistance qu'il fallait faire nécessairement dans la Poméranie suédoise. Tant qu'il y

avait eu apparence d'en imposer à la Prusse, la mesure de ne point abandonner légèrement un pays que l'on avait entrepris de défendre, avait été aussi utile qu'honorable. Il aurait désiré que l'Empereur en eût fait autant, mais depuis que le souverain, auquel appartenait ce pays, en avait retiré ses troupes, et paraissait désirer que Votre Majesté suivît son exemple, les choses avaient entièrement changé de face et un plus long séjour dans ces cantons n'offrait aucune chance favorable. L'empereur n'était pas à portée de secourir Votre Majesté, malgré la bonne envie qu'il en aurait, et il me laissait à juger combien il était important de ne pas s'exposer au moindre échec, pour ne pas donner un nouvel aliment à l'insolence de Napoléon.

Le prince Gagarin m'a dit que Votre Majesté lui avait parlé de l'affaire des limites en Finlande, et qu'il en avait fait son rapport à l'empereur. Je n'ai laissé échapper aucune occasion pour la remettre sur le tapis et en hâter la conclusion. Aussi souvent que j'en ai parlé à l'empereur ou à ses ministres, on m'a donné de belles promesses qui n'ont rien produit. Enfin, je suis devenu plus pressant encore, depuis que les cir-

constances prescrivent à la Russie de grands ménagements pour Votre Majesté, et le prince Czartorisky m'a promis positivement de faire rassembler tous les papiers qui y ont rapport. Si elle ne finit point pendant ma mission, j'en serais inconsolable, la regardant comme la seule opération, en fait de politique externe, qui puisse donner quelque satisfaction à Votre Majesté, dans un moment où toutes les autres ne présentaient qu'erreur et confusion.

L'empereur a reçu la nouvelle que le prince Zizianoff, gouverneur de la Géorgie, a été assassiné dans une entrevue qui devait avoir lieu entre lui et quelques chefs des habitants du Caucase, que l'on n'est pas parvenu encore à soumettre, et qui infestent le plat pays par des incursions perpétuelles. Le prince s'étant rendu à l'endroit convenu, on lui lâcha une volée de coups de pistolets et de carabines, qui tua d'abord son interprète. Lui-même voulut se sauver par la fuite, mais les assassins l'atteignirent et l'achevèrent. Son escorte, à ce que l'on prétend, se trouva à portée de le secourir et ne le fit pas. Il n'était aimé de personne, et on l'accusait d'être avare, rude et intraitable. Issu de la famille qui a régné en Géor-

gie, ses compatriotes le regardèrent comme un déserteur vendu à leurs conquérants, et n'eurent jamais pour lui que du mépris.

Le général comte Tolstoy est attendu au premier jour. L'empereur l'a fait venir pour lui confier, dit-on, le commandement d'un corps d'armée, qui sera rassemblé sur les frontières de la Prusse. Il aurait mieux valu de ne point retirer les troupes qu'il commandait de l'armée de Votre Majesté. Avant d'avoir reçu les ordres de Votre Majesté à ce sujet, je l'avais proposé à l'empereur, dans l'audience qu'il m'accorda à mon retour ici. Les circonstances me paraissaient l'exiger impérieusement. Les idées pacifiques de Sa Majesté impériale, et son illusion sur les sentiments du roi de Prusse, n'ont pas permis que l'on m'écoutât. Il paraissait décidé que l'on ne ferait rien de ce que l'on devait faire. Quand on a été détrompé, il n'était plus temps, à ce que l'on prétendait, de faire rétrograder ce corps d'armée. Le prince Gagarin n'en a rien écrit à l'empereur, prévoyant apparemment que ce serait sans effet.

Les régiments des gardes, qui avaient été à l'armée, sont rentrés hier à midi et ont défilé devant l'empereur et les impératrices. Elles ont perdu

beaucoup moins de monde qu'on ne l'avait dit, et on les a complétées de nouveau, chemin faisant; mais elles reviennent bien mécontentes de leur expédition, et c'est à présent que les clabauderies vont recommencer plus que jamais.

L'empereur a nommé M. de la Maisonfort son chargé d'affaires auprès du duc de Brunswick, avec un traitement de près de trois mille ducats. C'est un émigré français, ancien capitaine de dragons, et chevalier de Saint-Louis, qui ne manque pas d'esprit et qui est connu par quelques productions littéraires, romans et comédies. Étant protégé par le duc de Brunswick, qui a fait élever un de ses fils parmi ses pages, il a su profiter du séjour de ce prince à Pétersbourg pour se faire donner cette mission. C'est moins pour faire honneur au duc que cette place a été créée que pour avoir une vedette dans sa résidence; mais je ne crois pas que les Français permettront qu'il y reste longtemps.

. . . . . .

Apostille n° 1.

Le 9 (21) avril 1806.

La conférence que le prince Czartorisky m'avait promise depuis plusieurs jours, a eu lieu avant-hier au soir. Il m'a dit qu'un courrier venu de Berlin avait apporté à l'empereur un billet que le baron de Hardenberg a écrit à M. d'Alopœus, pour l'informer que Sa Majesté Prussienne, malgré le désir qu'elle avait de maintenir la paix avec Votre Majesté, se voyait forcée par les circonstances de faire marcher des troupes pour occuper le pays de Lauenbourg, et de s'en emparer à force ouverte, si les troupes suédoises n'abandonnaient point ce pays. Sachant combien l'empereur s'intéressait à la conservation de la paix dans le Nord, et qu'il était uni d'intérêt et d'amitié avec Votre Majesté, le roi avait recours à ce souverain pour qu'il engageât Votre Majesté à ne pas laisser venir les choses à cette extrémité : qu'à cette condition, la Prusse s'offrait de garantir à la Suède, ainsi qu'au Danemark, toutes leurs possessions en Allemagne. Le prince avait voulu me montrer le billet

du baron de Hardenberg en original; mais l'empereur l'ayant égaré, il ne pouvait que m'en dire le contenu, et ce sont ses propres termes que je viens d'avoir l'honneur de rapporter. De plus, il était chargé par l'empereur de me dire que Sa Majesté Impériale regarderait comme une grande marque d'amitié, si Votre Majesté voudrait déférer à ses conseils et retirer ses troupes du pays de Lauenbourg, non par aucun ménagement pour la Prusse qui ne pouvait pas s'y attendre ; mais pour ne rien mettre au hasard, puisque l'empereur ne pouvait pas venir au secours de Votre Majesté en cette saison, et que l'engagement que le roi de Prusse prenait de ne pas attaquer la Poméranie, équivalait au moins à un délai dont on avait besoin pour recevoir des informations exactes de l'Angleterre, et pour préparer ses moyens de défense. Le prince a ajouté encore que le Danemark avait pris l'alarme sur quelques armements que Votre Majesté avait ordonnés en Scanie, et il m'a demandé si elle ne jugerait pas à propos de faire rassurer cette cour par quelques mots sur le véritable but de ces armements, étant essentiel d'éviter tous les mésentendus entre les puissances qui avaient des intérêts communs, et d'écarter tout

sujet d'inquiétude. Ensuite il m'a promis que l'affaire des limites serait reprise incessamment, et il m'a dit que le traité de Gatschina tirant vers sa fin, l'empereur désirait savoir si Votre Majesté ne serait pas dans l'intention de le renouveler.

. . . . . .

J'ose prier Votre Majesté instamment de patienter et de ne pas s'exposer à aucun revers, les occasions ne pouvant pas lui manquer de coopérer d'une manière également glorieuse et plus avantageuse pour elle, au salut public. Les sentiments que le prince Czartorisky m'a témoignés en cette occasion et en beaucoup d'autres, font que j'ai pour lui la plus grande estime. Plein d'honneur et de probité, il est attaché à son souverain et à ses devoirs, sans aucune vue d'intérêt ni de retour sur lui-même. Instruit, réservé et modeste, il a le cœur bien placé et une bonne tête.

. . . . . .

Apostille.

Le 4 (16) mai 1806.

Le baron de Stackelberg est arrivé ici le 26 avril (8 mai) à midi, avec les ordres de Votre Majesté du 28. J'avais reçu le même jour, par la poste ordinaire, ceux du 20 et du 24. J'en ai donné d'abord avis au prince Czartorisky, et de ce qui venait de se passer dans le pays de Lauenbourg. Il m'a prié de venir chez lui le lendemain matin, et a débuté par me dire que l'empereur était très-fâché que les choses en fussent venues à ces extrémités. Ce souverain s'était flatté jusqu'à ce moment que Votre Majesté déférerait à ses conseils et ne précipiterait pas les événements. La Prusse ne demandait pas mieux que de trouver un prétexte pour se mettre en possession de la Poméranie suédoise, et lorsque rien n'était préparé ni concerté même pour la défense commune, il était à craindre que l'issue de ce conflit ne pouvait être que désavantageuse pour Votre Majesté. C'est ainsi que l'empereur s'était expliqué lorsqu'il avait

rendu compte à Sa Majesté du billet que je lui avais écrit, et prévoyant que, dans les circonstances actuelles, je désirerais d'avoir au plus tôt l'audience que j'avais demandée précédemment, il avait pris les ordres de Sa Majesté à ce sujet, et qu'elle me recevrait dimanche, le 29.

. . . . . .

Le lendemain matin, le prince m'a envoyé son premier secrétaire, M. d'Oubril, pour me faire savoir que le comte de Goltz ne serait pas éloigné, pour peu qu'on l'exigeât, de donner une déclaration que la cour de Berlin n'attaquerait pas la Poméranie suédoise, pourvu que je voulusse donner de mon côté une assurance positive et par écrit que Votre Majesté s'abstiendrait de toute hostilité envers la Prusse. Le prince me fit demander ce que je pensais de cette démarche. Je lui fis réponse que je croyais que le comte de Haugwitz se moquerait des déclarations du comte de Goltz, et que les hostilités étant commencées de part et d'autre, je ne pouvais aucunement répondre que Votre Majesté n'y donnât pas de suite.

. . . . . .

L'empereur prétendait que M. d'Alopœus et surtout le prince Gagarin, n'avaient cessé de

représenter à Votre Majesté la nécessité de ne pas se commettre avec la Prusse en ce moment-ci, et il me demanda quelle utilité Votre Majesté aurait possiblement pu tirer de la résistance des troupes suédoises dans le pays de Lauenbourg. « Fort bien, ajouta-t-il, si on avait *pu* le défendre. »

. . . . . .

Apostille.

Le 6 (18) mai 1806.

Je viens de voir le prince Czartorisky qui m'a donné les renseignements suivants. Le courrier que le comte de Goltz a reçu lui a apporté un rescrit du roi de Prusse, dans lequel ce souverain se plaint beaucoup des procédés de Votre Majesté à son égard. Il prétend qu'il a toujours désiré vivre en paix avec Votre Majesté, et qu'il n'a jamais eu l'intention de s'emparer de ses États héréditaires en Allemagne.

Il rejette tous les torts de ce qui vient d'arriver

dans le pays de Lauenbourg sur le comte de Loewenhielm*, qui, malgré la modération des troupes prussiennes qui avaient reçu l'ordre de ne pas tirer, les a forcées à se défendre, et qui s'est obstiné à faire couler le sang **; mais qu'en conséquence de ces événements le roi de Prusse se verrait forcé de rassembler une armée de 30,000 hommes sur les frontières de la Poméranie, après quoi il écrira une lettre à Votre Majesté pour lui dire que ne pouvant pas s'expliquer sa manière d'agir vis-à-vis de la Prusse, il s'adresse à elle directement pour savoir si elle veut la guerre ou la paix. Il a demandé en même temps l'intervention de l'Empereur pour engager Votre Majesté à ne pas troubler la paix du Nord.

* Le général comte Gustave de Loewenhielm, ministre de Suède en France. (*Note de l'Éditeur.*)

** La Prusse venait de s'emparer du Hanovre, avec le consentement de Napoléon. Gustave IV se mit en tête de conserver le Lauenbourg au roi d'Angleterre, malgré les protestations de l'inutilité de la chose par le ministre d'Angleterre, M. *Pierrepont*. Le comte de Loewenhielm fut chargé de la défense de ce pays contre la Prusse, avec un corps de 300 hommes de cavalerie en tout; il eut l'ordre de se défendre vaillamment, et voilà ce qu'il fit contre un corps prussien composé d'un régiment de cuirassiers, d'un régiment d'infanterie et d'une batterie d'artillerie.

Le prince lui a répondu que Votre Majesté ayant déclaré qu'elle regarderait comme une agression contre la Suède toute attaque contre le pays de Lauenbourg, l'Empereur aurait désiré que la Prusse n'y eût pas envoyé des troupes, d'autant plus qu'à la demande expresse de S. M. Prussienne, l'Empereur s'était décidé à prier Votre Majesté d'évacuer ce pays. Au lieu d'attendre l'effet de cette démarche, on en était venu aux voies de fait, et il a rappelé au comte de Goltz ce qu'il avait été chargé de lui dire au sujet d'une attaque prussienne dirigée contre la Poméranie suédoise.

Le comte de Goltz n'est pas du tout content de cette réponse. Il a dit à l'ambassadeur d'Angleterre que le prince Czartorisky avait menacé la Prusse de la guerre, et que ne pouvant pas résister avec ses propres forces à la Russie, elle se verrait dans la nécessité d'appeler une armée française à son secours, dont l'introduction dans le cœur de la monarchie prussienne achèverait sa ruine. Ce ministre jette en même temps les hauts cris sur le grand nombre de vaisseaux prussiens pris par les Anglais. Il a déjà donné deux notes au prince Czartorisky, par lesquelles la cour

de Prusse demande l'entremise de l'Empereur pour engager le cabinet de Saint-James à user de ménagement envers elle. On lui a répondu que S. M. Impériale ne pouvait pas se mêler de cette affaire, à moins que la cour de Berlin ne s'engageât de lever les blocus des différentes rivières. Là-dessus le comte de Goltz a fait quelques promesses que la Trave serait débloquée. C'est le point qui intéresse le plus les négociations de Pétersbourg. Ils se sont assemblés pour faire des représentations à l'Empereur, par le ministère du commerce, sur le tort qui résulte pour la Russie du blocus de la Trave. Ils évaluent la valeur du commerce qu'ils faisaient avec Lübeck à dix millions de roubles. D'un autre côté ils se plaignent de ce que Votre Majesté va bloquer les ports prussiens, et de la prise par les Suédois de deux vaisseaux chargés pour le compte de négociants russes.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Le 15 (27) mai 1806.

Le courrier Ostbom est arrivé ici jeudi dernier, à six heures après midi, et m'a remis les ordres de Votre Majesté du 13 mai. Le prince étant allé ce jour-là à Pawlovsky, chez l'impératrice mère, où l'Empereur et beaucoup de monde s'était rendu pour la fête de Madame la grande duchesse Catherine, je n'ai pu le voir que le lendemain à midi. Je lui ai communiqué officiellement la note de S. Ex. M. le comte de Fersen, du 6 mai, au sujet du blocus de tous les ports prussiens sur la Baltique, ainsi que la lettre du roi de Prusse à Votre Majesté, et la réponse franche et noble

qu'elle y a faite. Le prince m'a prié de lui laisser ces lettres pour pouvoir les montrer à l'Empereur, avec une partie de la dépêche de M. de Wetterstedt, que je venais de lui lire. Incertain, si les déclarations qu'il avait faites au comte de Goltz par ordre de l'Empereur pourraient arrêter la cour de Berlin et empêcher l'entrée des troupes prussiennes dans la Poméranie suédoise, il est revenu sur le projet d'accommodement, dont il m'avait parlé précédemment et qui se trouve joint à ma très-humble dépêche du 18 mai, envoyée par le baron de Stackelberg. Votre Majesté aura daigné remarquer que j'avais refusé d'entrer dans aucune discussion sur cet objet, dans l'incertitude où j'étais sur les intentions de Votre Majesté, et espérant que, malgré le défaut d'énergie dans les déclarations de la Russie, la Prusse n'oserait pas passer outre. La lettre de S. M. Prussienne ayant changé mes idées à cet égard, et la réponse de Votre Majesté faisant connaître que les voies de conciliation n'étaient pas fermées entièrement, j'avais jeté sur le papier, avant d'aller chez le prince, et fort à la hâte, quelques articles qui auraient pu servir de base à un arrangement préliminaire, en m'écartant le moins que je pouvais

des points que le prince avait proposés, et en cherchant à concilier les prétentions opposées. J'avais si peu l'idée d'en faire un objet de négociations, que je n'en ai pas gardé de copie, et que ce n'est que de mémoire que j'écris l'exemplaire que j'ai l'honneur de joindre ici. Le prince ayant touché cette corde, et notre conversation roulant sur les moyens d'aplanir les difficultés qui s'opposaient à un arrangement amical avec la Prusse, j'ai tiré de ma poche le brouillon en question, et je lui en a fait la lecture en lui disant que ce n'était qu'un premier aperçu auquel il y avait plusieurs choses à ajouter. Il l'a lu à son tour, en me priant de le lui laisser pour y réfléchir à son aise, et il m'a fait quelques objections sur le peu de probabilité que la cour de Prusse accepterait ces conditions ou que la France lui en donnât la permission. L'évacuation du duché de Lauenbourg, le retour des troupes suédoises dans ce pays-là, et la ligne de démarcation que j'avais proposée, qui donnait beaucoup de marche à Votre Majesté, et empêchait les Prussiens de s'approcher de la Baltique, depuis la Trave jusqu'à la Peene; tout cela contrarierait trop ouvertement les vues de la Prusse et de la France pour ne pas rencontrer une forte

opposition. Il pensait que pour ne pas trop blesser l'amour-propre des Prussiens, il faudrait se désister de part et d'autre, d'occuper le pays de Lauenbourg militairement, sans se mettre en peine si la Prusse y laissait quelques employés pour l'administration civile. Je n'ai pas été de cet avis, l'administration civile constituant proprement la possession plus que l'occupation militaire; mais le prince a beaucoup insisté pour que l'on ne se rendît pas difficile, et de ne pas manquer un grand objet pour un de moindre importance. Je lui ai dit qu'ayant entre les mains la réponse de Votre Majesté au roi de Prusse, il pourrait juger lui-même ce que Votre Majesté pourrait accorder ou non, sans blesser sa dignité, et je l'ai quitté après lui avoir fortement recommandé de représenter à l'Empereur la nécessité de prendre un parti vigoureux et conforme aux intérêts de ses alliés.

. . . . . .

Quand j'ai lu au Prince Czartorisky la dernière dépêche de M. de Wetterstedt, il m'a dit à l'endroit où il est question des négociations entre la Russie et la France, qu'il m'avait dit tout ce qui en était, et il a nié complétement ce qui s'y trouvait, sur la reconnaissance de la royauté de

Bavière et du Wurtemberg, par la Russie. Il m'a répété à cette occasion, que l'envoi de M. d'Oubril et la commission dont le comte Rasoumoffsky était chargé, n'avaient pour objet que de tirer la maison d'Autriche d'embarras, et de ne pas mettre les Français en possession des bouches du Cattaro, à moins d'en obtenir des concessions qui pourraient égaler l'avantage de l'occupation de cette place. S'il arrivait que dans l'intervalle les Français s'en rendissent maîtres, il ne serait plus question de négocier, et en tous les cas, M. d'Oubril n'irait à Paris, qu'après que l'on saurait quelle tournure prenaient les négociations entre la France et l'Angleterre. Tout ce qui nous en revient ici est très-rassurant. Il paraît que le meilleur esprit et la plus grande unanimité règnent dans le conseil de S. M. Britannique, et que l'on n'a pas à craindre que l'Angleterre se sépare d'intérêts avec ses alliés, à quoi visent toutes les insinuations de la France. Il ne s'agit donc que de ranimer le courage abattu du cabinet de Saint-Pétersbourg, et comme ce ne sera pas l'affaire d'un jour, de gagner du temps, et de ne pas risquer d'augmenter ce découragement. La perte de de la Poméranie suédoise, celle de Stralsund sur-

tout, produirait infailliblement cet effet. Lord Gower en pense de même, et que la fermeté et la vigueur que l'Angleterre déploie auront une influence favorable sur les résolutions de l'empereur; car, malgré la différence d'opinions qui règne dans le conseil de S. M., tous ses ministres s'accordent sur la nécessité de ne pas heurter l'Angleterre et de se tenir étroitement uni avec elle.

Le comte de Goltz, qui paraît craindre un changement dans les sentiments de l'empereur, a expédié un courrier à sa cour, pour lui rendre compte de son audience, et pour insister fortement que malgré le blocus de leurs ports, et tout ce que V. M. pourrait entreprendre, les Prussiens se tiennent sur la défensive, et n'attaquent point la Poméranie suédoise. Voilà du moins ce qu'il a dit à ses confidents, et le prince Czartorisky est persuadé qu'ils n'entreprendront rien avant l'arrivée de ce courrier du comte.

Les généraux Lascy, d'Anrep, Opperman sont arrivés ici de l'Italie par la Crimée, au grand regret de tous les gens de bien pensants, qui sont affligés de voir qu'on ait retiré de si bons généraux, et quelques milliers d'hommes d'un pays

qui présente encore de la résistance aux Français, et où il aurait fallu envoyer au contraire de grands renforts, pour contrecarrer les projets de Buonaparte sur l'Italie et sur la Grèce. L'empereur et son ministère ne sont pas à s'en repentir, mais c'est encore un effet de la consternation qui régnait à Hollite, et à la distance où l'on est de l'Italie, on ne répare pas aisément des fautes pareilles. Tout ce que l'on a pu faire a été d'envoyer l'ordre aux troupes qui s'étaient embarquées et qui n'ont pas encore passé les Dardanelles, de retourner à Corfou au plus vite, et l'on prétend qu'il n'y aura tout au plus que deux mille hommes qui en seront revenus. Quant à M. d'Anrep, il a demandé de revenir pour ne pas se trouver sous les ordres de l'amiral Sinjaewin, après avoir commandé en chef. On dit beaucoup de bien de cet amiral, et que c'est un homme de tête et de cœur.

Le général Kutusoff est arrivé aussi, fort peu satisfait de sa campagne, ainsi que le comte de Tolstoy. L'empereur a offert à ce dernier de reprendre sa place de gouverneur militaire de Pétersbourg, ce qu'il a refusé. Il est mécontent au suprême degré de ce qu'on lui a ôté l'inspection

des gardes, qu'il avait précédemment, et que l'Empereur a donnée au grand-duc Constantin. On trouve avec raison, que c'est pousser l'amour-propre un peu loin, de ne pas vouloir céder au frère de son souverain, d'autant plus qu'il n'a rien fait jusqu'à présent pour soutenir des prétentions aussi exagérées. Il a demandé et obtenu un congé, pour aller dans ses terres, mais il est encore ici, sans m'avoir fait l'honneur de venir me voir.

Le prince Czartorisky m'a prié de venir chez lui avant-hier au soir, et m'a dit que l'Empereur avait envoyé vendredi au soir un courrier à Berlin, avec une lettre au roi de Prusse, en réponse à celle que ce souverain lui avait écrite. Le comte de Stackelberg, ancien ministre de S. M. en Hollande, qui se trouve à Berlin en ce moment-ci, avait été chargé de remettre cette lettre au roi, et de l'accompagner de tout ce qui serait capable de détourner S. M. Prussienne du projet d'attaquer Votre Majesté. On avait choisi le comte de Stackelberg pour cette négociation, parce qu'il serait chargé en même temps de se rendre auprès de V. M., s'il voyait jour à pouvoir prévenir une rupture. Le prince a cru que le comte de Stackel-

berg serait plus propre à cette commission, et plus agréable à Votre Majesté que M. d'Alopœus, qui est taxé par tout le monde d'être voué entièrement au cabinet de Berlin.

. . . . . .

A M. LE BARON D'EHRENHEIM,

Président de la chancellerie du roi, etc., etc.

Le 8 (20) juin 1806.

Le public s'entretient de nouveau d'un changement dans le ministère, et que le prince Czartorisky quittera sa place. Si cela arrivait, ce serait une perte irréparable pour l'empereur. L'attachement de ce ministre pour son souverain, sa loyauté, son désintéressement et sa fermeté mêlée de beaucoup de prudence et d'une rare modestie, sont des qualités bien difficiles à remplacer, et lui ont attiré la confiance de toutes les personnes qui ont affaire à lui.

Les derniers ordres que j'ai reçus du roi étaient

du 5 juin. Ils m'annonçaient un courrier qui vient d'arriver dans l'instant avec votre lettre du 15. La Prusse, craignant la confiscation de ses vaisseaux amenés en Angleterre, et fort gênée par le blocus de ses ports dans la Baltique, montre des dispositions conciliatrices. Le comte de Goltz est venu chez moi, pour me faire part des nouvelles qu'il avait reçues à ce sujet, par un courrier extraordinaire; mais tant que l'on verra en Prusse les mêmes personnes au timon des affaires, qui ont mis leur pays et ces puissances alliées dans le plus grand embarras, le cabinet de Berlin ne peut qu'inspirer beaucoup de méfiance à tous ses voisins.

. . . . . .

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Le 15 (27) juin 1806.

Le prince Czartorisky a obtenu sa démission, qu'il avait sollicitée depuis plusieurs mois, et le baron de Budberg, l'ancien ambassadeur auprès de Votre Majesté, a été nommé ministre des affaires étrangères. C'est depuis hier que l'ukase concernant ce changement doit avoir été signée, quoique le corps diplomatique n'en ait pas encore été averti officiellement. Le prince est regretté vivement par tous ceux qui ont eu affaire à lui, réunissant au suprême degré les qualités les plus essentielles et les plus aimables. . . . . .

. . . . . .

L'ambassadeur d'Angleterre, Lord Gower, va partir incessamment. La frégate qui a été envoyée pour le chercher est déjà arrivée à Cronstadt. C'est une grande perte pour le corps diplomatique. Sa figure prévenait pour lui dès le premier abord, et tout ce qu'il annonçait, il le tenait et davantage.

Le feld-maréchal Kamensky a été appelé par l'Empereur. On dit qu'on lui destine le commandement général de l'armée ; ses talents et sa réputation militaire autorisent ces bruits. Le général Kutusoff, qui est de retour ici depuis quelques semaines, a obtenu de l'Empereur un don de 150,000 roubles, pour le payement de ses dettes. Il doit être question pour lui du gouvernement de Moscou, ce que je ne sais que par des ouï-dire.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Le 29 juin (11 juillet) 1806.

Le changement de ministère, dont nous étions menacés, vient de s'effectuer, ainsi que j'ai eu l'honneur de le marquer à Votre Majesté dans mon humble dépêche du 15 (27 juin). Les notes qui le concernent se trouvent jointes ici, et j'ai répondu aussi obligeamment qu'il m'a été possible.

Le prince Czartorisky ne pouvait plus y tenir, sans quoi il aurait cédé aux instances que tous ses amis et moi en particulier lui ont faites, de ne pas abandonner les affaires; mais l'Empereur ne faisait rien de ce qu'il lui proposait, et

agissait souvent en sens contraire. C'est ainsi que la promesse de rendre les Bouches du Cattaro, avait été faite, et qu'aucune des mesures, nécessaires pour effectuer cette restitution, n'avait été adoptée. Malgré cela le prince a tenu bon pendant trois mois, luttant contre toutes les difficultés, par pur attachement pour l'Empereur, et par conviction que le parti qu'il soutenait était le seul convenable aux circonstances. Il a cru même pendant quelque temps avoir gain de cause, mais il était loin de son compte. Sa Majesté, jalouse de son autorité, voulait que le ministre se réglât sur l'opinion qu'elle avait adoptée, et qui, n'étant jamais bien ferme et prononcée, exposait à mille contradictions et faisait naître les brigues et cabales qui empêchaient le succès; à ces causes il faut ajouter la jalousie et la haine des Russes contre le prince.

Les courtisans s'étant aperçus que son crédit baissait, ne négligèrent rien pour augmenter le mécontentement de l'Empereur, et Sa Majesté, qui avait fait d'abord beaucoup d'instances au prince, de ne pas quitter sa place, ne s'occupa plus que des moyens de le remplacer. Un parti considérable aurait voulu avoir le comte Mar-

koff, et il est certain que pour l'habileté, ce choix n'eût pas été mauvais. Un autre cabalait pour le comte Panin; mais ces deux messieurs n'étant pas au gré de l'Empereur, on fit revenir le baron de Budberg, qui s'était absenté depuis plusieurs mois, pour soigner sa santé, et pour lequel l'Empereur a conservé, depuis qu'il a été son menin, beaucoup d'affection. Le prince vit toutes ces intrigues sans se mettre en peine. Il avait proposé de former ici un comité militaire et politique, composé des ministres et généraux qui avaient le plus de réputation. Le feld-maréchal Kamensky était de ce nombre. Dans la première conversation qu'il eut avec l'Empereur, il se défendit d'abord de prendre aucune connaissance d'affaires politiques, mais il blâma hautement que l'on avait occupé Corfou et les Bouches du Cattaro ; et en bon russe il était d'avis qu'il fallait se défendre sur son palier, et non pas se mêler des affaires des pays étrangers. Quant au général de Budberg il abondait toujours dans le sens de l'Empereur, et l'opposition contre le prince en devint plus forte, tant qu'il lui devint impossible de pouvoir faire aller la besogne. M. Nowosiltsoff, qui était uni de sentiments et d'intérêt avec lui, fit de vains efforts

auprès de l'Empereur pour le ramener à des idées plus justes, et il finit par demander sa démission, qu'il n'a pas encore obtenue. Il dit dans la lettre qu'il a écrite à Sa Majesté à ce sujet, que ses relations ni ses principes ne lui permettent pas de rester en place *. Le comte Strogonoff étant à Londres, où il ne veut pas rester non plus, depuis le changement de ministère, le triomphe du parti de l'opposition est complet, et cette puissance va tomber dans une nullité entière pour le reste de l'Europe, ou du moins ne sera tirée de sa léthargie qu'après qu'elle sera attaquée dans ses propres foyers, et lorsqu'il ne sera peut-être plus temps de remédier aux maux que son insouciance aura produits. Ce que cette situation a de particulier, c'est que la fierté nationale des Russes est profondément blessée du rôle subalterne qu'on leur fait jouer. Par ces raisons toute l'attention est tournée principalement du côté de la Turquie, que l'on est

* Voilà comme fait tout homme d'honneur, quand on veut le faire agir contre ses convictions et ses principes. Il est fâcheux que M. d'Ehrenheim n'ait pas fait de même auprès de Gustave IV. Quand on reste en place, on est moralement responsable des fautes commises, même par ordre, dans le département qui vous est confié.

(*Note de l'Éditeur*).

accoutumé à vaincre. La Prusse se mettra vraisemblablement alors de la partie, et il faudra bien que l'Empereur renonce à cette amitié qu'il a jurée au roi de Prusse sur le tombeau de Frédéric le Grand.

D'après ce tableau, qui n'est nullement chargé, Votre Majesté jugera dans sa sagesse, qu'elle n'a aucun secours réel à attendre de ce pays-ci, et qu'il ne serait pas impossible que la cour de Berlin ne parvînt à la brouiller avec l'Empereur, ou du moins à détruire cette union qui fait la sûreté des deux États. Elle ne négligera rien pour cela. Le prince Czartorisky m'a dit qu'elle ne cessait de réclamer les secours, que la Russie, d'après son traité, doit fournir à la Prusse, quand celle-ci est attaquée. Se trouvant assez forte sur terre, pour résister à Votre Majesté, elle prie l'empereur de lui envoyer une flotte, pour débloquer ses ports. Le prince m'a dit que l'empereur se trouvait extrêmement embarrassé, ne sachant pas comment concilier les deux contraires, et ne voulant se brouiller ni avec Votre Majesté, ni avec le roi de Prusse. En attendant il arrive ici un courrier après l'autre, avec des lettres autographes du roi de Prusse à l'Empe-

reur. En dernier lieu, et après l'entretien que Votre Majesté a eu avec le général de Kalkreuth, le lieutenant-colonel de Krusenmark est arrivé ici samedi dernier, avec une pareille commission. Il a d'abord été introduit chez S. M. Impériale, qui l'avait traité avec beaucoup de distinction, lorsqu'il était venu ici avec le duc de Brunswick. Il n'a pas été moins bien traité à présent, et il a dîné une fois ou deux chez l'Empereur, ainsi que le grand-duc Constantin. Il s'attache à répandre ici, que Votre Majesté rejette toutes les voies de conciliation que le roi de Prusse lui propose, qu'elle veut la guerre à tout prix, que son maître est insulté, et que ne pouvant pas endurer plus longtemps toutes les provocations que Votre Majesté lui fait, il faudra nécessairement en venir aux dernières extrémités. Il doit repartir aujourd'hui avec la réponse de l'Empereur. Je ne sais pas en quels termes elle sera conçue, mais je suis certain qu'elle contiendra les exhortations les plus vives, de patienter, et la promesse que l'Empereur fera un dernier effort auprès de Votre Majesté, pour l'engager à se désister de ses prétentions. L'Empereur est tellement inquiet à ce sujet, que pendant que j'étais avant-hier, pour la première fois, chez le baron

de Budberg, à six heures après midi, l'Empereur lui écrivit de sa main de hâter l'expédition d'un courrier qui devait être envoyé à M. d'Alopœus ce jour-là, quoique le baron avait assisté au dîner de Sa Majesté. Une conférence de deux heures que j'ai eue avec ce ministre, m'a prouvé qu'il n'avait qu'une connaissance très-superficielle des affaires, qu'il était fort embarrassé, et très-peu en état de soutenir le poids de la besogne dont il est chargé. Il est dans un état de santé pitoyable, et tellement changé, que Votre Majesté ne le reconnaîtrait pas. Il sera entièrement entre les mains des subalternes, puisqu'il n'a pas la force que son travail exige. Du reste, il m'a reçu avec beaucoup de politesse, me faisant mille protestations de son désir de témoigner à Votre Majesté son dévouement et sa reconnaissance pour toutes les bontés qu'elle lui avait témoignées, espérant que Votre Majesté serait entièrement revenue des préventions qu'elle avait conçues contre lui, dans les derniers moments qu'il avait eu l'honneur de lui faire sa cour. Il se trouvait fort malheureux de se trouver chargé des affaires dans un temps où, contre son avis, elles avaient été embrouillées de manière qu'il n'y avait plus de bon parti à prendre. Ce qu'il y avait de plus

essentiel à présent, était de diminuer les embarras, en écartant autant que possible tout ce qui détournait du grand objet de s'opposer à l'ambition de Buonaparte. C'est ce qui faisait désirer si vivement à l'Empereur, que Votre Majesté ne donnât point suite à son malheureux démêlé avec le roi de Prusse, et que cette affaire s'arrangeât le plus tôt possible. Il n'y avait pas un instant à perdre pour cela, parce que l'Empereur ne pouvant secourir Votre Majesté en ce moment-ci, il y avait beaucoup à craindre que la France ne poussât la cour de Berlin à s'emparer de la Poméranie, ce qui serait un grand malheur. M. d'Alopœus allait recevoir des instructions à ce sujet, et il me priait instamment de faire de mon côté tout ce que je pourrais, pour aplanir les difficultés, en m'assurant que, cette affaire terminée, il trouverait de grandes facilités à régler celle des limites d'une manière satisfaisante pour Votre Majesté, ce qui le mettrait au comble de la joie. . . . . Ayant demandé à M. de Budberg quelles étaient proprement les prétentions de la cour de Berlin en ce moment-ci, et ce que M. de Krusenmarck était venu demander, il m'a dit que c'était que les ports prussiens fus-

sent débloqués par Votre Majesté, et il s'est étendu sur le tort que cette blocade faisait au commerce de la Russie, ainsi qu'à celui de la Suède, et quoique j'aie ramené plusieurs fois la conversation sur M. de Krusenmarck, il m'a été impossible d'en tirer autre chose. Je n'avais pas encore reçu le courrier qui m'apportait d'Helsingforss les ordres de Votre Majesté du 22 juin. Il est arrivé le même jour, mais plus tard. La conversation étant tombée sur M. d'Oubril, il me dit qu'il devait déjà être arrivé à Paris, et qu'en attendant l'issue des négociations, on se préparait à tous les événements. Lui ayant représenté le danger que la Russie courait, de se voir attaquée de tous les côtés, si elle ne prévenait pas ce malheur, en soutenant vigoureusement ses alliés, et en déployant toutes ses ressources, il m'a dit avec un mouvement d'orgueil, que l'on saurait se défendre; que la dislocation des armées Russes me prouverait que l'on était sur ses gardes, et que je pouvais être bien assuré, que jamais l'Empereur ne reconnaîtrait la prise de possession du pays d'Hanovre par la Prusse. Quand je lui ai répondu qu'il ne s'agissait point de ne pas reconnaître ces injustices, mais de s'y opposer, il n'avait plus rien à dire.

Au sujet du pays de Lauenbourg, il m'a observé que la prétention de Votre Majesté de rentrer dans ce pays, sans qu'il fût question en même temps du pays d'Hanovre, serait un aveu tacite, que l'occupation des Prussiens de cet électorat, serait moins injuste. Il a fait la même observation à l'ambassadeur d'Angleterre, qui lui a parlé de la nécessité, que l'Empereur soutînt, vis-à-vis la cour de Berlin, les prétentions de Votre Majesté. . . . . Enfin, sire, je donnerais tout au monde, pour que Votre Majesté fût sortie de cette bagarre, et que, spectateur tranquille des événements heureux ou malheureux qui se préparent, elle fût libre de tourner les uns à son profit, et de souffrir le moins possible des autres. Elle se trouve, par la situation géographique de la Suède, dans la position la plus heureuse à cet égard.

. . . . . .

La couronne vient de conclure un nouveau contrat de quatre ans pour la ferme des eaux-de-vie. Elle était à 24 millions annuellement, et elle était portée à 30. On prétend que les revenus de l'État se montent actuellement à 160 millions, c'est-à-dire qu'ils ont triplé depuis que je suis en Russie.

Les dépenses que l'empereur fait en bâtiments sont très-considérables, et Pétersbourg s'embellit d'une manière étonnante ; mais à cela près, et ce qui se dépense pour l'armée, qui est mieux entretenue qu'elle n'a jamais été, il règne dans les différentes branches de l'administration une économie si grande, qu'elle ne contribue pas mal au mécontentement qui se manifeste ici. Je crois cependant le calcul des 160 millions exagéré au moins d'un cinquième, et même d'un quart, et je suppose que l'on a fait entrer dans le compte des revenus de l'année dernière, les subsides de l'Angleterre.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Le 28 juillet (9 août) 1806.

Depuis mes derniers très-humbles rapports du 29 juin (11 juillet) et du 6 (18 juillet), les affaires n'ont pas changé de face ici, mais le cours des événements, qu'il n'est pas au pouvoir des hommes de régler d'après leur fantaisie, ne laisse pas que d'y apporter toujours quelques modifications. C'est ce qui est arrivé au sujet des bouches du Cattaro, qui ne sont pas encore rendues, et qui ne le seront pas vraisemblablement, depuis les derniers succès que les Russes ont eus contre les Français dans ces cantons-là. Le prétexte dont on se sert pour éluder cette restitution, que l'empe-

reur avait promise positivement au comte de Meerfeldt, est que les Français ont occupé depuis ce temps-là le pays de Raguse; et que Buonaparte annonçant des prétentions, non-seulement sur la république des Sept-Iles, mais aussi sur tout ce qui appartenait autrefois aux Vénitiens, la Russie ne peut pas se dessaisir d'un poste aussi important, avant que les Français ne se retirent de Raguse, et de tous les points qu'ils ont occupés dans la Grèce, et qui ne leur sont pas dévolus par le traité de Presbourg. Cette résolution, qui paraît être prise décidément, n'avancera pas les négociations de M. d'Oubril, et met les Autrichiens dans un fort grand embarras. Le comte de Meerfeldt jette les hauts cris. Il dit que Buonaparte menace l'Autriche d'occuper l'Istrie et le Frioul, comme un nantissement, et que finalement sa cour sera forcée de prendre parti contre la Russie. Lord Gower, qui est parti fort mécontent du changement du ministère, ayant laissé ici M. de Stewart comme chargé d'affaires de celui-ci, qui est un homme de beaucoup d'esprit, mais fort entier dans ses opinions, s'est rangé du côté de M. de Meerfeldt, et prétend que l'on perdra la maison d'Autriche, et fera un mal irréparable, si

on ne lui donne pas satisfaction sur cet article. Je ne sais pas s'il agit ainsi par ordre de sa cour, ou par une suite de ses propres idées, et par opposition contre le baron de Budberg, dont il n'est pas content. Il est certain que ce refus servira de prétexte à Buonaparte de laisser ses armées en Allemagne, de garder Braunau, et de faire peut-être de nouvelles acquisitions ; mais il est plus probable qu'il l'aurait fait sans cela, et en ce cas-là il serait bien imprudent que la Russie renonçât gratuitement aux avantages qu'elle possède. Il est arrivé avant-hier un courrier de Berlin, mais il n'a rien transpiré encore des dépêches qu'il a apportées. Je n'ai pas vu M. de Budberg depuis quelques jours, une fluxion sur l'œil m'ayant empêché de sortir, et d'aller à Péterhoff, où la fête de l'impératrice douairière a été célébrée dimanche dernier, par un bien mauvais temps, qui a fait manquer toutes les illuminations. Ce ministre n'y a pas paru non plus, mais quelqu'un de mes connaissances lui a entendu dire que les apparences n'étaient pas favorables à la paix. Ce qui me paraît mériter beaucoup d'attention, et que je ne saurais pas bien m'expliquer, c'est que je sais de science certaine, que lord Gower, avant son départ, a insisté

beaucoup auprès de M. de Budberg sur la nécessité que l'Empereur soutînt Votre Majesté dans ses démêlés avec la Prusse, afin de garantir la Poméranie suédoise d'une invasion prussienne, et que malgré cela les dépêches du comte Strogonoff, de Londres, portent positivement que le gouvernement anglais aurait désiré beaucoup que Votre Majesté se fût contentée de la satisfaction offerte par le roi de Prusse; qu'elle n'eût point décliné la médiation de la Russie, et que les ports prussiens de la Baltique fussent débloqués le plus tôt possible. M. de Stewart tint à peu près le même langage, ce qui n'est guère propre à faire changer le ministère russe de sentiments à cet égard. Quant à l'empereur, il persiste dans son système de ne pas se brouiller avec la Prusse, et il n'a pas été content que son projet de réconcilier Votre Majesté avec cette puissance n'ait pas réussi. Il est soutenu dans ses idées, non-seulement par M. de Budberg, et quelques-uns de ses ministres, mais aussi par ce grand nombre de flatteurs et de courtisans, qui pour me servir d'une expression très-connue et très-véritable, attendent un ordre pour penser. Il en résulte que l'on fait beaucoup d'attention aux clameurs des négociants de Pétersbourg, dont les spé-

culations mercantiles sont arrêtées par le blocus de ports prussiens, et qui s'efforcent à en rejeter les torts sur la Suède.

Le comte de Goltz a dit l'autre jour à Péterhoff, que d'après la dernière lettre de Votre Majesté au roi de Prusse, du 16 juillet, il ne doutait pas que les Prussiens ne fussent entrés dans la Poméranie suédoise, mais qu'il avait reçu l'ordre positif de déclarer à Sa Majesté impériale, que son souverain ne garderait jamais la Poméranie, son but n'étant que de se procurer une satisfaction des insultes qu'il recevait continuellement. Le refus que Votre Majesté a fait au général comte de Kalkreuth, de laisser faire leur récolte aux habitants de Demin, est représenté comme la preuve d'une haine irréconciliable, qui dément celle que Votre Majesté a donnée tant de fois de sa clémence et de son bon cœur. Ma voix se perd au milieu de toutes ces criailleries, et je vois avec chagrin que cette union, qui subsistait entre les deux pays, court risque d'être altérée par la même puissance qui a déjà causé tant d'autres maux à l'Europe. Abstraction faite de tout ce qu'il y a d'étranger à la question, ce qu'il y a de plus raisonnable à en dire, et sur quoi aussi le ministère russe appuie

davantage, est que la querelle de Votre Majesté avec la Prusse est un incident fâcheux qui détourne l'attention du grand objet qui occupe toutes les cours, celui de se mettre en garde contre la France; que sous ce point de vue il peut être favorable à Bonaparte, et que la politique exige souvent de faire le sacrifice des ressentiments au bien général, et de se rendre impassible, autant qu'il est permis aux mortels de le faire. Je ne puis m'empêcher de souhaiter ardemment de voir Votre Majesté sortir d'une position, où la chance la plus favorable est celle de ne rien perdre. Je suis certain que ce vœu n'a rien qui soit contraire à la gloire de Votre Majesté, dont je suis aussi jaloux que qui que ce soit au monde; mais, après que, seule et abandonnée de ses alliés, avec un corps de 8 à 10,000 hommes, elle a tenu tête à la France et la Prusse réunies, et qu'elle a forcé cette dernière puissance à lui offrir une satisfaction et à se désister de ses projets sur la Poméranie, Votre Majesté a soutenu tout ce que le monde pourrait attendre de sa fermeté, et il ne lui reste qu'à ne s'exposer à aucun revers, pour justifier de même l'opinion qu'elle a donnée en tous temps, de sa prudence et de sa haute sagesse.

Apostille.

Du 29 juillet (19 août) 1806.

. . . . . .

Le roi Louis XVIII m'a envoyé la lettre ci-jointe pour Votre Majesté, en y ajoutant quelques lignes pour moi, dont j'ai l'honneur de joindre ici la copie, et qui porte l'empreinte de la grâce que ce prince donne à tout ce qu'il dit et écrit.

. . . . . .

. . . . . .

LETTRE DE LOUIS XVIII A M. DE STEDINGK.

A Mittau, 20 juin (11 juillet) 1806.

Je profite, Monsieur, de l'occasion du comte d'Avaray, qui va, pour sa santé, consulter à Pétersbourg le docteur Frank, et que je recommanderais à votre amitié, s'il ne vous était pas bien connu, pour vous prier de faire passer la lettre ci-jointe au Roi votre maître. Je ne sais quelle sera l'issue de la crise où il se trouve, mais je sais qu'elle ne peut que le couvrir de gloire, et je ne puis me refuser de vous en féliciter. Vos malheureuses dissensions avaient pendant cinquante ans comme endormi le génie de la Suède; Gustave III l'a réveillé, et le Savolax et la Poméranie atteste-

ront que l'âme de Gustave-Adolphe et de ses généraux revit dans leurs successeurs.

Vous connaissez, M. le baron, ma parfaite estime et tous mes sentiments pour vous.

(*Était signé*) LOUIS.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Le 5 (17) août 1806.

Nous allons ici de surprise en surprise. Si le retour précipité de M. d'Oubril était inattendu, la communication que M. de Budberg vient de me faire par la note ci-jointe l'était bien davantage, surtout après ce qu'il m'avait dit dans la dernière conférence, dont j'ai l'honneur de rendre compte à Votre Majesté, par ma très-humble dépêche du 29 juillet (10 août). Le résultat est à la vérité le même, puisque toutes ces démarches pour la paix finiront nécessairement par amener de nouvelles hostilités; mais il n'est pas moins inconcevable comment M. d'Oubril, qui ne manque ni d'esprit

ni de quelque routine dans les affaires, aurait pu outrepasser à ce point ses instructions s'il n'y avait pas été autorisé en quelque manière. Pour m'en éclaircir autant que possible, j'ai demandé une conférence à M. de Budberg, que j'ai vu hier au soir, mais je ne me flatte pas d'avoir découvert entièrement la vérité, puisqu'il était plus réservé encore qu'à son ordinaire. Il m'a dit seulement qu'il n'avait pas approuvé l'envoi de M. d'Oubril, et qu'il n'en fallait chercher la raison que dans la sollicitude de l'Empereur de vouloir procurer quelque soulagement aux prisonniers russes qui se trouvaient en France, si on ne parvenait point à obtenir leur délivrance. Ce motif est sans doute louable, mais il ne démontre pas moins le penchant de sacrifier les grandes choses aux petites, et si l'on combine cet aperçu avec l'impatience de l'Empereur d'avoir la paix, et les embarras du prince Czartorisky dans les derniers temps de son ministère, qui ont fini par sa démission, il ne serait pas impossible que M. d'Oubril n'eût pas tous les torts qu'on veut lui donner à présent. C'est le prince Czartorisky qui m'a dit ce que j'ai eu l'honneur de mander à Votre Majesté dans ma très-humble dépêche précitée, que M. d'Ou-

bril avait outrepassé ses instructions à Paris, mais il n'a pas appuyé sur cette dernière circonstance autant qu'il était naturel de le faire, et c'est ce qui m'a confirmé mes soupçons.

. . . . . .

. . . . . .

Tout ce que M. de Budberg a répondu à mes questions était qu'il n'y avait rien d'admissible dans les propositions venues de Paris avec M. d'Oubril, que l'on ne s'exposerait plus à envoyer quelqu'un à Paris, et que si Buonaparte voulait traiter, cette négociation n'aurait lieu qu'à Pétersbourg. Il est clair après cela, et la parade qu'il a faite de sa paix avec la Russie, que Buonaparte va être furieux, et qu'il ne s'occupera que de sa vengeance. Il paraît que l'on s'y attend ici, et on fait de grands préparatifs pour résister à ses efforts. On assure que la recrue qui aura lieu au mois de septembre sera de 5 têtes sur 500, ce qui est la plus forte qui se soit faite de mémoire d'homme. Elle produirait 150,000 hommes. Celle de l'année dernière était de 4 sur 500. Le numéro 61 des Gazettes de Pétersbourg, que j'ai l'honneur de joindre ici, porte les noms de 23 nouveaux régiments qui vont être levés. Il y a trois semaines que l'on

en avait formé six autres, ce qui, avec les 11 de l'année dernière, fait une augmentation de 40 régiments. Ces formations se font avec beaucoup de rapidité. Pour un régiment de trois bataillons on prend deux bataillons de deux anciens régiments, que l'on distribue en quinze compagnies, dans lesquelles on met un tiers de recrues.

La note qui m'a été adressée au sujet de M. d'Oubril l'a été de même à tous les membres du corps diplomatique, M. de Budberg m'ayant dit que cette publicité lui avait paru nécessaire, après celle que l'on avait donnée au traité signé à Paris. Ce ministre m'a répété encore combien, dans la circonstance actuelle, l'Empereur désirait que le différend entre Votre Majesté et le roi de Prusse pût se terminer à l'amiable. Le grand intérêt qu'il y prenait était fondé sur la nécessité de se servir de tous ses moyens contre la France, et sur un reste d'espoir de pouvoir décider la cour de Prusse à se déclarer en faveur de la bonne cause.

. . . . . .

Apostille.

Du 17 (29) août 1806.

M. Rodofinikin, ancien chef de bureau, a été envoyé à Constantinople pour demander à la Porte une réponse péremptoire, si elle veut remplir ou non ses engagements avec la Russie. Il doit exiger cette réponse décisive dans le terme de trois jours, et si elle n'est pas favorable, il ne paraît pas douteux que cette cour ne se décide à rompre avec la Turquie, n'ayant aucun autre moyen de se garantir de ce côté-là contre les attaques de Buonaparte. L'armement qui part par Cronstadt a rapport à cette démarche. Note remise à la cour de Berlin pour qu'elle se décide à faire cause commune avec la Russie, l'Empereur promettant en ce cas de soutenir la Prusse avec toutes ses forces. Le comte de Goltz a envoyé jeudi passé le comte de Lendorff, son secrétaire de légation, pour porter ces propositions jusqu'à Memel, d'où elles seront expédiées par estafette, et ce ministre dit hautement qu'il ne reste pas d'autre parti à prendre à

sa cour, et que le comte de Haugwitz, dont il se déclare l'ennemi, ne pourra pas l'empêcher. Je ne crois pas cependant cette détermination si prochaine, à moins que Buonaparte ne la précipite.

NOTE DE M. DE BUDBERG.

À la suite de plusieurs avis qui étaient parvenus au ministère impérial sur le traitement peu amical qu'avaient essuyé quelques vaisseaux marchands russes de la part des commandants suédois dans les parages de Stettin, M. d'Alopœus, ministre de Russie près de S. M. le roi de Suède, avait eu ordre de présenter sur cet objet un office au ministère de Sa Majesté, pour réclamer contre des abus qui devaient paraître difficiles à concilier avec les liens d'amitié et de bonne harmonie qui unissent si heureusement les souverains de la Russie et de la Suède. M. d'Alopœus présenta effectivement sa note le 19 du courant à Greifswalde; mais peu de temps après elle lui fut rendue par M. de Wetterstedt, secrétaire de Sa Majesté Sué-

doise, avec la déclaration que cet office ne saurait être porté à la connaissance de ce souverain, à cause de quelques expressions qui lui seraient désagréables.

Instruit des détails de cette circonstance, l'Empereur a dû en être d'autant plus étonné, que les faits qui ont motivé la note de M. d'Alopœus le 19 août, sont avérés par les témoignages les plus irrécusables, et que dès lors on ne saurait donner d'autre dénomination que celle d'abus à la conduite des commandants suédois envers plusieurs bâtiments russes, qui ont été pris ou repoussés des ports bloqués sans aucune considération quelconque.

Sa Majesté Impériale étant conséquemment convaincue que le dit office ne contenait rien qui ne fût conforme à la plus stricte vérité, a bien voulu charger le soussigné, ministre des affaires étrangères, de faire connaître à M. le baron de Stedingk, ambassadeur de Sa Majesté le roi de Suède, que la note en question, ainsi que la lettre que M. d'Alopœus adressa sur le même objet à M. de Wetterstedt le 8 août (20 du même mois), ne renfermait absolument rien qui ne fût prescrit d'ici, et que par conséquent on serait dans une

erreur complète, si l'on croyait que M. d'Alopœus n'a agi dans cette circonstance que d'après sa propre volonté.

Par le même courrier qui a instruit le ministère impérial de cet incident, il a été aussi informé officiellement de la levée du blocus des ports prussiens. Quoique cette mesure, si salutaire pour le commerce de la Baltique, ne paraisse pas encore être définitivement adoptée, elle n'en a pas moins été notifiée aux commerçants sujets de S. M. Impériale, pour qu'ils puissent encore profiter du temps qui reste à la navigation, afin de se dédommager en quelque façon des pertes que leur a fait essuyer l'état des choses qui a existé jusqu'ici.

En attendant, comme il se pourrait que, par quelque combinaison que ce soit, les ports Prussiens fussent bloqués de nouveau, S. M. Impériale attend de la justice et des sentiments d'amitié que lui a toujours témoignés S. M. Suédoise, que tous les bâtiments expédiés des ports de Russie ou destinés pour ses ports, à la suite de la levée du blocus, pourront arriver sans entraves à leur destination. L'Empereur est même tellement persuadé qu'il ne sera point trompé dans cette juste

attente, que S. M. Impériale envisagerait comme absolument contraire aux relations qui existent aujourd'hui entre les deux cours, toute mesure de la part du gouvernement suédois qui n'y serait point analogue.

Le soussigné saisit cette occasion pour renouveler, etc.

Signé A. DE BUDBERG.

A Saint-Pétersbourg, 27 août 1806.

NOTE DE M. DE STEDINGK.

L'ambassadeur de S. M. le Roi de Suède a eu l'honneur de recevoir la note de S. Exc. M. le général baron de Budberg, concernant le refus qu'a fait M. de Wetterstedt, premier secrétaire du cabinet de Sa Majesté, de présenter au Roi, son maître, une note de M. d'Alopœus, ministre de Russie. Cette note qualifie d'abus la conduite des commandants de Sa Majesté, préposés au blocus des ports Prussiens, sans expliquer d'aucune manière sur quoi portait une accusation aussi grave, et après que ce ministre avait reçu en toutes les occasions les témoignages les plus forts de l'application constante du Roi, de ne tolérer aucune sorte d'abus, et du désir de Sa Majesté de convaincre son auguste allié, l'Empereur de toutes

les Russies, combien elle avait à cœur de cimenter, par tous les moyens en son pouvoir, l'union et la bonne harmonie qui subsistent entre les deux cours. Sous quelque point de vue que l'on considère cette démarche de M. de Wetterstedt, on y reconnaît d'abord l'intention de ne point altérer ces heureuses dispositions par des objets de moindre importance, et dans un moment où les dangers dont l'Europe est menacée, exigent un accord parfait entre les puissances, qui ont un intérêt majeur de rester étroitement unies. Il serait difficile de porter le même jugement sur la manière d'agir de M. d'Alopœus en cette rencontre. Les représentations que lui fit M. de Wetterstedt, ne portant pas sur le fond de sa note, mais sur la forme, et sur quelques expressions peu ménagées et peu conciliantes, il pouvait espérer que le ministre d'une cour alliée et amie y ferait quelque attention, rien n'étant plus commun que de changer dans ces sortes de communications les termes, qui, au jugement du ministère auquel elles s'adressent, sont moins propres à produire l'effet désiré. Il n'avait qu'à articuler les faits sur lesquels roulaient ses plaintes, et toutes les difficultés étaient levées d'abord. Pendant tout le temps

qu'avait duré le blocus des ports Prussiens, ce ministre avait reçu une prompte satisfaction sur toutes les réclamations qu'il avait faites. Tout récemment encore le Roi venait d'accorder le libre passage des bois achetés en Prusse pour le compte de la couronne de Russie, et il est constant que Sa Majesté a été au devant de tout ce qui pouvait diminuer les inconvénients du blocus pour les sujets de S. M. l'Empereur. Le Roi, en prenant connaissance de la note de M. d'Alopœus, devait être d'autant plus étonné d'y trouver des expressions, qui, non-seulement inculpaient tout un corps respectable, celui de la marine suédoise, mais qui, ne désignant aucun fait particulier, pouvaient même s'interpréter comme une désapprobation du blocus même, ce qui devait paraître à Sa Majesté entièrement contraire aux intentions de S. M. l'Empereur.

Un blocus est par sa nature une mesure de rigueur qui contrarie fortement toutes les spéculations mercantiles. Le Roi n'y a eu recours qu'à regret, forcément, et pour ne pas manquer à ce que Sa Majesté devait à elle-même et à ses alliés. Sous tous les rapports S. M. l'Empereur y était intéressée presqu'à l'égal du Roi, puisqu'il ne s'a-

gissait que d'obtenir une satisfaction dans une cause commune aux deux souverains, et sanctionnée par les engagements les plus solennels.

Toutes ces considérations n'ayant produit aucun effet sur M. d'Alopœus, il ne restait au roi que de refuser de prendre connaissance d'un office, peu analogue aux sentiments connus de Sa Majesté, et aux relations amicales qui subsistent entre les deux cours; mais pour prévenir toute interprétation moins favorable de ce refus, le soussigné reçut, par un courrier extraordinaire, les ordres les plus précis d'en faire connaître les véritables motifs au ministère de S. M. impériale, et de lui témoigner que, tout en se plaignant de la conduite de M. d'Alopœus en cette occasion, Sa Majesté était bien éloignée de croire qu'il y avait été autorisé par les instructions de sa cour. L'ambassadeur, en s'acquittant de cet office sans le moindre délai, eut la satisfaction de trouver chez son excellence M. le général baron de Budberg, et jusque dans ses objections, les dispositions les plus favorables pour le maintien de la meilleure intelligence entre les deux souverains, et ce fut avec une surprise extrême, mêlée de la plus vive douleur, que l'am-

bassadeur vit, par la note que ce ministre lui a adressée en date du 27 août, que la conduite de M. d'Alopœus avait été approuvée par S. M. Impériale. Le soussigné n'hésite point d'appeler de ce jugement à l'équité et à la justice reconnues de S. M. Impériale, et aux informations ultérieures qu'elle ne manquera pas de recevoir sur cette affaire. En attendant, il se voit forcé de déclarer à son excellence M. le baron de Budberg, qu'il ne peut pas présenter au roi son maître une note, qui contient quelques-unes des expressions et des accusations peu méritées, dont le roi s'est plaint, et qui ont occasionné le refus de Sa Majesté de recevoir la note de M. d'Alopœus. Il a l'honneur de lui déclarer en même temps, qu'il s'empressera de mettre sous les yeux du roi tous les griefs dont les commerçants russes se plaignent, du moment que son excellence voudra bien les lui faire connaître. Il est convaincu qu'il y sera fait prompte justice, et que Sa Majesté ne négligera rien pour prouver à S. M. l'empereur tout le prix qu'elle attache à son amitié et aux liens qui unissent les deux souverains.

Le soussigné profite de cette occasion pour réitérer à son excellence M. le général baron de

Budberg les assurances de sa haute considération.

CURT v. STEDINGK.

Saint-Pétersbourg, ce 29 août (10 sept.) 1806.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Le 6 (18) octobre 1806.

M. de Krusenmarck a réussi complétement dans sa commission, et il a trouvé chez l'empereur plus de facilité encore que chez le ministère, pour obtenir les secours qu'il était venu solliciter. Sa Majesté n'y a mis aucune condition, et a offert le triple de monde que M. de Krusenmarck a été autorisé d'accepter. Le ministère a été un peu étonné, que dans la lutte qui se prépare, et où il serait si nécessaire d'avoir de grandes forces à disposer, la cour de Berlin se bornait à demander 50,000 hommes, lorsque l'empereur était disposé à lui en donner 180,000. Sa Majesté en ayant marqué sa

surprise à M. de Krusenmarck, celui-ci a répondu, que la Silésie et la Pologne prussienne, que ces troupes doivent occuper d'abord, n'en pouvaient pas nourrir un plus grand nombre. Ceci rappelle que le général Kalckreuth, envoyé à Pulawi l'année dernière, se servit du même prétexte, pour démontrer à l'empereur l'impossibilité de faire agir en Allemagne les grandes forces, que ce souverain menait à sa suite, ce qui décida le renvoi d'une grande partie de la cavalerie russe, et les ordres que beaucoup d'artillerie, qui n'avait pas encore passé la frontière, devait s'arrêter. Quelques propos un peu inconsidérés que M. de Krusenmarck tient, contribuent aussi à entretenir la défiance que le cabinet de Berlin doit inspirer naturellement, tant que le comte de Haugwitz le dirigera. . . . . .

M. Stewart a présenté une note au général de Budberg, où il le dit positivement, et met pour première base du raccommodement de sa cour avec celle de Berlin, que celle-ci renonce formellement à toute prétention quelconque non-seulement sur les États d'Hanovre, mais aussi sur d'anciens dédommagements qu'elle réclame en Angleterre. Tous les soins que les ministres russes se donnent, pour

obtenir quelque modification à ces demandes, ont jusqu'à présent été sans effet, et la Prusse, qui a besoin des subsides de l'Angleterre pour faire la guerre, n'y aura recours qu'à la dernière extrémité, et après que la voie des négociations lui sera entièrement fermée. C'est ce qui lui fait appréhender d'ouvrir son pays à un corps trop considérable de troupes auxiliaires, dont elle ne pourrait pas se défaire, lorsque sa politique l'exigerait. En attendant Buonaparte gagne le temps de faire toutes ses dispositions militaires, et reste souverainement maître de la paix ou de la guerre. Il peut en hâter ou différer le moment comme il lui plaît, et choisir ses points d'attaque et de défense. Il est trop habile pour ne pas profiter de ces avantages, et si la fortune ne l'abandonne pas, il est à craindre que la catastrophe de l'année dernière ne se renouvelle avec des suites encore plus fâcheuses.

Après bien des délibérations et des conférences, il a été décidé d'envoyer en Prusse quatre divisions, qui forment au complet un corps de 64,000 hommes. Le général Bennigsen, qui a été demandé expressément par le roi de Prusse, les commandera, et le général comte Tolstoy

se rendra auprès de S. M. prussienne, pour diriger les opérations de cette armée. . . . . Un corps de réserve de 40,000 hommes est rassemblé sur la frontière, pour suivre cette armée en cas de besoin. M. de Krusenmarck avait proposé de placer ce corps du côté de la Gallicie, pour être à portée, disait-il, de se joindre aux Autrichiens, dans le cas où ils prendraient part à la guerre, ce qu'il supposait devoir arriver après un premier succès des armées prussiennes. Le général Meerfeldt, ayant été entendu à ce sujet, a déclaré positivement que sa cour était bien éloignée de vouloir s'engager dans une nouvelle guerre, se ressentant encore cruellement de celle qu'elle venait de finir. Il a cru cette armée beaucoup mieux employée en lui faisant suivre la direction de l'autre. Il s'est même permis de supposer que ce conseil de M. de Krusenmark pourrait bien partir d'un peu de méfiance de la cour de Vienne, et il a fait entendre que si un pareil soupçon, quelque peu fondé qu'il fût, pouvait trouver accès auprès de l'Empereur, ces forces seraient insuffisantes pour remplir l'objet que l'on se proposait, de manière que cette opération serait entièrement inutile. Le général de Bud-

berg m'a dit que les premières colonnes russes passeraient la frontière vers le 13 (25) de ce mois, et le comte Tolstoy va partir aujourd'hui ou demain, emmenant comme aides-de-camp le comte Worontzoff et M. le comte Benckendorff. Voilà où en sont les affaires avec la Prusse. Quant à la Turquie, quelque mécontent que l'on en soit ici, et malgré que M. Sébastiani a trouvé le moyen d'engager le divan à plusieurs démarches hasardées, et entre autres à déposer les hospodars de Valachie et de Moldavie, ce qui est regardé ici comme une infraction aux traités, on dissimule, et on espère pouvoir éviter la guerre de ce côté-là, ce que l'on désire beaucoup pour n'avoir qu'une affaire.

Après avoir été quelque temps sans voir le général de Budberg, j'ai été chez lui pour lui faire part de la démarche de Votre Majesté auprès de la cour de Danemarck, concernant la réunion du duché de Holstein à ce royaume. Il m'a reçu fort amicalement et m'a dit que l'Empereur n'avait fait jusqu'à présent aucune réclamation à ce sujet, mais que Sa Majesté n'approuvait pas que la cour de Copenhague avait pris cette résolution avant de s'en être expliquée avec les cours de Suède et

de Russie qui y avaient un intérêt majeur. Le général était d'avis que la cession du duché de Holstein, faite par feu l'Impératrice, n'obligeait aucunement l'Empereur, et ne pouvait point annuler ses droits héréditaires. S. M. Impériale ne paraissait pas disposée cependant à traiter cette question à la rigueur, dans le moment présent, vu qu'elle regardait l'empire Germanique comme toujours subsistant, et même l'abdication de l'empereur François comme une démarche forcée et illégale, qui ne tirerait à aucune conséquence, si les choses tournaient favorablement. Je lui ai demandé ensuite sur quel pied on avait reçu ici l'ambassadeur d'Autriche, lorsque la qualité d'empereur d'Autriche n'y était pas reconnue, et qu'il avait été convenu avec Votre Majesté de ne faire cette reconnaissance que d'un commun accord. Il m'a répondu que l'Empereur n'avait point changé de sentiment à cet égard, mais que pour ménager la cour de Vienne, qu'il était si intéressant de ne point heurter dans les circonstances actuelles, on avait pris le biais de donner à l'empereur François, dans les lettres qu'on lui adressait, le titre de Majesté Impériale et Royale, sans y ajouter celui d'Empereur romain ou d'Autriche, ce

qui revenait, à ce qu'il m'avait déjà dit, sur la nullité supposée de l'abdication de ce souverain. Je lui ai parlé aussi de la proposition faite à Votre Majesté par MM. de Pierrepont et d'Alopœus, d'avancer avec son armée jusqu'à l'Ems, et je ne lui ai pas caché que je regardais ce projet comme une extravagance rare. Il m'a paru être du même avis, disant que malgré que la coopération de Votre Majesté serait fortement à désirer, il était impossible de prétendre qu'elle s'avançât aussi loin avec le peu de forces qu'elle avait en Allemagne. Il faut croire d'après cela que M. de Pierrepont n'a point réfléchi à ce qu'il demandait, et que M. d'Alopœus s'est porté à cette démarche sans y être autorisé, et par complaisance pour le ministre d'Angleterre. Du reste il n'a pas été dit un mot dans cette conférence ni de M. d'Alopœus, ni du démêlé que j'ai eu à son sujet avec le général Budberg.

La duchesse de Courlande est au moment de son départ, et a tout lieu d'être contente de son voyage. Elle a gagné son procès, et a reçu personnellement un accueil fort distingué, ayant été traitée comme princesse souveraine. L'Empereur a été la voir plusieurs fois, et lui a donné de beaux

cadeaux en fourrures, glaces, cristaux et porcelaines.

. . . . . .

. . . . . .

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Le 12 (24) octobre 1806.

La nouvelle du commencement des hostilités en Allemagne est parvenue à l'Empereur avant-hier par un courrier de Weimar, auquel, à son passage de Berlin, M. d'A'opœus a donné quelques mots pour le général Budberg. Madame la grande-duchesse mande à Sa Majesté l'impératrice douairière la mort glorieuse, mais fort à regretter du prince Louis de Prusse, et M. de Wolzogen, dans son rapport à l'Empereur, rend compte à Sa Majesté de tous les détails que l'on connaissait alors sur le combat du 10, où ce valeureux prince a perdu la vie. M. d'Alopœus envoie la copie d'une

lettre arrivée par estafette à Berlin, qui dit que le prince de Hohenlohe, accouru au secours du prince Louis, a remporté un avantage considérable sur l'armée du maréchal Bernadotte, dont un corps de 17,000 hommes se trouvait tellement séparé, et entouré des forces prussiennes et saxonnes, qu'il serait forcé de se rendre prisonnier, ou, en voulant se faire jour, de s'exposer à une perte certaine. Il y est parlé en même temps d'une victoire remportée par les généraux Blucher et Ruchel, sur le général Murat. Celui-ci doit être fait prisonnier avec sept régiments. Le public, en s'emparant de ces nouvelles, les a travesties et grossies à sa manière, mais le fait est qu'il n'y a pas encore de nouvelles officielles, et que jusqu'à l'arrivée d'un nouveau courrier, on continuera à flotter entre l'espérance et la crainte.

NOTE DE M. DE BUDBERG.

Le soussigné, ministre des affaires étrangères, ayant reçu ordre de S. M. Impériale, de communiquer aux Cours amies et alliées, les motifs qui ont déterminé S. M. à faire entrer ses armées en Moldavie et en Valachie, a l'honneur d'adresser à S. Exc. M. l'ambassadeur de Suède, la note suivante :

Toute l'Europe est informée que la paix entre l'empire de Russie et la Sublime Porte, avait été conclue après une guerre où les victoires des armées russes ne furent arrêtées que par la modération et la magnanimité de l'Impératrice Catherine II, de glorieuse mémoire.

Au milieu des vicissitudes, qui depuis cette époque ont opéré tant de changements nuisibles à

la balance politique et à la liberté de l'Europe, non-seulement cette paix a été religieusement observée, mais encore la Russie et la Sublime Porte ont contracté des alliances et transigé d'un commun accord, sur des intérêts qui concernaient le bien-être et la sûreté des deux empires.

Ces engagements réciproques venaient d'être renouvelés au mois de septembre 1805. Les deux puissances avaient senti que les circonstances générales exigeaient la continuation de la bonne intelligence entre elles. L'alliance défensive avait été consolidée et plusieurs nouveaux cas prévus, dans lesquels les deux Cours se promettaient une assistance mutuelle.

C'est à cette conduite que la Sublime Porte devait non-seulement sa tranquillité, mais encore tous les bons offices que S. M. Impériale n'a cessé de lui rendre, et les secours qu'elle n'a pas manqué de lui prêter pour la défendre et la soustraire aux dangers de tout genre, dont elle a été si souvent menacée par tous les gouvernements qui ont dominé en France depuis la révolution.

Ce système politique, fondé sur des intérêts si réels, et sur des engagements aussi positifs, commença cependant à souffrir des altérations

remarquables de la part des Turcs, quelques mois après la signature du dernier traité, sans que S. M. Impériale eût donné à la Porte le moindre prétexte de violer ses promesses et d'offenser un voisin puissant, à la magnanimité duquel elle devait en grande partie la conservation de son existence.

Sa Hautesse éloigna de ses conseils les hommes sages qui composaient son divan, et les fit remplacer par d'autres évidemment indiqués et mis en avant par les agents d'un gouvernement envers lequel les traités existants entre la Russie et la Porte contenaient des mesures de défense commune.

Ce changement indifférent par lui-même dans toute autre circonstance, mais qui cessait de l'être dans celle-ci, par les motifs qui l'avaient provoqué, fut suivi d'un ordre émané pour empêcher les chrétiens grecs qui naviguaient sous pavillon russe, de continuer à jouir d'un privilége depuis longtemps établi, confirmé par un long usage, et qui n'avait jamais été interrompu depuis, qu'en temps de guerre.

Plusieurs traités, et notablement celui du mois de septembre 1805, contenaient la faculté accor-

dée à S. M. Impériale, de faire passer et repasser ses vaisseaux de guerre et ses troupes à travers le Bosphore et les Dardanelles. Dès le premier moment de son administration, le nouveau divan signifia qu'il n'entendait point maintenir la promesse stipulée à ce sujet ; en conséquence, toutes les facilités que les deux puissances avaient voulu se procurer pour soutenir leurs intérêts communs, défendre les côtes maritimes et les îles qu'elles occupent dans la Méditerranée, et pour opposer en général des obstacles aux entreprises dangereuses de la France dans cette partie, étaient détruites par l'effet immédiat de cette défection et de ce manque de foi inattendu.

Une pareille démarche dénotait déjà, que la Sublime Porte non-seulement ne se ferait aucun scrupule de violer ses engagements dans des cas particuliers, mais qu'elle avait pris la résolution d'adopter en général un système de conduite politique suggéré par les ennemis de la Russie, sans être nullement arrêtée par les traités et l'expérience des avantages qu'elle en avait retirés jusqu'alors.

S. M. Impériale aurait pu prendre des mesures décisives pour mettre la Porte dans l'alternative,

ou de rester fidèle à ses engagements, ou de subir les conséquences de sa défection; mais désirant donner aux Turcs le temps de revenir de leurs erreurs et d'apercevoir les piéges qui leur étaient tendus d'ailleurs sous l'apparence d'une amitié stérile et trompeuse, S. M. voulut bien condescendre à donner ordre à son ministère, à Constantinople, de démontrer au nouveau divan l'injustice et l'inconséquence de sa conduite.

Telle était la situation des affaires, lorsque l'ambassadeur français arriva à Constantinople avec des lettres qui prescrivaient à Sa Hautesse, d'une manière impérieuse, les démarches les plus hostiles envers S. M. Impériale, et qui bouleversaient entièrement tout le système sur lequel est fondée la paix entre la Porte et la Russie. La forme de gouvernement et le bonheur des peuples chrétiens qui habitent les deux provinces privilégiées de Moldavie et de Valachie, avaient fixé depuis longtemps l'attention des souverains de Russie et de Constantinople. Des règlements arrêtés d'un commun accord, dictés par la sagesse et l'équité, et justifiés par l'expérience la plus heureuse, avaient finalement établi l'administration de ces provinces, sur des principes utiles à

la prospérité du pays, convenables à la sûreté des deux Empires, et propres à écarter tous les soupçons et les motifs de mésintelligence.

Une des bases principales de cet arrangement salutaire était la conservation des voivodes ou des hospodars dans leur charge, pendant l'espace de sept années, et leur inamovibilité durant cet intervalle, à moins qu'ils n'eussent commis des délits prouvés, d'après l'examen qui devait se faire conjointement par la Porte et par la Russie.

De cette mesure calculée dans l'intention de soustraire les peuples chrétiens aux vexations qui accompagnent toujours les changements fréquents des gouverneurs, dépendaient également l'exécution et le maintien de tous les autres règlements, contenus dans les différentes conventions pour la sûreté et le bien-être de ces provinces frontières, et notamment dans le hatti chérif émané en 1802.

Ce sont ces dispositions que l'ambassadeur de France a prescrit à la Porte de changer; en conséquence, les deux hospodars ont été destitués sans aucun motif, ni examen préalable, avant l'époque fixée, et l'un d'eux obligé de fuir les me-

naces et les persécutions et de se réfugier sur le territoire de S. M. Impériale.

L'ambassadeur de France n'en resta pas là ; abusant de l'aveuglement extrême du ministère turc, il fit une nouvelle tentative pour l'éloigner de plus en plus de la ligne que lui traçaient ses engagements envers la Cour Impériale de Russie. Le général Sébastiani présenta au divan une note dans laquelle, entre autres, il insista sur la clôture du Bosphore pour tous les bâtiments de guerre et transports russes, et il ajouta que ce passage ne pourrait leur être accordé à l'avenir, sans commettre une hostilité envers la France, et sans donner aux troupes de cette puissance le droit de traverser les États de l'empire Ottoman, pour aller combattre l'armée russe sur le Dniester.

Cette démarche, au lieu d'éclairer enfin le ministère turc sur les dangers de sa position, n'a fait que produire une nouvelle preuve de sa déférence servile envers la France, qui avait dicté sa conduite dans l'affaire de la déposition des hospodars. La Porte fit remettre à l'envoyé de Russie un office par lequel, après s'être étendue sur son désir de maintenir la neutralité, et tâchant de

couvrir du voile de l'amitié les démarches les moins faites pour en inspirer, elle n'en demande pas moins péremptoirement la renonciation au droit de passage par le Bosphore.

Sa Majesté Impériale peut d'autant moins se désister sur ce point important, qui a été stipulé de la manière la plus précise dans ses derniers traités avec la Sublime Porte, que tout ce qu'exige l'entretien de ses troupes à Corfou ne saurait être tiré que de ses ports de la mer Noire.

Au nombre des prétentions que le général Sébastiani élève dans son office, et qui toutes tendent à susciter des embarras à la Sublime Porte, en cherchant de la détacher de plus en plus de la Russie, et de la mettre dans une alternative dont tout le désavantage ne peut être que pour elle, il en est encore une que Sa Majesté Impériale ne saurait passer sous silence. L'ambassadeur de France dit : « Tout renouvellement ou contribu-» tion d'alliance avec les ennemis de la France, » tels que l'Angleterre ou la Russie, serait non-» seulement une violation manifeste de la neutra-» lité, mais un concours de la Sublime Porte à » la guerre que ces puissances font à la France, » qui se verrait dans la nécessité de prendre des

» mesures conformes à ses intérêts et à sa di-
» gnité. »

L'empereur peut-il douter de l'effet que produira à Constantinople cette insinuation, à la suite de toutes les complaisances qu'on y a eues pour le gouvernement français? Peut-il compter encore sur des dispositions amicales de la part d'un gouvernement, qui d'allié se fait neutre, et qui, cédant aux impulsions des ennemis de Sa Majesté, se laisse aveugler au point de manquer aux engagements les plus solennels qu'il a contractés avec la Russie?

Cette conduite du ministère turc fut accompagnée de préparatifs pour faire entrer des troupes en Valachie et en Moldavie, et d'ordres relatifs à des armements extraordinaires dans tout l'empire.

Sa Majesté Impériale, en prenant en considération toute la série de ces événements, a dû se convaincre que l'intention de la Sublime Porte était de détruire les rapports existants avec la Russie, et d'en substituer d'autres opposés aux traités, et par conséquence aux droits de Sa Majesté Impériale et à la sûreté de ses frontières.

Ce changement subit, soutenu depuis avec

tant d'obstination, a acquis une nouvelle importance aux yeux de Sa Majesté Impériale, en voyant qu'il est l'ouvrage des conseils et des instigations de ses ennemis, dans le moment même où ils paraissaient se flatter d'être en paix avec la Russie, et que leurs projets sinistres sur la faiblesse de la Porte tendent non-seulement à l'opposer et à lui faire prendre les armes contre Sa Majesté Impériale, mais à profiter du voisinage qu'ils viennent d'acquérir nouvellement pour étendre leurs conquêtes dans cette partie, et augmenter les moyens déjà trop formidables qu'ils possèdent, afin de rendre plus général le joug qu'ils cherchent à imposer à l'Europe entière.

Dans ces circonstances, Sa Majesté Impériale a senti la nécessité de mettre ses propres frontières à l'abri de toute insulte, de protéger les peuples dont il a promis, du consentement de la Porte, de conserver les priviléges, et de prévenir et déjouer les projets de ses ennemis; en conséquence, elle a ordonné à son armée d'occuper les deux provinces de Moldavie et de Valachie.

L'intention de Sa Majesté Impériale n'est pas de se prévaloir de ses forces pour la destruction de la Porte, mais de la ramener, par le seul

moyen efficace qui existe, aux principes dont elle s'est écartée contre ses intérêts et ses engagements, et de prendre des précautions pour se mettre à l'abri d'une seconde défection dans la crise dangereuse où l'Europe se trouve actuellement.

Si Sa Hautesse, dirigée par des conseillers plus fidèles et plus éclairés, se montre disposée à réparer de bonne foi les erreurs et les torts commis depuis qu'elle a violé les traités avec la Russie, Sa Majesté Impériale profitera alors de ces bonnes dispositions pour donner au monde de nouvelles preuves de sa magnanimité; mais si la Porte s'obtine à vouloir soutenir les démarches injustes et imprudentes dans lesquelles elle vient de se précipiter, elle ne pourra qu'attribuer à elle-même les malheurs qui en seront la suite inévitable. Sa Majesté Impériale se croira autorisée, dans ce cas, à faire usage de tous les moyens qui sont en son pouvoir pour forcer la Sublime Porte d'adopter un système dans lequel Sa Majesté Impériale aura le plus grand soin de concilier la conservation de ses droits et de ses intérêts avec le bien général de l'Europe, qu'elle regardera toujours comme inséparable du sien propre.

L'Empereur est convaincu que Sa Majesté Suédoise trouvera, dans cet exposé, la démonstration des motifs aussi justes qu'importants qui l'ont déterminé à prendre cette résolution, et qu'elle recevra cette communication comme une marque d'égard et une preuve de l'étroite amitié que Sa Majesté Impériale aura toujours à cœur de maintenir avec elle.

Le soussigné profite de cette occasion pour renouveler à Son Exc. M. l'ambassadeur de Suède, l'assurance de sa haute considération.

A. DE BUDBERG.

Saint-Pétersbourg, ce 23 octobre 1806.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Le 25 octobre (4 novembre) 1806.

La nouvelle désastreuse de la défaite des Prussiens, et des progrès rapides de Buonaparte a fait d'autant plus d'impression ici, qu'elle a été précédée de bruits de victoires et d'avantages décisifs, remportés sur l'armée française; c'est un stratagème usité depuis quelque temps par les Français, de faire semer par leurs nombreux agents de ces nouvelles mensongères, dans l'intention d'égarer l'opinion et de rendre plus sensibles des revers auxquels on ne s'attendait point. Ceux-ci étaient une suite nécessaire de l'égarement et des résolutions tardives du cabinet de Berlin, et Votre Majesté aura daigné remarquer par mes

très-humbles rapports, que je n'y ai pas été trompé. La suite en sera l'entière soumission de la Prusse et du reste de l'Allemagne à la France, rien de ce qui peut soutenir ou relever une monarchie, ne se trouvant dans le conseil de Sa Majesté Prussienne. Au reste, je suis privé de toute nouvelle tant soit peu détaillée, de ce qui se passe sur le théâtre de la guerre. Nous n'avons pas même les gazettes, soit qu'on les retienne à la poste ou qu'elles ne soient pas arrivées; on m'a dit même que le ministère de l'Empereur ni le comte de Gollz n'étaient guère mieux instruits. Ils doivent l'être en ce moment-ci, puisque le comte de Nesselrode est arrivé hier, envoyé par M. d'Alopœus.

Je crains beaucoup que les Français ne fassent une incursion dans la Poméramie suédoise, comme dans le Mecklembourg, pour mettre ces pays à contribution, et je regrette toujours ces 20,000 Russes et autant d'Anglais, qui auraient été si bien placés dans le nord de l'Allemagne, sous les ordres de Votre Majesté, et dont la Prusse a trouvé moyen de se défaire, d'une manière qu'elle croyait adroite, et que l'événement a bien prouvé ne l'avoir pas été.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Le 30 novembre (12 décembre) 1806.

. . . . . .

Le commandeur de Maisonneuve, ministre de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, m'a informé qu'il venait de recevoir, par un courrier, des lettres du Grand Maître, pour lui faire part de marques de bienveillance et des offres gracieuses que Votre Majesté avait fait faire à l'ordre, par son envoyé, M. Mathéus. Il m'a communiqué la lettre que le Grand Maître avait écrite à ce sujet, à Votre Majesté, et j'ai l'honneur d'en joindre ici une copie, en cas que l'original ne fût pas encore arrivé, M. Mathéus étant parti

de la Sicile pour l'Angleterre sur une frégate anglaise.

. . . . . .

. . . . . .

LETTRE DU FRÈRE JOSEPH CARACCIOLO AU ROI.

Messine, le 5 septembre 1806.

La renommée publiait que Votre Majesté daignait s'occuper de l'ordre, c'était annoncer des bienfaits, lorsqu'est arrivé son envoyé dans notre résidence à Catane.

Plein d'admiration pour tout ce qui émane de Votre Personne Royale, j'attendais impatiemment à Messine, de connaître le résultat d'une mission qui honore à jamais le corps entier de notre chevalerie, et qui consacrera dans nos fastes la mémoire d'un monarque guerrier, religieux et hospitalier.

Peu de jours après cette annonce, est passé

ici M. l'envoyé de Mathéus, ayant eu la bonté de songer à moi, il a de suite comblé mes espérances et mes attentes par des détails, que je me suis permis de solliciter avec instance, et que j'ai recueillis avec émotion.

Sire, ayant eu l'honneur d'être désigné par l'ordre entier, pour occuper le trône magistral, je croirais négliger mes devoirs si, à la faveur de ma dignité de grand maître élu, je ne profitais de cette circonstance flatteuse, pour placer aux pieds du trône de Sa Majesté, en mon nom et à celui de tous les chevaliers qui m'entourent, notre respectueuse reconnaissance à sa générosité magnanime.

L'ordre n'oubliera jamais que parmi les obligations sans nombre dont il se plaît à conserver le souvenir envers son grand maître Paul Ier, de glorieuse mémoire, il lui doit entre autres l'honneur insigne de citer Votre Majesté parmi ses premiers dignitaires. Cette gloire et l'égide de notre très-auguste protecteur Alexandre régnant, nous présagent sans doute un avenir florissant. Puissions-nous, Sire, par notre zèle, par nos services, nous rendre utiles et agréables à tous les souverains qui daignent nous honorer de leur

intérêt ; puissions-nous en même temps réaliser nos vœux, en voyant, Sire, vos braves chevaliers se mêler aux nôtres, en s'associant à la bannière de la religion. Ce serait assurer de nouveau son lustre, et nous aurions l'espoir alors d'acquérir la bienveillance de votre maison régnante pour le présent et l'avenir.

Dans ces sentiments flatteurs, j'ai l'honneur de réclamer vos bontés et votre protection, en priant Votre Majesté de me permettre de lui offrir mon tribut d'admiration et celui du très-profond dévouement avec lequel j'ai l'honneur d'être, etc.

Le grand maître élu,

FRÈRE JOSEPH CARACCIOLO.

A Sa Majesté le Roi de Suède.

Apostille.

Du 30 novembre (12 décembre) 1806.

Les intentions généreuses de Votre Majesté, pour l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, m'étant connues, les offres qu'elle a fait faire au grand maître n'ont eu rien d'inattendu pour moi; mais je n'ai jamais pu comprendre qui était ce M. Mattéus que Votre Majesté avait employé dans cette mission, et je soupçonne qu'il y a quelque erreur de fait ou de nom dans cette affaire. Je n'en ai rien marqué cependant au commandeur de Maisonneuve, qui a fait une communication officielle au ministère de l'Empereur, de toutes les propositions de M. Mathéus, sans en excepter celle d'un établissement pour l'ordre dans l'île de Gottland. Je saurai par la suite, la réponse que le commandeur aura reçue. La générosité de Votre Majesté contraste infiniment avec la parcimonie observée ici vis-à-vis l'ordre et le grand maître. Celui-ci se trouvant fort à l'étroit, avait sollicité la levée de quelques deniers sur les fonds

qui se trouvent en caisse à Pétersbourg pour le compte de l'ordre, et qui se montent à 700,000 roubles. L'ordre n'ayant plus aucune existence politique, et le siége de sa puissance étant tombé en des mains étrangères, il était prudent de ne pas laisser sortir cet argent du pays, et de le conserver pour des temps plus heureux ; mais il me paraît que c'est pousser la précaution trop loin de n'avoir accordé, comme on l'a fait, que 12,000 roubles, sur la requête du grand maître.

Le comte de Haugwitz a été renvoyé, à la demande expresse de l'Empereur, dont le comte de de Tolstoy avait été chargé ; mais on n'est pas content ici qu'il n'a pas réussi jusqu'à présent à faire renvoyer aussi le jeune Lombard. Le général Pfuhl, dont le roi de Prusse est mécontent, parce qu'il a été un des signataires du mémoire qui a été présenté à Sa Majesté, en faveur de la guerre, entrera, à ce que l'on croit, au service de Russie, et l'Empereur lui témoigne beaucoup de confiance. Il a fait un plan de campagne qui a été donné au feld-maréchal Kamensky.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Le 11 (23) décembre 1806.

. . . . . .

J'ai l'honneur de joindre ici la traduction de l'édit de l'Empereur, pour la formation de la milice. Les généraux des différentes divisions sont nommés, et j'espère de pouvoir m'en procurer les noms avant le départ du courrier. L'Empereur reçoit tous les jours de nouveaux témoignages du zèle qui anime tous les ordres de l'État pour la défense de la patrie. La ville de Moscou donne quinze mille chevaux pour le service de l'armée. Pétersbourg donne un million de roubles. On dit que le comte Alexis Orloff a offert un million et

demi. Ces exemples sont imités dans toutes les classes, et plus l'ennemi avancera, et plus il aura d'obstacles à surmonter. On dit qu'un corps de quatre mille Français a passé la Vistule et occupé Thorn, mais on ne croit pas que cela puisse tirer à conséquence.

. . . . . .

DÉPÊCHE DE M. STEDINGK AU ROI.

Le 18 (30) décembre 1806.

. . . . . .

Les nouvelles de l'armée ne contiennent rien de remarquable, si ce n'est que les Français se fortifient à Thorn, et que toutes leurs forces se transportent vers la Vistule. Buonaparte n'entreprendra certainement rien avant d'avoir rassemblé tous ses moyens, et plus il tarde d'agir et plus ses efforts seront formidables et rapides. Il agirait contre les premiers principes de la guerre, s'il avançait dans un pays comme la Prusse et la Pologne, sans avoir assuré ses communications, et avoir établi ses

points d'opérations et de défense le long de la Vistule.

. . . . . .

. . . . . .

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 28 décembre 1806 (9 janvier 1807).

Le lieutenant Stiernfeld est revenu de Kœnigsberg hier soir, avec l'incluse du roi de Prusse pour Votre Majesté, et une lettre de lord Hutchinson, pour M. de Pierrepont, que je prends la liberté de joindre ici.

J'avais eu l'honneur de prévenir Votre Majesté que mon dernier très-humble rapport du 25 décembre (6 janvier), sur la victoire des Russes, n'était rien moins qu'exact. Il vient d'en paraître enfin la relation ci-jointe. La principale affaire a eu lieu le 14, à Pultusk, au même endroit où Charles XII a défait les Saxons en 1703. Le gé-

néral de Bennigsen s'est fait beaucoup d'honneur en cette journée, et il paraît qu'il a été bien secondé par les généraux divisionnaires. Il n'y en a qu'un, dont on ne dit pas le nom, qui a mal fait, prétendant ne pas pouvoir défendre un poste important avec 4,000 hommes qu'il avait à ses ordres. On y a envoyé un autre général, qui a maintenu ce poste, et on fera le procès à celui qui voulait l'abandonner. Après un pareil avantage, il est bien à regretter, que l'on n'ait pas pu en tirer un plus grand parti. Le général de Bennigsen a été obligé de se replier sur Ostrolenka, faute de subsistance. Le feld maréchal Kamensky a trouvé la partie des vivres et des munitions si mal administrée, qu'il en a marqué hautement son mécontentement à l'Empereur. Il a voulu user des pleins pouvoirs qu'il avait reçus, mais il a trouvé une opposition à laquelle il ne s'attendait pas. Il en a conçu de l'humeur, et il en a donné, de manière qu'il va quitter le commandement de l'armée, ce que je regarde comme un véritable malheur. Ce général peut très-bien n'avoir pas toutes les qualités requises. Il a soixante-quinze ans et une descente qui l'empêche de se tenir longtemps à cheval, mais il a pour lui l'opinion générale des

Russes, la confiance du soldat, une longue expérience, et une telle autorité, qu'il pouvait dire au grand-duc Constantin : « Vous n'irez pas à l'armée, » et à l'Empereur : « Si Votre Majesté vient à l'armée, ses officiers de cour et des parades y viendront avec elle, et tout sera perdu. » Ces vérités ne trouveront pas d'accès, quand il n'y sera plus. Aussi la cabale a-t-elle saisi toutes les occasions qui se sont présentées, pour se venger de la franchise de ce vieux militaire. On dit hautement qu'il est fou, et on en donne pour preuve, qu'il a envoyé des ordres à M. d'Araktschejeff, chef de l'artillerie, qui est ici, auprès de l'Empereur, de se rendre à l'armée. M. d'Araktschejeff a répondu qu'il était malade, et le feld-maréchal a écrit à l'Empereur, que cette maladie était de commande, que l'artillerie était dans le plus grand désordre, qu'il fallait lui donner un autre chef, ainsi qu'aux vivres, qui étaient mal administrés par le prince Wolkonsky. Ce prince est un bon homme, mais qui a bien peu de tête, pour une besogne comme celle dont il est chargé. En revanche, il a beaucoup de fortune et de protection. Il est proche parent du feld-maréchal Soltykoff et du prince Wolkonsky, adjudant géné-

ral de l'Empereur. Le grand maréchal de la cour, comte Tolstoy, et son frère le général, qui est placé comme général du jour auprès du feld-maréchal Kamensky, le desservent tant qu'ils peuvent, et ils peuvent beaucoup, le premier surtout est dans la plus grande faveur. Il y est parvenu par des moyens opposés à ceux que l'on voit employer ordinairement, car au lieu de plier les genoux, il est roide et bourru, même avec son souverain. Son influence s'étend sur les plus grandes affaires. . . . . .

Il va partager avec le prince Bagrathion, qui vient de partir d'ici, le commandement de l'armée du général Buxhôfden, que l'on renvoie à son gouvernement de Riga. De cette manière, toute l'armée se trouvera sous les ordres du général de Bennigsen, ce qui n'est pas un mauvais choix, mais il peut arriver facilement, que le grand-duc Constantin, qui est au désespoir de ne pas s'être trouvé à la dernière action, et qui ne sera plus retenu par le feld-maréchal, se rende à l'armée. Dès ce moment, l'Empereur voudra y aller aussi et ce seront les comtes Tolstoy et leurs amis qui gouverneront tout. S'il arrive quelque malheur, quelque accident imprévu, on ne saura ou donner

de la tête, on perdra courage, et la paix deviendra de nouveau le cri général. Cette paix, qui serait tant à désirer, et dont le monde entier a un si grand besoin, ne peut se gagner, cependant, que par de grands efforts, l'accord et la persévérance des grandes puissances. Si elles abandonnent la partie, les petites seront écrasées. Cela même prouve à quel point les choses périclitent, puisque cet accord et cette persévérance sont si difficiles à obtenir. On voit clairement que l'Angleterre ne cherche qu'à en sortir avec le plus d'avantage pour elle, sans se mettre en peine de ses alliés. . . . . .

. . . . . .

L'Autriche se tient à l'écart, et il serait imprudent peut-être de vouloir la tirer d'un repos dont elle a grand besoin pour se refaire, et la Russie, si elle ne manque pas de moyens, manquera, je crains, de conduite et d'énergie. Prétendre rétablir l'ancien ordre des choses serait une chimère, il n'y a que le Bon Dieu qui puisse renverser Napoléon du trône de France et y rétablir les Bourbons. Cette idée, à laquelle, peut-être, on avait renoncé trop tôt, n'entre plus, et avec rairaison, dans les calculs des cabinets de Londres,

de Vienne et de Pétersbourg *, mais avec une marche ferme et égale, on pourrait encore susciter des embarras infinis à l'ennemi et lasser sa patience. Alors il se contenterait peut-être de régner sur la France, et renoncerait au projet de la monarchie universelle. . . . . .

. . . . . .

Le même jour qu'on a reçu ici la nouvelle de la bataille de Pultusk, il est arrivé un courrier du général Michelson, avec la relation de la prise de Bucharest par le général Miloradovitch. Cette affaire a coûté 2,000 hommes à Paswan Oglou, qui était entré dans la Wallachie, pour ravager cette province. On lui a pris plusieurs drapeaux et queues de chevaux, qui ont été envoyés ici, et que l'Empereur renvoie au grand seigneur, auquel ces trophées doivent appartenir, par la raison que Paswan Oglou est un sujet rebelle, et que la Russie prétend ne pas être en guerre avec la Porte. Cet avantage, qu'on aurait

(*) L'on voit que l'ambassadeur cherche toutes les occasions pour ramener son roi des idées chimériques dont il était imbu, si nuisibles pour son pays, et qui n'ont pu se réaliser que par le concours des fautes commises *plus tard* par Napoléon, et par les *éléments* menés (1812) par la main de Dieu.

fait sonner bien haut dans une autre occasion, n'a pas fait la moindre sensation, tant la bataille de Pultusk avait absorbé l'attention générale.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 11 (23) janvier 1807.

Aussitôt que j'avais reçu les ordres de Votre Majesté, du 18 décembre, concernant les canons et les armes qu'elle voulait céder à la Russie, je me suis rendu chez le général de Budberg, pour lui en faire part. Il a été fort content de cette nouvelle, et m'a prié de lui donner l'état de ces armes qui était joint à la dépêche, quoiqu'il fût en suédois, pour le faire traduire et le mettre d'abord sous les yeux de l'Empereur. Quelques jours après, j'ai reçu la dépêche de M. le baron de Wetterstedt, du 30 décembre, et j'ai remis au général de Budberg la note et l'état, que j'ai l'honneur de joindre ici

sub litt. A., ce ministre a répondu par la note *sub litt. B.*, et l'ayant vu hier, il m'a dit que l'Empereur écrirait lui-même à Votre Majesté, pour la remercier de l'offre qu'elle venait de lui faire, étant pénétré de reconnaissance de cette marque d'amitié. Sa Majesté avait donné les ordres que les armes seraient achetées au prix fixé, et que le payement se ferait de la manière proposée. En conséquence, M. d'Alopœus serait prévenu de porter en ligne de compte la somme de ℔2,580 rud. 3 sk. argent de Poméranie, payable pour les farines vendues à la couronne de Suède, pour l'approvisionnement de Stralsund, et que le surplus serait acquitté à l'époque où les armes seraient délivrées. Le général de Budberg accompagna cette communication de propos si obligeants, qu'il ne pouvait pas y avoir le moindre doute que l'offre de Votre Majesté n'eût fait le plus grand plaisir à l'Empereur, et effectivement, sans compter que la Russie a un besoin urgent d'armes en ce moment-ci, je crois que c'est la première fois que la Suède lui en ait fourni. Je crois aussi que la défiance que l'on a voulu inspirer à l'empereur, de la Suède, a servi à rehausser à ses yeux l'offre que Votre Majesté lui a faite.

Le général de Budberg m'a promis qu'il donnerait personnellement des instructions à l'officier qui serait envoyé à Helsingforss, pour recevoir les armes, et il s'est rendu garant de sa fidélité et de sa bonne conduite.

On reçoit très-peu de nouvelles de l'armée du général de Bennigsen, et l'Empereur ne connaît pas encore au juste la perte qu'il a faite en officiers et en soldats, dans la journée de Pultusk, ainsi que le nombre des Français tués et prisonniers. On croit généralement qu'ils ont perdu 10,000 hommes. Un de leurs généraux, nommé Mulot, a eu les deux jambes emportées. Le général Rapp est blessé au bras, et un autre général l'est grièvement. Buonaparte, qui s'est trouvé à la bataille, est retourné précipitamment à Varsovie, où il doit être de fort mauvaise humeur, sortant peu, et ayant défendu à ses généraux de parler de cette action. On croit savoir que, les gardes y comprises, il n'y a que 12,000 hommes à Varsovie, et qu'il règne une grande mortalité dans l'armée française, produite par une dyssenterie fort contagieuse. Personne ne doute plus que le maréchal Kamensky avait perdu complétement la tête, qu'il a donné les ordres les plus contradictoires et

les plus absurdes, et que si le général de Buxhôfden, qui se trouvait à Mlava, en flanc et à dos des ennemis, s'était avancé seulement d'une lieue, la perte des Français aurait été infiniment plus considérable; mais il avait reçu les ordres du maréchal de pas combattre et de se retirer derrière la Narew, ce qu'il exécuta avec une telle précipitation, qu'il abandonna une partie de son canon et de ses bagages, que l'on a été rechercher quelques jours après. On ne peut qu'être frappé d'étonnement, et de cet ordre inconcevable, et de cette obéissance aveugle d'un général commandant, qui trouve l'occasion de battre l'ennemi et qui n'en profite pas. J'ai l'honneur de joindre ici, *sub litt. C.*, une relation du général de Bennigsen au roi de Prusse, qui m'a été donnée comme authentique, quoique l'accusation qu'elle porte contre le général de Buxhôfden, pourrait en faire douter, mais tout s'explique par la folie du feld-maréchal Kamensky. Il est résulté de la manœuvre du général de Buxhôfden, que toute l'armée russe a dû se replier, que la Narew charriant beaucoup de glaces, il a été impossible à son armée de la repasser et de reprendre sa position, et que les Prussiens ont été obligés de se retirer, ce qui a

exposé Kœnigsberg, quoique l'on se flatte à présent de pouvoir garantir cette ville, par un mouvement sur la droite, que l'on a fait faire à l'armée. Le général Platoff, hetman des Cosaques, a joint le général de Bennigsen avec vingt régiments de Cosaques de 500 hommes chacun. Dix autres régiments de son commandement ont été à l'armée du général de Michelson.

L'Empereur a reçu par des voies indirectes et par des navires arrivés d'Odessa, la nouvelle que la Porte a déclaré la guerre à la Russie, que M. Italinsky s'est sauvé à bord d'une frégate anglaise, et que l'ambassadeur d'Angleterre, à Constantinople, a pris sous sa protection tous les sujets russes qui s'y trouvaient. Cette levée de boucliers, qui est fort probable, avancera vraisemblablement la dissolution dont l'empire ottoman a été menacé depuis longtemps, mais elle ne laisse pas que d'augmenter les dépenses et les embarras de la Russie, qui s'était proposé de reculer cette catastrophe jusqu'au moment où elle serait sûre d'en tirer le meilleur parti. Elle avait tellement compté sur le flegme et la patience des Turcs, qu'elle espérait occuper toutes leurs provinces en deçà du Danube, sans coup férir, et le

général de Meyendorff, envoyé pour prendre Ismaël, ayant combattu un corps turc qui était venu à sa rencontre, a reçu une forte réprimande de s'être permis cette hostilité, puisqu'il ne devait prendre Ismaël que par composition, ainsi qu'on a pris Bender, Chotzim et Akerman. Le bacha qui commande à Ismaël a fait faire des excuses au général de Meyendorff de ce combat, disant qu'il n'y avait eu aucune part avec sa garnison, mais qu'un chef de bandits, comme il s'en trouve beaucoup dans l'empire ottoman, s'était jeté dans Ismaël, et avait fait sur les Russes cette sortie, qui a coûté quelque monde de part et d'autre. En attendant que la scène s'éclaircisse, les Russes avancent toujours dans la Walachie, et ont établi leur communication avec les Serviens. L'empereur a, dit-on, envoyé un sabre magnifique à Czerny-George, et ce chef des insurgés doit avoir un émissaire ici. Je ne crois pas que les Autrichiens voient de fort bon œil les progrès des Russes de ce côté-là, d'autant plus que les habitants de ces contrées, et tous les Grecs, sont fort attachés à la Russie, qu'ils regardent comme la protectrice de leur religion; mais la position de l'Autriche lui prescrit une grande circonspection, et le comte de

Merfeld est ici alternativement soupçonné ou cajolé par le ministère, en raison du plus ou moins d'apparence de se rendre la cour de Vienne favorable. On assure que Belgrade a été pris par les Serviens, et si la Russie peut leur envoyer des renforts, ils pourront donner de l'occupation aux Français qui sont en Dalmatie. A présent elle n'a que quatre divisions à opposer aux Turcs, comme Votre Majesté aura daigné le remarquer par la liste que j'ai eu l'honneur de lui envoyer, et ce corps d'armée formant à peine 60,000 hommes, ne suffit pas pour pousser ses opérations si loin, pour peu que la Porte Ottomane puisse faire quelque résistance.

Je tâcherai, s'il est possible, de profiter de la circonstance actuelle, où la Russie aurait tort de se rendre fort difficile, pour remettre en train l'affaire des limites. Je dois dire à l'éloge du général de Budberg, qu'il s'y prête de la meilleure grâce, et qu'il paraît convaincu de la nécessité de régler cette affaire, mais l'orgueil national, et des vues intéressées de la part de quelques individus, s'opposent fortement à un arrangement équitable et fondé sur des concessions des deux côtés *.

* La question des limites entre la Finlande suédoise et russe datait de l'an 12, et n'avait pas été réglée encore en 1808, quand la guerre la fit évanouir.

Je m'occupe aussi de faire rendre justice à M. de Schenbom, consul général, et j'ai écrit à ce sujet une lettre au général de Budberg, dans laquelle j'ai fait valoir fortement, et les promesses des deux empereurs, et la haute protection dont Votre Majesté l'honore, certain de ne pas être désavoué par elle de tout ce que je pourrais dire et faire en faveur de ce galant homme.

Le marquis Douglas, ambassadeur d'Angleterre, doit être arrivé la nuit dernière, mais le comte Strogonoff ne l'est pas encore.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 25 janvier (6 février) 1807.

Il y a une affaire du côté de Liebstadt et Mohrungen, les Russes ont remporté un avantage sur le corps du maréchal Bernadotte, mais il a été trop chèrement acheté par la mort du lieutenant-général d'Anrep, qui a été tué par un coup de fusil parti d'une haie, lorsque, le combat fini, il s'avança un peu trop loin, pour reconnaître l'ennemi qui était en retraite. Cet officier, que je connais particulièrement, puisqu'il a commandé contre moi dans la dernière guerre, le corps qui avait occupé Pumala, sans que j'aie pu jamais l'en déloger, réunissait à beaucoup de valeur

et de sang-froid, des connaissances militaires, qu'il augmentait par l'étude, et qu'il savait mettre en application quand l'occasion s'en présentait. Il était chéri de l'officier et du soldat, et sa perte sera sentie vivement dans l'armée.

Nous n'avons pas encore de relation de cette affaire, mais il paraît que le projet était de cerner et d'écraser le corps du maréchal Bernadotte. Pour cela, plusieurs colonnes étaient en mouvement. Celle du général Markoff avait ordre de ne point engager le combat, avant que les autres ne fussent arrivées à leur destination, mais cet ordre ne fut point exécuté bien exactement. L'affaire s'étant engagée, M. Markoff ne put pas tenir contre la grande supériorité de l'ennemi. Le général d'Anrep accourut à son secours avec une division de cavalerie, et non-seulement rétablit le combat, mais força les Français à lui abandonner le terrain avec une perte de mille prisonniers, y compris les blessés et une vingtaine d'officiers, mais l'objet principal était manqué par une suite de ce bonheur, qui a trop souvent favorisé les armes des Français.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 29 janvier (12 février) 1807.

. . . . . .

La marche de la division du général Mortier vers la Pologne, prouve que l'armée française a besoin de renforts pour des pertes qu'elles a faites en différentes affaires, et par les maladies. Buonaparte a aussi tiré à lui la division d'Oudinot, qui doit faire cinq à six milles par jour pour le rejoindre. D'après les derniers rapports du général de Bennigsen, l'armée française occupait une ligne entre Thorn et Ostrolenka, et le quartier-général des Russes se trouvait à Saalfeld, après la dernière affaire à Mohrungen où le général d'An-

rep avait été tué. On voit par là, que la droite des Russes a gagné beaucoup de terrain, que Kœnigsberg est garantie, et que la communication avec Dantzig doit être rétablie en ce moment, d'autant plus que le général de Manstein, qui commande dans cette place, a fait une sortie, et a battu un corps de 10,000 Polonais, sous les ordres du général Dombrowsky, qui s'était avancé de ce côté-là. On dit qu'ils ont perdu du canon et mille hommes, et qu'une grande partie de ces troupes nouvellement levées, se sont débandées. Malgré ces petits avantages, il reste toujours beaucoup à faire, et une bataille perdue nuirait grandement aux affaires des Russes, tandis qu'elle aurait des suites moins fatales pour les Français, dont la retraite serait protégée par de grandes rivières et des places très-fortes. J'imagine que les plus grands efforts des Français se feront sur leur aile droite, pour gagner du terrain du côté de Bialystock, à moins qu'ils n'en soient empêchés par le défaut de subsistances, et par les manœuvres du général de Bennigsen.

Il a été établi ici une commission de haute police, composée de membres connus pour leur équité et leur sagesse, qui jugera en dernier res-

sort des délits de félonie, dont la foule des étrangers, qui séjournent dans cet empire, pourront être accusés. On a fait quelques découvertes dans ce genre, qui prouvent que les Français possèdent l'art de répandre partout leurs espions. On vient d'arrêter un abbé Stadler, qui a été précepteur en plusieurs grandes maisons, et qui entretenait depuis longtemps une correspondance suivie avec M. de Talleyrand.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 1 (13) février 1807.

. . . . . .

L'Empereur a reçu hier un courrier du général d'Essen, qui se trouve avec son corps entre le Buy et la Narew. Il annonce à Sa Majesté, qu'il a attaqué, le 22 janvier, vieux style, le corps du maréchal Lannes, qui lui était opposé et qu'il l'a battu sur tous les points. Pour se faire une juste idée de l'importance de cette affaire, il faut savoir que Buonaparte s'était avancé avec la majeure partie de ses forces, pour attaquer le général de Bennigsen, qui s'était approché de la Vistule entre Kœnigsberg et l'armée française.

Cette armée, d'après les derniers rapports, formait une ligne qui occupait les villes de Neumark, Saldau et Mlava, et le quartier-général de Buonaparte se trouvait à Wittenberg. Le maréchal Lannes était détaché pour couvrir la droite de cette position, et observer le général Essen. Celui-ci, jugeant qu'il ferait une diversion utile, en le faisant replier, et croyant qu'il avait autant de forces que lui, se décida à l'attaquer, et exécuta son projet avec bonheur et intelligence. L'empereur n'a pas reçu encore le rapport de cette affaire, qui a été envoyé au général de Bennigsen, mais elle n'a pu que déconcerter les projets de Buonaparte, et arrêter sa marche pour tomber sur le général de Bennigsen, qui, par là, a gagné tout le temps qu'il lui fallait pour se concentrer, et couvrir son front par un grand lac, que l'on voit sur la carte, et dont je ne dirai pas le nom à Votre Majesté, de peur de le mal dire.

DEPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 3 (15) février 1807.

. . . . . .

M. Savitzky, aide-de-camp de l'Empereur, est arrivé hier au soir de l'armée du général de Bennigsen avec de si bonnes nouvelles, que je m'empresse d'en faire mon très-humble rapport à Votre Majesté, par un courrier extraordinaire.

Depuis le 22 janvier, où le général d'Essen avait fait replier le corps du maréchal Lannes, affaire dont on n'a pas encore un rapport détaillé, Buonaparte n'avait cessé de s'avancer avec toutes ses forces sur le général de Bennigsen, avec une telle rapidité, que celui-ci, ne trouvant pas le local

avantageux pour un combat, n'eut d'autre parti à prendre, que de faire pendant quatre jours des marches rétrogrades. Le général Barclay de Tolly, qui commandait son arrière-garde, eut pendant ce temps plusieurs attaques à soutenir, et se conduisit si bien, qu'il ne put jamais être entamé. Le général de Bennigsen arriva enfin à cinq lieues de Kœnigsberg à un endroit qui lui était bien connu et qui se nomme Preussisch-Eylau. Il se trouve là un plateau, où il pouvait mettre son armée en bataille, qui avec les Prussiens se montait à 80,000 hommes, et le terrain était favorable pour sa cavalerie. Il couvrit son front d'artillerie, et attendit l'ennemi, qui commença son attaque le 26 à midi. D'après l'idée que je me suis formée de cette bataille sur différents ouï-dire, Buonaparte devait avoir un défilé à passer, avant de pouvoir attaquer, car il replia entièrement ses deux ailes, et attaqua d'abord avec son centre; mais à mesure qu'il s'avança, il déploya ses ailes, et changeant son ordre de bataille, déborda avec sa réserve les deux ailes des Russes, ce qu'il put faire d'autant plus aisément que son armée était plus forte de 20,000 hommes, que celle du général de Bennigsen. Le combat dura jusqu'à nuit

close, et resta indécis. Dès le lendemain, à trois heures du matin, Buonaparte renouvela son attaque. Les plus grands efforts se firent sur l'aile gauche des Russes, et cette aile se trouvant en danger, le général de l'Estocq accourut de l'aile droite avec quelques régiments de cavalerie, et les secours qu'il y porta eurent le meilleur succès. En général, les Prussiens ont très-bien fait dans cette bataille, et la majeure partie de l'artillerie a été servie par des officiers prussiens. Les Français eurent beau renouveler leur attaque, ils furent repoussés constamment, et les Russes restèrent fermes. Rebutés par tant d'efforts inutiles, et accablés de fatigue, les Français furent découragés et refusèrent d'avancer. C'est alors que Buonaparte, outré de ce mauvais succès, se mit à la tête de ses gardes et fit un dernier effort, s'exposant beaucoup plus qu'il n'a coutume de le faire. Ses généraux suivirent son exemple, et ce ne fut que par ce moyen qu'ils parvinrent à rengager le combat. Il dura jusqu'à la nuit, où les Français se retirèrent, abandonnant le champ de bataille. Il n'y eu point de déroute, et il paraît que leur retraite se fit par le même chemin qu'ils étaient venus et en bon ordre, puisque les Russes, qui

au reste n'en pouvaient plus de fatigue, n'ont été à leur poursuite que par de petits détachements. Un gros de Cosaques de 8 à 10,000 hommes n'avait pas encore joint l'armée, et se trouvait à une journée du champ de bataille. Le général de Bennigsen y resta toute celle du 28, et il se proposait de se mettre en marche le 29, pour poursuivre l'ennemi. On m'a dit que c'est pour attendre le général d'Essen, qui était en marche pour le joindre, qu'il a dû différer cette poursuite, mais je ne puis le croire. C'eût été laisser le temps à l'ennemi de se rallier et de revenir de sa frayeur, mais il y a souvent à la guerre des circonstances qui nécessitent ces retards, et on ne peut en bien juger que sur les lieux. Quoi qu'il en soit, cet événement peut avoir des suites très-heureuses, si on sait les saisir, et les mettre à profit. Le grand Frédéric a dit que les Russes savaient vaincre, mais non profiter de la victoire, et l'expérience l'a souvent confirmé. Cependant, ils se croyent invincibles en ce moment, et comme M. de Bennigsen a certainement une fort bonne tête, il faut espérer qu'il saura tirer parti de ses avantages. Néanmoins, on est réduit à lui souhaiter beaucoup de succès. Les Français prisonniers jurent

et pestent contre Buonaparte. Ils sont rebutés du climat et des difficultés de toutes espèces qu'ils éprouvent. Ils avaient supporté faim et fatigue dans l'espoir d'arriver à Kœnigsberg, où ils comptaient se refaire, et après une bataille perdue, ils se trouvent en pleine retraite, sans provisions et sans secours.

. . . . . .

Votre Majesté m'avait ordonné de m'informer auprès du Commandeur de Maisonneuve, de l'effet que les offres qu'elle avait faits à l'ordre de Malte, auraient produit ici. Il m'a remis à ce sujet, une note hier au soir, que j'ai l'honneur de joindre sous ce pli. Il y a joint une copie de l'acte de donation de l'île de Malte, faite par l'empereur Charles-Quint à la religion de Saint-Jean-de-Jérusalem, et il a accompagné cette communication de plusieurs réflexions, que le temps ne me permet pas d'insérer dans cette très-humble dépêche, et qui ne seraient applicables, que dans le cas où Votre Majesté serait dans l'intention d'établir le siége de cet ordre dans ses États, ce qui ne m'est pas encore prouvé.

Apostille.

Du 12 (24) février 1807.

N'ayant rien d'intéressant à mander aujourd'hui, je n'importunerai pas Votre Majesté par mon écriture.

Le général de Bennigsen, ayant transféré son quartier-général à Kœnigsberg, Buonaparte s'était avancé le 1er février, vieux style, au delà de Preussisch-Eylau. L'armée russe occupait une position forte d'assiette, et défendue par de bons ouvrages et beaucoup d'artillerie. Le général Bertrand, que Buonaparte emploie souvent pour des commissions secrètes, avait été envoyé au roi de Prusse, avec une lettre de son souverain, et il est à croire qu'elle contenaint des propositions fallacieuses, mais Sa Majesté Prussienne n'y a pas été trompée. Il a dîné chez le général de Zastrow, et a tenu les propos les plus obligeants aux généraux prussiens. A l'en croire, il ne tenait qu'au roi de Prusse d'avoir la paix et de retourner à Berlin ; tout pouvait être réglé en deux jours. Il a demandé

avec instance de voir la reine, ce qu'il a obtenu, non sans difficulté, et il a été réexpédié avec la réponse du roi de Prusse, la même soirée. Le roi n'a pas été fort content de cette visite, et il a écrit au général de Bennigsen, qu'il eût aimé mieux qu'on l'eût retenu aux avant-postes.

M. Novossiltzoff est parti pour l'armée il y a deux jours, et le prince Bagrathion en est revenu pour quelques jours seulement.

Tous les régiments des gardes, à l'exception d'un bataillon de Préobratschensky, et généralement toutes les troupes en garnison ici et aux environs, vont partir cette semaine. Le rendez-vous est à Riga; on parle aussi du départ de l'Empereur, mais il n'y a rien de décidé encore à cet égard.

Le général de Bennigsen a reçu le cordon bleu et une pension de 12,000 roubles. L'Empereur a récompensé avec la même libéralité tous les généraux et officiers qui se sont distingués, et les veuves et enfants de ceux qui sont morts au champ d'honneur. Vous aurez remarqué les grâces dans les gazettes de Pétersbourg, dont je joins ici un numéro.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 15 (27) février 1807.

Les gardes à pied et à cheval, et la plupart des régiments qui composaient la garnison de Pétersbourg, partent pour l'armée, et depuis trois jours, je vois tous les matins défiler sous mes fenêtres ces superbes troupes, composées de l'élite de l'armée et qui ne laissent rien à désirer pour la beauté, la tenue et l'exercice. La grande place d'Isaac, où ma maison est située, et où ces troupes se rangaient en bataille, était couverte d'un foule de peuple et de voitures. L'Impératrice douairière y est venue tous les jours, et après avoir mis lui-même les troupes en marche, l'Em-

pereur, à cheval avec le Grand-Duc, se sont placés à la portière de l'Impératrice pour les voir passer. A la porte de la ville, elles trouvent des traîneaux pour transporter l'infanterie, qui par ce moyen, arrivera promptement et sans fatigue, au lieu de sa destination. Un bataillon des gardes Préobratschensky, et quelques escadrons de Cosaques restent ici avec 2,000 hommes de milice nouvellement levés, dont nous avons vu avant-hier un bataillon, que le Grand-Duc a formé en grande partie de sujets de ses terres, qu'il a dressés lui-même, et qui avaient fort bonne mine.

Le départ des gardes fait dire que l'Empereur va se rendre à l'armée, mais il ne paraît pas que Sa Majesté ait pris encore une résolution définitive à cet égard.

D'après les dernières nouvelles de l'armée, le général de Bennigsen se tenait tranquille dans son camp retranché auprès de Kœnigsberg, et Buonaparte, désespérant de pouvoir le forcer, faisait mine de vouloir se retirer.

L'envoi du général Bertrand à Memel, avec une lettre de Buonaparte au roi de Prusse, l'arrivée d'un soi-disant général français, nommé Thuringue, à Pétersbourg, et l'arrivée plus mystérieuse encore

d'un Français qui se donne le nom de Mithridate et qui depuis six jours se trouve ici, ont occupé beaucoup la curiosité du public, et prêté matière à mille discours sur des négociations secrètes et sur des propositions de paix que Buonaparte faisait à l'Empereur ; mais après en avoir parlé au général de Budberg, je crois pouvoir assurer Votre Majesté qu'il n'en est rien. Le général Bertrand n'a été envoyé à Memel que pour sonder les dispositions de la cour de Prusse. M. Thuringue paraît être un aventurier, qui cherche fortune en jouant le rôle de déserteur, et plusieurs circonstances indiquent que le troisième personnage, qui a certainement pris un nom supposé, et que l'on dit être envoyé à l'Empereur par le sénat de France, ne peut pas être chargé d'une commission importante. Il est vrai qu'il est venu ici par Vienne, et accompagné d'un courrier du comte de Rasoumoffsky, et qu'il se dit porteur d'une commission, dont il ne peut rendre compte qu'à l'Empereur même ; mais tout cela ne prouve pas que ce soit un envoyé de Buonaparte, et ce qui est moins probable encore, d'un sénat qui ne signifie rien. Il n'a pas obtenu de voir l'Empereur, et on dit qu'il a exposé ce dont il est chargé dans une

lettre à Sa Majesté. Le temps dévoilera ce mystère, qui ne me paraît pas devoir être de grande conséquence. Ce qui l'est bien davantage pour Votre Majesté et pour la cause générale, c'est l'entrée des Français en Poméranie, et le siége de Stralsund. Quoique je ne doute point que cette place ne soit bien défendue, il est bien prouvé cependant que toute ville assiégée qui ne peut pas être secourue, doit tomber à la longue, et si la saison favorise les Français, l'île de Rugen, par où les secours pourraient arriver, court grand risque de tomber entre leurs mains. Cette possession au pouvoir des ennemis serait un coup fatal pour toutes les puissances du Nord, et il me paraît qu'il faudrait tenter l'impossible pour l'empêcher.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 1 (12) mars 1807.

M. Novossiltzoff est revenu de l'armée, mercredi dernier, et en a rapporté des nouvelles fort satisfaisantes. A son départ, le quartier général était à Heilsberg. L'armée française occupait la ligne entre Elbingen et Gillenburg. Elle avait été renforcée depuis la bataille de Preussisch-Eylau du corps du général Oudinot, et de tout ce que Buonaparte avait pu rassembler, mais le général de Bennigsen avait reçu aussi des renforts de l'armée de réserve. Il avait été joint par une nouvelle division de Cosaques, et ces Cosaques molestaient beaucoup les Français, et faisaient des

prisonniers tous les jours. On dit que Buonaparte est extrêmement irrité contre eux, et qu'il ne leur épargne ni les menaces, ni les injures. L'armée française ayant fait un mouvement en avant, on s'était attendu à une bataille, et M. Novossiltzoff s'était arrêté deux jours de plus pour en être témoin, mais Buonaparte voyant que le général de Bennigsen l'attendait de pied ferme et ne dérangeait rien à son plan, trouva plus prudent de reprendre sa position. Cette contenance, ce sang-froid et cette sage lenteur, sont du meilleur effet contre la fougue française, et me paraissent calculés admirablement sur le génie national des Russes, et la situation où se trouve l'ennemi. M. Novossiltzoff avait rencontré la première division des gardes, à Dorpat, ce qui prouve qu'elle avait fait grande diligence. Le général d'Essen était attendu à l'armée du général de Bennigsen pour y prendre un commandement distingué; il paraît par là qu'il ne reste plus de traces de cette mésintelligence, dont le public s'était entretenu.

Le général de Budberg est malade depuis quelques jours, au point d'être obligé de garder le lit.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 19 (31) mars 1807.

L'affaire des subsides arriérés, dont Votre Majesté a daigné me charger, a tourné mieux que je n'avais espéré, et l'avance que le courrier de M. de Tortonval a gagnée sur le courrier de M. d'Alopœus, y a contribué beaucoup. Je n'ai de mon côté, pas perdu un seul instant pour accélérer mon audience chez l'Empereur, en ne laissant soupçonner à personne de quoi il s'agissait. Elle m'a été accordée dimanche passé, le 10 (22), et ce souverain m'a reçu avec son affabilité ordinaire. Il s'est informé avec beaucoup d'empressement de la santé de Votre Majesté, et de plusieurs

particularités qui la regardaient, et m'a demandé si la lettre que je venais de lui remettre, était une réponse à la sienne. Je lui ai dit que oui, et que Votre Majesté y parlait aussi d'une autre affaire, sur laquelle elle m'avait ordonné de lui donner tous les renseignements et les explications qu'il pourrait désirer. Il a ouvert la lettre, et après en avoir lu la première partie, avec l'air de la plus grande satisfaction, il a ralenti sa lecture à mesure qu'elle avançait, et il m'a paru s'arrêter à quelques endroits, comme quelqu'un qui réfléchit et qui est dans l'indécision. Il se tint fort près de moi, et de manière que j'aurais lu la lettre, si j'avais pu me permettre une pareille indiscrétion. Cependant, il se détourna insensiblement, pour éviter, à ce que je crois, que son visage ne trahît ce qui se passait en lui. J'en vis assez pour me convaincre qu'il n'était pas à son aise, et qu'il s'efforçait de le paraître, et je lui dois la justice, qu'il est impossible de se posséder mieux qu'il ne fit en cette rencontre. Après avoir lu, relu, tourné les feuillets et reployé la lettre, il me regarda avec un sourire très-signifiant, et me dit : « J'avoue que je suis un peu surpris. » Cela peut être, Sire, mais sauf la surprise, Votre Majesté conviendra

qu'elle a fait une très-bonne affaire, en payant 1,300,000 riks., avec 375,000, et que le roi, qui a grand besoin de toutes ses ressources, pour s'opposer à l'ennemi commun, ne pouvait pas en agir avec plus de désintéressement, d'équité et de ménagement qu'il n'a fait. En même temps, je tirai de ma poche l'exposé que j'ai l'honneur de joindre ici, en priant Sa Majesté de vouloir y jeter les yeux. Il le parcourut et me le rendit, en disant : « Ce n'est pas la chose qui me peine, c'est la manière; si le roi m'avait prévenu par un mot de ses intentions, il eût été aisé de satisfaire Sa Majesté. Vous savez que je ne demande pas mieux que de lui rendre tous les services qui dépendent de moi, et quoique j'aie de grandes dépenses à faire en ce moment-ci, je me serais empressé de m'acquitter envers elle. » Ma réponse fut, que je ne doutais nullement de ses intentions à cet égard, mais qu'il eût été à craindre que l'exécution eût trouvé encore les mêmes obstacles, que j'avais éprouvés aussi souvent qu'il avait été question de faire valoir les droits de Votre Majesté sur ces arrérages; que maintenant c'était une affaire finie, une épine de moins, et qu'après cela, et le règlement des limites achevé, il ne resterait plus le

moindre sujet de mésintelligence entre la Suède et la Russie. « Fort bien, mais vous m'avouerez cependant, que la manière que le roi a choisie pour se payer ce qui lui était dû, est moins amicale. » Eh! que fait la manière, Sire, pourvu qu'il n'y ait rien à redire au fond? Si dans un cas pareil, Votre Majesté en avait agi avec le Roi comme ce souverain l'a fait avec elle, cela aurait paru tout simple à Sa Majesté. Les manières diffèrent à l'infini, mais la probité, l'honneur, la justice, sont toujours les mêmes, et lorsque Votre Majesté a un ami, qui possède ces qualités au suprême degré, elle ne se privera pas de son amitié, parce que ses manières ne sont pas celles qu'elle aurait préférées. Il faut ajouter encore, que tout autre mode de payement eût fait perdre du temps, et celui que le Roi a choisi, est certainement le plus simple et le moins dispendieux pour Votre Majesté. « Eh bien, » me dit l'Empereur, « n'en parlons plus. *Aussi bien, ce n'est qu'une affaire d'argent, qui ne me fera jamais manquer à mes sentiments, ni à mes principes.* (Il prononça ces derniers mots avec beaucoup de dignité.) Avez-vous vu la lettre du Roi? » Je répondis que Votre Majesté ne m'en avait pas envoyé de copie, mais que j'en connais-

sais le connu. Il me la donna à lire, après quoi il me dit : « Vous voyez que Sa Majesté me dit que je ne lui ai pas écrit depuis un an, mais c'est uniquement par discrétion, et pour ne point la gêner, lorsqu'il n'y a rien d'intéressant à lui mander. » Puis il me demanda si je connaissais les projets de Votre Majesté et ce qu'elle comptait entreprendre contre l'ennemi. Je lui communiquai ce que j'en savais, et j'appuyai beaucoup sur l'utilité de la diversion que Votre Majesté faisait en Poméranie, et qui deviendrait plus considérable encore, si les propositions que Votre Majesté avait faites à l'Angleterre étaient acceptées. Je lui parlai aussi de ce qui s'était passé à Stralsund. Il parut fort étonné que le maréchal Mortier fût encore en Poméranie, puisqu'on lui avait assuré qu'il avait joint l'armée de Bonaparte avec sa division. C'est le baron d'Eglofstein, maréchal de Cour du duc de Weimar, qui a été l'auteur de cette nouvelle. Il est arrivé ici, il y a huit jours, par la Suède, et va repartir pour Schleswig dans quelques jours. Le baron de Lutzow avait accrédité ce bruit, qui favorisait le projet qui l'a amené ici (comme je n'en doute pas), celui de travailler secrètement à la paix, en exagérant les forces

de l'ennemi et en faisant peur aux Russes. Lorsque j'ai nommé l'Angleterre à l'Empereur, il a oublié de m'avoir dit, qu'il ne fallait plus parler de l'argent que Votre Majesté a gardé, et m'a dit : « Mais ne croyez-vous pas que l'Angleterre trouvera à redire à la démarche du Roi, et qu'il en naîtra des difficultés pour les subsides, qu'elle paye à Sa Majesté? car dans le fait, cet argent n'est pas encore à moi, tant qu'il n'est pas arrivé dans mes États, et le commissaire anglais, auquel il est confié, a sans doute ordre de son gouvernement, de remettre la somme à mon trésor. » Cette objection était forte et ingénieuse; cependant, je fis semblant de ne pas y attacher une grande valeur, et je répondis que je ne le croyais pas, et qu'il serait facile à Sa Majesté Impériale d'empêcher que cela n'arrivât. J'étais sur le point d'ajouter, qu'il ne fallait pour cela qu'un ordre de sa part, pour le même commissaire, mais il me vint cette réflexion, que si l'Empereur refusait de faire cette démarche, il n'y aurait plus moyen d'y recourir, en cas de besoin, et qu'il valait mieux lui suggérer cette idée d'une autre manière, et de façon qu'elle parût venir de lui-même. Le reste de cet entretien n'offrit rien d'intéressant, et il y

régna de part et d'autre une certaine contrainte qui ne me fit pas désirer qu'il se prolongeât. . .

. . . . . .

Aussitôt que je fus sorti de chez l'Empereur, je me rendis chez l'ambassadeur d'Angleterre, marquis Douglas alors, maintenant duc d'Hamilton. Je crus important de le prévenir parce qui venait d'arriver, pour empêcher toute mauvaise impression que le ministère russe aurait pu lui donner. Je n'ai pu le trouver que le lendemain; il me parut fort aise que Votre Majesté eût cet argent, mais il n'était pas sans inquiétude sur l'effet que produirait, tant ici, qu'en Angleterre, le mode qu'elle avait choisi. Il craignait surtout que le commissaire anglais à Gothembourg aurait pu faire quelques difficultés, et que son rapport au gouvernement anglais ne représente cette affaire d'un manière défavorable. Nous convînmes, que si on lui en parlait ici, il insisterait sur la justice des prétentions de Votre Majesté, sur la modération qu'elle avait mise dans ses calculs, et sur l'urgence des circonstances qui n'admettaient point de délai.

L'ambassadeur d'Angleterre a été très-bien reçu à la Cour et à la ville. Il a les pouvoirs les

plus amples, et il a déclaré à l'Empereur, que si Sa Majesté voulait faire un plan d'opération contre la France, et s'il y avait moyen, à force d'argent, d'engager l'Autriche à prendre part à la guerre, il souscrirait à toutes les conditions qui seraient proposées à sa Cour.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 0 (21) avril 1807.

Les dernières nouvelles de l'Empereur, dont j'ai connaissance, sont du 31 mars (vieux style). Le courrier qui les a apportées, n'est arrivé qu'avant-hier, ayant été arrêté pendant deux jours, au passage de la Dwina, devenu impraticable par les glaçons qu'elle charriait. Sa Majesté se trouvait alors à Caméla, de l'autre côté du Niémen, avec le roi de Prusse. La reine était retournée à Memel, et l'Empereur comptait d'aller à son armée le 4 avril. Le quartier-général de l'armée russe était toujours à Bartenstein. Le baron de

Hardenberg avait eu le portefeuille des affaires étrangères, par une suite de la confiance qu'il a inspirée au cabinet de Pétersbourg. Pendant que l'Empereur sera à l'armée, le général de Budberg restera à Kœnigsberg. Les armées de part et d'autre se tenaient tranquilles, mais les avant-postes étaient aux mains fort souvent. Il arrivait journellement des renforts, tant à l'armée russe qu'à celle des Français, qui se retranchait jusqu'aux dents derrière la Passarge, occupant tous les passages de cette petite rivière, et fortifiant par de bons ouvrages, les ponts qu'elle y a jetés en plusieurs endroits.

On a appris par Vienne, que la victoire de l'amiral Duckworth, sur les Turcs, et l'apparition de la flotte anglaise devant Constantinople, n'ont pas eu les suites que l'on espérait. Cette flotte, on ne sait pas encore pourquoi, a quitté sa station, et a repassé les Dardanelles. Il en résulte que les Français sont toujours les maîtres à Constantinople, et que la réconciliation avec la Porte, que l'on désirait, et qui eût été si favorable à la cause des alliés, est différée de nouveau. On sait cependant, qu'il y a dans le divan même, un parti considérable, qui désire la paix avec la Russie,

et tant que l'on ne sera pas mieux instruit des raisons qui ont engagé l'amiral Duckworth à se retirer, on peut espérer encore que les affaires changeront de face.

NOTE DE L'AMBASSADEUR AU COMTE SOLTIKOFF.

Saint-Pétersbourg, le 17 (29) mai 1807.

Les canons que le Roi a cédés à S. M. l'Empereur étant marqués aux armes de Suède, ou du chiffre royal, Sa Majesté avait ordonné que ces signes distinctifs en fussent effacés, avant leur envoi en Russie. Le retard des postes vers la fin de l'hiver, et l'empressement du général commandant en Finlande, de se conformer aux intentions de Sa Majesté, en hâtant l'envoi des armes qui se trouvaient à Helsingforss, ont fait qu'il n'a reçu ces ordres, qu'après que le premier transport des canons avait déjà passé la frontière. Le Roi en ayant été informé, vient d'ordonner au soussigné

de demander au ministère de S. M. Impériale, que les armes et chiffres susmentionnés soient effacés de ces canons, avant que l'on en fasse usage, pour ne donner lieu à aucune méprise, et éviter qu'ils ne puissent jamais être confondus avec des trophées.

L'Empereur saura, mieux que personne, apprécier le sentiment qui a prescrit cette démarche au Roi, et le soussigné est assuré que le ministère de S. M. Impériale le mettra à même, incessamment, de mander à son souverain qu'elle a eu son plein effet.

L'ambassadeur profite de cette occasion, pour réitérer à Son Exc. M. le comte Soltikoff, l'assurance, etc., etc.

CURT. V. STEDINGK.

Réponse du comte Soltikoff à la note de l'ambassadeur de Suède.

Saint-Pétersbourg, le 8 juin 1807.

Le soussigné ayant porté à la connaissance de l'Empereur, son auguste maître, la note de M. le baron de Stedingk, en date du 17 (29) mai, vient d'être chargé d'exposer à Son Exc., le sentiment de S. M. Impériale, relativement au désir exprimé par cette note. L'Empereur en sait trop justement apprécier le motif, pour ne pas être prêt à s'y conformer, et les ordres convenables auraient déjà été donnés en conséquence, si la satisfaction que Sa Majesté éprouverait, en perpétuant à jamais le souvenir d'une marque d'ami-

tié éternellement précieuse à son cœur, ne lui avait suggéré un autre moyen plus convenable à cette vue, et également propre à obvier à l'inconvénient appréhendé par le Roi; il consisterait en une inscription en langue russe, qui serait gravée sur les canons, auprès des armes ou du chiffre de Sa Majesté suédoise, et dont le sens serait : Cédé par l'amitié de Sa Majesté suédoise, en 1807.

. . . . . .

ALEX. SOLTIKOFF.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 27 mai (8 juin) 1807.

Votre Majesté aura été informée, avant l'arrivée de ce très-humble rapport, que Dantzig a capitulé, que le garnison est sortie de la ville avec tous les honneurs de la guerre, et qu'elle a dû s'engager à ne pas servir d'une année contre la France. Cette nouvelle, quoiqu'elle n'ait pas encore été publiée, nous est venue par plusieurs lettres particulières de Pillau, de Memel et de Kœnigsberg, qui toutes s'accordent sur les circonstances principales, de manière qu'elle paraît être hors de doute, et l'Empereur même s'en explique en ces termes, dans une lettre qu'il a écrite

à sa mère, en date du 12 (vieux style), quoiqu'il dise n'en avoir pas reçu encore un rapport officiel. Les mêmes lettres assurent que le corps commandé par le général Kamensky, qui avait été envoyé pour secourir Dantzig, est revenu à Pillau le 16, après avoir éprouvé un échec très-considérable, et s'être rembarqué à Weichselmûnde.

Cette conquête est si importante pour Buonaparte, et pour le succès de la campagne, que je suis étonné qu'on n'ait pas fait de plus grands efforts pour l'empêcher. Avec les renforts qui lui arrivent de toutes parts, et même de l'Espagne, il lui sera facile de tenir tête aux Russes, et d'étendre sa ligne d'opérations en Pologne. Les Polonais commencent à s'aguerrir, et le courage et la volonté ne leur manquent pas. Au milieu de ces succès, Buonaparte ne parle que de paix, mais cette paix, il voudra certainement en dicter toutes les conditions. J'ai vu la réponse que M. de Talleyrand a faite au général de Saint-Vincent, au sujet de la médiation que la cour d'Autriche a offerte aux puissances belligérantes. Elle est conçue dans les termes les plus modérés et les plus honnêtes. Il n'y a qu'une phrase qui paraît indiquer beau-

coup de méfiance de la Russie. Le comte de Finkenstein a fait connaître aussi au ministère autrichien, à Vienne, que Buonaparte avait fait, de nouveau, des propositions de paix à Sa Majesté Prussienne. La réponse du Roi avait été analogue à ses derniers engagements avec la Russie et l'Angleterre : il avait demandé la restitution de ses États, la dissolution de la ligue du Rhin, et que tous ces objets, et ceux qui concernaient une paix générale, puisque sous aucune condition, il n'entendrait à une paix séparée, fussent traités dans un congrès, qui serait tenu à Copenhague, où les plénipotentiaires de toutes les puissances belligérantes seraient admis, et où le roi de Danemark et peut-être aussi Votre Majesté, seraient priés de se charger du rôle de médiateurs. Buonaparte n'avait pas entièrement rejeté la proposition du congrès, mais avait observé que celui de Munster avait duré dix-huit ans, sur quoi le roi avait répondu, que si la France n'y mettait obstacle, celui de Copenhague ne durerait pas dix-huit semaines. J'ai vu la dépêche du comte de Stadion, qui contenait ces notions. Il y était dit aussi, que le comte de Finkenstein lui avait communiqué la dernière convention entre la Russie

et la Prusse. Elle se réduisait à quatre articles principaux :

1° Alliance offensive et défensive ;

2° Restitution de tous les États qui formaient la monarchie prussienne en 1805 ;

3° Établissement d'une fédération, qui assurât à la maison de Prusse une influence majeure dans le nord de l'Allemagne, et à la maison d'Autriche dans le midi, et qui consolidât la puissance prussienne, en lui donnant une frontière plus militaire, non par de nouvelles conquêtes, mais par des arrondissements et des échanges avec les alliés de la France ;

4° Dédommagement pour l'Autriche des pertes qu'elle a éprouvées dans ses dernières guerres avec la France.

Ce dernier article n'a visiblement pour objet qu'à se rendre la cour de Vienne favorable, et à l'engager de prendre part à la guerre. Il y a certainement bien loin de ces stipulations aux projets de Buonaparte, et malheureusement, sans parler des moyens, il règne plus d'unité et d'accord dans l'exécution de ses plans, que dans celle des alliés.

L'Empereur vient d'établir son quartier à Til-

sit, ce qui a fait dire qu'il allait revenir ici incessamment; mais des gens qui connaissent bien l'Empereur m'ont assuré qu'il n'en fera rien, et qu'il n'a quitté le quartier général de Bartenstein que pour être moins tourmenté par la désharmonie qui régnait entre les généraux et ministres prussiens et russes, et qui doit avoir été au point que le général de Bennigsen a voulu donner à toute force sa démission. C'était une suite nécessaire du séjour de l'Empereur à l'armée. A Pétersbourg les brigues des courtisans étaient moins pernicieuses, et ne pouvaient entraver les opérations des généraux qu'à un certain point. Transportées dans l'armée même, elles ont des conséquences plus promptes et plus funestes.

L'Empereur va, dit-on, rassembler sur le Niemen l'armée de réserve, dont on aura bientôt grand besoin. Elle sera composée d'une division de nouveaux régiments, qui ont été formés à Wilna, d'une autre de même composition rassemblée à Twer, de dix mille chasseurs rassemblés de toutes les provinces. Le reste de cette armée, que l'on veut porter à soixante mille hommes, sera tiré de la milice; mais supposé que l'on puisse armer et équiper ces troupes de nouvelle levée, elles ne

seront pas de longtemps d'un grand service, d'autant plus que le nombre d'officiers instruits est plus rare en ce pays-ci qu'en tout autre, et que les jeunes gens, même ceux qui sortent des écoles militaires, où ils ont tous les genres d'instruction, se négligent bientôt, et manquent d'application et d'encouragement. Je suis convaincu que la supériorité des Français vient bien moins de leur nombre et de leur courage que de la grande intelligence et de l'ambition de leurs officiers et bas-officiers. L'inaction des armées russes pendant que l'ennemi se fortifie tous les jours, et accumule ses avantages, est une chose surprenante, et qui ne peut s'expliquer que de cette manière. Quant au général de Budberg, ce n'est pas un homme à réparer les maux d'un état, et certainement les négociations, tant qu'il les dirigera, n'iront pas mieux que les opérations militaires. On dit cependant qu'il se maintiendra dans son poste, et que sa partie adverse pourra le contrarier, mais ne parviendra pas à le déplacer. C'est que l'Empereur ne revient pas facilement de son opinion, et que la médiocrité même d'un ministre peut le soutenir auprès d'un prince de son caractère.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 1 (13) juin 1807.

Mes derniers très-humbles rapports sont partis mardi dernier par le courrier Cronland.

Quoique je ne doute pas que Votre Majesté n'ait reçu longtemps avant l'arrivée de ce très-humble rapport les détails de la capitulation de Dantzig, j'ai l'honneur d'en joindre ici une copie, que nous n'avons reçue que hier au soir. Nous avons été informés en même temps que le général de Bennigsen s'était porté en avant, et avait remporté un avantage assez considérable sur le maréchal Ney, qui était posté avec une partie de son corps d'armée sur la rive droite de l'Alle. Les Rus-

ses ont pris Gutstadt, où ils ont trouvé quelques magasins. Ils ont fait mille prisonniers, parmi lesquels un officier général dont le nom ne m'est pas connu, et une vingtaine d'officiers. On dit que les Français en ont perdu autant en tués et blessés, et la perte des Russes a été peu considérable. D'un autre côté, l'aile gauche de l'armée russe, qui se trouve entre le Bug et la Narew, avait été attaquée par le maréchal Masséna, et l'avait repoussé sans rien perdre du terrain qu'elle occupait. Après ces actions, qui pourraient bien être des préludes à d'autres plus importantes, le général de Bennigsen avait transféré son quartier général à Heilsberg.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI

Saint-Pétersbourg, le 7 (19) juin 1807.

L'affaire de Gutstadt, dont j'ai eu l'honneur de faire mention dans mon dernier très-humble rapport du 1er juin (13), a eu lieu le 24 mai (vieux style), et a été suivie le lendemain de plusieurs moindres combats, où l'armée russe a eu l'avantage sur tous les points. Le résultat de ces deux journées a été que les Français ont perdu un général nommé Roger, soixante officiers et mil six cents hommes en prisonniers, et au moins deux mille en tués et blessés. La perte des Russes avait été peu considérable. Le général Doctoroff avec sa division a eu la plus grande part au succès, et le

régiment de chasseurs des gardes, qui en était, s'est comblé de gloire. Le comte de Saint-Priest l'aîné, qui le commandait, a eu la jambe cassée, et son jeune frère, l'enseigne, a été tué. Le comte Osterman-Tolstoy a été blessé, mais légèrement. Le jeune comte Strogonoff, ministre adjoint, qui se trouvait comme spectateur à ces affaires, a trouvé moyen de s'y distinguer d'une façon toute particulière. Voyant les Français en pleine retraite sur l'Alle, il a demandé au général de Bennigsen deux régiments de Cosaques, avec lesquels il a passé cette rivière à la nage, a fait près de cinq mille prisonniers et a pris deux canons et les équipages du maréchal Ney, de manière que son premier début dans la carrière militaire a été on ne peut pas plus brillant.

Il était impossible que ces affaires ne fussent bientôt suivies d'une autre de plus grande conséquence. Buonaparte voyant la division de Ney repoussée, et les Russes maîtres de tout le terrain entre l'Alle et la Passarge, ne tarda pas à passer cette dernière rivière avec des forces très-considérables, et à attaquer l'armée russe sur tous les points. Le général de Bennigsen, qui s'était avancé avec son centre pour l'expédition de Gutstadt, ne

fut pas trompé par les démonstrations que Buonaparte fit sur les deux ailes de son armée, et jugeant que son attaque principale serait dirigée contre le centre, il se replia pour occuper un terrain entre Heilsberg et Gutstadt, qu'il avait choisi et préparé pour y recevoir l'ennemi. Il y fut attaqué par Buonaparte le 28 avec toute l'impétuosité française, mais sans que les Russes cédassent un pouce de terrain. Les Français perdirent beaucoup de monde, attaquant avec une rage sans égale, qui était augmentée encore par les liqueurs fortes qu'on leur avait distribuées avant l'action. Repoussés toujours, on ne peut pas évaluer leur perte en tués et blessés à moins de huit mille hommes, et les Russes ont fait dans cette journée trois mille six cents prisonniers. Il en a coûté la vie au brave général Koschin, et trois autres généraux ont été grièvement blessés. Quoique l'on n'ait encore aucun détail sur cette bataille, on sait cependant que les Russes n'ont pas perdu quatre mille hommes en tués et blessés. M. d'Oseroff, premier aide de camp du grand duc Constantin, qui a apporté ces nouvelles hier après midi, dit avoir entendu une forte canonnade le 30, quand il se trouvait à quelques lieues de l'armée, et on

débite, mais sans autre preuve que l'obstination que Buonaparte est accoutumé à mettre dans ses projets, que ce soir-là et le suivant il y a eu des affaires majeures. Je suis fort tenté d'y croire, et nous ne pouvons pas tarder d'en recevoir la nouvelle, qui parviendra à Votre Majesté par des voies plus directes. Il me semble aussi que l'on peut être sans inquiétude sur l'événement, puisque le général de Bennigsen me paraît réunir au plus haut degré la prudence avec cette pénétration et ce coup d'œil militaire, qui décident le plus souvent de la victoire.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 13 (25) juin 1807.

J'ai l'honneur d'informer Votre Majesté qu'il y a eu, le 2 juin (vieux style), une bataille générale à Friedland, où les Russes ont résisté pendant seize heures, mais dans laquelle à la fin leur centre a été enfoncé, et où ils ont fait une perte considérable en tués et blessés. Le général de Bennigsen s'était retiré d'abord à Wehlau, d'où il a écrit à l'Empereur que son armée n'était pas du tout découragée de l'échec qu'elle venait d'éprouver ; qu'elle n'avait perdu ni drapeaux, ni artillerie, à l'exception de sept canons démontés que l'on avait jetés dans la rivière, mais qu'il avait

perdu tant d'officiers et de généraux, qu'il se trouvait hors d'état de rien entreprendre, et qu'il allait se retirer à Tilsit, et vraisemblablement derrière le Niemen. L'Empereur était à Olita, et il allait avoir une entrevue avec le roi de Prusse à Schaul, terre du comte Souboff. On dit que la famille du roi de Prusse se transportera à Riga, et il paraît hors de doute que Kœnigsberg et Pillau sont déjà au pouvoir des Français. La consternation a été grande un moment, et on veut savoir qu'il a été question de demander un armistice à Buonaparte ; mais on a renoncé bientôt à cette idée, et l'Empereur doit être plus décidé que jamais à poursuivre la guerre.

Voilà tout ce que nous savons jusqu'à présent d'un événement dont les suites pourront être très-funestes pour ce pays-ci, et il est probable que nous n'en serons jamais instruits bien exactement, si ce n'est par les résultats. Les dernières nouvelles de l'Empereur étaient du 6.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 14 (26) juin 1807.

. . . . . .

. . . . . .

Les derniers jours du mois de mai (vieux style), et les premiers de ce mois-ci ont été remarquables par de grands événements militaires. Votre Majesté sait, qu'après une inaction de quatre mois, employés de part et d'autre à se fortifier et à préparer de nouveaux moyens, le général de Bennigsen avait repris l'offensive, et avait attaqué avec succès la division du maréchal Ney à Gutstadt le 24 et le 25. Ce mouvement était central, et aurait exigé que les deux ailes de l'ennemi fussent atta-

quées en même temps, ou du moins contenues. Cette opération n'ayant pu s'effectuer, il en est résulté que l'armée russe a dû replier son centre, et se retirer jusqu'à Heilsberg, où elle a été attaquée le 29 par Buonaparte, et où elle a non-seulement repoussé l'ennemi en lui causant une perte considérable, mais l'a poursuivi pendant une lieue. On a célébré ici cette victoire samedi dernier par un *Te Deum* au palais d'hiver, où le corps diplomatique était invité. Le même jour on reçut la nouvelle que tandis que l'ennemi était repoussé à Heilsberg, son aile avait pénétré du côté de Brounsberg, et se portait avec rapidité sur Kœnigsberg, ce qui avait obligé le général de Bennigsen d'aller occuper à Friedland la même position qu'il avait choisie après la bataille de Preussisch-Eylau, pour couvrir cette capitale. Il y a été suivi par l'armée française, et il s'est donné à Friedland, le 2 juin, une bataille terrible, qui a duré pendant seize heures, et où, après les plus grands efforts de part et d'autre, le centre de l'armée russe a été enfoncé. Nous ignorons les détails de cette sanglante journée, mais nous savons que l'armée russe s'était retirée d'abord à Wehlau, et ensuite à Tilsit, que sa perte en soldats et officiers était

très-considérable, mais qu'elle n'avait perdu ni drapeaux, ni canons, à l'exception de quelques pièces démontées que l'on avait jetées dans la rivière. On dit que le général de Bennigsen est tombé malade au milieu de l'action, et le général Buxhœfden, qui était ici, et qui avait quitté le service, a reçu les ordres de se rendre en toute diligence chez l'Empereur. Les dernières nouvelles de S. M. Impériale, dont j'aie connaissance, sont du 6. Elle se trouvait alors à Olita, et on prétend qu'elle devait avoir une entrevue avec le roi de Prusse à Schaul, terre du comte Souboff. Par le mouvement rétrograde de l'armée russe, Kœnigsberg et Pillau vont indubitablement tomber au pouvoir des Français. On assure même que la famille de S. M. Prussienne s'est déjà mise en chemin pour Riga, et le même coin de terre va présenter le triste spectacle de deux grands souverains dépouillés entièrement de leurs états : l'un par la révolte de ses sujets, et l'autre par la force des armes.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 18 (30) juin 1807.

Nous sommes toujours ici dans la même ignorance comme par le passé, sur les détails de la bataille de Friedland ; le public n'est instruit de rien, et le ministère ne nous a rien communiqué à ce sujet : mais nous savons par les bruits publics qu'il a été conclu le 9 juin, vieux style, un armistice entre les deux armées, qui durera un mois et qui ne pourra cesser qu'après avoir été dédit un mois d'avance. Il a été signé par le prince Labanoff-Rostoffsky, et le général Papoff. Le premier avait été envoyé au quartier général français, un ou deux jours après la bataille, et

on lui a associé ensuite le général Papoff. Les conditions nous sont inconnues, les uns disent que Buonaparte a exigé que toutes les forteresses prussiennes, y compris Memel, lui soient rendues, et que cela avait été accordé. D'autres prétendent, avec plus de probabilité, que le Niémen servira de ligne de démarcation ; mais de tout cela, il n'y a de certain que l'armistice, qui durera au moins deux mois. Le reste est conjecture. On parle aussi, et cela me paraît assez probable, d'ouvertures de paix faites par Buonaparte, et de négociations entamées à ce sujet. On veut savoir que le Roi de Prusse sera rétabli dans ses États ; mais il est impossible d'espérer que ce soit à des conditions qui lui assurent son indépendance.

Königsberg avait été occupée par les Français, la nuit du 2 au 3, et des 12,000 blessés qui s'y trouvaient, une grande partie doit nécessairement être tombée entre leurs mains.

D'après les dernières nouvelles de l'Empereur, Sa Majesté était à Schaul, chez le prince de Souboff, où plusieurs généraux qui n'avaient pas été employés, tels que le général de Suchtelen, le prince Gallitzin, ont reçu l'ordre de se rendre promptement. Le général Buxhöfden doit être destiné à

commander l'armée de réserve, et quoique le général de Bennigsen soit toujours fort incommodé de la gravelle, je n'ai pas entendu dire qu'il soit question de lui ôter le commandement. Le malheur a voulu qu'une forte attaque de cette incommodité l'a pris le jour de la bataille de Friedland, et il se peut que cette circonstance ait influé sur le sort de cette journée. La perte que les Russes y ont faite a sans doute été exagérée, lorsqu'on l'a portée à 40,000 hommes. Si cela était, il leur resterait toujours une armée considérable, mais pour peu que Buonaparte ne se rende pas trop difficile sur les conditions, je regarde la guerre comme terminée, pour le moment.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 9 (21) juillet 1807.

L'Empereur est arrivé jeudi à onze heures du soir. Sa Majesté est allée le lendemain matin avec les deux Impératrices à l'église de Cazan, et elle a demeuré depuis ce temps-là au palais de Tauride, ou la Cour s'était établie depuis le retour de la belle saison. Dimanche passé, vers le soir, l'Empereur est allé à Oranienbaum et à Cronstadt, pour donner ses soins aux blessés, qui y sont arrivés par mer en grande quantité. Le grand duc Constantin était attendu hier, mais je ne sais pas s'il est arrivé.

La paix avec la Prusse doit être signée en ce

moment. Ce pays va être rogné et taillé, de manière à ne plus le reconnaître. Au milieu de ces calamités publiques, je ne cesse de faire des vœux pour ma patrie, dont le salut est inséparable de celui de Votre Majesté, et j'ai trop de confiance en la justice et la bonté divines, pour ne pas espérer de les voir exaucés.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 16 (28) juillet 1807.

Ce n'est pas le général Lauriston, comme je l'avais mandé à M. le baron d'Ehrenheim, mais le général Savary, qui est arrivé ici vendredi dernier, pour complimenter l'Empereur et la famille Impériale, de la part de Buonaparte, à l'occasion du rétablissement de la paix. Il doit aussi, à ce que l'on dit, préparer la voie à l'ambassadeur que l'on attend; le général de Budberg n'est pas encore de retour, et aucune communication ne m'étant faite par le ministère, ce n'est que des bruits publics que je puis avoir l'honneur d'entretenir Votre Majesté. Aussitôt que j'apprendrai

quelque chose de certain sur les grands événements qui viennent de se passer, j'aurai l'honneur d'en informer Votre Majesté par un courrier extraordinaire.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 26 juillet (7 août) 1807.

Ce n'est pas sans les plus vives inquiétudes que j'ai appris, par les gazettes, que les hostilités avaient recommencé en Poméranie; le combat est trop inégal, pour pouvoir en espérer une bonne issue. Ne pouvant remédier aux dangers auxquels Votre Majesté se trouve exposée, je voudrais pouvoir les partager: l'éloignement où je me trouve de Votre Majesté en ce moment-ci, est pour moi le plus grand des maux, d'autant plus que mes services ici lui sont de peu d'utilité.

J'ai eu l'honneur de voir l'Empereur à la fête de Peterhoff, lundi dernier. Sa Majesté m'a traité

avec beaucoup de bonté, mais la foule était si grande, qu'il n'y avait pas moyen d'avoir un entretien. Le temps a favorisé les illuminations, qui étaient fort belles.

M. de Budberg était revenu la veille, mais étant indisposé, il n'a pas paru à la fête. L'Empereur lui a donné ce jour-là le cordon bleu, le prince Labanoff a eu le cordon d'Alexandre, et le comte de Liéven a été fait lieutenant-général.

Le général Savary doit avoir reçu un courrier avec la nouvelle d'un combat désavantageux pour nous à une lieue de Stralsund, et du blocus de cette place, qui serait suivi immédiatement d'un siége formel.

Il règne toujours le même silence de la part du ministère de Russie, sur tout ce qui a été conclu et arrangé à Tilsit. La Prusse y a mis moins de mystère, et il faut espérer que depuis l'arrivée de M. de Budberg, nous serons mieux informés.

NOTE DE M. DE BUDBERG.

Par ordre exprès de S. M. l'Empereur, son auguste maître, le soussigné ministre des affaires étrangères a l'honneur de transmettre à M. le baron de Stedingk, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. le Roi de Suède, une copie du traité de paix conclu à Tilsit entre la Russie et la France, le 25 juin (7 juillet) dernier, et ratifié de part et d'autre, le surlendemain de ce jour. Le soussigné prie son excellence M. l'ambassadeur, de vouloir bien communiquer cet acte à son auguste cour.

L'Empereur, tout en appréciant l'énergie et la loyauté avec lesquelles Sa Majesté le Roi de Suède a constamment défendu les intérêts de la cause commune, avait pensé qu'en considérant le changement notable qui vient de s'opérer dans les

affaires générales de l'Europe, Sa Majesté se déterminerait également de son côté à ne plus prolonger l'effusion du sang humain sur le continent, et qu'à cet égard elle jugerait dans sa sagesse devoir tirer parti des communications que le soussigné a eu l'avantage d'adresser à M. le secrétaire du cabinet de S. M. M. de Wetterstedt, en date du 28 juin passé. Telles étaient du moins les espérances qui animaient S. M. Impériale, lorsqu'elle munit le soussigné des ordres dont il s'acquitta à cette époque; ce n'a donc pu être qu'avec un sentiment pénible que S. M. Impériale a observé par la réponse de M. de Wetterstedt, qui est parvenue au soussigné le 1 (13) août, par l'entremise de son excellence M. l'ambassadeur baron de Stedingk, que S. M. le Roi de Suède n'a point jugé à propos d'envisager l'état actuel des choses sous le même point de vue, et que par là S. M. Impériale se trouve frustrée de l'espoir de contribuer au rétablissement de la paix générale sur le continent.

Le soussigné saisit cette occasion, etc., etc.

A. DE BUDBERG.

Saint-Pétersbourg, le 6 août 1807.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 13 (25) août 1807.

. . . . . .

. . . . . .

M. de Blacas est venu me voir hier matin. Il était arrivé la veille : toutes les nouvelles qu'il m'a données de Stralsund n'ont fait qu'augmenter mon affliction. Par celle que j'éprouve je juge de ce que doit souffrir la Reine et toute la famille de Votre Majesté, et ces paroles de l'Écriture sainte, j'ose les adresser à Votre Majesté : Seigneur, ayez pitié de nous.

Il ne s'est rien passé de nouveau ici, et je ne suis guère en état de m'occuper d'autres idées,

que celles de la situation où Votre Majesté se trouve, et qu'elle ne peut pas prolonger sans rendre malheureuses toutes les personnes qui lui sont le plus fidèlement attachées.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 24 août (5 septembre) 1807.

Le consul anglais à Pétersbourg, M. Scharp, est arrivé samedi dernier de Londres avec les dépêches que lord Gower attendait depuis longtemps, et qui contiennent la réponse sur l'offre que la cour de Russie a faite de sa médiation pour la paix entre la France et l'Angleterre. Ce même courrier a apporté aussi la nouvelle que les troupes anglaises avaient effectué leur descente dans l'île de Seeland, et que le bombardement de Copenhague allait commencer. La lettre de l'amiral Gambier à l'ambassadeur était du 23 août, mais le brick qui a amené M. Scharp, retenu par les vents con-

traires, n'avait pu mettre à la voile que le 25, et alors les bombes des Anglais avaient déjà mis le feu en plusieurs endroits de la ville. Cet événement, auquel personne ne s'attendait, a fait ici la plus grande sensation. Accoutumé à beaucoup de lenteur et d'indécision de la part du cabinet de Saint-James, on ne le croyait pas capable d'une résolution aussi vigoureuse*. M. de Budberg en est démonté complétement, et le ministère russe ne sait quel parti prendre. On a délibéré dans le conseil de mettre l'embargo sur les vaisseaux anglais, et le séquestre sur les propriétés anglaises; mais cette mesure, qui n'aurait fait qu'accélérer les hostilités avec l'Angleterre, a été rejetée par le plus grand nombre, et il a été arrêté de se borner pour le moment à faire, par une note, des représentations à lord Gower sur l'irrégularité et l'injustice du procédé de sa cour envers une puissance, unie avec la Russie par les liens les plus

* En moins de six semaines après la paix de Tilsitt, l'article secret de cette paix relativement à la flotte danoise, qui devait être remise à la France, était connu à Londres, une flotte formidable équipée, un corps d'armée embarqué. Cette flotte, partie des ports anglais, arrive dans le Sund, et le bombardement de Copenhague commence.

(*Note de l'Éditeur.*)

étroits. Cette note, qui ne changera rien à la situation des affaires, puisque l'Angleterre ne peut pas se désister de son entreprise sans courir de grands risques, et sans exposer la Suède à de nouveaux dangers, est conçue en termes fort modérés, à ce que m'a dit lord Gower, et elle a été envoyée à Londres mercredi dernier. Dans une conférence qu'il a eue depuis avec le baron de Budberg, pour lui faire part des dépêches qu'il venait de recevoir par M. Scharp, il a trouvé que le ton de ce ministre s'était radouci beaucoup, et il n'a pas du tout été question du siége de Copenhague. Quelques jours avant, ayant demandé des explications sur certains articles du Traité de paix de Tilsit, et témoigné des inquiétudes sur des liaisons qui pourraient exister entre ce cabinet et celui de Saint-Cloud, au préjudice de sa cour, M. de Budberg lui répondit sèchement qu'il n'était pas autorisé de s'expliquer plus amplement à ce sujet qu'il n'avait fait. . . . . .
. . . . . Le courrier russe est arrivé pendant que l'Empereur faisait sa promenade. M. Savary, qui en fut informé, se rendit sur-le-champ à Kamini-Ostrow, chez le comte Tolstoy, disant qu'il avait une lettre à remettre à

l'Empereur de la part de Buonaparte; et se trouvant là lorsque S. M. descendit de cheval, il obtint une audience dans laquelle les Anglais n'auront pas été ménagés.

Lord Gower m'avait écrit samedi passé que Stralsund avait capitulé le 17. Cette nouvelle lui était venue par M. Scharp, qui disait qu'un officier suédois, arrivé en courrier, l'avait apportée à l'amiral Gambier. J'en fus stupéfait, non que je ne m'attendisse à ce malheur, mais parce qu'il ne me disait rien de Votre Majesté. M'étant rendu en grande hâte chez l'ambassadeur, j'appris que Votre Majesté était dans l'île de Rugen avec la majeure partie de ses troupes, et je revins moins désolé, ayant craint un malheur encore plus grand.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 6 (18) septembre 1807.

Lord Gower envoyant un courrier aujourd'hui, j'en profite pour informer très-humblement V. M. que cet ambassadeur, après le refus du ministère russe de lui communiquer les articles secrets du traité de Tilsit, lui a déclaré que l'Angleterre ne pouvait pas accepter la médiation de la Russie. Tant que le comte Soltikoff avait eu les conférences, il y avait mis tant d'honnêteté et de ménagement que lord Gower crut pendant quelques instants à la volonté de cette cour de conserver ses liaisons avec l'Angleterre; mais il n'en est pas de même depuis la nomination du comte Ro-

manzoff, qui a toujours été un antagoniste de l'Angleterre, et qui a manifesté ces sentiments aussi souvent qu'il l'a pu. Aussi, tout ce qu'il y a de Français ici triomphe de ce changement comme d'une victoire. Le comte Romanzoff avait ambitionné cette place depuis fort longtemps, mais ou ne croyait pas qu'elle pouvait jamais lui tomber en partage. Il ne s'y attendait pas lui-même, lorsque l'Empereur entra dans son cabinet avec le portefeuille, et le pria avec beaucoup d'instances et en l'embrassant, de vouloir bien s'en charger. Il se fit prier quelque temps, mais accepta enfin, sous condition de garder en même temps son département du commerce, dont tous les négociants voudraient le voir éloigné. Le portrait que j'ai fait de lui, dans ma très-humble dépêche précédente, (en était) est extrêmement flatté, et j'ai exagéré toute ses bonnes qualités, pour lui faire un compliment; mais dans le vrai, il ne possède que les formes, et il manque de toutes les qualités essentielles que sa place exige. Il a fait beaucoup de protestations à l'ambassadeur d'Angleterre, sur le désir de S. M. l'Empereur de se maintenir en bonne intelligence avec l'Angleterre, et procurer à cette puissance une paix avantageuse; mais il lui a fait connaître

en même temps, non par écrit, mais verbalement, qu'il ne pouvait pas lui communiquer les articles secrets du traité de Tilsit. Cependant, le mystère qui les couvre se dévoile de plus en plus, et, s'il est vrai que la flotte russe transporte les Français du royaume de Naples, pour les mettre en possession de la république des Sept-Iles, c'est une lâcheté, et un abandon de tous ses principes politiques, que l'imagination a peine à attendre. *Après cela il ne faudrait pas s'étonner si l on en vint à faire cause commune avec la France contre la Suède.* On en parle beaucoup dans le public et en particulier, et il est certain que les Français s'en vantent. On dit même qu'un courrier russe, envoyé en droiture à V. M., est porteur d'une dépêche, pour lui demander de se déclarer contre l'Angleterre. Les officiers des gardes sont avertis sous main, qu'*ils pourraient rentrer en campagne incessamment. Tous les régiments qui étaient en Finlande y sont renvoyés en diligence avec quelque artillerie, et on dit qu'un corps de 40,000 hommes, composé en partie de milice, va se rapprocher de ces cantons**. Ces indices seraient encore trop faibles

* L'on voit par cette dépêche que l'ambassadeur avait pré-

pour causer de l'alarme, si l'influence qu'a gagnée M. de Savary sur l'esprit de l'Empereur ne faisait pas tout craindre ; cette influence est au point que Sa Majesté s'entretient avec lui de toutes les affaires, et plus qu'avec aucun de ses ministres. Il dîne à la cour deux ou trois fois la semaine, et, après le repas, ce sont des conversations qui durent quelquefois plusieurs heures. Il va chez l'Empereur quand il veut, par le moyen du comte Tolstoy, grand-maréchal de la cour. Cette intimité déplaît infiniment aux Russes, et augmente la crainte d'une guerre avec l'Angleterre et la Suède. Le cours de change est plus bas qu'il n'a été depuis que j'ai été ici, et jamais je n'y ai vu un mécontentement aussi universel. Le général comte Tolstoy, à son retour de Moscow, où tout le monde lui a jeté la pierre, a fait des difficultés d'aller à Paris. Sa femme est au désespoir de ce voyage et s'y oppose fortement, mais l'Empereur en ayant montré beaucoup de mécontentement, le général n'a pas osé désobéir, quoiqu'il diffère encore son dé-

venu le Roi de la guerre qui se faisait contre lui, déjà au mois de septembre 1807, et ainsi *six mois* avant qu'elle éclatât.

(*Note de l'Éditeur.*)

part sous prétexte de maladie. Sa suite part ces jours-ci.

En voyant clairement que l'horizon se charge de nouveaux nuages, il n'est pas aisé de juger de quel côté l'orage éclatera. L'entreprise des Anglais sur Copenhague augmente encore l'obscurité. Le succès pourra la justifier, mais elle ne compromet pas moins la sûreté des provinces méridionales de la Suède, et le Danemark, livré aux Français, deviendra un voisinage fort dangereux pour elle. Ce que disent les Danois est très-vrai, qu'après avoir perdu leur capitale et leur flotte, ils redeviendront des maîtres chez eux dans six semaines d'ici, et qu'aidés des Français ils empêcheront bien les Anglais de revenir chez eux. Dans ces circonstances, je prévois que Votre Majesté ne tardera pas de revenir en Suède, et d'y faire retourner les troupes qui gardent encore l'île de Rugen.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 13 (25) septembre 1807.

Dans la conférence que j'ai eue avec le comte Romanzoff, ce ministre a été fort poli, mais il ne s'est expliqué qu'en termes vagues sur les affaires, disant qu'il n'avait pas encore eu le temps de se mettre au fait. Sa nomination est, dit-on, approuvée par le parti qui désirerait un changement dans le système pacifique actuel de la Russie, par la raison qu'on croit qu'il a du crédit sur l'esprit de l'Empereur, et qu'étant des amis de l'Impératrice douairière, l'influence de cette princesse augmentera.

Un courrier arrivé de Corfou a apporté la nou-

velle que les troupes russes allaient évacuer les Sept-Iles, et que les Français en prendraient possession incessamment. On dit que l'amiral Siniawin ayant reçu les ordres de transporter les troupes françaises dans ces îles, a représenté qu'il ne pouvait point s'en charger, parce qu'il était observé continuellement par une flotte anglaise supérieure en force.

La guerre avec les Turcs continue, et l'armistice dont on était convenu n'a duré qu'un instant. Les Turcs, alarmés des nouvelles qui leur viennent de la Grèce, qu'il doit être question de la mettre sous la protection du royaume d'Italie, ne veulent entendre à aucun accommodement. Les Serviens refusent de même de poser les armes. Ils venaient de conclure une convention avec la Russie de fournir 50,000 hommes pour la guerre contre les Turcs et la France, et, lorsque l'envoyé de Russie, M. Rodofinikin, leur a déclaré que l'Empereur avait fait sa paix, et qu'il les abandonnait, ils ont arrêté M. Rodofinikin, et veulent le garder en otage jusqu'à ce que la Russie ait rempli ses engagements.

NOTE DE LORD GOWER.

Remise le 18 septembre 1807.

Le soussigné, ambassadeur de S. M. Britannique, a l'honneur d'accuser réception de la note que S. E. M. le comte Romanzoff lui a adressée, en date du 11 de ce mois. Il ne tardera pas à la transmettre à sa cour, mais les inculpations qui y sont contenues contre le Gouvernement Britannique imposent au soussigné le devoir de prier S. E. de vouloir bien porter sans délai à la connaissance de Sa Majesté Impériale quelques observations qui puissent mettre dans leur jour véritable les démarches réciproques des deux puissances.

Quoique la célérité indispensable à l'exécution

des projets de précaution adoptés vis-à-vis le Danemark, ne permettait pas de communications antérieures, la note du soussigné en date du 21 août (2 septembre), bien loin de cacher les raisons qui avaient motivé cette expédition, les divulguait avec franchise, et l'explication en fut réitérée et accompagnée des détails plus que satisfaisants à l'occasion de la première conférence du soussigné avec le ministère du jour.

Les articles secrets du traité de Tilsit sont d'ailleurs encore inconnus à la cour de Londres, et le soussigné a vainement réclamé la communication des arrangements dont l'accomplissement développe chaque jour des objets peu conformes à l'esprit des anciennes alliances, et absolument préjudiciables aux intérêts dont le maintien fut jadis une partie essentielle du système russe. Est-ce donc à la Russie de se plaindre du secret, lorsque cette cour refuse nettement la seule explication qui aurait pu rassurer celle de Londres sur les intentions et les projets médités à son égard? *Ce silence, cette extrême réserve peut servir de preuve que le cabinet de Pétersbourg jugea lui-même que ces arrangements secrets étaient directement contraires aux intérêts de la Grande-Bretagne.*

Quant à la tranquillité de la Baltique, l'Angleterre n'y a jamais reconnu de droits exclusifs, et, quelles que fussent les prétentions de la Russie au titre de garant de la sûreté de cette mer, son silence, lors de la clôture des ports au pavillon britannique, de Lubeck jusqu'à Memel, paraissait en être l'abandon ouvert. Le soussigné saisit cette occasion, etc.

Lord GOWER.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 20 septembre (2 octobre) 1807.

A la suite d'une note que lord Gower avait reçue de M. le comte Romanzoff, au sujet des derniers événements de Copenhague, l'alarme s'était répandue parmi les négociants anglais établis à Pétersbourg, et, par la crainte d'un embargo, plusieurs de leurs bâtiments, en chargement à Cronstadt, en étaient partis d'abord sans compléter leur cargaison. On a su depuis que cette appréhension n'avait été fondée que sur des aperçus erronés, et que lord Gower était rassuré entièrement à ce sujet. Cet ambassadeur a reçu un courrier de Vienne, pour l'informer que le com-

mandant de l'escadre anglaise qui bloque le port de Venise avait refusé d'y laisser entrer les troupes russes qui revenaient de Corfou. Le port de Trieste leur étant fermé également par les Autrichiens, on ne sait pas où les faire débarquer ; mais les raisons qui avaient engagé les Autrichiens à la fermeture de ce port n'existant plus, l'admission des troupes russes ne pourra pas éprouver de difficultés.

Le comte Tolstoy est parti pour sa mission à Paris depuis deux jours, et le général Savary doit avoir reçu déjà sa nomination d'ambassadeur à la cour de Pétersbourg ; mais il ne déploiera ce caractère qu'après l'arrivée du comte Tolstoy à sa destination.

J'ai eu l'honneur de recevoir hier les dépêches de Carlscrona du 13 septembre, et je me suis acquitté d'abord des ordres de Votre Majesté, en envoyant à M. le comte Romanzoff une copie de la convention conclue entre M. le baron de Toll et le général Brune. Dans les circonstances actuelles, il faut regarder comme un bonheur que l'évacuation de l'île de Rugen ait pu se faire sans la moindre perte et sous des conditions aussi honorables.

LETTRE DE M. DE ROMANZOFF A M. DE STEDINGK.

Le soussigné obéit aux ordres de l'Empereur, en portant comme il le fait, à la connaissance de Son Exc. M. le baron de Stedingk, ambassadeur extraordinaire et plén. de S. M. le Roi de Suède, les deux notes ci-jointes, qui ont été remises à lord Gower, et la réponse de cet ambassadeur à la dernière.

Les notes remises par ordre de S. M. Impériale ne laissent aucun doute sur la manière dont elle envisage la violence que vient de commettre l'Angleterre contre S. M. le roi de Danemark.

S. M. Impériale est prête à remplir ses promesses. Elle veut être fidèle aux engagements contractés avec les cours de Suède et de Danemark, par le traité de 1780 et celui de 1800, dont les articles

secrets portent les engagements réciproques et formels de poser pour principe et soutenir que la Baltique est une mer fermée, et de garantir cette mer et ses côtes de toutes hostilités, violences et vexations quelconques, usant pour y parvenir de tous les moyens qui sont en leur pouvoir.

L'Empereur est donc prêt à concourir aux mesures que la dignité, l'intérêt des trois cours du Nord, et les engagements qui les lient, exigent d'elles, et c'est à cette fin, que le soussigné prie M. l'ambassadeur de vouloir bien, sans délai, porter le contenu de cette note à la connaissance de sa cour, et lui faire part ensuite des déterminations de S. M. le roi de Suède sur cet objet important.

Le soussigné saisit cette occasion pour réitérer à S. Exc. M. le baron de Stedingk, etc., etc., etc.

Le comte NICOLAS ROMANZOFF.

Saint Pétersbourg, le 24 septembre 1807.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 28 septembre (10 octobre) 1809.

J'ai reçu mercredi dernier la note ci-jointe du comte Romanzoff, et je n'y ai pas fait d'autre réponse, que d'en accuser la réception, ainsi que des pièces qui l'accompagnent. Il y aurait eu cependant bien des choses à dire sur leur contenu, mais je n'ai pas osé me permettre de préjuger le sentiment de Votre Majesté, ni de m'expliquer avant d'y être autorisé. Les principes que cette cour réclame ont été soutenus par Votre Majesté avec beaucoup de fermeté et de courage, tant qu'ils étaient à soutenir, mais après l'abandon funeste que le ministère russe en a fait en

1801, au commencement du règne d'Alexandre, après celui, plus funeste encore, de ses alliés et de tous leurs droits, qui a été signé à Tilsit, je ne conçois pas comment la Russie peut songer sérieusement à faire revivre les stipulations de la neutralité armée, et la garantie de la sûreté de la Baltique. Il faut avouer que l'entreprise des Anglais sur Copenhague, est contre tout droit des gens, et qu'elle ne peut se justifier que par la nécessité; mais cette nécessité n'est que trop réelle, lorsqu'on a affaire à un ennemi qui ne respecte rien, et qui doit une grande partie de ses succès à la bonne foi violée et au renversement de tous les principes d'équité et de justice. Il est triste que l'on soit réduit à le combattre avec les mêmes armes, et les maux qui en résulteront pour l'humanité sont incalculables. Il se pourrait pourtant que la misère et tous les malheurs qui naîtront de ce système d'iniquité, forceront Buonaparte à s'arrêter, et lui démontreront la folie de son ambition et de ses projets de conquêtes. Si le Portugal est envahi par les Français, comme il va l'être, et que la guerre éclate entre l'Amérique et l'Angleterre, on ne verra bientôt plus aucun vaisseau en mer, qui ne porte pavillon anglais, ou qui n'appar-

tienne aux nations unies avec l'Angleterre, et je ne vois pas comment le Portugal, l'Espagne, la Norvége, et plusieurs autres pays, qui tirent leurs subsistances du dehors, pourront supporter cet état des choses, et comment les peuples soumis à la domination française pourront fournir aux frais immenses dont ils sont chargés, quand l'interruption du commerce maritime aura tari les sources de leurs richesses. Ces réflexions ont échappé à l'Empereur, lorsqu'il croit pouvoir se passer de l'Angleterre et heurter cette puissance impunément, ou plutôt il n'y réfléchit pas du tout et suit aveuglément l'impulsion qui lui est donnée par la France. Soit prévention ou crainte, aucun de ses ministres n'a auprès de lui l'accès et le crédit dont jouit M. Savary. Il dîne chez S. M. Impériale plusieurs fois la semaine. Les personnes de sa suite, et jusqu'aux courriers qui lui arrivent de France, jouissent de la même faveur. Cela étonne d'autant plus, qu'au dire de toutes les personnes qui connaissent cet envoyé, il n'est rien moins qu'aimable, et qu'il n'a pour lui qu'une figure soldatesque et beaucoup de hardiesse. Du reste, il se contredit sans cesse, soutenant le pour et le contre, et mêlant ses discours des propos les plus

bas et les plus insultants, même pour les Russes. Voilà le portrait que l'on m'en a fait, car malgré que nous nous sommes rencontrés deux fois, je n'ai pas été dans le cas d'en juger par moi-même. Ce qui est très-certain, c'est qu'à l'exception de quelques personnes qui sont dans l'obligation de le voir, ou qui se sont données à la France, il n'est reçu nulle part ; qu'il est mécontent du peu d'accueil qu'on lui fait, et que la nation est outrée de celui qu'il reçoit du souverain et de son frère. En tout, le mécontentement contre l'Empereur va en augmentant, et les propos que l'on entend de toute part sont effrayants. Les bons serviteurs, les amis de l'Empereur, en sont au désespoir ; mais il n'y a aucun parmi eux qui sache remédier au mal, et qui ait le courage de faire connaître à l'Empereur l'excès du danger où il se trouve. Ils disent qu'ils n'y voient pas de remède, que l'Empereur est obstiné dans son opinion, qu'il n'ignore pas les mauvais propos qui se tiennent, mais qu'il les attribue à des causes étrangères, aux millions que jettent les Anglais pour se faire un parti (ce qui est entièrement faux et un dicton de Savary), et que ne voulant que le bien de ses sujets, il n'a rien à redouter d'eux. Il n'est

que trop vrai, cependant, que dans les sociétés particulières, et même dans les assemblées publiques, on s'entretient souvent d'un changement de règne, et que l'on pousse l'oubli des devoirs au point de dire que toute la ligne masculine de la famille régnante doit être proscrite, et que l'impératrice Mère et l'impératrice Élisabeth, n'ayant pas les qualités requises, il faudrait mettre sur le trône la grande duchesse Catherine. Ce qui peut rassurer encore de quelque manière sur la trame d'un complot aussi horrible, c'est la publicité des discours, et le manque d'un chef capable de le conduire à sa maturité. L'armée n'est pas mieux disposée que le reste des sujets. Elle a beaucoup souffert, et a donné de grandes preuves de courage et de patience; et malgré cela, elle voit sa gloire éclipsée, et la paix rien moins qu'assurée, les Français occupant toujours les mêmes positions sur la frontière, prêts à fondre sur le pays au moindre mécontentement qu'on leur donnera.

Les milices que l'on avait formées avec promesse de les congédier à la paix, n'ont pas obtenu leurs congés. On les fait entrer au contraire, dans les régiments de l'armée pour les complé-

ter, et on va faire, à ce que l'on prétend, une nouvelle levée de recrues, de manière que les hommes ne manqueront point.

Dans la disposition où est l'Empereur, il ne faut que la moindre étincelle pour allumer la guerre avec l'Angleterre, qui deviendrait pour nous de la plus haute conséquence, et mettrait nécessairement Votre Majesté dans la nécessité d'opter entre les deux partis. La manière dont le comte Romanzoff m'a fait tenir sa dernière note, fait voir cependant que l'on n'a pas une intention bien décidée de pousser les choses à l'extrême, sans quoi il m'aurait invité à une conférence et m'aurait recommandé le secret; au lieu qu'en me l'envoyant sous enveloppe, on voit qu'il n'a fait cet office que par manière d'acquit. En attendant, on prend ici toute espèce de précaution pour se mettre à l'abri d'une attaque. On a élevé plusieurs batteries à l'entrée de la Néwa, à Wasili-Ostrow, et du côté de Galeerenhaven. On les garnit de grilles pour des boulets rouges, et l'Empereur, par un temps détestable, a été visiter ces ouvrages hier et aujourd'hui, pour s'assurer, avant son départ pour Witepsk, qui se fera demain, que la Capitale ne risquait

rien. Ces préparatifs font rire les uns, et alarment le plus grand nombre. On renforce la division de Finlande, et on fait marcher quelques nouvelles troupes vers cette province. Dans le public, on s'entretient d'une demande que Buonaparte doit avoir faite à l'Empereur, de laisser passer 50,000 Français, pour attaquer la Finlande Suédoise, mais que l'Empereur a refusé cette permission; mais malgré toutes les extravagances qui passent par la tête de Buonaparte, je ne crois pas à cette nouvelle.

Lord Gower m'a dit, que les habitants de la Seelande étaient excessivement mécontents de la conduite du prince royal, en les exposant au malheur qui vient de leur arriver, et que ceux de la Norvége faisaient mine de vouloir se séparer du Danemark, et continuer leurs relations amicales avec l'Angleterre. Quant au baron de Blome, il jette naturellement feu et flamme, et il cherche à exciter tout le monde contre l'Angleterre.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 3 (15) octobre 1807.

Le lieutenant Lind m'a apporté dimanche dernier au soir la dépêche de M. le baron de Wetterstedt du 27 septembre, et la nouvelle de l'heureux rétablissement de Votre Majesté m'a comblé de joie.

Lord Gower ignore apparemment la proposition de son gouvernement au sujet de la Seelande *, car il ne m'en a pas parlé, et il me montre trop de confiance pour ne pas s'en être

* Cette proposition était de remettre la Seelande entre les mains de la Suède.

(*Note de l'Éditeur.*)

expliqué avec moi. Cette proposition me paraît à moi extrêmement fallacieuse, et de l'exécution du monde la plus difficile. Après s'être rendus maîtres de Copenhague, et en avoir enlevé ce qui rendait cette conquête précieuse pour eux, les Anglais sentent toute la difficulté de la garder, et ne pouvant pas la rendre aux Danois, ils voudraient que Votre Majesté, qui n'a eu aucune part au bénéfice, se chargeât de tout le risque de leur entreprise. Il faut, disent-ils, vingt mille hommes pour garder la Seelande, et ce nombre est suffisant, je crois, tant qu'une flotte nombreuse peut garder toutes les avenues, mais en hiver, par des temps obscurs et orageux, une seule nuit suffit pour y passer huit ou dix mille hommes, qui peuvent résister assez longtemps pour donner le temps à un plus grand nombre d'arriver; et lorsqu'il faut se défendre contre l'ennemi et les habitants, que l'on a une grande ville à garder, et une retraite à couvrir contre des troupes aguerries comme le sont les Français, ce n'est pas avec vingt mille ni avec trente que l'on peut garder cette île, attaquée peut-être par cent mille hommes. D'ailleurs, comment être assuré que les petits détroits entre la Seelande et les îles de Moen

et de Falster ne gêleront pas en hiver ? Je ne dis rien du danger de s'attirer les Russes sur les bras, d'avoir la guerre à soutenir aux deux bouts opposés du royaume, de la division des forces qui en résulte, et de la nécessité d'observer au moins la Norvége par un corps séparé. Pour lever toutes ces difficultés, quels sont les efforts que fera l'Angleterre? Elle offrira vraisemblablement quelques subsides avec sa légion d'Hanovre. Ses flottes, au printemps prochain, reparaîtront dans la Baltique pour appuyer faiblement les opérations des armées de Votre Majesté, et en imposer à la Russie; mais malgré que cette dernière puissance souffrira beaucoup de l'interruption de son commerce, elle ne sera pas moins forcée par Buonaparte d'agir contre la Suède, et lorsque la paix se fera, l'Angleterre, pressée d'entrer dans la jouissance du bénéfice de son commerce avec la Russie, négligera les intérêts de son allié. Si les Anglais avaient pu se maintenir en Seelande pendant l'hiver, c'eût été un grand avantage pour Votre Majesté, dont les États auraient été garantis de ce côté-là, et la Russie, ou n'aurait point remué, ou si elle l'avait fait, n'aurait pu se flatter des mêmes succès; mais quand les forces de Votre

Majesté seront occupées en Seelande, M. Savary aura beau jeu, et l'occasion est trop belle pour les Russes de se montrer bons alliés, et d'essayer à rétablir leur réputation militaire pour qu'ils n'en profitent pas. L'opinion même ici, qui est en faveur de Votre Majesté, comme défenseur du bon droit et de la justice, sera altérée, puisque l'attaque du Danemarck est regardée comme une injustice, par tous ceux qui ne la considèrent pas comme une mesure de nécessité absolue. Quoique cette question ne me paraisse soumise à aucun doute, j'aurais désiré cependant que Votre Majesté aurait pu toujours éviter la nécessité de faire plier le droit sous les règles de la politique, et paraître constamment brillant d'une gloire pure et sans mélange. Mais en considérant même l'expédition projetée sous le point de vue politique, je ne trouve pas qu'elle présente aucun avantage. D'auxiliaire elle constitue Votre Majesté partie belligérante principale. Elle ôte un fardeau à l'Angleterre pour le poser sur la Suède; elle engage les Anglais à retirer leurs forces de la Baltique, où elles sont si nécessaires en ce moment pour couvrir les états de Votre Majesté, et contenir la Russie; elle ne promet rien que Votre Majesté n'obtiendrait plus

facilement en se tenant tranquille, ou à peu près. La restitution de la Poméranie, ou un dédommagement pour la perte de cette province dépend, non des chances de la guerre, qui ne pourront jamais être assez décisives pour forcer Buonaparte à recevoir la loi, mais de la reconnaissance d'une qualité, que ce conquérant a acquise, et que toutes les puissances, hormis Votre Majesté, lui accordent; car l'Angleterre a déclaré qu'elle ne fera aucune difficulté de le reconnaître comme Empereur, du moment qu'elle pourra convenir avec lui de conditions de paix qui soient acceptables. Quel que soit le parti que Votre Majesté prenne à cet égard, il sera décisif pour la paix ou pour la guerre, et tout le reste n'apportera que de légers changements dans sa position vis-à-vis de la France *. Le Danemark, ruiné pour bien des années, ne sera plus un ennemi à craindre ni un allié à désirer, tant qu'il sera livré à lui-même; cependant le Danemarck, soumis à la France,

* On voit avec quel zèle patriotique l'ambassadeur saisit toutes les occasions pour faire revenir le roi Gustave IV des résolutions funestes qui ont fini par le perdre lui, et par faire perdre la Finlande à la Suède.

(*Note de l'Éditeur.*)

comme il le sera dorénavant, n'est rien moins qu'indifférent pour la Suède, et si les ménagements que Votre Majesté aura pour lui en ce moment, doivent naturellement l'obliger à beaucoup de reconnaissance, la jalousie et la rancune, que les Danois nous ont montrées en tout temps, gagneront un nouvel accroissement si nous nous joignons à leurs oppresseurs. Je pourrais ajouter beaucoup d'autres raisons, à l'appui de mon sentiment, si je ne craignais d'avoir déjà été trop long; mais puisque Votre Majesté a voulu que je sois informé des propositions de l'Angleterre, et qu'elle n'a pris jusqu'à présent aucun parti à cet égard, j'ai cru de mon devoir de lui dire avec autant de franchise que j'aurai toujours de soumission à sa volonté, ce qui me paraît utile pour son service, objet que rien au monde ne me fera jamais perdre de vue.

Il m'a été dit que M. Laforest a été nommé ambassadeur de France auprès de l'Empereur, et que M. Savary restera ici également pour ne pas perdre les avantages de la confiance et de l'accès dont il jouit auprès de Sa Majesté.

Trois vaisseaux de ligne et deux frégates, construits à Archangel, viennent d'arriver à Cron-

stadt. On y attend encore quatre vaisseaux et une frégate du même endroit, qui doivent être prêts de mettre en mer. Avant qu'ils n'arrivent, et en ce moment, la Russie n'a dans la Baltique que douze vaisseaux de ligne et quatre ou cinq frégates dont elle peut se servir. Son armée de terre consiste en vingt-deux divisions, fortes au complet de dix-sept mille hommes chacune, mais dans ce nombre on ne peut guère compter que quinze mille combattants. L'artillerie, les troupes de marine, les régiments de garnison et troupes légères, ne sont pas comprises dans ce dénombrement. Avec des forces si considérables, et les milices qu'on avait levées, on ne conçoit pas comment la Russie a pu faire une paix si honteuse, ni comment elle s'est toujours trouvée inférieure en forces vis-à-vis l'ennemi. Cela ne peut s'expliquer que par l'étendue de cet empire et la faiblesse de son gouvernement; car les guerres contre les Turcs et les Perses n'ont pas occupé le tiers de ses armées.

Le baron de Blome, d'après ce qu'il m'en a dit, a reçu du comte Romanzoff un office entièrement pareil à celui que j'ai eu l'honneur de transmettre à Votre Majesté par mon dernier très-humble rapport du 28 septembre (10 octobre). Je

ne conçois rien à cette démarche, ni comment une puissance actuellement en guerre avec l'Angleterre, peut être invitée par la Russie de s'opposer aux entreprises de l'ennemi qui l'attaque.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 5 (17) octobre 1807.

. . . . . .

Par les extraits de très-humbles dépêches de M. d'Adlerberg à Votre Majesté, je vois que M. Canning se fait illusion, lorsqu'il croit que l'Empereur de Russie est indifférent sur l'expédition anglaise contre le Danemark. Lord Gower a eu lui-même cette opinion pendant quelque temps, égaré par celle du public de Pétersbourg qui est très-prononcée contre une rupture avec l'Angleterre, et par les propos honnêtes de M. le comte Soltykoff; mais cet ambassadeur a changé d'avis depuis ce temps, et il m'a dit qu'il n'avait

aucun espoir de ramener l'Empereur à des sentiments amicals pour l'Angleterre, vu que Sa Majesté et son ministre suivaient aveuglément l'impulsion qui leur était donnée par la France. Sachant qu'il a beaucoup de crédit sur l'esprit de M. Canning, je fais mon possible pour lui démontrer la nécessité de ne pas retirer les troupes anglaises de la Seelande, mais il me répond que ces troupes pourraient être forcées dans cette île pendant l'hiver; que l'on ne peut pas s'exposer à cette perte, et que de plus on pourrait en avoir besoin en Angleterre, Buonaparte paraissant reprendre son ancien projet, d'y faire une descente.

L'Empereur sera de retour mardi prochain, et je redoublerai de vigilance, pour être informé de tout ce qui se passe ici par rapport à la Suède. On m'avait dit depuis longtemps que quatre divisions étaient destinées pour la Finlande. Je n'ai pas voulu ajouter foi à ces discours, mais M. de Lesseps l'ayant dit positivement à un de ses amis, qu'il consulte souvent, je dois croire que quelque chose de pareil est sur le tapis. Je sais positivement, que deux divisions ont eu ordre d'aller en Esthonie, et on a dit que c'était pour garantir ces côtes contre une invasion des Anglais.

Dès que j'aurai vu le comte Romanzoff, pour lui remettre la lettre du roi Louis XVIII, je renverrai le lieutenant Dickelman à Memel. Lord Gower craint que ce malheureux prince ne sera pas bien vu en Angleterre, et ce voyage lui fera décidément beaucoup de tort auprès de l'Empereur; mais la petite cour de Louis XVIII a ses intrigues comme beaucoup d'autres. Les alentours de *Monsieur* en Angleterre, abusant de la facilité de ce prince, s'enrichissent, dit-on, des sommes que la cour Britannique accorde pour le soutien des princes Français, et c'est pour corriger ces abus, et faire une répartition plus juste et plus égale de l'argent en question, que Louis XVIII a voulu aller en Angleterre. C'est ce que je puis affirmer à Votre Majesté de science certaine.

J'envoie cette très-humble dépêche par M. Sterkey, qui va à Stockholm pour se marier, et qui ira vite par conséquence.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 12 (24) octobre 1807.

. . . . . .

Le chevalier Wilson, Sir Robert Wilson est arrivé ici de Londres le 5 (17) au soir, par la Suède. Les dépêches qu'il a apportées prescrivent à lord Gower des démarches, qui n'auront aucun succès. M. Canning, partant du principe, que l'Empereur veut conserver ses liaisons avec l'Angleterre, et qu'il n'a pas la moindre idée de rompre avec elle, charge l'ambassadeur d'engager le ministère Russe à s'entremettre pour apaiser le Danemark, et disposer cette puissance à entrer dans un arrangement amical pour lequel le gou-

vernement britannique lui assurerait sa neutralité, et des dédommagements pour la perte de sa flotte, et pour tout ce qui a été détruit ou enlevé depuis le commencement des hostilités. Cette proposition suppose deux choses impossibles : l'une que le prince royal de Danemark, qui s'est déjà jeté entre les bras des Français, soit le maître d'entrer en composition avec l'Angleterre, et de conserver sa neutralité, quand il en aurait la volonté, ce qui ne paraît pas être le cas, à en juger par tout le vacarme qu'il a fait ; l'autre, que l'Empereur voulût s'exposer à se brouiller avec la France, en se mêlant de cette réconciliation, et de plus en la garantissant, comme M. Canning paraît le désirer. Ayant témoigné mon étonnement à lord Gower, d'une erreur aussi étrange, il m'a avoué qu'il y avait contribué, en rendant compte à son ministère d'une conversation qu'il avait eue avec le général de Budberg, peu de jours avant que ce ministre avait quitté, dans laquelle celui-ci avait dit en propres termes, que l'Empereur était bien éloigné de vouloir se brouiller avec l'Angleterre ; qu'il la regardait au contraire comme son meilleur allié, et que tout ce qui venait d'être conclu avec la France, n'était que l'effet de la né-

cessité, et ne pouvait pas avoir de durée. De plus le chevalier Wilson, qui a été fort bien traité par l'Empereur, pendant qu'il se trouvait à l'armée avec Lord Hutchinson, ayant eu une audience de Sa Majesté, avant son départ pour l'Angleterre, il y a environ deux mois, ce souverain lui avait parlé à peu près de la même manière, de quoi ayant naturellement rendu compte à son arrivée, il était impossible que le ministre ne crût à des assurances aussi positives, que lord Gower attribue maintenant à la fausseté de l'Empereur, et à la faiblesse de M. de Budberg. Il en résulte que cet ambassadeur, bien certain de l'inutilité de sa démarche, portera cependant à la connaissance du comte Romanzoff, les ordres qu'il avait dû recevoir. Le chevalier Wilson en a parlé même au baron de Blome, qui m'a dit que le prince royal était bien décidé à rejeter toute proposition d'accommodement avec l'Angleterre, à moins qu'elle ne lui rendît la flotte, ce qu'elle ne ferait jamais; que le Danemark, pour sauver son honneur, et ne pas être anéanti par la France, n'avait pas d'autre parti à prendre, que de pousser les choses à l'extrême, et de risquer le tout pour le tout. Il pense que cette détermination engagera peut-être

les Français à ne pas entrer dans le Holstein et le Danemark, et effectivement, on dit qu'il n'en est pas question jusqu'à présent, quoique je ne croie pas que Buonaparte laisse échapper une si belle occasion d'entretenir une partie de son armée aux dépens d'autrui.

Par ce que m'a dit lord Gower, et par les très-humbles dépêches de M. d'Adlerberg, ministre de Suède en Angleterre, que Votre Majesté a daigné me faire communiquer, je crois que le ministère anglais est toujours dans l'intention d'évacuer la Seelande, à moins que Votre Majesté se décide d'occuper cette île avec son armée, à laquelle les Anglais joindraient un corps auxiliaire. La fidélité aux engagements pris lors de la reddition de Copenhague, sert de prétexte à cette résolution; mais je reste convaincu, que la crainte de ne pas pouvoir maintenir leur conquête pendant l'hiver, y a la meilleure part, ainsi que le besoin que l'Angleterre pourrait avoir de ses troupes ailleurs. Sans cela on ne concevrait pas comment cette puissance abandonnerait un point aussi important, uniquement pour ne pas man-

* Ministre de Suède en Angleterre.

quer à des promesses faites ou des circonstances tout à fait différentes, et qui viennent d'être annulées par la déclaration de guerre du Danemark. Lord Gower m'a donné cependant les plus fortes assurances, que, quelles que fussent les résolutions à l'égard de la Seelande, son Gouvernement était très-décidé à donner à Votre Majesté tous les secours dont elle pourrait avoir besoin, et de laisser même un corps de troupes à sa disposition qui hivernerait en Scanie, si elle le jugeait à propos. Il est persuadé au reste, que la Russie n'entreprendra rien contre la Suède, par la raison que l'Empereur ne peut pas douter que la moindre tentative en ce genre serait suivie aussitôt d'une déclaration de guerre de l'Angleterre, à quoi il faudrait ajouter la honte dont ce souverain se couvrirait, en attaquant un parent et un allié, qui lui a donné des preuves constantes d'une amitié véritable et du désintéressement le plus noble. J'avoue que ces raisons sont fortes, et je crois effectivement, que l'Empereur ne se déciderait que difficilement à attaquer Votre Majesté; craignant le reproche d'une action aussi déloyale, ainsi que le mécontentement de ses sujets, qui sont très-portés pour Votre Majesté; mais ce souverain

nous a prouvé malheureusement qu'il n'y a rien de si versatile que sa manière de voir et ses sentiments, et il est manifeste qu'en ce moment-ci le cabinet des Tuileries a la plus grande influence sur ses résolutions. Il faut donc prévoir la possibilité d'une rupture avec ce pays-ci, et quoiqu'il soit certainement contre les intérêts de la France de susciter des ennemis à la Suède, et de travailler à diminuer cette puissance, cette considération n'arrêtera pas Buonaparte, qui irrité personnellement contre Votre Majesté, joint à ce sentiment une haine irréconciliable pour l'Angleterre, à laquelle il sacrifie tout. Une chose qui m'a beaucoup surpris, est que lorsque lord Gower me parle d'un dédommagement pour la Poméranie, il fait toujours mention de la Seelande, et jamais de la Norvége, quoiqu'il m'ait fait plusieurs questions sur ce pays, et que le chevalier Wilson m'ait prié de lui indiquer les chemins par lesquels une armée pourrait pénétrer dans ce royaume. Il m'est tombé dans l'esprit que les Anglais pourraient bien avoir le projet de s'en rendre maître et de s'y maintenir, ce qui serait certainement une acquisition de la plus haute importance pour eux, et un grand atelier pour leur marine.

M. Laforest a été nommé décidément ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, mais le général Savary restera aussi auprès de l'Empereur, comme aide-de-camp de Buonaparte, accrédité auprès de Sa Majesté, et il a reçu à cet effet de véritables lettres de créance. C'est de lui que son souverain se servira dans les grandes occasions, ayant toute l'arrogance et la hardiesse nécessaires pour en imposer à Sa Majesté, tandis que M. Laforest doit être un homme doux et pacifique. Le comte de Lehndorff a eu l'autre jour un rude assaut à soutenir de sa part. Il voulait convaincre ce ministre, que le Roi avait grand tort de ne pas acquitter les contributions qui ont été imposées à la Prusse, et de résister à la volonté de Buonaparte, au sujet de la Silésie-Polonaise. Le pauvre comte de Lehndorff fit valoir l'impossibilité de rassembler une somme de 119 millions de livres tournois, lorsque la majeure partie des États qui étaient restés à la Prusse était occupée par l'armée française; sur quoi M. Savary lui répliqua, que toutes les ressources statistiques étaient parfaitement connues à son maître, qui savait que cet argent pouvait se trouver, et que toute résistance serait aussi inutile que dangereuse pour

Sa Majesté Prussienne. La situation de ce monarque est d'autant plus malheureuse qu'il a travaillé lui-même à sa ruine, et qu'il méritait un meilleur sort. On m'a assuré qu'il a été question de la part de la France de lui donner la Poméranie Suédoise, pour lui arracher peut-être quelques autres morceaux de son territoire, mais qu'il a rejeté cette proposition avec dédain, ne voulant pas s'approprier les dépouilles de Votre Majesté. Le comte de Lehndorff sera rappelé au mois de décembre, et aura pour successeur le baron d'Alvensleben, qui a été employé comme commissaire dans l'armée russe, et qui vient de recevoir l'ordre de Saint-Anne de la première classe.

Il a passé ici samedi dernier deux régiments de nouvelle formation, celui de Leibau et de Peterhoff, qui sont allés en Finlande. Il s'y trouve maintenant le même nombre de troupes qui y était avant la guerre.

L'Empereur est revenu la nuit du jeudi au vendredi. Il a passé en revue cinq divisions de l'armée, qui ont été complétées par les milices. Ce sont les mêmes que l'on dit être destinées pour la Finlande en cas d'une rupture avec la Suède *.

* Il y avait ainsi, vers la fin d'octobre 1807, cinq divisions

à Saint-Pétersbourg et dans les environs. Ce sont ces 60 000 hommes disponibles contre la Finlande dont l'ambassadeur fait mention dans l'une de ses dépêches.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 27 octobre (8 novembre) 1807.

. . . . . .

Le comte Romanzoff m'a envoyé aujourd'hui la note et la déclaration ci-jointes, et je profite du départ du chevalier Wilson pour les faire parvenir à Votre Majesté. Personne ne s'attendait à cet acte de vigueur, et si j'en excepte les Français, tout le monde en est consterné. Hier encore, le baron de Blome (ministre de Danemark), n'en savait rien. Il m'a dit que le traité de sa cour avec la France n'était pas encore signé, mais qu'ayant obtenu, non sans difficulté, qu'il serait négocié à Kiel, il était certain, que l'on en élaguerait tout ce qui

n'avait pas un rapport direct à la guerre actuelle avec l'Angleterre, et que s'il était vrai, que les forces anglaises avaient évacué la Seelande, le prince royal était décidé à ne pas demander des troupes auxiliaires à la France. Il était informé que Votre Majesté avait refusé de se joindre à l'Angleterre pour attaquer le Danemark, et qu'elle avait refusé même les troupes auxiliaires qu'on lui avait offertes. Il en concluait, que le prince royal serait fort sensible à ces preuves d'amitié de Votre Majesté, et qu'il se refuserait à tout projet d'aggression contre elle. Il ne comptait pas du tout sur l'appui de la Russie, et cependant aujourd'hui une déclaration paraît, qui va même au delà de tout ce que l'on pouvait attendre, et qui, sans prononcer le mot, met ce pays-ci dans un véritable état de guerre avec l'Angleterre, puisquelle annonce des prétentions, auxquelles le ministère anglais ne pourra jamais consentir. Il est arrivé un courrier de Paris depuis trois jours, et il me semble qu'il se trouve dans la déclaration des phrases toutes françaises, et qui n'ont pas vu le jour ici. Cependant il n'y est pas question ni d'embargo sur les vaisseaux anglais, ni de saisie des propriétés anglaises, ni même de la fermeture

des ports, si ce n'est en mots couverts, et je crois que ce sont des corrections à la pièce originale venue de France. Dieu sait ce qui en résultera, mais ce qui est bien certain, c'est que la position de la Suède devient de plus en plus critique, et je n'ose plus espérer, après une preuve aussi forte de l'ascendant de la France sur le cabinet de Pétersbourg, qu'il sera possible à Votre Majesté de maintenir la paix avec ses voisins en suivant son système actuel. Il est arrivé aujourd'hui deux régiments d'artillerie à Pétersbourg, avec 48 pièces de canon qui viennent de la grande armée. Il y a maintenant 35,000 hommes à Pétersbourg et en Finlande, et trois divisions sont en marche pour l'Ingrie et l'Esthonie. En engageant l'Empereur à transporter des forces si considérables dans ces cantons-ci, Buonaparte a deux objets : l'un d'inquiéter la Suède, et l'autre d'affaiblir l'armée russe, qui est opposée aux Français du côté de la Pologne et de la Prusse, en cas qu'il arrivât un changement dans le système politique d'ici.

L'ambassadeur d'Angleterre a reçu une note ce matin, pour lui annoncer qu'il doit partir avec toute la mission anglaise. L'Empereur est person-

nellement indisposé, non contre lord Gower, mais contre M. Stuart, que l'on regarde comme la cheville ouvrière de cette légation. Le chevalier Wilson, qui avait été si bien traité par l'Empereur, n'a pas pu en approcher depuis qu'il est revenu d'Angleterre. On a dit à l'Empereur qu'il avait été porteur de quelques brochures anglaises, dans lesquelles l'Empereur est fort maltraité, et entre autres des réflexions sur la paix de Tilsit; et quoique cela ne soit pas vrai, cette calomnie n'a pas laissé de lui faire du tort. Il m'a demandé si je voulais qu'il avertît en Finlande le commandant des troupes de Votre Majesté de ce qui vient d'arriver ici, mais je l'ai prié de n'en rien faire, pour ne pas jeter l'alarme dans le pays, et j'aurai les yeux ouverts sur tout ce qui se passe, pour avertir à temps. Je suis bien convaincu au reste, qu'aucune mesure de précaution n'échappera à la prévoyance et à la haute sagesse de Votre Majesté.

Apostille.

Du 16 (28) novembre 1807.

Si Votre Majesté daigne se rappeler l'état digne de compassion où la commission qu'elle voulait donner à M. d'Alopœus avait mis ce ministre, elle n'aura qu'un faible aperçu de celui où des ordres aussi inattendus m'ont jeté pendant quelques instants *. Enfin j'ai retrouvé assez de forces pour pouvoir obéir, et j'ai écrit au comte Romanzoff la lettre que j'ai l'honneur de joindre ici. Cette manière m'a paru être la seule praticable de remplir les intentions de Votre Majesté. Si ceci n'était qu'une affaire de souverain à souverain, Votre Majesté en rapporterait certainement tout l'avantage, mais malheureusement il n'y en a plus de pareilles, et tout ce qui regarde les souverains touche plus directement encore les États qu'ils gouvernent. Il faut maintenant s'attendre *à tout ce*

* Cet ordre était de rendre le cordon de Saint-André à l'Empereur, le Roi ne voulant plus porter cet ordre depuis qu'il avait été donné à Napoléon.

qu'il y a de pis, pour ne pas être surpris, et j'ignore si j'aurai trois fois vingt-quatre heures à rester à Pétersbourg. L'empereur ni son conseil ne sont pas ceux que je redoute le plus. Ce sont ces Français, blessés de nouveau dans leur empereur, qui animeront ce pays à la vengeance, et qui se permettront toute celle dont des furieux sont capables. En attendant une décision, je passerai fort mal mon temps ; mais il ne peut pas être question de moi dans une affaire de cette importance. Ce ne sera pas par moi qu'elle gagnera de l'éclat, et je n'en parlerai à âme qui vive, mais je crains qu'elle n'en fera que trop.

Copie de ma lettre au comte Romanzoff.

Saint-Pétersbourg, le 15 (27) novembre 1807.

MONSIEUR LE COMTE,

Un courrier vient de m'apporter l'ordre du roi, mon maître, de faire parvenir la lettre et le paquet ci-joints à votre auguste souverain. Étant malade depuis plusieurs jours, et n'espérant pas de pouvoir sortir encore de quelque temps, je prie Votre Excellence de faire parvenir cet envoi à sa haute destination, ainsi que la lettre de Sa Majesté la reine pour Sa Majesté l'impératrice Élisabeth.

J'espère que Votre Excellence me procurera l'oc-

casion de pouvoir m'entretenir avec elle sur le contenu des dépêches que je viens de recevoir, et que je pourrai bientôt, etc., etc.

CURT V. STEDINGK.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint Pétersbourg, le 1807.

. . . . . En Sicile. Ici, lorsque le bruit s'est répandu que les Turcs avaient fait la paix avec l'Angleterre, les Français triomphaient de cette nouvelle, disant que c'était tout ce qui pouvait arriver de plus heureux pour la France. Maintenant on a su que Buonaparte veut que tout ce qui a rapport à la Turquie soit réglé à Paris, et un ambassadeur turc est déjà en chemin pour s'y rendre.

Ce n'est plus M. Laforest qui viendra ici en qualité d'ambassadeur de France, mais M. de Caulincourt, qui est attendu aux premiers jours. Cette

nomination a choqué excessivement tout le monde, et M. Savary fait de vains efforts pour le disculper des torts majeurs qu'on lui reproche. Il paraît par là que Buonaparte reste fidèle à son système, d'avilir les souverains qu'il n'a pas encore soumis. Le comte Tolstoy a été reçu en France avec de grands honneurs. On lui a offert un hôtel meublé magnifiquement, fourni de vaisselle et de tout ce qu'il faut pour une grande représentation, mais j'ignore s'il l'a accepté. Les premières lettres étaient de Fontainebleau du 5 novembre, et un second courrier en a apporté du 10. Il ne savait rien alors de la nomination de Caulincourt, quoiqu'elle était annoncée à M. Savary par des lettres d'une date antérieure. Les présents que Buonaparte a envoyés à l'empereur sont arrivés. Ils consistent en porcelaine magnifique, en armes d'un grand prix, et en dentelles pour les Impératrices.

M. de Blome est venu me dire avant-hier, qu'il avait appris par M. Savary que le traité du Danemark avec la France, avait été définitivement réglé entre le comte de Bernstorff et M. Didelot le 30 octobre, mais qu'il serait signé à Paris, pour ne pas frustrer le ministère français des cadeaux. Il contenait sept articles, qui tous se rap-

portaient à la guerre actuelle avec l'Angleterre, mais il n'y avait aucun engagement qui pouvait alarmer les voisins. Tous les secours fournis par la France, seront payés par le Danemark, ainsi que les troupes françaises employées à la défense de ce royaume.

Qu'il me soit permis, Sire, de revenir encore un instant sur l'objet qui absorbe maintenant toutes mes pensées, celui de notre défense, en cas d'attaque par des ennemis infiniment supérieurs en nombre. L'armée de Votre Majesté ne suffit pas pour leur résister. Il faut donc avoir recours à des moyens extraordinaires, et ce ne serait pas trop d'un homme par *hemmau*, pour en former une milice, qui servirait à la défense de l'intérieur, ou sur la flotte, ou dans les retranchements que l'on ferait pour augmenter les obstacles locaux. Il y a outre cela maints services dans les armées et sur les derrières, qu'un milicien peut faire aussi bien que le soldat le mieux dressé. Pour les armes et les officiers nécessaires, je crois que Votre Majesté trouverait les premières en grande partie dans les arsenaux, en faisant réparer celles qui y sont en fort mauvais état, faute d'entretien et de soins, et il y a en Suède quantité d'officiers retirés, qui,

encouragés par des récompenses et un bon traitement, ne refuseraient pas leurs services. De bons soldats et bons officiers choisis dans l'armée suppléeraient à ce qui manquerait dans le nombre nécessaire d'officiers. L'organisation de ces troupes de réserve dépendrait des lieux et des circonstances, mais l'utilité de cette mesure, et *sa nécessité absolue*, me sont démontrées par le bon sens et par l'expérience, tout comme celle de la levée et du rassemblement de ce qu'on appelle *Wargerning*, du moment que les régiments provinciaux entrent en campagne, sans quoi il arrive, que si un régiment fait une perte considérable, il devient à rien, ou n'est composé que de recrues, qui n'ont point la moindre notion du métier qu'ils doivent faire.

Dieu veuille que Votre Majesté n'ait pas besoin d'aucune de ces précautions ni arrangements, et qu'elle puisse préserver ses États de la guerre, mais depuis bien longtemps la Suède ne s'est pas trouvée dans un état aussi critique qu'à présent, et il faut vraiment se préparer à tous les événements, pour n'en pas devenir la victime *. Tou-

* Le Roi ne fit rien, absolument rien, ni préparatifs de

tefois j'oserai déconseiller tout rassemblement de troupes sur les frontières mêmes de la Finlande, pour éviter tout ce qui peut attirer l'attention, ou servir de prétexte à l'agresseur, mais en même temps on ne peut sans le plus grand risque négliger de préparer dans le silence tous les moyens de résistance dont on peut s'aviser.

défense, ni prévoyance de moyens pécuniers, ni négociation politique ; cet aveuglement inouï coûta le tiers du royaume à la Suède et la couronne à son Roi.

(*Note de l'Éditeur.*)

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 23 novembre (5 novembre) 1807.

. . . . . .

Par ma très-humble dépêche, dont M. de Portonval était porteur, Votre Majesté a daigné voir que d'abord après l'arrivée du courrier Liljedahl, j'avais envoyé au comte Romanzoff la lettre de Votre Majesté à l'Empereur, avec la décoration de l'ordre de Saint-André. Cet envoi fut accompagné d'une lettre, dont la copie a été jointe au très-humble rapport sus-mentionné. Je ne reçus pas d'autre réponse qu'un compliment dont on avait chargé le porteur, mais vingt-sept heures après, on m'apporta la note que j'ai l'honneur de

joindre ici sub. litt. a. Elle me parut indiquer le dessein d'accélérer une explication, et d'obliger Votre Majesté à se déclarer pour ou contre l'Angleterre. Cette appréhension, jointe aux inquiétudes de la veille, me mit fort mal à son aise. Je songeais à la réponse que j'avais à faire, et je m'arrêtais bientôt à l'idée de la rendre aussi succincte que possible, en me référant entièrement à ma note du 1 (13), que Votre Majesté m'avait dictée, et qui dit avec beaucoup de force et de retenue tout ce qu'il y avait à dire. Ensuite, faisant réflexion que l'Empereur pourrait s'imaginer peut-être que la déclaration du 26 octobre, avait influé sur la résolution de Votre Majesté de renvoyer les ordres de Russie, je crus devoir en toucher quelques mots. Mon projet n'était pas de donner ma note encore de quelques jours, désirant de gagner du temps, ce qui en certaine position me paraît être très-avantageux. Ayant laissé passer samedi et dimanche, je reçus lundi au soir, fort tard, un billet du comte Romanzoff, pour me prier de me rendre chez lui le lendemain. Je me fis précéder par ma note et me rendis chez le ministre à l'heure indiquée. Il me reçut avec un visage très-serein et beaucoup de politesses, et

me dit dès mon entrée qu'il s'était acquitté d'abord de ma commission; que S. M. Impériale avait prévu cet événement, et qu'outre cela, elle en avait été prévenue par son ministre en Suède, de manière que pour faciliter à Votre Majesté l'exécution de son dessein, l'Empereur avait envoyé avant hier, le 17 (29) du courant, un courrier à M. d'Alopœus avec les ordres de Suède, pour les remettre entre les mains de Votre Majesté; qu'au reste, cet incident ne changeait en rien les sentiments de l'Empereur pour Votre Majesté. Ma réponse fut, que les principes de Votre Majesté ne lui avaient pas permis d'en agir autrement, quelque pénible que cette démarche eût été pour elle. Le comte me pria de n'en plus parler, m'assurant de nouveau que l'amitié de l'Empereur pour Votre Majesté n'en avait souffert en aucune manière. Voilà, Sire, tout ce qui fut dit à ce sujet, et une affaire aussi majeure ne pouvait pas se terminer avec moins d'éclat et plus doucement. Je suis certain même, que hormis ceux qui sont dans l'intimité de l'Empereur, personne ne s'en doute ici.

Cette explication finie, le comte Romanzoff me pria de lui dire bien sincèrement s'il n'y avait

aucune modification à espérer aux réponses que j'avais faites à ses deux notes, et si les représentations de l'Empereur, pour une coopération contre l'Angleterre, ne produisaient aucun effet; je lui répondis que je ne le croyais pas par plusieurs raisons. Premièrement, Votre Majesté regardait les affaires sous un point de vue tout à fait différent que ne faisait l'Empereur, elle était convaincue que non-seulement il n'y avait aucun avantage pour les puissances du Nord, mais qu'il était dangereux pour elles de contribuer à la ruine de l'Angleterre. Ensuite, quand des considérations aussi importantes et d'anciennes liaisons ne formaient pas d'obstacle à ce que Votre Majesté prît part à une entreprise pareille, elle en serait empêchée par les grandes difficultés qu'elle présentait, et par les maux réels qui en resulteraient pour la Suède; je répétais tout ce que dans mon audience, j'avais dit à l'Empereur sur la nécessité de nous conserver la liberté de la navigation, pour ne pas manquer des objets de première nécessité; je m'offris de prouver à tout ce qu'il avait de gens du métier, et même à Buonaparte, qu'il était impossible de fermer le Sund et le Grand Belt aux Anglais, lorsque nous n'avions que peu de force maritime

à leur opposer. Tous ces raisonnements, et plusieurs autres que j'omets, pour ne pas tomber en des longueurs inutiles, ne firent pas la moindre impression sur M. Romanzoff. Il n'y répondit que par des phrases qui ne signifiaient rien ou peu de chose. Tout ce qu'il dit de plus raisonnable se réduisit à ce que le moment présent était décisif pour la paix, ou pour une guerre plus désastreuse encore que celle qui venait de finir; que toute l'Europe étant liguée contre l'Angleterre, cette puissance ne pouvait pas soutenir longtemps une lutte aussi inégale, et serait obligée de faire la paix; qu'alors on aurait le temps de respirer, et de prendre un système d'alliance convenable à ses intérêts, mais qu'à présent il fallait suivre le torrent, pour n'en pas être englouti.

La conversation étant tombée sur l'ambition insatiable de Buonaparte, laquelle ne paraissait pas lui donner le moindre ombrage, je lui citai le propos de M. Savary : qu'il fallait partager la Suède. A quoi il ne répondit que ces mots : « Il serait facile au Roi de sortir de tous ces embarras : Sa Majesté n'aurait qu'à faire cause commune avec nous. » « Et vous appelez cela facile, lui dis-je, après tout ce que je viens de vous dire? » Ma

réflexion ne fit d'autre effet que de m'entendre dire que Buonaparte n'était pas si mal intentionné pour Votre Majesté. Il me citait en preuve la capitulation de l'île de Rügen, qui avait été très-honorable pour les troupes suédoises, et puis, ajoutait-il, « Toutes les brouilleries et les haines même ont une fin, et on se réconcilie. Rappelez-vous combien l'impératrice Catherine et le roi Gustave III étaient animés l'un contre l'autre, et toutes les personnalités qui eurent lieu entre eux. Eh bien, ils devinrent les meilleurs amis du monde. » . . . . . .

Il m'a fait grâce des éloges qu'il prodigue à Buonaparte dans ses conférences avec d'autres ministres. Je lui fis part d'une idée qui me passa par la tête, en lui disant que les Anglais s'abstiendraient peut-être d'entrer dans la Baltique, pour ne point disséminer leurs forces, et que, pour les y engager, il fallait que la Suède restât neutre, et s'employât pour cet effet; par ce moyen, le commerce de cette mer n'étant point troublé, la Suède, et Gothenbourg surtout, pourrait servir d'entrepôt aux denrées que la Russie, la Prusse, le Danemark et les petits États qui bordent la Baltique, auraient à vendre. Les Français même

ne pourraient qu'y gagner, en faisant venir par la voie de Lubeck et du Holstein tout ce qu'ils voulaient acheter en Russie, et cette suspension d'hostilité dans un petit coin de terre, pourrait servir d'acheminement à une paix générale. J'ai cru que ce projet, dont je n'ai présenté à M. Romanzoff que les côtés les plus saillants, pourrait faire impression sur un ministre du commerce, mais je me suis trompé. Il n'a cependant pas rejeté cette idée tout à fait, mais il m'a dit qu'il la croyait difficile à concilier avec les projets de Buonaparte contre l'Angleterre, et même avec ceux de la Russie, car, me dit-il, « nous emploierons tous nos efforts pour nous venger de cette puissance. Nos préparatifs sont en évidence. » « Je vois que vous rassemblez des troupes bien plus qu'il n'en faut pour garder vos côtes, mais quel mal pouvez-vous faire par là à l'Angleterre, et ne craignez-vous pas, que si Buonaparte avait des vues sur la Pologne, ou qu'il voulût vous molester, vous ne seriez pas en mesure de vous opposer à ses entreprises? » « Nous n'avons rien à craindre de la France, et d'ailleurs elle est bien loin de nous. » « Comment loin ! les troupes sont entre la Vistule et le Niémen. »

Il me dit aussi que c'était pour commencer librement, qu'il fallait faire la guerre à l'Angleterre. Ce qu'il proféra de plus affirmatif, et avec tout l'air de la bonne foi, c'était que l'Empereur n'avait aucun projet hostile contre la Suède, et que bien au contraire il désirait de pouvoir prouver à Votre Majesté la haute estime et l'amitié dont il était pénétré pour elle; Sa Majesté me l'avait dit elle-même dans mon audience, et il m'assurerait, comme son ministre, et comme une personne qui m'était fort attachée, que l'Empereur le pensait bien sincèrement; mais, ajouta-t-il, aidez-nous à pouvoir vous être utiles. « Les Français, lui dis-je, sauront bien y mettre obstacle. » « Non, je vous assure, Buonaparte ne veut pas du mal au roi. »

C'est ainsi que notre conversation a fini. Elle n'est ni rassurante ni propre à donner de nouvelles inquiétudes; mais avec un ministre pareil, on doit craindre que les choses iront toujours de mal en pis.

Si Votre Majesté pouvait maintenir une neutralité parfaite dans le conflit entre la Russie et l'Angleterre, ce serait assurément ce qu'il y aurait de plus avantageux pour elle: sa grande loyauté

devrait donner une nouvelle force aux motifs propres à engager les parties belligérantes à ne pas s'y opposer ; mais quand je vois que l'on rassemble 100,000 hommes aux environs de Pétersbourg, et avec les projets gigantesques de Buonaparte et l'influence qu'il a gagnée ici, je n'ose pas m'en flatter. Il est arrivé de nouveau, depuis mon dernier très-humble rapport, un régiment de dragons de cinq escadrons, et un régiment de houssards de dix, qui ont passé par cette ville.

La cour de Vienne vient de donner une déclaration contre l'Angleterre, qui ressemble à une déclaration de guerre. Le comte Romanzoff m'a dit même que c'en était une bien prononcée, que l'empereur François donnait un corps de troupes à Buonaparte, apparemment pour son expédition aux Grandes-Indes, et que l'Autriche demandait la restitution de la flotte Danoise : « circonstance qui prouve, me dit le comte Romanzoff, la bonté de notre cause, puisqu'une puissance méditerranée l'embrasse à ce point. »

Ce qui me frappe en tout cela, c'est l'étoile de Buonaparte, et la manière prononcée dont la Providence se déclare en faveur de cet homme, mais en reconnaissant en lui l'instrument de la ven-

geance divine, ma raison se tait, et adorant les décrets célestes, je trouve la force de m'y soumettre.

Parmi les choses singulières que l'on voit arriver maintenant, il faut citer qu'il doit être question du mariage de Buonaparte avec la grande-duchesse Catherine. On prétend que son sénat demandera qu'il se sépare de son épouse, pour pouvoir donner des héritiers à l'État, et, si cela arrive, je ne regarde pas du tout comme une chose impossible, qu'il devienne le beau-frère de l'Empereur; il y a un parti ici qui trouverait cela fort à sa place. Il est vrai qu'un autre très-nombreux crie au scandale, mais ce n'est pas celui qui a part aux affaires. Cette nouvelle je ne puis l'affirmer aucunement, mais le bruit en a couru depuis quelques semaines, et il prend tellement le dessus, que j'ai cru devoir en faire mention.

Le comte Tolstoy ayant accepté l'hôtel qu'on lui avait offert à Paris, on en cherche un pour M. de Caulincourt, qui est attendu aux premiers jours. L'Empereur achètera, à ce que l'on dit, celui de Czernischeff, qui est le plus grand et le plus beau de la ville, et on destine 150,000 roubles pour le réparer et l'orner.

Les dernières nouvelles de Memel portent que le maréchal Soult recevra incessamment les ordres de quitter la rive droite de la Vistule, et que M. Daru a été réprimandé fortement d'avoir demandé comme nantissement les forteresses de Graudentz et de Colberg. On trouve la raison de cette condescendance dans l'intervention de l'empereur Alexandre, et dans les alarmes que la demande de ces forteresses avait occasionnées ici.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 25 novembre (7 décembre) 1807.

L'état des affaires n'a changé en rien à Pétersbourg depuis mon dernier très-humble rapport du 23 novembre (5 décembre) par le courrier Liliedahl. L'animosité contre l'Angleterre et la déférence pour les conseils et les ordres de la France continuent à régler toutes les démarches de l'Empereur et du comte Romanzoff, et ce qui est très-remarquable, c'est que le public commence à s'accoutumer à cette sujétion beaucoup plus qu'on n'avait lieu de le croire. Ce changement provient de l'indifférence qui caractérise la nation russe et le siècle en général, mais il est dû aussi en grande

partie à la séduction que les Français savent employer pour favoriser leurs desseins. M. Savary, qui joint à beaucoup d'esprit et de pénétration une effronterie sans égale, était traité par l'Empereur et le grand-duc Constantin avec tant de distinction, qu'il était impossible qu'il ne fût bien accueilli par toutes les personnes qui tiennent à la faveur, et dès lors il a cessé d'être un objet de surprise et d'indignation pour le grand nombre. Sa suite était composée de jeunes gens aimables et d'un bon ton, qui, répandus dans toutes les sociétés, y faisaient paraître des qualités que l'on croyait perdues en France. La plupart de ces messieurs portent des noms distingués, et ceux qui n'ont pas cet avantage, comme MM. Lelorgne, secrétaire de légation, et de Ponthon, officier du génie, se font remarquer, le premier par une grande souplesse, et l'autre par des connaissances militaires reconnues. C'est lui qui, consulté sur la défense de Cronstadt, a dit à l'Empereur que cette place, attaquée par des forces considérables, ne pourrait pas tenir trois jours, et qui a indiqué les ouvrages à faire pour augmenter sa résistance. C'est lui aussi qui prétend, qu'avec l'aide de Votre Majesté, on peut aisément fermer le Sund, en

quoi il se trompe; mais il a apparemment des ordres de tenir ce langage, qui est aussi celui des Danois. Ils se vantent de pouvoir de leur côté empêcher les Anglais de passer le Belt, ou du moins rendre ce passage si périlleux, que l'ennemi le plus hardi n'oserait pas le tenter, en supposant toutefois que Votre Majesté se déclarât pour la fermeture de la Baltique. Les Russes, séduits par ces belles promesses, s'imaginent qu'au moyen de ces différentes opérations, la navigation dans la Baltique ne sera point troublée l'été prochain, et qu'ils pourront vendre leurs denrées comme par le passé, avec la seule différence que les Français remplaceront les Anglais dans les marchés. Dans l'impossibilité de vaincre des préjugés aussi bien soutenus, je fais tout mon possible pour donner un autre cours aux idées, en faisant voir la possibilité que les Anglais n'entrassent point dans la Baltique, et qu'ils se bornassent à bloquer le Sund, gagnant par là de concentrer davantage leurs forces, de ne pas compromettre la neutralité de la Suède, et de pouvoir se procurer par la voie de Gothembourg les productions russes dont ils auraient besoin. Par ce moyen cette mer, garantie de toute hostilité,

offrirait un débouché non-seulement aux marchandises russes, mais à toutes celles des contrées qui la bordent, et les Français même y gagneraient. Ces avantages cesseraient du moment que la Suède se déclarerait pour ou contre l'Angleterre, vu que cette puissance dans l'un et l'autre cas, se verrait forcée à faire entrer ses flottes dans la Baltique. Ce projet trouve beaucoup de partisans ici, et je crois qu'il dépendrait de Votre Majesté de le faire adopter en Angleterre; mais il ne sera pas approuvé par Buonaparte, qui n'admettra pas cette neutralité de la Suède. Intéressé à exciter la mésintelligence entre les puissances du Nord, pour les occuper de leurs propres divisions, et les affaiblir, il se servira de son ascendant sur l'esprit de l'Empereur, pour le porter à une rupture avec la Suède, si Votre Majesté refuse de se déclarer contre l'Angleterre. C'est l'opinion de tous les gens les plus au fait des affaires, et la façon de penser de l'Empereur; et tout ce que je vois et apprends me prouve que cette opinion n'est malheureusement que trop fondée. Des ministres et des généraux russes m'ont dit en propres termes : « L'Empereur répugne à la guerre avec la Suède, et la nation l'a en horreur; nous n'avons aucune

raison au monde, pas même le moindre prétexte, pour attaquer la Suède. Malgré cela nous ne pouvons pas garantir que cette attaque ne se fera pas. » Ces avis sont toujours accompagnés de témoignages d'un véritable intérêt, de questions si nous sommes bien sur notre garde, et si nous avons pris de bonnes mesures pour la défense de la Finlande, qui sans cela pourrait nous être enlevée par un coup de main. D'un autre côté le baron de Blome, qui sait tous les secrets des Français, m'a affirmé par les plus grands serments, que si nous ne faisions pas notre paix avec la France, le parti était décidément pris ici de nous attaquer. Il paraît redouter extrêmement cet événement, « parce que, dit-il, par un article de notre traité avec la France, nous nous sommes engagés à agir en tout de concert avec la Russie; que nous ne voulons pas la guerre avec la Suède, et qu'il est du plus grand intérêt pour le Danemark que la Suède ne soit pas entamée, et qu'elle conserve son intégrité actuelle. » En conséquence il vient s'informer souvent si la réponse de Votre Majesté à la dernière note du comte Romanzoff du 16-28 novembre, n'est pas encore arrivée, et il fait des vœux pour qu'elle ne contienne pas un refus ab-

solu. Je lui ai dit que dans ce cas-là même, je ne voyais pas ce qui pourrait obliger sa cour à se déclarer contre la Suède, que le pis aller serait qu'elle fût obligée d'accorder le passage aux Français pour nous attaquer; mais voilà précisément ce qu'il craint, et ce que le Danemark voudrait éviter à tout prix. « Nous faisons, m'a-t-il dit, des efforts incroyables pour éviter ce malheur. Les Français une fois entrés dans notre pays, pourraient bien ne vouloir plus en sortir, et en tous les cas nous ruineraient de fond en comble. Par notre traité nous sommes autorisés à requérir des troupes françaises, en les payant, s'entend; mais nous nous en garderons bien, tant qu'il y aura moyen de s'en passer, et si les Anglais sont sages, ils nous éviteront la nécessité de recourir à ce secours. » Il m'a assuré aussi très-positivement que la France ne paye point de subside au Danemark, et en tout cela il mérite certainement une entière croyance. Il dit être certain que Buonaparte a promis la Finlande à l'Empereur, s'il fait la guerre à Votre Majesté, et que ce souverain, ainsi que les personnes qu'il consulte, sont fort tentés de cette acquisition, prévoyant que tôt ou tard la Pologne leur échappera.

Les Français comptent très-peu sur les promesses de la Russie. Même dans les conversations ordinaires avec des personnes de nation différente, ils ne peuvent s'empêcher de trahir ce sentiment. J'ai peu occasion de les voir, et ce n'est qu'à la cour où nous nous rencontrons, mais comme ils cherchent toujours à m'accoster pour me faire des honnêtetés, j'ai lieu de m'apercevoir qu'ils ne sympathisent que médiocrement avec les Russes.

Le nouvel ambassadeur de France est arrivé il y a eujeudi huit jours. Il a eu ses premières audiences dimanche avant dîner, et a été invité le soir au spectacle à l'Ermitage. Le lendemain il a dîné chez l'Empereur. Deux Feldjaegers avaient été envoyés à sa rencontre jusqu'à la frontière, et le comte Tolstoy ayant accepté la maison que Buonaparte lui avait offerte, il a fallu en trouver une ici en grande hâte pour l'arrivant, ce qui n'était pas facile. On y a réussi cependant, et l'Empereur a acheté pour cet usage la maison du prince Wolkonsky, 360,000 roubles. Elle appartenait autrefois au comte Ostermann, et le prince venait de la réparer et de la meubler à neuf, de manière que c'est une des plus belles de la ville.

Ce prince, qui était surintendant de l'armée, vient d'être déposé avec son second le général Obreskow. Le général Papoff, qui était la main droite du prince Potemkim, se trouve chargé maintenant de tout ce qui a rapport à l'équipement et l'approvisionnement de l'armée. C'est un homme intègre et très-actif, de manière qu'à l'avenir cette partie sera beaucoup mieux administrée, mais elle a été tellement négligée, qu'il faudra du temps pour la remonter, et malgré les achats énormes que la couronne a faits, et tout l'argent que l'on dépense pour les transports, les magasins ne seront formés en Finlande que dans deux mois d'ici. En attendant les troupes y ont vécu aux dépens du pays, surtout pendant que les transports ont été interrompus par l'approche de l'hiver, et la misère y est si grande que les habitants ont vendu une grande partie de leur bétail pour se procurer du pain. On sera obligé même, faute de fourrage, de faire rebrousser chemin à une partie de la cavalerie, et de la faire cantonner jusqu'au printemps prochain à une plus grande distance de la capitale. Il n'est point arrivé de troupes depuis mon dernier très-humble rapport. Ce sont toujours la 1re, la 14e, la 17e et la 21e

divisions, qui forment le corps d'armée à Pétersbourg et dans la Finlande. On peut en évaluer la force à 60,000 combattants, et deux divisions de réserve occupent l'Esthonie et une partie de la Livonie. Les généraux de divisions sont : le grand-duc, le comte Ostermann, le prince Gortschakoff et M. Malioutin. Ils sont tous ici, et les deux derniers s'absentent par intervalles, pour visiter les troupes qui sont sous leurs ordres. Le général de Suchtelen, qui est revenu nouvellement de la Moldavie et Wallachie, et les généraux Pfuhl et Opperman, sont très-occupés à rédiger des plans d'opérations pour une campagne en Finlande, où le projet doit être d'entrer par trois endroits différents, et si la guerre est inévitable, et qu'il n'y ait aucun moyen de conjurer l'orage, la Suède n'aura jamais eu à soutenir une lutte plus inégale, et qui promette moins de succès.

Au milieu de ces préparatifs et des aspects les plus sinistres, on ne paraît être occupé ici que de fêtes et de plaisirs. Sous le règne d'Alexandre, il n'y a eu en aucun temps autant de bals, de spectacles et de repas, qu'en ce moment. L'arrivée des Français y contribue sans doute, mais si on voulait chercher un but politique à ces amusements,

on le trouverait dans la nécessité de distraire la société des rêveries mélancoliques auxquelles elle était livrée et au désir de l'Empereur de regagner l'affection du public. On ne peut rien ajouter à l'affabilité et à la politesse qu'il fait paraître dans ces occasions, et il me fait toujours l'accueil le plus gracieux. Cependant, depuis le renvoi des ordres, il ne m'a jamais parlé de Votre Majesté, et lorsque j'ai fait tomber la conversation sur les affaires, il m'a répondu d'une manière polie, mais brève, qui marquait son embarras, qu'il n'en augurait rien de favorable. . . . . .

. . . . . .

Nous avons eu depuis quinze jours deux bals superbes chez l'impératrice douairière. Celui d'avant-hier, à l'occasion du jour de naissance de l'Empereur, a duré jusqu'à trois heures et demie du matin. Avant dîner il y eut cour, et l'ambassadeur de France, Caulincourt, s'y trouvait. Je le connaissais depuis son enfance, ayant été fort lié avec sa famille, et je l'avais vu beaucoup lorsqu'il fut envoyé ici il y a six ans. Il m'a abordé avec beaucoup de politesse, se disant chargé par ses parents de les rappeler à mon souvenir, et nous avons eu une longue conversation à leur sujet,

qui a fait croire à beaucoup de monde que nous traitions d'affaires politiques. Il n'en a pas été question cependant, à l'exception qu'il m'a témoigné ses regrets que les anciennes liaisons entre la France et la Suède se trouvassent rompues, et son désir de voir changer cet état de choses. Nous étions convenus, M. le comte de Meerfeld et moi, pour ne pas avoir une dispute de préséance avec lui, d'intervertir l'ordre ordinaire qui s'était observé jusqu'à présent dans les cercles à la cour, où les ambassadeurs se rangeaient à la file, et de nous placer pêle-mêle avec les ministres. M. de Caulincourt était arrivé jeudi. Le lendemain, fête du grand-duc Nicolas, où cet ambassadeur ne se trouvait pas, nous avions observé ce nouvel arrangement. Cela n'a pas empêché que le jour en question il s'est mis à la place où se tenait autrefois le comte de Meerfeld, à la tête de la file, et qu'il n'ait pris le pas sur lui partout où cela pouvait se faire, ayant même dansé avant lui avec l'Impératrice. Le comte de Meerfeld prétend cependant qu'il a été réglé entre leurs cours, que les ambassadeurs respectifs alterneraient. Le pêle-mêle, auquel nous tiendrons dorénavant, sauve une partie des inconvénients, et m'a paru être approuvé

généralement par les Russes. M. Savary part avec MM. Lelorgne et Talhouet, et il a pris congé des impératrices dimanche passé ; l'Empereur l'avait pris en si grande amitié que l'on croit que les affaires de France perdront par son départ. On dit qu'il sera comblé de présents et qu'il aura le cordon de Saint-André. On veut savoir même que si la guerre éclate avec la Suède, il pourrait bien revenir avec quelques autres généraux français. A ce que l'on dit, il est question d'un traité d'alliance et de commerce entre la France et la Russie, et ce que j'ai eu l'honneur de mander à Votre Majesté au sujet du mariage de madame la grande-duchesse Catherine avec Buonaparte, gagne tous les jours quelques degrés de probabilité de plus. Je sais qu'il y a eu un entretien entre l'impératrice mère, la grande-duchesse, l'Empereur et le grand-duc Constantin, dont ces princesses sont sorties les yeux gros de larmes.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 26 novembre (8 décembre) 1807.

Le marquis de Vassé partant pour l'Angleterre pour aller rejoindre Monseigneur le duc d'Angoulême, j'ai demandé pour lui un passe-port de courrier. Je profite de son départ pour vous informer, M. le baron, que j'ai eu occasion de voir l'Empereur le jour de sainte Catherine, où il y eut cour le matin et bal le soir chez l'impératrice douairière, qui avait invité le corps diplomatique.

L'Empereur m'a fait très-bon accueil, mais il lui est échappé quelques mots qui m'ont prouvé qu'il était piqué, et lorsque je lui ai dit, sans avoir l'air de m'en apercevoir, que j'espérais de voir

durer toujours l'amitié qui l'unissait avec le roi, il a gardé un profond silence, mais sa mine m'a prouvé qu'il en doutait.

Ce bal était remarquable encore par les attentions marquées que toutes les personnes attachées à l'ancien système me marquèrent, et par le grand nombre d'avis que j'y reçus que les Français poussaient à une rupture avec la Suède, et que cette rupture aurait lieu immanquablement. Nous sommes devenus, me dirent quelques-uns, les esclaves de Buonaparte. Son fouet s'étend depuis Paris jusqu'à Pétersbourg, et puis des jérémiades qui ne finissaient point.

Toutes mes observations me prouvent qu'il est impossible de prévoir au juste ce qui doit arriver d'ici à deux ou trois mois *, mais qu'il faut être préparé à tout événement, et que bien certainement, si la paix ne se fait pas avant ce temps, nous serons forcés à nous déclarer pour ou contre l'Angleterre. . . . . .

. . . . . .

* C'est juste trois mois plus tard que l'armée russe passa les frontières de la Finlande suédoise.

(*Note de l'Éditeur.*)

M. de Caulincourt est attendu à chaque instant. On prétend qu'il porte avec lui les ordres qui décideront de la guerre ou de la paix avec la Suède. Quant à M. Romanzoff, il est très-fort disposé à s'y soumettre. M. Savary part d'abord après l'arrivée de l'ambassadeur; il aurait bien voulu rester ici, et il me semble que Buonaparte ne pouvait pas trouver un meilleur agent, mais on dit qu'il est mal en cour, pour s'être conformé tant soit peu au désir de l'Empereur dans les affaires de Turquie.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 27 décembre 1807 (8 janvier 1808).

Un courrier de l'amiral Siniawin, arrivé de Lisbonne ces jours derniers, a apporté la nouvelle que le régent de Portugal avait mis à la voile pour le Brésil, emmenant avec lui la cour, et tout ce que l'on avait pu embarquer de troupes, d'argent, d'armes et de munitions. Cet événement sera de la plus grande conséquence pour le commerce, qui, pour tout ce qui regarde les productions coloniales, se trouvera entre les mains des Anglais et des Brésiliens; et le Portugal, sans colonies, sera une possession de peu de valeur pour celui à qui Buonaparte l'accordera. On dit qu'il va

aller en Espagne pour y régler tout selon son bon plaisir. Ce bouleversement continuel, qui est le fruit de sa politique et de l'inquiétude dont il est dévoré, est maintenant le seul écueil contre lequel sa puissance pourra échouer, depuis que la force de l'inertie est la seule que l'on puisse opposer à ce torrent.

Il y a eu hier un bal chez l'Empereur, où le corps diplomatique n'a point été invité, à l'exception de l'ambassadeur de France et de sa suite.

On attend incessamment les ministres de Joseph et de Louis Buonaparte.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 4 (16) janvier 1808.

Les affaires sont toujours dans le même état ici. Les bruits de guerre avec la Suède se renouvellent avec plus de probabilité que jamais, depuis que l'on a reçu deux courriers de Londres avec la contre-déclaration de l'Angleterre, et la nouvelle qu'une alliance se négociait entre Votre Majesté et Sa Majesté Britannique. Le comte Romanzoff m'a dit que l'on attendait avec impatience la réponse de Votre Majesté à la dernière note qu'il m'avait adressée. Je lui ai observé que j'y avais déjà répondu; mais il m'a dit que cela ne suffisait point, et que, dans la position où la Russie se trou-

vait vis-à-vis de l'Angleterre, il lui importait infiniment de savoir au juste à quoi s'en tenir avec la Suède, et quel parti Votre Majesté était décidée de prendre. Il a ajouté que le temps pressait, et qu'il leur était impossible de rester plus longtemps dans l'incertitude. Tout cela aurait été détaillé plus amplement dans la dépêche dont je comptais de charger le lieutenant Lucander, mais la fâcheuse aventure avec le baron Sell a dérangé ce plan, et pour ne point perdre de temps je suis obligé de finir.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 11 (23) janvier 1808.

Le vieux Oestbom est arrivé le 8 (20) janvier de fort grand matin avec les ordres de Votre Majesté du 11 janvier. Voyant que la note que j'étais chargé de remettre au ministère russe, ne serait communiquée à M. d'Alopœus à Stockholm que quelques jours après le départ d'Oestbom, je ne me suis pas pressé de la faire parvenir, croyant qu'en pareille circonstances on gagne beaucoup en gagnant du temps; mais le comte Romanzoff, impatient d'apprendre ce que mon courrier m'avait apporté, m'a écrit dès le soir la lettre dont j'ai l'honneur de joindre ici la copie litt. A. Ma

réponse, envoyée le lendemain matin, se trouve sous litt. B. Elle fut suivie bientôt après de l'envoi de la note, qui, à ce que l'on m'a dit, a produit une grande agitation. Le refus qu'elle contient d'entrer dans les vues de l'Empereur, est fondé sur des raisons si solides, que l'on ne peut pas se refuser à leur évidence. Il est énoncé avec une modération parfaite, et une réserve qui éloigne toute idée de partialité, et qui devrait faire impression. Malgré cela, je crains bien que cette note ne fera d'autre effet que de mettre dans un plus grand jour la faiblesse de ce cabinet et la sujétion où il s'est mis. Il croit être réduit à l'alternative de se brouiller avec la Suède ou avec la France; et comme l'expérience lui a prouvé que la Russie ne peut pas résister à cette dernière puissance, il préfère la guerre avec la Suède, qui lui présente moins de dangers, et une conquête qu'il a toujours ambitionnée, et qui mettrait la Suède hors de rang. Il est certain que la Finlande perdue, la Suède cesse d'être un État indépendant, et que l'on ne pourra plus dormir tranquillement à Stockholm. La Norvége même ne présenterait qu'un faible dédommagement. La différence devient encore plus sensible, si l'on compare l'affection d'un

peuple uni à la Suède depuis un temps immémorial, et celle d'une nation soumise par les armes. Il en résulte, sire, que le danger est des plus imminents, et qu'il n'y a pas un instant à perdre pour prendre un parti définitif. Si Votre Majesté a résolu de s'exposer, elle, sa famille, ses États, aux hasards d'une guerre où les plus grandes peines n'aboutiront qu'à prolonger la défense, il faut se décider incessamment à des efforts extraordinaires, et mettre en action toutes les ressources imaginables, pour du moins ne pas succomber sans gloire. La Finlande en ce cas deviendra le premier objet de la sollicitude de Votre Majesté. Le projet est, à ce que j'ai appris, de l'attaquer sur trois points, d'entrer avec vingt mille hommes du côté d'Abborfors et d'Anjala, et de se rendre maître avant le dégel de Svartholm, et s'il est possible de Sweaborg; d'avancer de ce côté jusqu'à Abo, tandis qu'une colonne de cinq mille hommes pénétrera du côté de Saint-Michel, et une autre de même force du côté de Nyslott; trente mille seront tenus en réserve pour porter des secours où le besoin l'exigera. Au moyen de ces dispositions, qui ne sont pas mal vues, on espère de s'emparer de la Finlande en trois mois. Les subsistances

embarrassent, mais on en transporte d'ici jour et nuit, et on espère en trouver dans le pays assez pour nourrir des Russes, auxquels il faut si peu de chose pour vivre. L'armée de Votre Majesté en Finlande est trop inférieure en force pour résister longtemps à une attaque pareille, et dix mille hommes suffisent à peine pour défendre Sweaborg dans cette saison ; mais avec de l'argent on crée des soldats, et on se procure du pain. Au défaut d'autres secours, qu'il est impossible de faire passer dans ce pays pendant l'hiver, celui-là ne doit pas être ménagé, ainsi que de la bonne poudre et des armes, qu'il est bien nécessaire d'y faire passer. Les Anglais qui sont ici débitent que Votre Majesté recevra cinq millions de livres sterling de subsides. Cette somme, quelque forte qu'elle soit, ne suffira pas à la dépense. Chaque année de guerre a coûté au père de Votre Majesté, de glorieuse mémoire, 10 millions de riksdaler de banque. Cependant toutes les troupes qu'il avait sur pied, y compris la marine, ne montaient pas à cent mille hommes, et le seigle n'a jamais coûté 4 riksdaler de banque la tonne. Il faut maintenant le double de ces forces, et les prix ont renchéri prodigieusement.

J'ai reçu plusieurs avis que mon départ d'ici se ferait avant quinze jours, et l'irruption en Finlande en moins de quatre semaines. Mais je ne crois pas que cela aille si vite, et j'espère que nous aurons du répit jusqu'à la fin de février * ou jusqu'au mois de mars, quoique la France fasse jouer tous les ressorts pour précipiter la rupture. On n'est jamais pressé ici, et on le sera bien moins encore pour une expédition qui répugne autant au grand nombre, et à la plus saine partie de la nation, qu'à l'Empereur même. D'ailleurs on attend la quatrième division, qui ne pourra arriver que dans quinze jours, mais le plus grand obstacle vient d'un endroit d'où l'on devait s'y attendre le moins. Le Danemark fait les plus fortes représentations ici contre une rupture avec la Suède. M. de Blome a dit à l'Empereur dans une audience qu'il a eue dernièrement, que le Danemark est perdu si on attaque la Suède, qui s'emparera d'abord de la Norvége, tandis que les Français entreront bon gré malgré dans les provinces danoises qui avoisinent l'Allemagne, et les

* Ce n'est effectivement qu'à la fin de février que les Russes ont passé la frontière.

(*Note de l'Éditeur.*)

ruineront de fond en comble. Il me prie, il me sollicite de les sauver, de nous sauver nous-mêmes, comme si j'y pouvais quelque chose. A l'en croire, et ce sont vraisemblablement les propos des Français qu'il rapporte, Buonaparte désespérant d'une réconciliation avec Votre Majesté, et d'autant plus blessé du mépris qu'elle lui témoigne, veut lui faire une guerre à mort, et disposer de son trône, comme il dispose de tant d'autres.

M. de Blome a communiqué, mercredi dernier, au comte Romanzoff, la réponse que Votre Majesté a faite à la dernière note de la cour de Copenhague. « Cette réponse, m'a-t-il dit, quoique ma cour y soit fort peu ménagée, ne nous a pas offensés. Contenant une sorte de désaveu, que le roi n'a pas voulu occuper la Seelande, j'ai reçu l'ordre de la faire valoir ici sous ce rapport. Le comte Romanzoff n'a voulu y trouver que de la hauteur et un ton menaçant, et lorsque j'ai essayé de l'engager à employer son intervention pour que les Français n'entrassent pas dans le Holstein, il m'a répondu : « Ils y entreront malgré tout ce que nous pourrions faire. » Et là dessus le baron de Blome se désespère et se récrie contre ce ministère, comme je pourrais le faire,

quoiqu'il soit obligé de cacher son mécontentement.

Un courrier arrivé au ministère ces jours derniers, a apporté la réponse de la cour d'Angleterre à la déclaration de celle de Vienne. Je n'ai pas pu me la procurer, mais on dit qu'elle contient que S. M. Britannique est prête à faire sa paix avec la France à des conditions sûres et honorables pour elle et ses alliés. Cette réponse ayant été communiquée à Buonaparte, il a voulu qu'on y fît une réponse qui donnât une suite à cette ouverture de pacification. Il poursuit, en attendant, ses projets en Espagne, en Italie et en Grèce. Son armée en Dalmatie sera portée à 100,000 hommes, et il a proposé à la Porte Ottomane de faire avancer ses troupes jusqu'aux Dardanelles, pour les garder, en même temps qu'il demande des chantiers à Constantinople, pour y faire construire à ses frais des vaisseaux de ligne. Ces propositions ont jeté l'alarme ici parmi toutes les personnes qui sont attachées à leur pays ; mais comme elles sont accompagnées de l'offre de la Moldavie et Valachie et de la Finlande, on s'endort sur ces promesses, et on ne se réveillera que lorsqu'il ne sera plus possible de s'opposer aux projets ultérieurs du conquérant.

Au milieu de ces grands événements je ne me permets guère de songer à moi, mais comme je prévois que mon départ pourra être prochain, je dois demander des ordres à Votre Majesté sur ce que je dois faire de ces immenses archives qui se trouvent ici, et qu'il sera difficile de transporter. En d'autres temps, lors d'une rupture, on pouvait les confier à quelque ministre allié. Maintenant nous sommes seuls avec l'Angleterre contre le reste du monde. Je serai obligé de laisser après moi tout mon mobilier, qui fait une grande partie de ma fortune, le transport de ma famille ne me donnant que trop d'embarras, mais c'est surtout la sûreté des archives qui m'inquiète.

Je viens d'apprendre que la nouvelle étant parvenue à la bourse hier après dîner à trois heures, que j'avais donné une réponse au ministère, et que la guerre avec la Suède était inévitable, les marchands russes ont dit tout haut que cette guerre ne pouvait avoir que des suites funestes, puisqu'elle était très-injuste et très-mal vue, que l'Empereur suivait de mauvais conseils, et qu'il fallait chasser ces Français, et marcher contre eux; qu'alors ils contribueraient volontiers de leurs fortunes.

Le jour des Rois, au baptême des eaux, comme on l'appelle ici, il y avait une parade de quarante-sept bataillons et trente-trois escadrons, sans compter les Cosaques. Toutes ces troupes étaient vêtues à neuf, et présentaient de ma maison un coup d'œil superbe, dont je me serais passé très-volontiers. On disait que toute cette force armée se montait à 40,000 hommes; mais je suis certain qu'il n'y en avait pas 30,000. On avait fait venir des environs plusieurs régiments, qui sont retournés dans leurs quartiers deux jours après la cérémonie.

LETTRE DE M DE STEDINGK AU GÉNÉRAL DE KLERCKER.

Saint-Pétersbourg, le 16 (28) janvier 1808.

MON GÉNÉRAL,

Je crois de mon devoir de vous informer, M. le Général, qu'une rupture entre la Suède et la Russie semble être certaine.

Les forces russes disponibles en cet instant se montent à peu près à 60,000 hommes *. Leur plan doit être de s'emparer durant l'hiver des forteresses de *Sweaborg*, *Swartholm* et *Hangoe-Udd*, de sorte que la défense de ces points importants devra être le but principal de nos soins.

* La garnison de Saint-Pétersbourg, et celles des villes de l'Esthonie et de la Livonie y comprises, forment ensemble plus de 30,000 hommes.

On assure positivement que l'invasion en Finlande se fera sur trois colonnes, et aura lieu dans quinze jours, ou trois semaines au plus tard, quoiqu'on ne m'ait encore remis aucune déclaration de guerre, mais elle peut m'être donnée d'un moment à l'autre.

L'approvisionnement des Russes souffre de grands obstacles, mais on y travaille jour et nuit. De notre côté l'approvisionnement souffrira aussi de grandes difficultés, et l'on sera sûrement forcé de prendre des mesures extraordinaires afin de pourvoir Sweaborg de la quantité nécessaire de viande, pain et sel.

Les Russes croient que la conquête de la Finlande se fera facilement et en moins de deux mois, mais je compte sur la fidélité des Finois et sur leur horreur pour le joug étranger.

Jamais oppression n'aura été plus injuste et plus basse que celle dont nous sommes menacés.

A l'exception de l'Empereur, dominé par les Français, il n'est personne parmi les Russes qui ne blâme hautement cette entreprise.

J'ai l'honneur d'être, etc.

CURT V. STEDINGK.

DÉPÊCHE DE M. STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 17 29) janvier 1808

Il paraît décidé que nous aurons la guerre avec ce pays-ci, et personne n'en doute plus ici. On dit que la déclaration qui sera publiée à ce sujet est déjà imprimée, et quelques-uns prétendent l'avoir vue ; cela ne m'est pas démontré puisqu'ils n'en savent pas le contenu, mais les premiers personnages et tous les membres du conseil disent unanimement que la guerre est inévitable. Il est vrai qu'ils ne sont pas consultés, et que s'ils l'étaient, ils voteraient tous contre cette levée de boucliers ; mais aucun n'a le courage de s'y opposer, et de dire à l'Empereur ce qu'il devrait lui

dire, pour le détourner d'une entreprise aussi funeste à sa gloire, et à son existence peut-être. Cette malheureuse affaire paraît avoir été décidée lundi dernier, anniversaire de l'impératrice Élisabeth, où il y eut cour le matin et un bal magnifique le soir, dont l'impératrice douairière faisait les honneurs. C'est là où je vis que l'ambassadeur de France eut de très-longs entretiens avec l'Empereur, à trois reprises. Je vis aussi que ce souverain était mal à son aise, qu'il fit des objections, gesticulant beaucoup, mais que l'ambassadeur le serrait de si près, et insistait tant qu'il l'emporta à la fin, et que la dernière conversation finit par des remercîments et des révérences au contentement réciproque. Plusieurs jours auparavant, monsieur de Caulincourt avait dit hautement qu'il fallait répondre à la note que j'ai remise de la part de Votre Majesté, à coups de canon, et ne pas souffrir qu'elle fût d'un autre avis que l'empereur Alexandre. Il avait affirmé en même temps, que le règne de Votre Majesté était passé, et que c'était fait de la Suède. Malgré tout cela j'ai toujours espéré que le bon parti prendrait le dessus, que l'on différerait du moins cette fatale expédition jusqu'au printemps prochain, ou que l'on

serait empêché par le manque de vivres et de fourrage; mais on force tous les moyens; on paye jusqu'à deux roubles le poud de foin; on transporte d'ici 40,000 kul de farine que l'on envoie avec les dépôts de l'armée à Willmanstrand. Le général de Buxhœvden, arrivé depuis six jours, aura le commandement. Il a déjà nommé son état-major, et tout est en mouvement ici. Monsieur Ouwaroff commande l'avant-garde, et les gardes partiront, à ce qu'on dit, mardi prochain, pour se rendre à Fredrichshamn. L'Empereur a de longues conférences avec le général Sprengtporten, qui commence à devenir vieux, et qui, se glorifiant de sa faveur, ne sait plus se taire. C'est par ses alentours que j'ai appris que le parti est pris décidément de s'emparer de Svartholm, de Sweaborg et de Hangœ-Udd avant le dégel. On espère par ce moyen de se rendre maître de notre petite flotte et de toute la Finlande, avant que Votre Majesté puisse y envoyer du secours. La chose n'est pas impossible, si Sweaborg n'est pas pourvu de vivres, mais il faut espérer que les Finois, si dévoués à Votre Majesté, feront des efforts dignes d'eux, et que ce point principal pourra être sauvé.

Je tiendrai bon ici tant que je pourrai, sans compromettre mon caractère public, m'apercevant que plus nous approchons du dénoûment, plus le public me témoigne d'intérêt, et d'aversion pour la trahison que l'on nous fait; mais aussitôt qu'on m'aura déclaré que les relations cessent avec la Suède, je crois devoir demander mes passe-ports et partir.

Je serai obligé de laisser ma famille après moi, ne pouvant pas transporter en cette saison des enfants en bas âge, et qui ne sont pas très-robustes.

Pour tenter tous les moyens possibles de détourner l'orage, ou de retarder du moins son explosion, j'ai eu une longue conversation hier au soir avec le comte Tolstoy, favori de l'Empereur et celui qui passe ici pour être la cheville ouvrière des Français. Je ne sais plus ce que je lui ai dit, pour le rendre attentif sur le danger que courrait l'Empereur, et lui-même, en se précipitant dans le système que l'on avait embrassé; mais je me suis aperçu avec satisfaction que mes paroles n'étaient pas perdues, et il m'a promis, sur son honneur, de rapporter à l'Empereur ce matin tout ce que je venais de lui dire.

Trois courriers que l'ambassadeur de France a voulu expédier depuis huit jours, parmi lesquels son beau-frère, ne le sont pas encore. Cela prouve que tout n'est pas décidé encore. En attendant j'ai cru de mon devoir d'écrire la lettre ci-jointe au général commandant en Finlande, pour qu'il se garde d'une surprise, et qu'il songe à ravitailler autant qu'il peut les places menacées.

On me fait attendre depuis vingt-quatre heures le passe-port de courrier que j'ai demandé, ce qui est fort extraordinaire, étant accoutumé à le recevoir d'abord. Le courrier que l'on attend de Stockholm, de M. d'Alopœus, ne doit pas être arrivé encore. J'ai donné il y a trois jours un grand dîner au ministère et au corps diplomatique, où le comte Romanzoff m'a dit que ce courrier était attendu à chaque instant.

Au dernier bal à la cour, l'Empereur a été très-poli avec moi, mais froidement. L'inquiétude et la grande agitation que j'éprouve depuis quelque temps agit très-défavorablement sur ma santé, et je sens mes forces diminuer de jour en jour.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Le 21 janvier (2 février) 1808.

Les bruits de guerre avec la Suède continuant toujours à avoir cours dans la ville, j'en ai parlé au comte Romanzoff, en lui témoignant combien j'étais éloigné d'y ajouter foi, la loyauté de l'Empereur m'étant connue. Il m'a répondu qu'il ne savait pas quels pouvaient être les bruits de ville, et qu'en aucun cas la loyauté de Sa Majesté Impériale ne pouvait être mise en doute. Cela doit suffire pour vous rassurer, me dit-il, car jamais aucune attaque ne serait plus injuste et plus contraire aux principes que l'Empereur a manifestés pendant tout son règne.

Pour prouver combien peu de foi M. de Stedingk mettait aux assurances du comte Romanzoff, nous donnons ici copie de la lettre que l'ambassadeur écrivit au général de Klercker le surlendemain de ces assurances.

LETTRE DE M. DE STEDINGK AU GÉNÉRAL DE KLERCKER.

Saint-Pétersbourg, le 24 janvier (5 février) 1808.

Je suis heureux de voir, mon général, que dans la crise actuelle vous avez, avec le zèle que vous mettez toujours au service du roi, pris toutes les mesures pour défendre la patrie et repousser une odieuse attaque.

J'ai l'honneur d'être, etc.

CURT V. STEDINGK.

Apostille.

Saint-Pétersbourg, le 24 janvier (5 février) 1808.

Le général de Buxhoevden, qui commande l'armée et tout l'état-major, qui est fort nombreux, devait partir pour Fredrickshamn lundi dernier; il ne partira cependant que dimanche ou lundi prochain. Quand l'armée sera avancée, l'Empereur ira lui-même à Fredrickshamn. Le général de Buxhoevden n'a pas voulu des régiments de garde, et pour la première attaque on ne destine que vingt mille hommes de troupes de ligne, par l'impossibilité de transporter les vivres et les fourrages pour un plus grand nombre. Les régiments de cavalerie qui marchent sont destinés à empêcher le rassemblement de nos troupes, éparpillées dans une grande étendue de pays. Le général de Buxhoevden avait l'ordre de l'Empereur de concerter son plan d'opération avec le général de Sprengtporten, mais celui-ci n'est pas d'accord avec l'autre, et le trouve sot et vaniteux. Je me flatte encore que pour peu que les Russes trouvent une résistance vigoureuse,

ils se lasseront bientôt de leur excès de complaisance pour la France, et désireront la paix autant que nous. En cas de grands succès de leur part, la chose sera tout à fait différente. Ce qu'il y a le plus à désirer en ce moment, c'est que l'argent ne manque pas, et que Votre Majesté trouve de bons généraux. Le général de Klercker est le meilleur des hommes, brave, zélé, intelligent, mais il est vieux. Les forces lui manquent comme à moi, et l'activité, qui fait tout à la guerre, n'est le partage que de la jeunesse et de la vigueur.

Le baron d'Ehrenheim m'a écrit en date du 22 décembre, que les armes cédées à la Russie par Votre Majesté, pendant la dernière guerre, n'avaient pas encore été payées en partie, et que je devais en faire ressouvenir le ministère. Depuis que le général de Klercker a été chargé de recevoir les payements, je n'en avais plus entendu parler, et j'ignore à combien se monte la somme due. Je remettrai une note au ministère pour réclamer ce payement, et quoique je n'espère pas que l'on y fasse grande attention, il sera intéressant cependant de rappeler aux Russes que ces mêmes armes qu'ils tourneront contre nous peut-être, et qui

leur avaient été cédées pour un autre usage, n'ont pas encore été payées.

Je m'occupe tous les jours des préparatifs pour mon départ, et depuis que j'ai pris le parti de laisser ma famille ici jusqu'au printemps, mes affaires sont arrangées de manière que je puis quitter Pétersbourg dans les vingt-quatre heures. Je laisserai en ce cas-là les archives au duc de Serra Capriola, qui est tout dévoué à Votre Majesté et à sa cause. Je n'emporterai que les papiers les plus nécessaires.

Il est arrivé ici depuis une quinzaine de jours un négociateur turc, envoyé par la Porte pour traiter directement de la paix avec la Russie. On a tenu cet homme fort caché pour que l'ambassadeur de France ne trouvât pas mauvais que l'on entendît les propositions de cet envoyé, lorsque Buonaparte s'est constitué le médiateur entre les deux puissances. Malgré ces précautions, M. de Caulaincourt, ayant été informé de l'envoi, a fait beaucoup de bruit, et il a eu encore une autre rixe avec le ministère au sujet des droits que des négociants français à Pétersbourg réclament en vertu du traité de Tilsit. Il est assez curieux que le comte Romanzoff, si complaisant pour la France en tout ce

qui regarde les relations extérieures, a tenu ferme pour les affaires du commerce, et qu'il a tout refusé. Le public a saisi avidement ces premiers symptômes de discussion, qui prendront un caractère beaucoup plus sérieux avec le temps; mais en ce moment-ci la crainte est encore la plus forte, et maîtrise le Gouvernement russe, au point de lui faire faire toutes les folies que l'on voit, et dont nous souffrons.

La poste d'hier m'a apporté un bulletin de Stockholm du 22 janvier.

LETTRE DE M. DE STEDINGK AU GÉNÉRAL DE KLERCKER.

Saint-Pétersbourg, le 2 (14) février 1808.

MON GÉNÉRAL,

La position est toujours la même ici, et j'attends d'un moment à l'autre une rupture; mais en attendant nous avons gagné quelques jours, qui, j'en suis sûr, auront été mis à profit par vous, mon général, pour la défense du pays qui vous est confié.

Les forces russes qui passeront la frontière ne se monteront pas à vingt mille hommes, divisés en trois colonnes. La force principale passera la frontière à Keltis et se portera à Tavastehus.

Quand nos forteresses auront été approvision-

nées, et pourvues des garnisons nécessaires, le plus urgent est, à mon avis, de concentrer l'armée de manière à pouvoir agir sans cependant l'exposer à être tournée par l'ennemi.

La quantité de chemins d'hiver et de traverse, qui se trouvent dans le pays, est gênante, mais je suppose que vous avez fait encombrer de neige tous ceux qui mènent de la frontière dans l'intérieur du pays, en les rendant impraticables par ce moyen.

Je vous prie, mon général, d'expédier la dépêche ci-incluse à Sa Majesté par un courrier actif et intelligent. Si la mer n'est pas praticable il faudra qu'il prenne la route de Torneä.

Ma position est si difficile ici que je préférerais cent fois me trouver en face d'une batterie ennemie. En attendant, je fais tous mes efforts pour gagner du temps, s'il est impossible d'empêcher la guerre.

Tout ce que je vous mande, mon général, doit être tenu aussi secret que possible, afin que je ne perde pas mon crédit ici.

. . . . . .

J'ai l'honneur d'être, etc.

CURT V. STEDINGK.

LETTRE DU GÉNÉRAL DE KLERCKER A M. DE STEDINGK.

(1808)

EXCELLENCE,

J'ai eu l'honneur de recevoir la lettre de Votre Excellence en date du 14 (26) janvier, et je me suis hâté de faire tous les préparatifs pour la défense de la Finlande, qui dépendaient de moi.

J'ai lieu de croire que si l'ennemi nous accorde encore quinze jours de délai, l'armée finoise sera en état de repousser l'invasion, et de rendre nuls les succès qu'on croit si faciles.

. . . . . .

. . . . . .

J'ai l'honneur d'être, etc.

ET. R. DE KLERCKER.

Apostille de M. de Stedingk.

Saint-Pétersbourg, 2 (14) février 1808.

D'après ce que j'apprends tout à l'heure, il se pourrait que l'entrée des Russes en Finlande fût différée encore d'une semaine. Il est tombé tant de neige que les transports qui viennent d'ici n'avancent pas.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 11 (23) février 1808.

A la suite d'une audience que l'Empereur m'avait fait l'honneur de m'accorder le 3 (15), et d'une conférence que j'ai eue le lendemain avec M. le comte Romanzoff, j'allais expédier samedi dernier le courrier Cronland avec mes très-humbles rapports. N'ayant pas reçu le passe-port du courrier que j'avais demandé, ni ce jour-là ni le lendemain, j'ai écrit au comte Romanzoff pour lui rappeler ma demande. En réponse, vers les neuf heures du soir, ce ministre m'a envoyé avec un passe-port pour Memel la note et la déclaration de guerre ci-jointes.

Dans l'embarras et l'incertitude où je me trouve, j'essaye du seul moyen de communication qui me reste avec ma cour, en mettant cette très-humble dépêche à la poste. Je ne me serais jamais attendu à être traité avec cette rigueur, et comme ambassadeur de Votre Majesté, et comme une personne qui, sous trois règnes, a joui de la confiance des souverains et du ministère de cet empire.

NOTE DE M. DE STEDINGK.

L'ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté le roi de Suède a reçu hier au soir la note de S. Ex. M. le comte Romanzoff, en date du 9 (21) février, avec la déclaration qui l'accompagnait. Il a vu avec autant de surprise que de douleur, qu'elle était peu conforme aux liaisons de famille, d'intérêt et d'amitié qui unissent les deux souverains ; que l'on n'y rendait pas justice aux sentiments reconnus du Roi, son maître, et qu'il n'y est pas fait mention même de la proposition que le soussigné a été chargé de faire en dernier lieu au ministère impérial, pour la neutralité de la mer Baltique, mesure qui a excité constamment la sollicitude du Roi, et qui aurait garanti les états de S. M. Impériale de toute hostilité, mieux qu'aucune autre.

L'ambassadeur, ne se permettant pas de préjuger le sentiment de son auguste souverain, s'abstient de toute autre réflexion, mais il ne peut passer sous silence qu'en supposant gratuitement au Roi des dispositions qu'il n'a manifestées d'aucune manière, la déclaration dit : « Que S. M. Impériale va recourir sans délai aux moyens que la Providence lui a confiés, pour assurer la sécurité de son empire. » Ces termes, dont le sens est pour le moins douteux, obligent le soussigné d'en demander une explication franche et précise à M. le comte Romanzoff. Il doit aussi observer à Son Excellence qu'il a été fort surpris que l'intention de S. M. l'Empereur étant que cette déclaration parvienne au Roi par le soussigné, la seule voie qu'il a pour correspondre avec sa cour lui soit fermée ; celle de Memel, que M. le comte Romanzoff lui indique, n'étant pas praticable en cette saison, et pouvant lui manquer d'un moment à l'autre.

Dans cet état de choses le soussigné ne peut que réclamer les droits inhérents à la place qu'il occupe, dont celui d'une libre communication avec sa cour est un des plus essentiels et des moins contestés. Il prie S. Ex. M. le comte Roman-

zoff de porter ces justes réclamations à la connaissance de S. M. l'Empereur, et de lui envoyer le plus tôt possible un passe-port pour son courrier, afin de pouvoir faire parvenir au Roi cette déclaration, qu'il importe tant à Sa Majesté de connaître promptement.

Le soussigné profite de cette occasion pour renouveler à M. le comte Romanzoff les assurances, etc.

CURT V. STEDINGK.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 14 (26) février 1808.

Ma très-humble dépêche du 11 (23) février, dont la copie se trouve jointe ici, avec les pièces qui y appartiennent, avait été mise à la poste, faute d'autre moyen de communication, lorsque j'ai reçu vers les dix heures du soir la note du comte Romanzoff, n° 6, que j'ai également l'honneur de joindre ici. Le jour suivant je lui ai demandé par la lettre n° 7 un passe-port de courrier pour Memel, et j'ai appris dans la journée que les Russes étaient entrés sur plusieurs colonnes dans la Finlande suédoise, se faisant précéder d'insinuations et d'imprimés, pour tromper les

pauvres Finois et leur faire accroire que la Russie n'avait aucune intention hostile, que les deux cours étaient d'accord, et citant pour preuve que j'étais à Pétersbourg, et M. d'Alopœus à Stockholm. Ces nouvelles, jointes aux chagrins que j'ai éprouvés depuis longtemps, m'ont causé une révolution et des douleurs d'entrailles si violentes que j'ai cru en mourir, et qu'il m'a été impossible de rien entreprendre ce jour-là. Étant un peu remis hier, j'ai écrit à M. de Brinckmann, et j'ai songé à ce qu'il convenait de faire dans la situation étrange où je me trouve. Voyant la guerre commencée, il m'a paru qu'il ne me restait plus que de sauver ma dignité de représentant de Votre Majesté, et après y avoir mûrement réfléchi toute la nuit, j'ai envoyé ce matin la note 8 au comte Romanzoff.

On m'a dit hier au soir que l'intention des Russes était de me retenir ici le plus longtemps possible, parce que M. de Sprengporten leur a assuré que j'avais beaucoup de crédit auprès des Finois, et que ma présence pourrait nuire à ses plans et aux intérêts de la Russie.

Malgré le mécontentement que cette guerre produit dans le public, il y a des personnes qui

disent hautement que la conquête de la Finlande est d'une nécessité absolue pour la sûreté de la capitale, et l'ambassadeur de France prétend que la perte de soixante mille Russes, qui sont à présent en Finlande, et de trois fois autant, n'est pas à mettre en comparaison avec l'avantage pour la Russie de se rendre maître de ce pays. Votre Majesté peut être convaincue qu'on n'hésitera point ici d'appeler quarante mille Français au secours, si contre leur attente nous aurions quelque succès. En attendant, j'ai appris que les Russes ayant eu l'ordre de ne point tirer en s'avançant sur notre territoire, ils ont essuyé à Abborfors un feu de mousqueterie assez vif, qui leur a tué et blessé environ cinquante personnes. L'Empereur étant informé de cet événement en a témoigné le plus grand chagrin, disant qu'il avait voulu entrer en Finlande comme ami, et qu'on l'avait assuré qu'il ne trouverait point de résistance. Le quartier général a été transféré à Lovisa, et le général de Buxheovden a écrit qu'il fera tout son possible pour avancer rapidement, afin de s'emparer de Sveaborg et de la flottille avant le dégel.

La flotte des Russes consiste en dix vaisseaux de ligne et sept frégates, qui sont en bon état.

Trois vaisseaux de ligne sur les chantiers pourront être achevés peut-être au mois de juillet. On fait force de batteries à Cronstadt, et on en construit en bois sur les glaces entre Oranienbaum et Cronstadt; le tout sous la direction de M. Ponton, qui visite aussi toutes les côtes, accompagné du ministre de la marine, M. Tchitchagoff. On traîne avec beaucoup de dépense de la grosse artillerie partout où quelque débarquement pourrait être tenté, et les frais de cette équipée sont si considérables, que depuis le 1^er^ jusqu'au 15 janvier on avait dépensé dix millions de roubles d'extraordinaire. Vingt autres millions sont encore destinés pour la guerre contre nous. Pour y suppléer, il faut de nouveaux impôts dont les édits vont paraître.

Je ne songe plus qu'à me tirer d'ici d'une manière ou d'autre, et j'espère par la grâce de Dieu que, quoi qu'il arrive, je saurai maintenir mon caractère public, et ne pas déroger à ma qualité de Suédois.

La déclaration contre la Suède a été imprimée et envoyée aujourd'hui à tout le corps diplomatique.

M. de Budberg a eu son congé, et M. Ro-

manzoff a été fait ministre des affaires étrangères hier, et a gardé en même temps le ministère du commerce. Il a dit à quelqu'un de ma connaissance que les Danois allaient faire une descente en Scanie vers ce temps-ci.

NOTE DE M. DE STEDINGK.

L'ambassadeur extraordinaire de S. M. le roi de Suède, ayant trouvé dans la déclaration sans date qui lui a été adressée le 9 (21) février quelques expressions qui lui faisaient appréhender des intentions hostiles contre la Suède, en avait demandé par la note du 10 (22) une explication franche et précise à M. le comte Romanzoff, ministre dirigeant des affaires étrangères. Dans la réponse que Son Excellence lui a faite en date du 11 (23), elle a passé sous silence un objet de si haute importance, et le soussigné n'a pas tardé à être informé par la voix publique, toute communication lui étant fermée avec son pays, que les troupes russes étaient entrées dans la Finlande

suédoise, et y avaient attaqué celles du Roi, son maître.

Après une telle agression, une violation de territoire aussi manifeste, le soussigné voit avec regret qu'il lui est impossible de continuer ses fonctions d'ambassadeur du Roi auprès de Sa Majesté Impériale, à moins qu'une violence pareille ne soit suivie d'une prompte réparation. S'il se pouvait qu'elle lui fût refusée, il prierait Son Excellence de vouloir bien lui envoyer des passe-ports pour lui, sa famille, sa suite et ses équipages, afin de pouvoir se rendre par le plus court chemin auprès du Roi, son maître. Il réclame aussi en ce cas-là l'exécution de l'article XXXIV du traité de commerce qui subsiste entre la Suède et la Russie, et il propose de laisser à Saint-Pétersbourg M. de Schenbom, consul général de Suède, pour régler tout ce qui a rapport à cet objet.

Pénétré du malheur d'une rupture entre deux souverains unis par le sang et les intérêts les plus puissants, la seule consolation qui lui reste est de n'avoir rien négligé pour l'éviter, et se conformer au désir constant du Roi de maintenir la paix et la meilleure intelligence avec Sa Majesté Impériale.

Si dans la conjoncture actuelle Sa Majesté, fidèle à ses engagements, n'a pu rompre ceux qu'elle avait contractés avec l'Angleterre sous les auspices et la garantie de la Russie, elle ne s'est pas moins occupée à préserver les états de son voisin et ancien allié, de toute hostilité, par le seul moyen qui était en son pouvoir, et les propositions que le soussigné a été chargé de faire pour la neutralité de la mer Baltique : celles qu'il a exposées en dernier lieu dans sa note du 6 novembre en serviront de preuve.

L'ambassadeur a l'honneur de réitérer à M. le comte Romanzoff les assurances, etc.

CURT V. STEDINGK.

Saint-Pétersbourg, le 14 (26) février 1808.

DÉPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Saint-Pétersbourg, le 27 février (7 mars) 1808.

Après avoir acquis une entière certitude par la voix publique, que les troupes russes étaient entrées dans la Finlande suédoise, et que les hostilités avaient commencé, j'ai vu qu'il m'était impossible de continuer mes fonctions d'ambassadeur auprès de S. M. l'Empereur, et l'ayant fait connaître à M. le comte Romanzoff, ministre des affaires étrangères, dans une note du 14 (26) février, je lui ai demandé des passe-ports pour me rendre par le plus court chemin auprès de Votre Majesté. Des passe-ports m'ont été envoyés le lendemain par la route de Memel, le chemin de la

Finlande ayant été fermé par ordre de Sa Majesté Impériale à tout courrier et voyageur. La route qui m'était indiquée me présentant beaucoup d'inconvénients, et me paraissant même impraticable dans les circonstances actuelles, j'écrivis à M. le comte Romanzoff, pour obtenir un changement dans ces dispositions, et j'ai reçu en réponse une lettre infiniment polie et honnête, par laquelle ce ministre me fait connaître que l'Empereur me donnera un de ses bâtiments pour me transporter en Suède; que je suis le maître de laisser ma famille à Pétersbourg jusqu'à la belle saison, et d'envoyer alors un bâtiment pour la chercher; que si je préfère de m'embarquer par un bâtiment suédois, il ne sera mis aucun empêchement à l'arrivée de ce vaisseau ici, ni à son départ; qu'en attendant je pouvais rester à Pétersbourg et y jouir de tous les égards dus à ma dignité. Des offres aussi obligeantes n'auraient pu que me contenter entièrement, si je n'avais pas eu le plus grand désir de me rendre le plus tôt possible auprès de Votre Majesté. En conséquence j'ai accepté avec beaucoup de reconnaissance celles qui regardaient ma famille, mais j'ai réitéré ma demande de passer par la Finlande, ou, si ce chemin continuait à être fermé, de pou-

voir m'embarquer sur un bâtiment suédois à Baltischport, celui des ports russes sur la Baltique qui me paraissait le plus convenable, étant le plus dégagé des glaces, et à une moindre distance de Pétersbourg que celui de Libau. Cette demande m'ayant été accordée par la lettre dont j'ai l'honneur de joindre ici la copie, je supplie très-humblement Votre Majesté de vouloir bien donner ses ordres pour qu'un de ses bâtiments vienne me prendre à Baltischport. Je m'acheminerai lentement vers cet endroit, afin de laisser au vaisseau le temps d'arriver.

Mes derniers très-humbles rapports du 14 (26) février ont été envoyés par le courrier Cronland.

NOTE DE M. ROMANZOFF.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR.

J'ai mis sous les yeux de l'Empereur la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 19 du courant. Sa Majesté m'a chargé de vous renouveler l'assurance qu'il dépendait de vous, M. l'ambassadeur, de laisser ici madame votre épouse et vos enfants, jusqu'à ce qu'un vaisseau du Roi vienne les chercher. Je veillerai à ce qu'ils éprouvent ici, en votre absence, toute sorte d'égards, et ne soient pour leurs personnes exposés à aucun sujet d'inquiétude.

Quant au passage à travers la Finlande, Sa Majesté Impériale ne change rien à la détermination à cet égard. J'ai eu l'honneur de vous offrir, M. l'ambassadeur, un bâtiment de Sa Majesté

Impériale ; mais puisque vous préférez de demander au Roi, votre maître, un vaisseau qui puisse vous ramener en Suède, il dépend de Votre Excellence de m'envoyer la lettre qu'elle se propose d'écrire à ce sujet, et je la ferai passer incontinent à M. le comte de Buxhoevden, qui la transmettra à sa destination.

Sa Majesté Impériale, qui ne varie point ses dispositions à votre égard, et qui désire dans chaque occasion constater le cas particulier qu'elle fait de Votre Excellence, m'a prescrit de lui faire connaître que jusqu'à l'arrivée du bâtiment qui viendra la chercher, il dépend d'elle de rester à Saint-Pétersbourg, et qu'elle y jouira sans aucun doute de toute la juste déférence qu'elle est en droit de réclamer.

Je saisis avec empressement cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, etc.

Était signé : Le comte NICOLAS ROMANZOFF.

Le 24 février 1808.

DEPÊCHE DE M. DE STEDINGK AU ROI.

Carlscrona, le 6 juillet 1808.

Grâce au ciel et à Votre Majesté je revois la terre natale et je jouis encore d'un instant de bonheur. La frégate que Votre Majesté m'a fait la grâce de m'envoyer vient de mouiller à Carlscrona. Mon embarquement s'est fait à Baltischport, le 23 juin. Nous sommes arrivés à la rade de Lieban le 26, mais madame la duchesse d'Angoulême ayant été retardée par des obstacles imprévus n'a pu s'embarquer que le 2 juillet. Malgré ce retard j'espérais d'arriver à Stockholm avant le départ de Votre Majesté et de jouir du bonheur de lui présenter en personne l'hommage

de mon profond respect, de ma reconnaissance et d'un dévouement sans bornes. Cette douce illusion a cessé, M. l'amiral Puke, qui est venu à bord avec Monseigneur le duc d'Angoulême, m'ayant appris que Votre Majesté avait quitté sa capitale. Bientôt après, Sire, j'ai eu l'honneur de recevoir le très-gracieux rescrit de Votre Majesté qui m'assigne une place dans la régence. Cette nouvelle marque de bonté et de confiance m'a touché infiniment, et quelque peu versé que je sois dans les affaires de l'administration, je tâcherai de suppléer au défaut de talents, par mon zèle et mon application. La seule chose qui m'embarrasse dans l'exercice de l'emploi que Votre Majesté a daigné me confier, est que ma main droite me refuse souvent le service de tenir la plume, pendant qu'il lui reste assez de force pour manier une épée. Aussitôt que mes voitures, qui se trouvent sur un autre bâtiment, seront débarquées, je me mettrai en route pour Stockholm, mais j'ose demander très-humblement la permission à Votre Majesté de jeter en passant un coup d'œil sur ma terre en Sudermannie, que je n'ai pas vue encore, et où j'avais ordonné quelque bâtisse.

Puisse l'Être suprême bénir toutes les entreprises de Votre Majesté, et lui accorder tous les succès que la justice de sa cause mérite et que mon cœur lui désire.

APPENDICE*.

Extrait d'une lettre de M. Adair à M. Fox.

Vienne, 23 août 1806. (Page 122.)

. . . . . .

J'ai l'honneur de vous informer avec une vive satisfaction que le comte Razumoffsky a reçu de Saint-Pétersbourg des dépêches, en date du 12 du courant, renfermant un désaveu direct et formel de l'empereur Alexandre de toutes les négociations faites à Paris par M. d'Oubril.

* Le second volume des Mémoires de M. de Stedingk était livré à l'impression lorsqu'on a publié en Angleterre les Mémoires de S. R. Adair. Nous extrayons de cet ouvrage, plusieurs fragments de lettres qui se rapportent à celles de M. de Stedingk.

Il y est déclaré qu'il a outrepassé à la fois ses instructions et ses pouvoirs ; la ratification des préliminaires est absolument refusée, et signification est faite à la France dans une note qui doit être, conformément aux ordres de l'Empereur, soumise à M. de Talleyrand, que la Russie ne consentira à la paix qu'aux conditions suivantes.

La France évacuera entièrement la Dalmatie et l'Albanie; la Sicile, au moins, sera conservée à son souverain ; et le roi de Sardaigne sera indemnisé de la perte de son territoire continental. L'Empereur déclare de plus que même à ces conditions, il ne signera la paix que lorsque toutes les hostilités auront cessé entre la Grande-Bretagne et la France.

Les commandants russes ont reçu l'ordre de ne faire aucune attention à M. d'Oubril, mais de considérer ce qu'il a fait comme nul et non avenu. L'amiral Siniavin, qui commande dans l'Adriatique, avait déjà donné avis au comte Razumoffsky de la signature du traité par M. d'Oubril ; il avait appris cette nouvelle par ouï-dire, mais il ne la considérait que comme un stratagème de l'ennemi.

Dans la tournure nouvelle que va donner aux affaires cette mesure décisive de la cour de Saint-Pétersbourg, on peut s'attendre avec assurance à une reprise des hostilités sur une plus grande échelle. Je ne manquerai pas d'engager cette cour à considérer sérieusement sa situation, et de lui renouveler l'offre généreuse de Sa Majesté, dans le cas où se présenterait cette circonstance à laquelle vous faites allusion dans votre dépêche du 28 juillet.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Lettre de M. Adair à sir Sidney Smith.

Vienne, 29 juillet 1806. (Page 319.)

Mon cher Monsieur,

Je vous écrivis le 28 du mois dernier. Un courrier sicilien porta ma lettre avec les dépêches du commandeur Ruffo au général d'Acton.

Je vous parlais dans cette lettre des négociations projetées entre la Russie et la France pour le rétablissement d'une paix générale, et de la présence de lord Yarmouth à Paris dans le but de coopérer à ce résultat, si on pouvait convenir d'une base raisonnable. Je vous indiquais également les conditions sur lesquelles il me semblait probable que nous devions insister comme formant cette base, et j'ajoutais que l'empereur Alexandre nous avait donné les assurances les plus positives de son adhésion au grand principe de négociation posé dans la correspondance entre M. Fox et M. de Talleyrand, savoir, la conclusion de la paix uniquement d'après un consentement mutuel.

Je regrette vivement d'avoir à vous informer que, d'après une lettre que j'ai reçue de lord Yarmouth le 21 de ce mois, il paraît qu'une paix particulière entre la France et la Russie a été signée à Paris le 20.

Les conditions sont ainsi qu'il suit : 1) l'évacuation immédiate de l'Allemagne ; 2) la garantie réciproque de l'indépendance de l'empire ottoman ; 3) la Poméranie suédoise ne sera pas attaquée ; 4) dans un article secret la Russie s'engage à obtenir du roi de Naples le consentement de recevoir Majorque, Minorque et Iviça en échange de la Sicile.

Vous voyez donc qu'on nous laisse seuls soutenir la lutte, et nous la soutiendrons, j'espère, jusqu'au bout, plutôt que de consentir à ce que la France possède la Sicile, et à plus forte raison, plutôt que de l'aider à enlever de force à son souverain légitime ce reste de ses États.

Je ne puis attribuer cette conduite de la Russie qu'au changement qui a eu lieu dernièrement dans le cabinet de Saint-Pétersbourg. Le prince Czartorisky a, en effet, donné sa démission pour avoir conseillé des mesures plus énergiques que celles que l'empereur Alexandre était disposé à suivre.

J'ai confié cette lettre à M. Matthews qui se rend en Sicile par Vienne. M. Matthews est secrétaire privé du général d'Armfelt, et il est au service de Sa Majesté Suédoise. Il m'a apporté une lettre confidentielle de M. Pierrepoint, en date de Stralsund, 16 juillet.

M. Fox a été malade, mais le 18 il était beaucoup mieux.

Depuis que j'ai commencé ma lettre, j'ai appris que lord Yarmouth avait remis à Paris ses pleins pouvoirs et qu'il avait ouvert les négociations. J'ai reçu d'Angleterre,

à la même époque, une lettre en chiffres dont je vous transmets copie.

J'en conclus que la France a cédé en ce qui concerne la Sicile.

Tout à vous, etc. *Signé* R. A.

Extrait d'une lettre de M. Adair à M. Stuart.

Vienne, 2 novembre 1806. (Page 345.)

. . . . . .

Il est un autre point que j'ai pu observer et qui me donne la plus grande inquiétude : c'est l'état de l'affaire de Cattaro. C'est peut-être un sujet bien délicat ; tout ce que je puis en dire, c'est que, si on ne la traite pas avec la plus grande adresse, je prévois entre les deux cours la mésintelligence la plus fatale. Les demandes de la France ont été si péremptoires que, prenant en outre en considération ses derniers succès et la rupture de la négociation de lord Lauderdale, on s'est trouvé ici dans la nécessité de donner de nouveaux ordres pour l'attaque de la place. Permettez-moi donc de vous recommander de préparer le ministère russe à cet événement et d'empêcher qu'il vienne encore jeter du froid sur les relations qui existent entre les deux cours. Je ne vois vraiment pas que l'Autriche puisse se conduire autrement qu'elle l'a fait dans cette malencontreuse affaire, et quel que pût être mon regret de voir la forteresse entre les mains de la France,

il serait encore plus déplorable qu'une jalousie maladroite à l'occasion d'un objet aussi secondaire, causât l'occupation de la Pologne par la France. Cela serait d'autant plus à regretter que, dans le cas même où Cattaro passerait aux Français, il est impossible qu'ils puissent s'y maintenir tant que nous serons maîtres de la mer et alliés avec les Monténégrins. Du reste les meilleurs officiers d'ici, ceux qui connaissent le moindre pouce de terrain sont persuadés que pas un homme envoyé en Dalmatie par les Français ne nous échappera, nos affaires fussent-elles même médiocrement conduites dans ce pays.

. . . . . .

M. Stuart à M. Adair.

Saint Pétersbourg, 26 novembre 1806. (Page 347.)

Mon cher Monsieur,

J'ai reçu votre lettre du 2 novembre, et le général de Meerfeld m'a communiqué la substance de dépêches par lesquelles le comte de Stadion le charge de réclamer mon intervention auprès de ce cabinet, dans l'espoir d'arranger les affaires de la Turquie, de manière à concilier les intérêts des deux cours, et à créer une bonne harmonie dans un moment où un accord mutuel est désirable pour agir contre l'ennemi.

Cette tâche n'a pas été facile; car quoique je sois sur le pied de la plus parfaite intimité avec Meerfeld, et honoré de l'entière confiance du ministre russe, l'irritabilité d'un côté et la susceptibilité de l'autre, ont créé des obstacles qui, selon moi, n'auraient jamais dû exister. Quoi qu'il en soit, les remontrances de l'ambassadeur au sujet de la déclaration relative à la Turquie, furent par ce moyen suffisamment adoucies pour engager le ministre à décla-

rer par écrit qu'aucun projet de conquête n'influencerait la conduite de la cour de Saint-Pétersbourg vis-à-vis la Porte.

L'état des affaires en Prusse me força alors à insister sur la nécessité de la part de ce gouvernement de se réduire du côté du sud pour concentrer vers la Vistule la masse de ses forces disponibles. L'armée en Moldavie ne monte donc plus qu'à 40,000 hommes, et le reste du corps de Michelsen a reçu l'ordre de marcher vers les frontières de Prusse.

Tous les arguments tendant à montrer le secours puissant que peut rendre à notre cause la cour de Vienne, devraient déterminer les Russes à maintenir M. Razumoffsky dans son présent poste, et à différer, ou, s'il était possible, à ne pas donner suite à l'ambassade du prince Kurakin.

Le baron de Budberg m'a dit franchement qu'il condamnait cette mesure ; elle est la conséquence d'une intrigue de cour ourdie avant qu'il arrivât au pouvoir, et il ne saurait la révoquer. Il s'efforcera cependant de remédier à ce malheur en envoyant à Vienne le comte Pozzo di Borgo qui vous remettra cette lettre, et qui a des instructions secrètes suffisantes pour traiter sur tout ce qui peut, dans ce moment, intéresser les deux cours. Le grand objet de ce gouvernement est de persuader à l'Autriche de s'armer et de prendre part à la guerre s'il se présente une occasion favorable. On sacrifiera à ce but Cattaro et toute autre considération secondaire ; on espère qu'une déclaration réciproque obligera les deux parties à ne pas conclure une paix particulière et à ne pas tenir compte de la neutralité future et probable de la Prusse.

Stadion, Razumoffsky, Meerfeld et Budberg sont également intimes avec M. Pozzo di Borgo. Le choix qu'on a fait de lui satisfera donc probablement tous les

partis ; il me reste seulement à vous prier de le traiter avec confiance, et d'aider ses efforts par toute l'influence que mérite la nature de son emploi.

Son voyage ne sera connu que de ceux avec lesquels il doit entrer en négociation immédiate. Je sais que dans cette transaction, il nous faudra agir souvent sans instructions positives, mais lorsque nous n'avons aucun moyen de communication avec le ministère, nous devons nous reposer sur notre jugement pour faire ce que nous croirons le plus favorable aux intérêts du gouvernement. D'après ces motifs je suppose donc que vous n'hésiterez pas à soutenir une entreprise dont dépend en grande partie la possibilité des mesures suggérées par votre dernière lettre.

Comme vos lettres d'Angleterre devront passer par Saint-Pétersbourg ou Trieste quand on connaîtra à Londres la situation présente du continent, je suis d'avis que des communications fréquentes soient maintenues à l'avenir entre les deux missions.

Je vous adresse, ci-inclus, des extraits de mes dépêches relativement à la Turquie, ainsi qu'une copie de la déclaration de la Russie à ce sujet, copie que j'ai également transmise à M. Arbuthnot.

J'ai l'honneur d'être, etc. Charles Stuart.

Extrait d'une lettre de M. Adair à M. Stuart.

Vienne, 6 décembre 1806. (Page 349.)

Mon cher Monsieur,

Le départ d'un courrier pour Saint-Pétersbourg me donne l'occasion de vous écrire et de vous informer de la situation où sont aujourd'hui les affaires à cette cour.

Je reçus le 3 du courant une lettre de M. G. Jackson datée du quartier général du roi de Prusse, m'informant que Sa Majesté avait rejeté l'armistice proposé *in toto*, et s'était mis entièrement entre les mains de l'empereur de Russie. Sa Majesté, ajoutait-il, espérait vivement que, pour engager cette cour à se mettre en avant, on réclamerait l'intervention de la Russie, par l'entremise de son ministre ici, ainsi que ma coopération zélée avec lui et le comte de Finkenstein. La lettre renfermait de plus une demande du comte Woronzow, afin que je fisse au comte Razumoffsky la communication ci-dessus.

Depuis mon arrivée ici je n'ai jamais manqué de représenter au gouvernement autrichien le danger imminent

où il se trouve sous l'influence de la France ; j'ai ajouté à ces représentations les assurances du soutien le plus efficace et de la coopération la plus énergique de la part du gouvernement britannique.

. . . . . .

C'est le sentiment profond de ces dangers épouvantables qui me porta à vous écrire comme je le fis le 25 du mois d'octobre dernier. Ce danger doit, je pense, être évident à la Russie elle-même. Pour l'amour de Dieu, laissez-moi vous prier d'insister sur ce point auprès de ceux des conseillers de Sa Majesté Impériale qui n'en comprendraient ni l'étendue, ni la rapidité avec laquelle il se précipite sur eux. Il ne nous reste enfin que quelques moments pour nous décider, je ne dis pas seulement à résister, mais à nous assurer cette dernière consolation des grands et des braves, mourir comme nous avons vécu, avec honneur!

J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé, B. A.

M Hutchinson à lord Hutchinson.

Kœnigsberg, lundi 9 février 1807. (Page 373, sq.)

Vous êtes déjà au courant des différents mouvements de l'armée russe, depuis Mohrungen que nous quittâmes le 3 du courant, jusqu'à Preussisch-Eylau, où nous arrivâmes le 7, après avoir pris la direction de Ienkova, Wolsdorf, Frauensdorf et Landsberg. Vous ne pouvez qu'avoir blâmé le premier mouvement sur Iankova, près d'Altenstein, dont l'ennemi s'était approché, surtout, puisque le général de Bennigsen avait déclaré que son but était d'éviter un engagement général ; il se plaçait au même moment dans une situation où il devenait évident qu'il serait forcé de combattre si l'ennemi le désirait, ou de décourager et de fatiguer ses troupes par des marches de nuit à travers les sables, pour éviter aussi longtemps que possible le moment fatal qui déciderait des destinées et des intérêts de toutes les puissances de l'Europe. Le 4, l'ennemi ne put parvenir à nous déloger sur deux différents points de la position très-étendue que nous occupions à Iankova; mais le soir du même jour il fit avancer un corps, et fit une

reconnaissance assez vive. Pendant les quatre jours suivants l'arrière-garde de l'armée russe se défendit avec vigueur et habileté contre des troupes de beaucoup supérieures. A Landsberg, vers le soir du 6, l'ennemi ayant repoussé l'arrière-garde, se montra pour la première fois en nombre sur les collines situées vis-à-vis de notre camp, mais la nuit l'empêcha de tenter une attaque. Le soir suivant il s'empara du village de Preussisch-Eylau, situé sur le front de notre position, dans une vallée qui nous séparait d'une chaîne de collines sablonneuses qu'il devrait franchir en arrivant de Landsberg. Nous avions pris position dès le matin du 7, et dans le principe nous occupions ce village ainsi que deux autres dans la même vallée, sur notre droite; mais quelque méprise fit que nos troupes les abandonnèrent aux approches du soir. L'ennemi, dont un corps avait gagné la chaîne de collines sur notre front, se dirigea immédiatement sur les trois villages, particulièrement celui de Preussisch-Eylau, dont il fut enfin chassé avec une perte considérable de part et d'autre. Mais il s'en empara encore pendant la nuit; les Russes avaient en effet abandonné une seconde fois ce village, non pas qu'ils fussent attaqués, mais parce que le général qui commandait là ayant été blessé, s'était retiré derrière le camp au quartier général, pour se faire panser, tout en se faisant remplacer, néanmoins, par un autre général.

De droite à gauche, les Russes occupaient une position d'environ un mille anglais; en profondeur la position était environ la même; sur la droite le pays était découvert jusqu'à une distance assez considérable; mais à gauche, à très-peu de distance, il y avait des bois et des ravins. La vallée dont j'ai déjà parlé, fortifiait le front, mais la nature des collines opposées, le long desquelles l'ennemi devait descendre, l'empêchait de se

déployer en s'approchant ; en outre en arrivant de la vallée à la position des Russes, il avait essuyé le feu d'une formidable rangée de batterie, montant en tout à près de cent pièces de canon sur le front de la ligne. On nous apprit que l'artillerie russe et prussienne s'élevait, prises ensemble, à sept cents pièces de canon. On en plaça plusieurs pendant la nuit vers ce point de notre position, qui dominait la ville de Preussisch-Eylau, et hier matin, à la pointe du jour, cette batterie ouvrit un feu contre la ville ; bientôt une forte colonne d'infanterie fit une sortie et s'avança presque sur la batterie dont elle fut repoussée avec une perte considérable ; elle se replia alors sur un gros corps de troupes qui occupait, vis-à-vis, un des ravins parallèles à notre front, de telle sorte que nous ne le commandions pas, et notre artillerie ne pouvait pas le canonner en enfilade. L'ennemi se montra en même temps sur plusieurs lignes sur les collines opposées, mais un peu derrière ce premier corps ; il se déployait le long de notre front, et de dedans le village ses artilleurs nous inquiétaient beaucoup ; il avait aussi établi sur différents points quelques canons dont le feu, cependant, n'eut pas grand résultat, tandis que nos batteries faisaient inutilement un bruit épouvantable. Quelque temps après, l'ennemi nous fit beaucoup de mal par le feu de plusieurs grosses pièces de canon qu'il avait placées avec la plus grande promptitude et de raison sur les points culminants des collines opposées : enfin, profitant de la fumée et de la neige qui tombait, il essaya d'arriver jusqu'à notre première ligne avec deux colonnes d'infanterie qui furent taillées en pièces, à la lettre, par la cavalerie russe, malgré l'océan de neige à travers lequel les chevaux devaient se frayer un chemin, et cela tout en descendant la colline. L'ennemi eut encore recours à ses batteries dont nous souffrimes beau-

coup ; sa cavalerie eut enfin l'intrépidité d'avancer et atteignit nos lignes où elle éprouva de grandes pertes ; elle fut enfin chassée par la nôtre dont la conduite, pendant toute la journée, fut extrêmement héroïque. Le feu continuel des batteries nous faisait toujours souffrir, mais à midi, c'est-à-dire près de cinq heures après le commencement de l'action, tous les avantages étaient du côté des Russes qui avaient certainement perdu beaucoup d'hommes par l'intrépidité, je dirai même la fougue inconsidérée de leur cavalerie dont les charges se faisaient sur un terrain où elle était exposée à de grands désavantages, mais où cependant elle fut constamment heureuse, et se couvrit de gloire. Je dis néanmoins que nonobstant les pertes que leur fit éprouver cette attaque des batteries ainsi que les autres, les Russes avaient tous les avantages, et jusqu'alors l'ennemi était complétement battu ; ceux-ci avaient, je le crus, promptement éprouvé qu'il était impossible de nous attaquer avec succès sur notre front ; à notre droite le pays étant plat pendant une distance considérable, toute tentative de ce côté nous eût été connue à l'instant. Il n'en était pas ainsi sur la gauche où, comme je vous l'ai dit, se trouvaient des bois et des collines sablonneuses. On avait invité instamment les généraux russes à surveiller le plus activement possible les mouvements de l'ennemi dans cette direction, et j'étais assuré que toutes les précautions nécessaires avaient été prises ; la distance de l'extrême gauche au point de notre front où se faisaient les attaques sérieuses ne permettaient pas d'observations personnelles. Vers une heure, cependant, malgré notre succès, quelques-uns des corps d'infanterie russe, à la gauche, reculèrent quoiqu'ils ne fussent pas attaqués, et plusieurs corps de cavalerie qui s'étaient cependant couverts de gloire. A ce même instant, l'ennemi, qui depuis

plusieurs heures sans doute avait pris possession des différents bois et défilés à notre gauche, se montra sur l'arrière de la gauche où il avait déjà réussi à amener à travers des difficultés immenses quelques pièces d'artillerie; il les plaça au sommet des collines et de là il parvint par son feu à faire des héros du matin les lâches du soir. En effet, ni la cavalerie ni l'infanterie qui, comme je l'ai dit reculaient sans savoir pourquoi, ne voulurent avancer vers le point de la gauche qui était ainsi menacé, ou prendre de nouveau leur première position sur le front; de sorte que l'ennemi voyant de dessus les collines opposées cette position inoccupée, renouvela l'attaque, mais heureusement sans succès, grâce aux efforts des troupes qui furent amenées d'autres points. Dans ce changement si extraordinaire, dans ce revers de fortune aussi inattendu que déplorable, quand des troupes qui devraient. . . . . trouva nécessaire de dire au général Lestocq d'avancer vers le front pour inquiéter l'ennemi par la présence de son infanterie. Mais Lestocq que l'on croyait, et que l'on avait dit au général Bennigsen être sur les derrières de son camp, se trouvait dans ce moment critique éloigné de nous de trois milles anglais, et il n'arriva pas avant trois heures. Dans l'intervalle, l'ennemi avait pris sur notre flanc gauche et un peu en arrière une position forte et redoutable, et vous savez combien est désolante la position du général en chef quand une terreur panique s'empare de ses troupes. Dans le principe on aurait pu, sans craindre de grandes pertes, contraindre l'ennemi à abandonner sa nouvelle position, mais quand Lestocq arriva, cette position était devenue très-forte. Elle s'étendait au delà de l'extrémité de notre flanc gauche, embrassant deux petits bois situés à peu près à distance égale de son centre; et tout cet espace était

rempli de tirailleurs, d'artillerie, et d'autres troupes rangées en ligne. Cependant l'ennemi n'avança pas : il se contenta de nettoyer à coups de canon cette partie de notre position, principalement l'arrière ; il avait pris la position la plus formidable et la plus menaçante, nous privant ainsi presque entièrement des avantages qui avaient jusqu'alors résulté pour nous de la disposition par laquelle notre front commandait le champ de bataille, et il avait certes déployé la plus grande science militaire dans ce mouvement que les troupes les mieux organisées avaient seules pu faire. L'ennemi ne cessa d'attirer l'attention de notre front par ses troupes légères, ayant aussi dirigé vers la droite de ce front quelques corps qui nous menaçaient de temps en temps. Lestocq vint dans notre camp par la droite avec environ treize mille hommes ; on dit qu'il y en avait plus, mais je ne m'en fie pas entièrement à des calculs de camp : cependant il se dirigea de suite en arrière à gauche, et s'avança sur deux lignes vers la droite de la nouvelle position de l'ennemi, tandis qu'à l'autre extrémité les Russes marchaient contre lui et s'avançaient aussi contre son centre. L'ennemi paraissait vouloir traverser notre camp de gauche à droite, mais il n'y avait pas moyen d'y réussir, et l'affaire se termina par quelques coups de fusil échangés entre les bois, et quelques coups de canon qui coûtèrent la vie à plusieurs personnes distinguées. Je dois dire que pendant tout ce temps le front de la ligne était engagé, ainsi que je l'ai rapporté plus haut. A la fin du jour l'ennemi occupait sa nouvelle position ; quoique certainement menacé d'une attaque très-formidable, et quoique selon toutes les probabilités il dût en être chassé dès le matin, sa position était néanmoins très-menaçante pour nous. Vers la nuit l'ennemi démasqua contre nous une batterie un peu sur notre

gauche. C'était, nous dit-on, le corps de Bernadotte.

On avait laissé gaspiller, fort inutilement et sans nécessité, les munitions de l'artillerie. Les généraux russes étaient chargés de s'y opposer. Depuis quelques jours, l'armée n'était pas bien nourrie ; je n'affirmerai pas que les vivres manquassent à la totalité de l'armée, mais une grande partie des soldats n'avaient rien mangé depuis longtemps. Ils s'étaient bien battus pendant plusieurs jours, tout en supportant une fatigue excessive et des privations de toute espèce, et pendant la plus grande partie de cette journée, ils avaient déployé le courage le plus indomptable, repoussant les attaques de l'ennemi dans toutes les circonstances, et lui demeurant supérieur excepté sous le rapport des manœuvres, où celui-ci fit preuve du plus grand talent. Je fais ici allusion à sa nouvelle position, qu'il conçut en grand général et exécuta avec une précision et une habileté parfaite. Nous étions encore maîtres du champ de bataille, et cependant on résolut de battre en retraite, ce qui s'effectua pendant la nuit, et nous laissâmes pour nous protéger, Lestocq, dont j'ai dit la position. Les Russes sont à environ neuf milles d'ici et à dix de leur champ de bataille. Je n'apprends pas que Lestocq ait été attaqué ni que les Français s'avancent en quelque direction. L'affaire de Lestocq de la nuit dernière n'a été que peu de chose, quoiqu'on dise, et Wilson entre autres, que son cheval a été tué; mais supposons cela : quoique les Français puissent n'avoir pas à regretter un grand nombre d'hommes par suite du long combat d'hier, cependant leurs pertes doivent être considérables et la démoralisation de leurs troupes évidente, car les Russes ne les redoutent certainement pas le moins du monde, et ils le savent bien. D'un autre côté, l'armée russe est pour le moment presque désorganisée ; du moins elle est dans l'état de con-

fusion le plus extraordinaire. Cela ne ressemble pas mal à ce que l'on voit quelquefois dans une armée turque ; je crois néanmoins, et je suis même sûr, qu'on pourrait réunir un assez grand nombre de soldats, pour engager les officiers supérieurs qui sont, sans contredit, de fort braves gens et remplis d'indignation contre les Français, à opposer à M. Buonaparte une résistance redoutable, dans le cas où celui-ci voudrait persister. Il doit certainement être extrêmement mortifié d'avoir été repoussé hier si souvent, et d'une manière si décisive, ainsi que de la résistance qu'un corps de ses troupes, très-supérieur en nombre, éprouva pendant plusieurs jours, de la part d'une très-petite arrière-garde russe. Je suis toujours d'avis, que par sa force naturelle et son courage indomptable, le soldat russe, sous les ordres d'un véritable *gentleman* de ses compatriotes qui semble naturellement fier et brave, peut, avec le secours de quelques capacités militaires, etc., s'opposer avec succès à ce que Napoléon poursuive le cours de son expédition, au moins dans ce pays. Les pertes des deux côtés, pendant la journée d'hier, doivent avoir été très-considérables, quoique inférieures à ce qu'on aurait pu prévoir, eu égard à la durée de l'engagement qui s'est prolongé depuis six heures et demi jusqu'à cinq heures et demie, Je ne compte pas quelques scènes sanglantes qui suivirent pendant la nuit. Les blessés sont, je le crains, dans une position déplorable ; ce que nous en avons vu est réellement déchirant. Wilson et moi avons, à Bennigsen et à ses officiers, les plus grandes obligations. Je montais hier un excellent cheval qui lui appartient et qui est grièvement blessé en deux endroits ; je ne crois pas que je puisse offrir de lui en payer la valeur, mais si la jument noire était en bon état, et que vous ne vous y opposiez pas, je pourrais, je crois, lui en faire cadeau, en

échange de son cheval qui ne guérira jamais parfaitement. Tous les villages que nous avons traversés ont été détruits, comme on pouvait s'y attendre. La bataille d'hier en a ruiné plusieurs. Bien des compliments à tout le monde.

J'ai été fort ennuyeux, ainsi que sec et fatigant, je le crains, par le désir que j'avais de vous mettre au courant de notre position et de la nature de notre attaque. D'après ce que j'ai vu hier, je crois que les Russes sont plus nombreux que je ne le disais avant. Je suis venu passer la nuit à Kœnigsberg, mais je retournerai au camp dès le matin.

Je pense vous voir d'ici à quelques jours.

Extrait d'une lettre de Lord Hutchinson à M. A.

Memel, 1er avril 1807. (Page 380.)

. . . . . .

Je dois vous apprendre que j'ai proposé au gouvernement anglais d'assembler un corps considérable ou plutôt une armée de troupes anglaises et suédoises en Poméranie ; elle agirait sur la rive gauche de l'Oder, assiégerait Stettin, mauvaise place avec une petite garnison, Custrin peut-être, et par ce moyen, ouvrirait une communication avec Berlin, l'Elbe et le reste de l'Allemagne. Je pense que nous pouvons envoyer trente mille hommes, y compris la légion allemande, ou tout au moins vingt-cinq mille. Les Suédois peuvent fournir dix mille hommes au moins, et quinze mille, si on les presse et si on les paye; ce serait donc en tout, une armée de quarante mille hommes placée dans une situation où elle pourrait rendre les plus grands services, et assurée, en cas de malheur, d'une excellente retraite derrière la Peene et Stralsund ; cette dernière ville est, vous le savez, un excellent quartier d'été.

. . . . . .

Lord Granville Leveson Gower à M. A.

(Secrète et confidentielle.)

Saint-Pétersbourg, 24 septembre 1807. (Pages 406-408.)

MONSIEUR,

Vous avez déjà été informé que la médiation de cette cour n'a été acceptée que conditionnellement par le gouvernement de Sa Majesté. Comme préliminaire de cette acceptation, mes instructions me prescrivaient de demander communication des articles secrets du traité de Tilsitt. J'ai reçu un refus direct, mais accompagné d'une sorte d'assurance que les articles secrets ne contenaient aucune stipulation hostile à l'Angleterre; je suis disposé à croire que l'Empereur n'est pas obligé, par une clause, à fermer les ports russes aux navires anglais, mais j'ai en même temps raison de penser que, quoiqu'il ne soit pas contraint d'en venir à des mesures d'hostilité ouverte, il a cependant promis de favoriser et de prêter les mains à l'établissement d'une ligue maritime contre la Grande-Bretagne.

Je sais, de source assez certaine, que les îles composant la république septinsulaire doivent être remises à la France, et que les vaisseaux de guerre russes doivent transporter les troupes françaises à Cattaro et à Corfou; il me semble important que cette nouvelle parvienne le plus tôt possible au commandant des forces navales de Sa Majesté dans l'Adriatique, et il vous sera probablement facile de la lui transmettre de Vienne.

Le comte Romanzoff est nommé ministre des affaires étrangères; ses sentiments ne sont certainement pas en faveur des Anglais.

Signé: GRANVILLE LEVESON GOWER.

Le comte Nicolas Romanzow à lord L. Gower.

(Lettre incluse dans la précédente.)

Le 11 (23) septembre 1807.

Le soussigné a eu l'honneur de mettre sous les yeux de l'Empereur la note et la copie de la capitulation de Copenhague, que lui a fait parvenir son excellence le lord G. L. Gower.

S. M. Impériale a vu, avec une peine infinie, tous les malheurs qui viennent d'accabler un monarque auquel elle est attachée, et par les liens du sang et par ceux d'un longue amitié.

Lorsque le ministère britannique a conçu le dessein de ravir au Danemark toute sa flotte; lorsque, pour cet effet, il a envoyé dans la Baltique, des troupes nombreuses et une flotte considérable, il l'a fait sans en prévenir S. M. Impériale. Ce silence, cette extrême réserve, peut servir de preuve que le cabinet de Saint-James jugeait lui-même que ce qu'il entreprenait était directement contraire aux intérêts de la Russie.

Tout ce qui vient de s'exécuter l'est en effet, et l'Em-

pereur se doit à lui-même comme aux intérêts de son empire, de ne pas s'y montrer insensible.

Sa Majesté se regarde comme garant de la sûreté et de la tranquillité de la mer Baltique ; à quelle époque la tranquillité et la sûreté de cette mer a-t-elle été troublée comme elle vient de l'être aujourd'hui ?

Le soussigné, après avoir instruit M. l'ambassadeur de S. M. Britannique, des sentiments de l'Empereur son maître, prie son Exc., etc., etc.

Signé : Le comte Nicolas Romanzow.

Pièce annexée à la lettre de Lord G.-L. Gower à M. Adair.

En date du 8 novembre 1807. (Page 424, sq.)

Le comte Romanzow à Lord G. L. Gower.

Saint-Pétersbourg, le 27 octobre (8 novembre 1807).

L'Empereur, qui, dans le cours de la guerre qu'il vient d'achever, avait à se plaindre de la conduite de l'Angleterre à son égard, subordonnait ses justes ressentiments à la pensée consolante, que la paix qu'il venait de conclure devait amener la paix générale.

Il s'était constitué médiateur; il avait ensuite offert sa médiation, en prévenant S. M. Britannique, que son désir était de lui procurer une paix honorable. L'Angleterre rejeta ses offices.

Il semblait qu'il entrait dans ses vues de ne pas laisser éteindre les feux de la guerre, mais de la rallumer dans le Nord, par un événement subit et nouveau.

Les flottes de S. M. Britannique, ses armées, vinrent

commettre sur le Danemark, un acte dont l'histoire n'offre aucun exemple.

L'Empereur, qui, au su de l'Angleterre, était un des garants de la tranquillité de la Baltique, qui est une mer fermée, l'Empereur qui n'avait été prévenu de rien, ne dissimula pas son ressentiment, et, dans une seconde note remise au lord Gower, prévint l'Angleterre qu'il ne se proposait pas de rester tranquille spectateur de ce qui venait d'arriver à un roi son parent et son ami.

L'Empereur ne prévit pas, il le confesse, qu'après cette déclaration, l'Angleterre lui ferait l'offre de se charger de faire entendre au Danemark, qu'il était de son intérêt de supporter ce qui venait de lui arriver, et de rendre la Russie garante, que la Grande-Bretagne pouvait, en toute sûreté, posséder ce qu'elle venait de ravir.

Le prince royal de Danemark n'avait pas ratifié la convention de Copenhague; aux secondes propositions qui viennent de lui être faites, il a encore exposé à S. M. Impériale, combien il était irrité par ce nouveau procédé du ministre britannique à son égard.

L'Empereur, touché de la confiance que le prince royal plaçait en son amitié, ayant considéré ses propres griefs contre l'Angleterre, ayant mûrement examiné les engagements qu'il avait avec les puissances du Nord, engagements pris par l'impératrice Catherine et feu S. M. l'Empereur, tous deux de glorieuse mémoire, s'est décidé à les remplir.

Aussi, Sa Majesté charge-t-elle le soussigné de déclarer à son excellence le lord Gower, ambassadeur de S. M. Britannique, que l'Empereur rompt toute communication avec l'Angleterre. S. M. Impériale rappelle toute la mission qu'elle y avait, et ne veut pas conserver près d'elle celle de S. M. Britannique. Il n'y aura dorénavant entre les deux pays aucun rapport.

L'Empereur déclare qu'il annule, et pour toujours, tout acte conclu précédemment entre la Grande-Bretagne et la Russie, et nommément la convention faite en 1801, le 5 (17) du mois de juin. Il proclame de nouveau les principes de la neutralité armée, ce monument de la sagesse de l'impératrice Catherine, et s'engage à ne jamais déroger de ce système.

Il demande à l'Angleterre de satisfaire complétement ses sujets, sur toutes les justes réclamations de vaisseaux et de marchandises, saisis ou retenus contre la teneur expresse des traités conclus sous son propre règne.

L'Empereur prévient que rien ne sera rétabli entre la Russie et l'Angleterre, que celle-ci n'ait satisfait le Danemark.

L'Empereur s'attend à ce que S. M. Britannique, au lieu de permettre à ses ministres, comme elle vient de le faire, de répandre de nouveaux germes de la guerre, n'écoutant que sa propre sensibilité, se prêtera à conclure la paix avec S. M. l'empereur des Français, ce qui étendrait, pour ainsi dire à toute la terre, les bienfaits inappréciables de la paix.

Lorsque l'Empereur sera satisfait sur tous les points qui précèdent, et nommément sur celui de la paix entre la France et l'Angleterre, sans laquelle aucune partie de l'Europe ne peut pas se promettre une véritable tranquillité, S. M. Impériale reprendra alors volontiers, avec la Grande-Bretagne, les relations d'amitié que, dans l'état de mécontement où l'Empereur devait être, il a peut-être conservées trop longtemps.

Le soussigné s'étant acquitté des ordres de l'Empereur son maître, prie son excellence M. l'ambassadeur, de faire parvenir sans délai, à la connaissance du roi, son souverain, le contenu de cette note.

Signé : Le comte Nicolas Romanzow.

Lord Granville Leveson Gower au comte Romanzow.

Le 9 novembre 1807. (Page 426.)

Le soussigné, ambassadeur de S. M. Britannique, a l'honneur d'accuser la réception de la note que S. Exc. le comte de Romanzow lui a donnée en date d'hier; il ne tardera pas à la transmettre à sa cour; mais les inculpations qui y sont contenues contre le gouvernement britannique, imposent au soussigné le devoir de prier Son Excellence de vouloir bien porter sans délai, à la connaissance de S. M. Impériale, quelques observations qui puissent mettre dans leur jour véritable les démarches réciproques des deux puissances.

Quoique la célérité indispensable à l'exécution des projets de précaution adoptés vis-à-vis le Danemark, ne permettait pas des communications antérieures, la note du soussigné, en date du 2 septembre, bien loin de cacher les raisons qui avaient motivé cette expédition, les divulguait avec franchise, et l'explication en fut réitérée et accompagnée de détails plus que satisfaisants, à l'occasion de la première conférence du soussigné avec le ministre du jour.

Les articles secrets du traité de Tilsitt sont d'ailleurs inconnus à la cour de Londres, et le soussigné a vainement réclamé la communication des arrangements dont l'accomplissement développe chaque jour des objets peu conformes à l'esprit des anciennes alliances, et absolument préjudiciables aux intérêts dont le maintien fut jadis une partie essentielle du système russe. Est-ce donc à la Russie de se plaindre du secret, lorsque cette cour refuse nettement la seule explication qui aurait pu rassurer celle de Londres sur les intentions et les projets médités à son égard? Ce silence, cette extrême réserve peut servir de preuve que le cabinet de Pétersbourg jugea lui-même que ses arrangements secrets étaient directement contraires aux intérêts de la Grande-Bretagne.

Quant à la tranquillité de la Baltique, l'Angleterre n'a jamais reconnu des droits exclusifs, et quelles que fussent les prétentions de la Russie, au titre de garant de la sûreté de cette mer, son silence, lors de la clôture des ports au pavillon britannique de Lubeck jusqu'à Mémel, paraissait en être l'abandon ouvert.

Le soussigné saisit cette occasion, etc., etc.

Signé : G. L. Gower.

M. Garlike à M. Adair.

Memel 14 novembre 1807. (Page 427.)

Mon cher Monsieur,

L'amiral Gambier envoya en effet deux cutters à Liebau pour maintenir les communications avec l'Angleterre, mais leur donna en même temps l'ordre de ne rester que jusqu'au premier vent d'est après le 10 novembre. Je n'eus que le temps de charger l'un d'eux de dépêches; la réponse que je reçus de Liebau me fit connaître qu'ils devaient naviguer de conserve; je crains donc qu'ils ne soient tous deux partis. Ils se sont montrés fort peu disposés à rester quoique je ne doute pas que si la Russie ne fermait pas ses ports, il serait possible de louvoyer entre Liebau et Ystadt au moins jusqu'à Noël, sinon pendant tout l'hiver. Il était impossible de vous en donner avis à temps, car le gouvernement me fait entendre que les lettres sont, depuis trois semaines, parties pour Vienne par une route sûre.

Vous savez que ce pays a 112,000,000 de livres à

payer à la France. On propose d'acquitter dans cinq ans la moitié de cette dette, en hypothéquant comme garantie certains domaines de la couronne (la France avait exigé que la vente des domaines de la couronne situés aux environs de Berlin fût à la disposition des généraux français); la seconde moitié serait payée, dans un délai fixé, sur des obligations royales. La France demande comme garantie de cet engagement les cinq forteresses de Glogau, Custrin, Stettin, Graudenz et Colberg, dans chacune desquelles la Prusse devra entretenir 8,000 soldats français, ou plutôt payer à la France cet entretien d'après un calcul fait exprès, soit 11,000,000 de thalers pour quarante mille hommes, tandis que la Prusse entretenait jadis deux cent cinquante mille hommes avec 17,000,000 de thalers. Ajoutez à cela environ 4,000,000 de contribution et 2,000,000 pour payements divers, vous aurez 17,000,000 pris sur un revenu qui s'élève en tout à environ 20,000,000.

Le prince Guillaume s'est rendu à Paris pour essayer d'adoucir le gouvernement; cependant les conventions ou négociations sont tellement avancées que le gouvernement s'attend à recevoir une réponse définitive vers le 19 du courant. Il est impossible de prévoir les résolutions auxquelles on s'arrêtera, car si la Prusse accepte des conditions qu'elle ne saurait remplir, la plus favorable pour elle sera de garder les troupes françaises. L'alternative est évidente. J'ai écrit au comte de Goltz afin de m'opposer à la cession des forteresses situées sur le territoire anglais.

Copie d'une pièce annexée à une lettre de M. Adair à lord Collingwood.

Datée de Vienne, 28 novembre 1807. (Page 431.)

Proclamation de George Moncenigo, ministre plénipotentiaire de l'empereur de Russie, aux habitants de la république des Sept Iles.

L'établissement d'un gouvernement provisoire, soutenu par les invincibles troupes de S. M. l'empereur de toutes les Russies, a pour objet de vous mettre en état de mériter de plus en plus le bienfait de cette libre et durable constitution à laquelle vous êtes appelés.

Ainsi, au nom de mon auguste souverain, je vous exhorte à vous soumettre, etc., etc. Je me propose de soutenir avec fermeté, et tout l'appui de la force, l'installation du gouvernement, afin qu'une administration suprême, juste, mais sévère, active et forte, telle que vous n'en avez point joui encore, vous fasse sentir les précieux avantages d'une existence civile.

Vous devez, habitants des Sept Iles, recueillir par l'effet de ses mesures paternelles et prévoyantes, les

premiers fruits des soins affectueux que prend de vous mon auguste souverain.

Que celui qui pourrait ne pas y répondre par la conduite la plus pacifique, sache qu'il sera considéré comme ennemi.

Que dans toute l'étendue de la république *Septinsulaire*, dans les plus ténébreuses retraites de toutes les parties de l'île, je saurai, par des moyens dont je me suis assuré, voir, pénétrer, entendre.

Je vous invite donc à m'obéir.

Retournez à vos demeures, appliquez-vous à vos occupations domestiques, et, quant à la chose publique, laissez-en absolument toute pensée à ceux-là seuls qui y sont autorisés!

C'est ainsi que vous vous préparerez à devenir les enfants légitimes d'un État libre!

FIN DU TOME DEUXIÈME ET DERNIER.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME DEUXIÈME.

Pages.

Notice préliminaire sur l'ambassade du maréchal à Pétersbourg. 1

Esquisse du plan de campagne contre les établissements anglais de l'Inde, tel qu'il fut arrêté par Buonaparte et l'Empereur Paul Ier. 6

Dépêches de M. de Stedingk au roi de Suède. 19

1re Dépêche. 19

2e *id.* 22

3e *id.* 25

Apostille. 27

4e Dépêche au roi. 30

5e *id.* 36

6e *id.* 38

7e *id.* 40

Apostille. 41

8e Dépêche au roi. 44

9e *id.* 46

10e *id.* 47

11e *id.* 50

Apostille. 55

12e Dépêche au roi. 58

Pages

Apostilles. 62,68
13e Dépêche au roi. 70
Apostille. 72
14e Dépêche au roi. 74
Notes diplomatiques. *Litt. A.* 84
Id. *Litt. B.* 85
Id. *Litt. C.* 87
Id. *Litt. D.* 89
Apostille. 91
15e Dépêche au roi. 93
16e *id.* 97
17e *id.* 103
Apostille. 104
18e Dépêche au roi. 106
19e *id.* 111
Note de M. le prince de Czartorisky. 115
20e Dépêche au roi. 116
21e *id.* 121
Rapport du général d'infanterie Koutousoff, 7 novembre 1805. 124
Rapport du même général, 2 novembre 1805 (v. st.). . 129
Note du prince de Czartorisky. 132
22e Dépêche au roi. 134
23e *id.* 135
Apostille. 138
24e Dépêche au roi. 140
25e *id.* 142
Apostilles nos 1, 2, 3. 161,164,166
26e Dépêche au roi. 170
Lettre à M. le baron d'Ehrenheim. 179
27e Dépêche au roi. 181
28e *id.* 183
29e *id.* 194
Apostille. 200
Lettre de Louis XVIII à M. de Stedingk. 201
30e Dépêche au roi de Suède. 203
Apostille. 207

Pages.

Note de M. de Budberg. 209
Note de M. de Stedingk. 213
31e Dépêche au roi. 219
32e *id.* 227
Note de M. de Budberg. 229
33e Dépêche au roi 241
34e *id.* 243
Lettre du prince Caracciolo. 245
Apostille. 248
35e Dépêche au roi. 250
36e *id.* 252
37e *id.* 254
38e *id.* 261
39e *id.* 269
40e *id.* 271
41e *id.* 274
42e *id.* 276
Apostille. 381
43e Dépêche au roi. 283
44e *id.* 287
45e *id.* 289
46e *id.* 297
Note de l'ambassadeur au comte Soltikoff. 300
Réponse du comte Soltikoff. 302
47e Dépêche au roi. 304
48e *id.* 310
49e *id.* 312
50e *id.* 316
51e *id.* 318
52e *id.* 321
53e *id.* 324
54e *id.* 326
55e *id.* 328
Note de M. de Budberg. 330
56e Dépêche au roi. 332
57e *id.* 334
58e *id.* 338

Pages.

59e Dépêche au roi. 343
Note de lord Gower. 345
60e Dépêche au roi. 348
Lettre de M. de Romanzoff. 350
61e Dépêche au roi. 252
62e *id.* 359
63e *id.* 367
64e *id.* 370
65e *id.* 379
Apostille. 383
Lettre au comte de Romanzoff. 385
66e Dépêche au roi. 387
67e *id.* 392
68e *id.* 403
69e *id.* 415
70e *id.* 418
71e *id.* 420
72e *id.* 422
Lettre au général de Klercker. 431
73e Dépêche au roi. 433
74e *id.* 438
Lettre au général de Klercker. 440
Apostille. 441
Lettre au général de Klercker. 445
Lettre du général de Klercker. 447
Apostille. 448
75e Dépêche au roi. 449
Note de M. de Stedingk. 451
76e Dépêche au roi. 454
Note de M. de Stedingk. 459
77e Dépêche au roi. 462
Note de M. Romanzow. 465
78e Dépêche au roi. 467

APPENDICE.

Extrait d'une lettre de M. Adair à M. Fox. 471